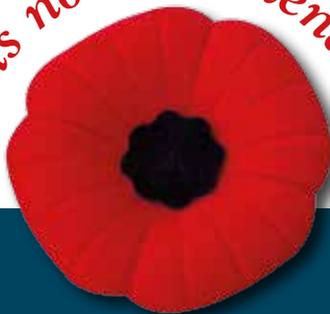


Sous la direction du brigadier-général  
**Richard Giguère** (retr.)

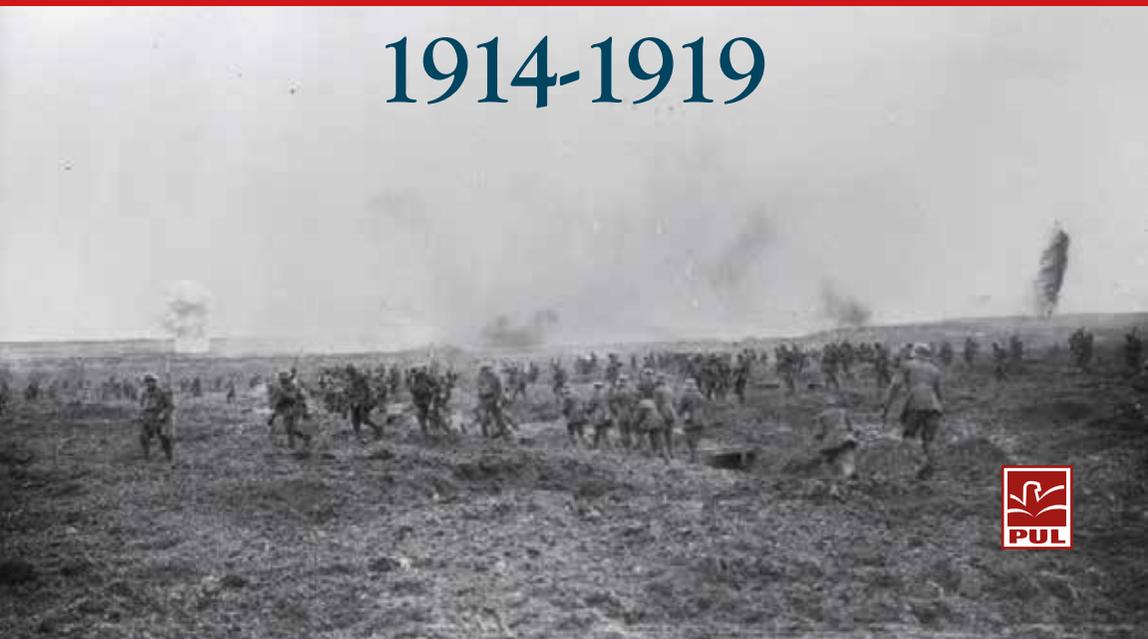
*Nous nous souviendrons*



# LE QUÉBEC DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

SACRIFICE, DÉTERMINATION, VICTOIRE

1914-1919





**Nous nous souviendrons**

**LE QUÉBEC DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

**SACRIFICE, DÉTERMINATION, VICTOIRE**

**1914-1919**

## RED ENSIGN

Première version du *Red Ensign* canadien utilisée de 1868 à 1921. Ce drapeau n'a jamais été adopté officiellement par le Parlement du Canada. L'emblème sur le terrain a beaucoup varié au cours de la période.



Source: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Red\\_Ensign\\_canadien](https://fr.wikipedia.org/wiki/Red_Ensign_canadien).

## LE CARILLON MODERNE

Le 26 septembre 1902, le curé du village de Saint-Jude, près de Saint-Hyacinthe, Elphège Filiatrault, hisse sur son presbytère un drapeau qu'il a confectionné. Ce drapeau, non officiel, prendra ultérieurement le nom de « fleurdelisé ».



Source: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Carillon\\_moderne#/media/File:CarillonFiliatrault\\_Drapeau.png](https://fr.wikipedia.org/wiki/Carillon_moderne#/media/File:CarillonFiliatrault_Drapeau.png).

Sous la direction du brigadier-général  
RICHARD GIGUÈRE (retr.)

**Nous nous souviendrons**  
LE QUÉBEC DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE  
SACRIFICE, DÉTERMINATION, VICTOIRE  
**1914-1919**



Presses de  
l'Université Laval

Financé par le gouvernement du Canada  
Funded by the Government of Canada

| **Canada**

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien. L'an dernier, le Conseil a investi 153 millions de dollars pour mettre de l'art dans la vie des Canadiennes et des Canadiens de tout le pays.

We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts, which last year invested \$153 million to bring the arts to Canadians throughout the country.



Conseil des arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

**SODEC**  
Québec 

Mise en pages: Diane Trottier

Maquette de couverture: Laurie Patry

#### COUVERTURE

Avance des soldats canadiens sur la crête de Vimy et soldats allemands se rendant (CWM Photo O.1155)

#### VERSO

Rangées de tombes de soldats inconnus au cimetière de Tyne Cot dans les Flandres belges, site entre autres de la bataille de Passchendaele en octobre-novembre 1917. (Archives M. Grondin)

Chapelle du Souvenir dans la Tour de la Paix du Parlement canadien à Ottawa, conservant les huit livres du Souvenir dans lesquels sont inscrits le nom des 118700 Canadiens et Canadiennes disparus lors des conflits et des missions de maintien de la paix des siècles derniers. (Archives du Parlement du Canada)

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2019

ISBN 978-2-7637-4338-7

PDF 9782763743394

Les Presses de l'Université Laval

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	IX
<i>L'Honorable J. Michel Doyon, Lieutenant-gouverneur du Québec</i>	
<b>Introduction</b> .....	1
<i>Richard Giguère</i>	
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>Prélude à la Grande Guerre: situation dans le monde et au Canada en 1914</b> .....	9
<i>Marcel Belleau</i>	
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>Les répercussions de la dernière des dernières guerres en droit constitutionnel canadien et en droit international public</b> .....	23
<i>Alain Lemieux</i>	
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>La défense de Québec</b> .....	39
<i>Richard Garon</i>	
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>Le voyage de la Première Division</b> .....	49
<i>Charles André Nadeau</i>	
<b>CHAPITRE 5</b>	
<b>Le Québec, les francophones et la Première Guerre mondiale</b> .....	69
<i>Richard Garon</i>	
<b>CHAPITRE 6</b>	
<b>L'émergence des « Canayens » sur les champs de bataille européens: le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français)</b> .....	81
<i>Richard Giguère</i>	
<b>CHAPITRE 7</b>	
<b>La confusion des frontières: essai sur la Grande Guerre</b> .....	91
<i>Raphaël Arteau Mcneil</i>	

<b>CHAPITRE 8</b> <b>De grands Canadiens : les généraux Currie, Turner, Burstall et Watson</b> .....	119
<i>Marcel Belleau</i>	
<b>CHAPITRE 9</b> <b>La montée en puissance du Corps d’armée canadien de 1915 à 1916</b> .....	133
<i>Marc Grondin</i>	
<b>CHAPITRE 10</b> <b>Le Corps d’armée canadien, de victoire en victoire en 1917</b> .....	165
<i>Marc Grondin</i>	
<b>CHAPITRE 11</b> <b>L’offensive des 100 jours</b> .....	193
<i>François Lafond</i>	
<b>CHAPITRE 12</b> <b>Voler, tuer, espérer : l’expérience des aviateurs de la Grande Guerre</b> .....	205
<i>Carl Pépin</i>	
<b>CHAPITRE 13</b> <b>L’administration et le soutien au combat du Corps expéditionnaire canadien</b> .....	221
<i>Marc Grondin</i>	
<b>CHAPITRE 14</b> <b>La « der... des ders », suites et fin ?</b> .....	251
<i>Marcel Belleau</i>	
<b>CHAPITRE 15</b> <b>Le Canada se souvient !</b> .....	267
<i>Marc Grondin</i>	
<b>APPENDICE 1</b> <b>Récipiendaires québécois de la Croix de Victoria durant la Première Guerre mondiale</b> .....	293
<b>APPENDICE 2</b> <b>Notes biographiques des auteurs</b> .....	307
<b>Remerciements</b> .....	311



## L'Acte du souvenir\*

Ils ne vieilliront pas comme nous  
qui leur avons survécu ;  
ils ne connaîtront jamais l'outrage  
ni le poids des années.  
Quand viendra l'heure du crépuscule  
Et celle de l'aurore  
Nous nous souviendrons d'eux.

La Croix du sacrifice à l'entrée du parc  
des Champs-de-Bataille à Québec  
(archives M. Grondin)

*For the Fallen*  
*They shall grow not old,*  
*as we that are left grow old:*  
*Age shall not weary them,*  
*nor the years condemn.*  
*At the going down of the sun*  
*and in the morning,*  
*We will remember them.*



Rangées de tombes de soldats inconnus au cimetière de Tyne  
Cot dans les Flandres belges, site entre autres de la bataille de  
Passchendaele en octobre-novembre 1917 (archives M. Grondin)

\* L'Acte du souvenir est extrait d'un poème intitulé *For the Fallen*, de Laurence Binyon, un poète britannique qui servit comme infirmier durant la Grande Guerre. Le poème fut écrit en septembre 1914 et publié dans le journal *The Times* le 21 du mois.



# PRÉFACE

L'HONORABLE J. MICHEL DOYON  
LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU QUÉBEC

**28** juin 1914, assassinat de l'héritier du trône de l'Empire austro-hongrois et de son épouse à Sarajevo. Un mois plus tard, soit le 28 juillet, le conflit éclate entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. L'Allemagne, première puissance économique et militaire européenne, s'implique aussitôt. Déclaration de guerre contre la Russie, le 1<sup>er</sup> août, puis contre la France, le 3 août. Le lendemain, les troupes allemandes envahissent la Belgique, pays pourtant neutre, pour contourner l'armée française. L'Angleterre, alliée au sein de la Triple-Entente avec la France et la Russie, ne peut rester indifférente. Elle adresse un ultimatum à l'Allemagne, exigeant le respect de la neutralité belge. La sommation demeure sans réponse. L'état de guerre entre les deux pays existe désormais, entraînant ainsi les dominions de l'Empire britannique dans le conflit. La guerre est désormais mondiale.

Au début de la guerre, les forces canadiennes sont quasi inexistantes. L'armée ne compte que quelque 3 000 militaires, alors que la marine ne dispose que de deux navires et moins de 350 hommes. L'enrôlement de volontaires s'impose. Le Canada recrute aussitôt en vue de former un corps expéditionnaire de 25 000 volontaires, dont « 13 000 hommes d'infanterie ». Le gouvernement canadien adopte ses premiers décrets, mobilise pour le service actif certaines unités de milice dont les Voltigeurs de Québec et le Royal Rifles de Québec, vote une somme de 50 millions afférente aux dépenses de l'armée, interdit à tout navire marchand ennemi de quitter dorénavant un port canadien, détermine les formalités à remplir pour tout navire désirent accoster au port de

Québec, prohibe, sans autorisation préalable, l'approche par tout navire d'un « steamer du gouvernement ou la cale-sèche [sic] de Lévis », acquiert un terrain d'entraînement à Valcartier. En septembre, le camp de Valcartier compte déjà plus de 30 000 volontaires.

Au début d'octobre 1914, départ du premier contingent du Corps expéditionnaire canadien. Trente-deux navires de transport composent le convoi, escortés de plusieurs bâtiments de guerre de la Grande Flotte, en vue d'en assurer la protection. Deux semaines plus tard, à la demande de Canadiens de langue française, le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) est créé, le lieutenant-colonel Frédéric Gaudet en assurant le commandement. Le régiment quitte Halifax à la mi-mai 1915 et se retrouve bientôt dans l'horreur des tranchées, insalubres et infectes, près d'Ypres, dans les Flandres et participe aux batailles de Saint-Éloi et du mont Sorrel au printemps 1916. Il prendra part à sa première véritable offensive d'envergure sous le commandement du lieutenant-colonel Thomas-Louis Tremblay au cours de la bataille de la Somme. Les Canadiens s'illustrent aux combats à Courcellette, Vimy et Passchendaele, deviennent des héros, méritent nombre d'honneurs militaires. Parmi eux, le caporal Joseph Keable et le lieutenant Jean Brillant obtiennent, à titre posthume, la Croix de Victoria, plus haute distinction britannique attribuée pour un « acte de bravoure remarquable ». Le premier pour avoir arrêté à lui seul une offensive allemande, le second pour s'être illustré de façon exceptionnelle lors de la bataille d'Amiens.

Guerre meurtrière, s'il en est. Sur les quelque 650 000 Canadiens y ayant participé, le total des victimes s'élève à près de 220 000 alors qu'on évalue les pertes, au point de vue mondial, tant civiles que militaires, à 41 millions, soit 20 millions de morts et 21 millions de blessés. Aussi, quelle réponse à donner à l'encadrement juridique et politique des conflits armés, à moins de faire nôtre la doctrine millénaire « qui fait de la force la mère du droit ».

Nous ne devons jamais oublier ces quelque 20 000 Canadiens, sans sépulture connue, parmi les 66 655 tués et dont les noms sont conservés à jamais dans *Les livres du Souvenir de la Première Guerre mondiale*, dans la tour de la Paix au parlement canadien. Nous avons un devoir de mémoire envers nos militaires, morts ou blessés,

au cours de cette guerre. Voyons dans le coquelicot, symbole du jour du Souvenir, ceux qui reposent au champ d'honneur, pour nous qui avons « le goût de vivre en liberté ».

Cette histoire, celle de la Grande Guerre, nous est présentée sous l'angle québécois, de façon magistrale, dans ce livre intitulé *Nous nous souviendrons. Le Québec dans la Première Guerre mondiale : sacrifice, détermination, victoire 1914-1919*. Il réunit les conférences prononcées au Cercle de la Garnison de Québec par des experts de notre histoire militaire à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale. On y aborde nombre de sujets. Un nous présente le prélude à ce conflit. Un autre nous fait part des politiques adoptées pour la défense de Québec et de Lévis. D'autres, enfin, nous entretiennent de la place des francophones dans ce conflit, du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, des héros oubliés ou du bilan laissé par ce conflit, tant au Canada que par le monde.

Quelle heureuse initiative que celle de colliger ces textes en un livre ! Merci aux conférenciers et aux collaborateurs de cette œuvre, de nous renseigner et d'attirer notre attention sur les conséquences que cette guerre devait avoir dans le vécu du Québec. Ils nous permettent, grâce à leurs recherches, de jeter un regard particulier sur cette horrible guerre qu'on espérait être la dernière.



# INTRODUCTION

RICHARD GIGUÈRE

Voilà 100 ans que les canons de la Première Guerre mondiale se sont officiellement tus. Le centenaire de la fin de la « der des ders » fut souligné sur une grande partie de la planète à 11 h, le 11 novembre 2018. Ce conflit aux conséquences démesurées, qui bouleversa l'ordre mondial, demeure le plus sanglant de l'histoire canadienne. Ses répercussions se font encore sentir de nos jours.

Cette guerre a également et inévitablement marqué notre coin de pays. De ce constat a germé l'idée d'un projet particulier, une initiative imaginée initialement par le colonel Marc Grondin (retr.) et le lieutenant-colonel (honoraire) Alain Lemieux. Dans cette année conduisant au centenaire de l'Armistice de 1918, pourquoi ne pas organiser à Québec une série de conférences au sujet de la Première Guerre mondiale ? Des conférences visant à expliquer et à démystifier la contribution des fils et des filles de la région de Québec à ce conflit. Des conférences appuyant également notre devoir de nous souvenir...

À la suite de quelques réunions animées et grâce au dynamisme et à la volonté d'une petite équipe motivée et déterminée, le projet se concrétisa par la planification et l'exécution d'un programme diversifié de conférences. Les participants furent nombreux au rendez-vous lors de six prestations offertes entre décembre 2017 et octobre 2018 dans le cadre évocateur et fort significatif du Cercle de la Garnison de Québec. Nous avons également obtenu l'appui de musées militaires qui nous ont permis

de bonifier notre offre par l'exposition et l'explication d'artefacts reliés aux propos des conférenciers. Nous tenons à remercier le Musée Royal 22<sup>e</sup> Régiment, le Musée régimentaire des Voltigeurs de Québec, le Musée naval de Québec et le Musée de la Défense aérienne de Bagotville.

Dans un souci de conserver et de partager davantage les propos si intéressants tenus par nos conférenciers, un projet de livre fut élaboré, dirigé fort habilement et avec grand professionnalisme par le lieutenant-colonel Éric Beaudoin. Nous considérons ce recueil que vous consultez comme un témoignage précieux à la mémoire de ceux et celles qui ont relevé cet incroyable défi du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui conduira entre autres à l'émergence de notre société sur la scène internationale.

Ce livre est fort particulier du fait que la plupart des auteurs ont un lien direct avec la profession des armes. Ils ont été militaires au sein de la force régulière ou de la Réserve, ont été nommés à des postes d'honoraires au sein des Forces armées canadiennes ou ont consacré leurs études universitaires au thème des forces armées. Cette appartenance à la grande famille militaire les unit et teinte indubitablement leurs propos. Ils ont tous terminé des études universitaires dans divers domaines, ont tous connu des carrières exemplaires, mais c'est leur lien à la profession des armes qui parle davantage par leurs écrits. C'est cette perspective qui ressort de leurs réflexions et qui donne une particularité singulière à cet ouvrage.

Le titre indique que nous couvrons les événements reliés à ce conflit jusqu'en 1919. L'usage commun cadre pourtant traditionnellement le premier conflit mondial entre 1914 et 1918. L'Armistice a bel et bien été signé le 11 novembre 1918, mais ce jalon n'a pas signifié la démobilisation immédiate des troupes canadiennes. Les termes de cet accord de suspension des hostilités prévoyaient une période d'occupation de l'Allemagne. Le rapatriement des troupes au Canada ne s'est pas fait aussi rapidement que souhaité et n'était pas encore terminé à la fin de l'année 1918. Un contingent canadien incluant des francophones fut également déployé en Sibérie jusqu'en avril 1919 dans un effort destiné à contrer la révolution russe. De plus, nous devons souligner que la guerre n'a officiellement pris fin que le 28 juin 1919 avec la signature du traité de

Versailles entre les Alliés et les Allemands. Il nous paraissait donc plus juste et achevé d'inclure l'année 1919 dans nos réflexions.

Au commencement, dans le premier chapitre, il nous faut bien saisir le contexte géopolitique de l'époque. Mais qu'est-ce qui a bien pu conduire à l'éclatement de ce conflit si meurtrier? On attribue souvent la cause de la guerre à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône de l'Empire austro-hongrois, à Sarajevo en Bosnie le 28 juin 1914. C'est un raccourci un peu rapide, nous prévient le colonel Marcel Belleau (retr.) qui, en nous décrivant la situation dans le monde et au Canada en 1914, nous explique admirablement le prélude à la Grande Guerre.

Au point de vue juridique, des pays se sont effectivement et officiellement déclaré la guerre en 1914. Le lieutenant-colonel (honoraire) M<sup>e</sup> Alain Lemieux, dans le deuxième chapitre, tend à démontrer que c'est l'avènement malheureux du premier grand conflit mondial qui a, dans une très large mesure, donné naissance aux grands fondements à partir desquels se sont développés d'importants jalons de notre droit constitutionnel et du droit international applicable aux conflits armés.

Seule ville encore fortifiée au nord du Rio Grande, Québec, ville garnison, a toujours constitué un emplacement stratégique important depuis sa fondation en 1608. Durant plusieurs siècles, lorsque les canons se font entendre, même dans des terres lointaines, la défense de la région s'active, et la Première Guerre mondiale n'y fait pas exception. À cette époque, c'est principalement son port, son industrie et sa population qui en font un site stratégique de premier plan pour cette guerre qui s'amorce en Europe. Pour bien comprendre cet aspect souvent oublié du conflit et occulté dans la majorité des ouvrages historiques, un troisième chapitre rédigé par le colonel Richard Garon évoque l'importance stratégique de la région de Québec, son état de préparation, ainsi que les mesures prises pour assurer la défense de la porte d'entrée du continent nord-américain.

La vocation maritime de Québec facilitera le départ de la Première Division canadienne qui se déploiera vers l'Angleterre à partir du port de la capitale à la fin de septembre 1914. Le journal *Le Soleil* proclamait à cette époque que le voyage de la Première Division représentait la plus considérable expédition militaire

jamais entreprise au Canada. Au chapitre quatre, le capitaine de frégate Charles André Nadeau (retr.) relate les événements et les péripéties accompagnant la réalisation de cette véritable grande armada vers les terres européennes.

Malgré un relatif engouement initial, bien des propos ont couru sur l'attitude des citoyens francophones du Québec face à la guerre 14-18. Les critiques en effet n'étaient parfois pas tendres à l'égard de la population de la province. Les Canadiens français étaient contre la guerre et n'appuyaient pas l'Empire britannique, ils n'avaient pas la fibre militaire, ne se ruaient pas aux centres de recrutement... Il est indéniable que la question de la conscription de 1917-1918 a marqué les esprits, mais le colonel Richard Garon entreprend de démystifier la situation, de rectifier le tir en dépeignant l'attitude véritable des Canadiens français du Québec en mettant en lumière leur importante contribution dans le cinquième chapitre.

De nombreuses unités furent recrutées au Canada et au Québec à partir de 1914 pour participer à l'effort de guerre. Des unités déjà existantes au sein de l'appareil militaire canadien étaient également en activité au lancement des hostilités. C'est cependant autour du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) que la participation des « Canayens » aux combats de la Première Guerre mondiale s'est véritablement cristallisée. Le titre « Royal » fut attribué au 22<sup>e</sup> Bataillon en 1921 par le roi George V à la suite de la détermination affichée et des honneurs de bataille mérités par les fameux « Vandoos » en Europe. Le brigadier-général Richard Giguère (retr.), dans le sixième chapitre, trace les grandes lignes de la création et de l'épopée de cette célèbre unité encore en activité de nos jours.

Dans un texte au caractère philosophique intitulé « La confusion des frontières : essai sur la Grande Guerre », le professeur Raphaël Arteau-McNeil fait part de ses réflexions sur ce conflit dans le septième chapitre. Son point de départ est le *no man's land*, à la fois comme image emblématique de la Première Guerre mondiale et comme symbole d'une inquiétante leçon. Car, au-delà du centenaire qu'il convient de souligner, l'embarrassante question qui plane au-dessus de tout ce qu'il est possible de rappeler au sujet de la guerre de 14-18 porte selon lui sur la signification de la Grande Guerre. Quelle est la signification du *no man's land*? Il

termine son essai par une conclusion troublante et paradoxale, mais lourde de sens.

Avant la guerre de 1914, quoique le Canada soit responsable de sa défense, il est encore dans les faits considéré militairement comme une colonie et ses forces armées sont commandées par des généraux britanniques. De plus, possédant une armée peu nombreuse, il n'a formé à cette époque que quelques officiers ayant les compétences nécessaires pour commander à des niveaux supérieurs de la hiérarchie militaire. Cependant, peu après son entrée en guerre, le pays peut tout de même compter sur quelques individus qui peuvent occuper des postes importants au sein de l'appareil militaire. La ville de Québec a produit son lot de commandants et d'officiers généraux qui ont eu à diriger des formations importantes sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, notamment les généraux Turner, Burstall et Watson. Le colonel Marcel Belleau (retr.) nous décrit leur cheminement dans le huitième chapitre, abordant également la carrière du général sir Arthur Currie, seul commandant de nationalité canadienne du Corps d'armée canadien durant le conflit 1914-1918.

En 1914, le Canada n'est pas une puissance militaire. Pourtant, au moment de l'Armistice, 424 589 Canadiens et Canadiennes auront servi outre-mer dans les 2 600 unités de la Force expéditionnaire canadienne (FEC). Au chapitre neuf, le colonel Marc Grondin (retr.) nous décrit la montée en puissance, l'aguerrissement progressif et soutenu du Corps d'armée canadien durant les combats en Belgique et en France entre 1915 et 1917. Dans la foulée, il nous relate au chapitre dix les actions de ce corps d'armée qui, en mesure de relever les défis les plus exigeants, vole littéralement de victoire en victoire en 1917, la prise de la crête de Vimy en avril de cette année-là marquant particulièrement l'imaginaire des Canadiens.

Les troupes canadiennes se sont particulièrement démarquées à la fin de la guerre lors d'une campagne militaire baptisée « l'Offensive des 100 jours », lancée en août 1918 et qui portera le coup décisif qui provoquera l'effondrement du dispositif défensif allemand. Étrangement, cette remarquable campagne est plutôt inconnue du grand public. Il s'agit pourtant d'un très grand succès canadien. Au chapitre onze, le major François Lafond (retr.) vise à

réhabiliter les faits d'armes des héros qui ont participé à cette offensive et à leur redonner la place qui leur revient dans la victoire alliée de 1918.

L'aviation en était à ses balbutiements en 1914. Catalysé par la guerre, le Canada a largement participé à la création de cette nouvelle arme, entre autres par la contribution de nombreux aviateurs. En effet, approximativement 24 000 Canadiens ont servi à l'époque dans les différentes unités et formations des forces aériennes de l'Empire britannique. Dans une douzième partie, M. Carl Pépin relate les débuts de cette participation canadienne dans ce nouvel espace de bataille, dans un chapitre intitulé « Voler, tuer, espérer : l'expérience des aviateurs canadiens de la Grande Guerre ».

Une force armée au combat ne peut réussir sans l'appui moral et la mobilisation complète de la population envers ses fils et ses filles à qui l'on demande le plus grand sacrifice personnel qui soit. Toute grande armée déployée a besoin de soutien logistique pour réaliser les opérations militaires qui lui sont confiées. Les services au personnel et la fourniture en matériel au bon endroit et au bon moment constituent assurément des actions primordiales au succès. Le colonel Marc Grondin (retr.) décrit au chapitre treize l'importance de l'appui des militaires servant au sein d'unités d'administration et de soutien et qui trop souvent travaillent dans l'ombre de leurs frères d'armes affectés aux unités de combat.

Le 11 novembre 1918 vers 5 h 20 du matin, l'Armistice est signé entre l'Allemagne et les Alliés dans le wagon de chemin de fer du maréchal Foch stationné dans la clairière de Rethondes dans la forêt de Compiègne en France. Il prendra officiellement effet à la 11<sup>e</sup> heure, du 11<sup>e</sup> jour, du 11<sup>e</sup> mois de 1918. Le monde change complètement après la Grande Guerre. Des empires s'effondrent, de nouveaux pays sont créés, des frontières sont redessinées et des organisations internationales voient le jour. Dans un quatorzième chapitre, le colonel Marcel Belleau (retr.) propose un épilogue de ce conflit visant à tracer un bilan des bouleversements qu'il a engendrés.

Au sortir de ce conflit si meurtrier, les dirigeants canadiens sont conscients du sacrifice de la population et s'engagent auprès des familles à honorer la mémoire des soldats inhumés en terre

étrangère. Des monuments et des mémoriaux sont érigés au pays et sur les champs de bataille de Belgique et de France. Notre devoir de nous souvenir est souligné dans le quinzième et dernier chapitre par le colonel Marc Grondin (retr.) qui met en perspective cette formule récitée annuellement aux cérémonies commémorant l'Armistice à travers le pays : « Nous nous souviendrons d'eux... »

Pour compléter l'ouvrage figure en appendice une liste des récipiendaires québécois de la Croix de Victoria, la distinction militaire suprême de l'armée britannique et du Commonwealth, recueillie par les colonels Marc Grondin (retr.) et Richard Garon.

Ces chapitres couvrent un large éventail de sujets, tous reliés par un fil conducteur, celui de la détermination de nos aïeux. Ils décrivent comment les fils et les filles du Canada ont répondu présents à ce conflit mondial, en jetant un éclairage tout particulier sur les citoyens du Québec. Ils s'attardent également à la contribution aux efforts de guerre de la capitale, habitée par ces Canayens et ces Canayennes qui ne voulaient pas demeurer en reste. La Première Guerre mondiale a bouleversé la planète. Elle a eu bien évidemment des répercussions sur le Québec et le Canada de l'époque. C'est cette histoire que les auteurs ont voulu raconter à travers leur prisme particulier, s'appuyant sur des données historiques, des faits d'armes, des récits personnels, des anecdotes. Des tranches de vie qui ont bouleversé une génération entière et qui ont façonné le Québec et le Canada d'aujourd'hui.

Je me souviens



# Chapitre 1

## PRÉLUDE À LA GRANDE GUERRE: SITUATION DANS LE MONDE ET AU CANADA EN 1914

MARCEL BELLEAU

### UN EFFORT POUR LA PAIX

**E**n 1898, Ivan Bloch (les Français le connaissent sous le nom de Jean de Bloch), un homme d'affaires polonais qui a fait fortune dans les chemins de fer, publie à Paris une volumineuse recherche sous le titre *La guerre future, aux points de vue technique, économique et politique*. Après des années de recherche sur les nouveaux moyens dont dispose la guerre moderne, il est parvenu à la conclusion qu'elle apporterait de tels bouleversements sociaux qu'elle mènerait à l'effondrement des sociétés. Selon lui, la guerre devient alors impossible.

Ce rapport est remis au ministère des Affaires étrangères de la Russie, qui l'annote et le transmet au tsar Nicolas II. Ce dernier est sans doute influencé par les conclusions de Bloch lorsqu'il prend l'initiative d'organiser, de concert avec la reine Wilhelmine des Pays-Bas, la première Conférence de la paix à La Haye en 1899. Certains historiens prétendent que le tsar a convoqué cette conférence pour gagner du temps, car son pays est en retard et manque d'argent pour poursuivre le développement de son armement. La

Conférence ne parvient pas à trouver un accord sur la limitation ou la réduction des armements, son objectif principal, mais trois conventions et d'autres actes mentionnés dans l'Acte final sont adoptés le 29 juillet 1899. L'Acte final est signé par les représentants de 27 États, mais ne fut jamais ratifié. Des dispositions sont aussi prises pour convoquer une nouvelle conférence.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX 1899



Collection Imperial War Museum, domaine public

Cette conférence a lieu en 1907 à l'initiative du président des États-Unis, qui fait les premiers pas pour la convoquer après le conflit russo-japonais. Le tsar de Russie reprend l'initiative et propose de tenir la Deuxième Conférence internationale de la paix à La Haye. Elle révisé les trois conventions de 1899 et en adopte dix nouvelles ainsi que d'autres actes mentionnés dans l'Acte final. Les 44 délégués le signent, mais il ne fut jamais ratifié.

Même si ces conférences ont peu d'effets immédiats, elles émettent des principes tout à fait novateurs qu'elles inscrivent dans le droit international comme dans la pratique des relations interétatiques : élaboration d'un premier droit international humanitaire, droits et obligations des États en temps de guerre, codification de la pratique de l'arbitrage comme moyen de règlement pacifique des conflits avec la création dès 1899 de la Cour permanente d'arbitrage et l'adoption en 1907 du principe d'une Cour internationale de justice.

Ces conférences sont les premières où l'on discute de paix sans qu'une urgence ou un conflit soit en cours. C'est aussi la première fois que des journalistes sont invités, donc que l'opinion publique est partie prenante. Les principes évoqués conduisent plus tard à l'établissement de la Société des Nations puis de l'Organisation des Nations unies et du Conseil de sécurité. Les idées de Bloch sont en quelque sorte à l'origine du principe de la dissuasion nucléaire. Durant toute la guerre froide, les deux blocs n'osent pas faire une guerre ouverte par crainte des effets de la bombe nucléaire. Ce principe de dissuasion fait encore partie des politiques de défense des principaux pays.

## **LES CAUSES DE LA GUERRE**

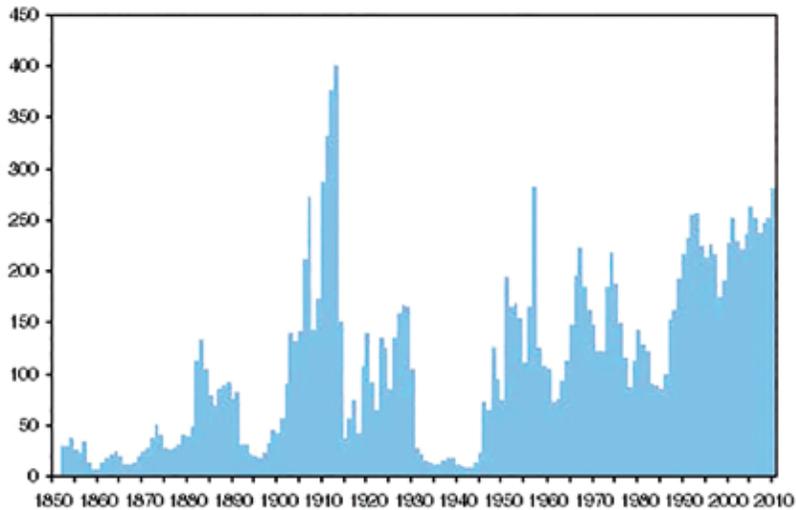
De façon superficielle on attribue souvent la cause de la guerre à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône de l'Empire austro-hongrois, à Sarajevo en Bosnie le 28 juin 1914. C'est une analyse un peu rapide. En politique internationale, il y a très peu de générations spontanées. Les événements surviennent plutôt après une succession de situations historiques, politiques, sociales et économiques qui se produisent sur une période plus ou moins longue et qui créent un climat favorable à un conflit armé. Pour qu'il y ait explosion, il faut bien sûr un détonateur, mais il faut surtout une matière et une atmosphère explosives. L'assassinat de l'archiduc est le détonateur, mais la situation explosive existe déjà depuis longtemps.

## LES ALLIANCES EN EUROPE 1914



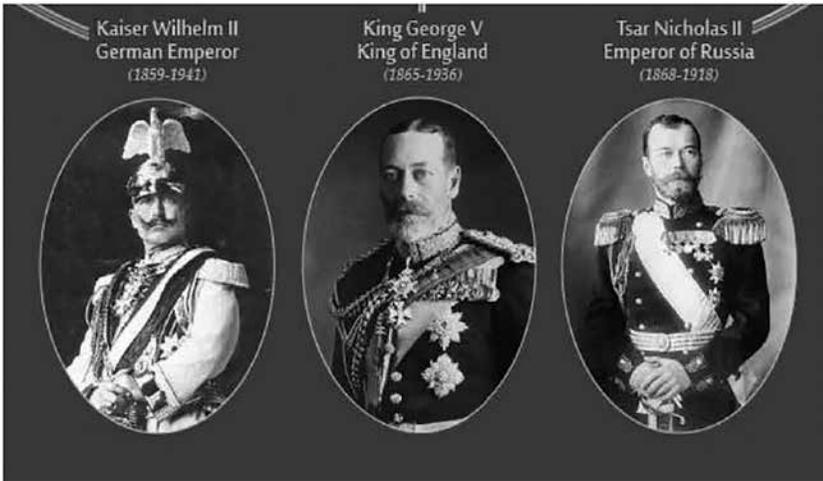
Source: historicair / wikipedia-commons

immigrants (milliers)



Source: Emploi et Immigration Canada, 1982, et Immigration Réfugiés Citoyenneté Canada.

## UNE GUERRE ENTRE COUSINS



Source: Wilhelm II image: Wikimedia Commons – Reichard und Lindner, publisher: Gustav Liersch & Co.; George V image: Wikimedia Commons – Bain News Service, publisher; Nicholas II image: Wikimedia Commons – Author unknown.

**CONFLITS ENTRE LES NATIONS EUROPÉENNES**

De 1870 à 1914, on assiste à 44 ans de conflits entre les nations européennes :

- La guerre franco-allemande en 1870 : perdue par la France qui doit céder l'Alsace et la Lorraine.
- L'unification de l'Empire allemand : en 1871, le 18 janvier, Guillaume I<sup>er</sup> est proclamé premier empereur allemand dans la Galerie des glaces du château de Versailles. Il est à la tête d'un empire qui va de la Lorraine à la Lituanie.
- La guerre russo-turque : en 1877-1878, pour défendre les minorités slaves de Bosnie, la Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman et, à la suite de plusieurs victoires, contraint les Turcs à demander l'armistice.
- Le traité de Berlin : en 1878, une conférence réunissant les chefs d'État européens a lieu à Berlin. Elle aboutit, sous l'influence de l'Allemagne et de l'Angleterre, à un partage des Balkans qui ne plaît pas à la Russie, qui s'estime spoliée

de ses victoires militaires et en conçoit un ressentiment durable à l'égard de l'Allemagne.

- La crise bulgare: en 1887, à la suite d'une révolution, la Bulgarie, alliée de la Russie, tombe sous la sphère d'influence autrichienne.
- Incident franco-britannique: en 1898, un incident franco-britannique se produit au sud du Soudan.
- Guerre russo-japonaise: en 1905, on assiste à la guerre russo-japonaise au sujet du contrôle de la Mandchourie et de ses importantes ressources minières.
- Première crise marocaine: la même année, la France et l'Allemagne sont en conflit au Maroc. En 1906, à la conférence d'Algésiras, la France et l'Espagne obtiennent des intérêts sur le Maroc, mais avec droit de regard de l'Allemagne.
- Crise bosniaque: en 1908, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie. La Serbie proteste et la Russie prend sa défense. La France fait pression sur la Russie, qui cède.
- Deuxième crise marocaine: en 1911, en réponse à l'occupation par la France d'une région du nord du Maroc, l'Allemagne envoie une canonnière au large d'Agadir. Finalement, la France négocie et cède à l'Allemagne une partie du Congo français.
- Première guerre balkanique en 1912-1913: la ligue balkanique regroupant quatre États chrétiens, la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro, soutenus par la Russie, entre en guerre contre la Turquie. Celle-ci est défaite militairement. Le traité de Londres du 30 mai 1913 laisse en suspens de nombreux différends territoriaux, notamment entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.
- Deuxième guerre balkanique qui se déroule du 16 juin au 18 juillet 1913: la Bulgarie, mécontente du découpage fait lors du traité de Londres, attaque ses alliés. Lors du traité qui suit cette guerre, elle perd presque tous ses gains issus de la Première guerre balkanique. Lors de la Première Guerre mondiale, elle se range du côté de l'Allemagne.

## LES ALLIANCES

Des alliances conçues dans un but défensif entre les États européens se révèlent des structures propices à la propagation de la guerre. On assiste à la naissance de deux blocs :

1. La Triplice ou Triple Alliance (pouvoirs centraux)
  - L'accord entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie du 7 octobre 1879 : les deux pays concluent un accord défensif appelé aussi la Duplice. Cet accord garantit qu'ils se porteront mutuellement secours s'ils sont attaqués par la Russie.
  - L'accord germano-austro-russe du 18 juin 1881 : l'accord germano-autrichien s'élargit à la Russie, l'Allemagne jouant le rôle d'arbitre.
  - L'accord entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie le 20 mai 1882 : nonobstant cet accord, l'Italie choisit la neutralité en 1914. En 1915, elle renie son accord et entre en guerre aux côtés de la Triple Entente.
2. La Triple Entente :
  - L'alliance franco-russe du 27 décembre 1893 : ratifiée par le tsar Alexandre III et le gouvernement français, un texte secret engage la France et la Russie à se porter secours si l'un ou l'autre est attaqué par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie ou l'Italie.
  - L'entente cordiale entre la France et l'Angleterre du 8 avril 1904 : elle solde plusieurs différends coloniaux qui les opposent et reconnaît la domination britannique sur l'Égypte et le protectorat français au Maroc.
  - La convention anglo-russe du 31 août 1907 : elle aplanit les désaccords coloniaux entre les deux pays. Dès lors, rien ne s'oppose à une entente militaire entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

Les alliances auraient pu servir de mécanisme de dissuasion si l'on avait perçu le danger d'engrenage. Des conflits antérieurs se sont réglés par la diplomatie, mais il s'agissait d'intérêts nationaux, pas d'honneur. En 1914, l'empire européen le plus faible,

l'Empire austro-hongrois est attaqué. Des plans de guerre existent sans que les chefs d'État en connaissent les détails (plan Schlieffen d'invasion de la France en passant par la Belgique et le Luxembourg par exemple). On a aussi assisté à un accroissement important des armements. Le train des événements qui ont mené au déclenchement de la guerre aurait pu être arrêté à tout moment avant qu'un premier affrontement se produise si la prudence et la bonne volonté avaient pu trouver une expression commune.

L'atmosphère en Europe à la veille de la guerre : le dernier été de la Belle Époque est beau et chaud. Personne n'imagine que ce sera le dernier. La prospérité en Europe dépend des échanges commerciaux entre les différents pays et les colonies. En 1910, une analyse de l'interdépendance économique par Norman Angell démontre qu'une rupture du crédit international qui résulterait d'une guerre l'empêcherait ou du moins en limiterait la durée.

Pendant, depuis cinq ans les grandes puissances se défient. L'Allemagne a des intérêts économiques qui lui commandent d'écouler par tous les moyens les fruits de son développement industriel. La supériorité maritime de l'Angleterre l'exaspère. Le tsar de Russie compte moderniser son immense pays et ne tolérerait aucune entrave de la part de Berlin. L'Autriche-Hongrie gère tant bien que mal ses États aux innombrables ethnies. La droite française réclame l'Alsace et la Lorraine avec toujours la même insistance et souhaite une guerre purificatrice avec l'Allemagne. La Serbie, elle, lorgne avec insistance tous les territoires turcs et autrichiens qui sont à sa portée. Quant à l'Angleterre, elle est liée par ses alliances.

## **SITUATION AU CANADA**

Au Canada, entre 1891 et 1911, la population passe de 4 800 000 à 7 200 000, en grande partie grâce à l'immigration. La distribution de terres gratuites dans l'Ouest attire un grand nombre d'immigrants du Royaume-Uni, de l'Europe et des États-Unis. L'année record est 1913 quand 400 000 personnes arrivent au pays. En un peu plus de dix ans, Toronto et Montréal doublent leur population. De 1901 à 1911, le Canada accueille 1 250 000 nouveaux résidents en provenance du Royaume-Uni. L'Ontario reçoit 30 % de la nouvelle immigration. Le boom du blé des Prairies contribue à la prospérité nationale, de même que le parachèvement des deux

réseaux de chemin de fer. Le PIB par habitant calculé en dollars canadiens de 2018 passe de 5824\$ en 1900 à 8897\$ en 1913, soit une augmentation de 53% en trois ans. La société canadienne se transforme lentement en une société industrielle et urbaine : 45% des Canadiens vivent en ville en 1911 comparativement à 31% en 1891.

À l'époque, la Grande-Bretagne s'emploie à unifier et à renforcer son empire. Bon nombre de Canadiens anglais appuient ce sentiment impérial et réclament l'accroissement du rôle du Canada dans l'Empire. Au Québec, de leur côté, les ultramontains, pas nécessairement majoritaires, mais influents, veulent purifier la politique et la société québécoise par une pensée catholique et conservatrice. Le rempart du catholicisme et de l'identité du « Canadien » reste la langue française. La Confédération est jugée comme un mal nécessaire, l'association qui met le moins en péril leur identité culturelle. Cependant, une vision nationale pancanadienne ne fait pas partie de leur doctrine.

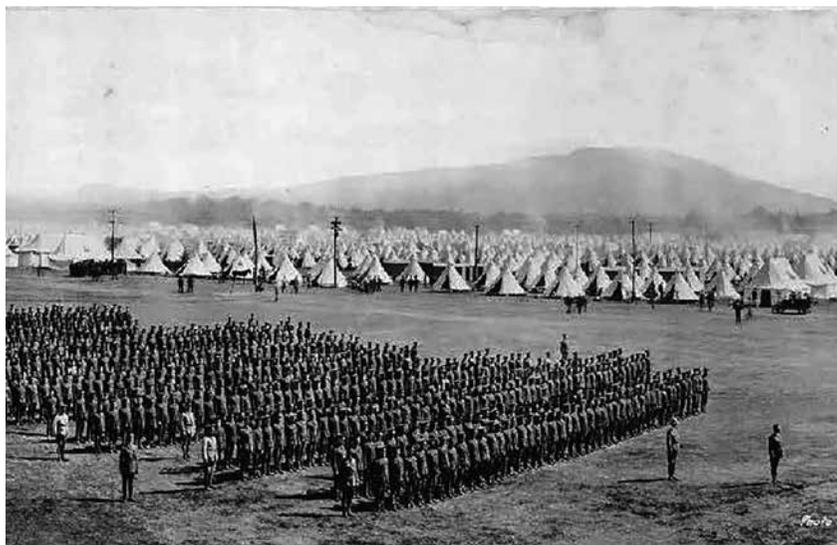
Les problèmes d'identité ne sont pas nouveaux. La forte immigration en Ontario et dans l'Ouest a changé la balance proportionnelle entre les francophones et les anglophones. La population du Québec par rapport à l'ensemble du Canada est de 33% en 1871 et passe à 30% en 1891 et à 28% en 1911. Les nationalistes francophones voient cela comme une menace à leur survie sur les plans de la religion et de la langue. Il y a également le problème de l'enseignement du français en Ontario et au Nouveau-Brunswick que les nationalistes considèrent comme prioritaire. Les nationalistes canadiens-français veulent aussi une plus grande autonomie du Canada par rapport à l'Angleterre.

Les anglophones se définissent plutôt en opposition aux États-Unis et veulent demeurer proches de l'Empire britannique. Ils reprochent au premier ministre Laurier son projet de libre-échange avec les États-Unis qui allait, selon eux, américaniser le Canada et détruire le commerce avec l'Empire.

Laurier subit la défaite en 1911 : les impérialistes canadiens-anglais ne le trouvent pas assez britannique alors que les nationalistes québécois, menés par Henri Bourassa, le considèrent comme trop britannique. Ils craignent qu'il engage les jeunes Québécois dans des guerres qui ne concernent pas vraiment le

Canada. Ils lui font grief d'avoir envoyé des troupes en Afrique lors de la guerre des Boers (1899-1902) et d'avoir constitué une marine canadienne en 1910, qui, selon eux, ne servirait que les intérêts de l'Empire. Le conservateur Robert Borden mise sur ces craintes et abat Laurier. Par la suite, il se montre tout à fait favorable à l'Empire et n'hésite pas à répondre favorablement aux demandes de l'Angleterre de fournir des troupes en 1914.

#### CAMP VALCARTIER 1914



Source: photo CWM 19740416-003. Canadian War Museum

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne fait aucune mention de relations extérieures, laissant présumer que ce domaine reste la chasse gardée de la Grande-Bretagne. Le Canada est responsable de sa propre défense, mais les effectifs à plein temps autorisés ne sont que de 3 110 en 1914. Les troupes régulières sont organisées en deux régiments de cavalerie, deux batteries d'artillerie légère (RCHA), cinq compagnies d'artillerie de garnison, une compagnie de génie de campagne, deux compagnies de génie de forteresse et un bataillon d'infanterie : le Royal Canadian Regiment. Par ailleurs, 55 000 miliciens suivent l'entraînement annuel en 1913.

## LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE

Le monde et le Canada se présentent ainsi le 28 juin 1914 alors que l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, et son épouse sont assassinés à Sarajevo. L'assassin, Gavrillo Princip, est un Serbe bosniaque qui veut mettre à bas le joug autrichien et rêve que la Bosnie soit rattachée à la Serbie.

C'est le détonateur. Le jeu des alliances produit un effet de domino et la guerre se déclenche en à peine plus d'un mois. Ivan Bloch s'est trompé, c'est toujours possible !

- Le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, lui imputant la responsabilité de l'attentat.
- Le 30 juillet, la Russie décrète la mobilisation générale.
- Le 1<sup>er</sup> août, l'Allemagne adresse un ultimatum à la Russie lui demandant d'arrêter cette mobilisation. Devant son refus, elle lui déclare la guerre. La mobilisation générale est décrétée en France et en Allemagne.
- Le 3 août, les troupes allemandes envahissent la Belgique alors que ce pays est neutre. La Grande-Bretagne réagit : si l'Allemagne ne retire pas ses troupes, elle entrera en guerre à son tour. L'Allemagne déclare la guerre à la France.
- Le 4 août, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne.
- Le 5 août, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie.
- L'Empire ottoman s'est aligné d'emblée derrière l'Allemagne du fait que de nombreux experts de ce pays sont présents en Turquie.

C'est en quelque sorte un conflit entre cousins, le roi du Royaume-Uni, George V, est le cousin du kaiser allemand et aussi celui du tsar de Russie. La famille royale britannique, d'origine allemande, change d'ailleurs son nom de Saxe-Cobourg-Gotha en celui de Windsor à l'occasion de la guerre, le 17 juillet 1917.

Les hommes d'État voient cette guerre avec beaucoup de mauvais pressentiments, mais sa déclaration est saluée avec beaucoup d'enthousiasme par les populations des capitales de tous les pays belligérants.

## LE CANADA EN GUERRE

En 1914, le Canada est toujours soumis aux lois du Royaume-Uni et n'a pas d'autonomie en ce qui concerne sa politique étrangère. Le Royaume-Uni ayant déclaré la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914, le Canada se trouve automatiquement en guerre, de même que tous les autres dominions de l'Empire britannique.

Le Canada n'est pas du tout préparé à la guerre. Nos forces permanentes sont très faibles numériquement. Même s'il y a eu une amélioration depuis quelques années, l'armement et l'équipement sont incomplets et souvent vétustes. L'entraînement des miliciens est insuffisant. Il n'y a pas d'entraînement collectif, ni dans l'armée permanente ni dans la milice. À peine un officier sur cinq a la qualification requise pour son rang. Seulement quinze officiers permanents sont qualifiés sur un cours d'état-major et, de 1910 à 1914, seulement 124 officiers ont obtenu leurs qualifications sur le cours d'état-major destiné à la milice. De plus, personne n'a de l'expérience de commandement ou d'état-major au niveau de formation (brigade ou division).

Les Canadiens défilent et chantent dans les rues lors de la déclaration de guerre au début d'août 1914. Le premier ministre Robert Borden et son cabinet acceptent rapidement d'accéder à la demande de la Grande-Bretagne de fournir des troupes et envoient un contingent de 25 000 soldats canadiens. Le gouvernement vote également la Loi sur les mesures de guerre, qui lui donne le pouvoir de faire tout ce qu'il juge nécessaire pour la « sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien-être du Canada ».

Dans un accès sans précédent d'enthousiasme patriotique, des Canadiens de partout au pays s'enrôlent. Comme le Canada avant la guerre ne dispose que d'une force armée permanente très réduite, le nouveau Corps expéditionnaire canadien sera formé principalement de soldats-citoyens.

Des milliers de personnes, dont beaucoup ont des liens affectifs très forts avec la Grande-Bretagne, se présentent dans les bureaux de recrutement locaux, désireuses de « faire leur part ». Le premier contingent est formé à 70 % de personnes d'origine britannique. La situation change par la suite et des Canadiens de toutes origines s'enrôlent.

Au total, 650 000 Canadiens font partie des Forces armées, ce qui est un effort très important si l'on considère la population du pays qui n'est que de 8 000 000. À noter que 2 800 femmes servent comme infirmières.

## **CONCLUSION**

On peut se demander pourquoi un continent prospère, au plus haut niveau de succès comme source de richesse et de pouvoir et à un de ses sommets sur les plans intellectuel et culturel, a choisi de risquer tout ce qu'il a et tout ce qu'il peut offrir au monde dans un conflit qui ne peut que mener à une destruction mutuelle.

Sir John Keegan écrit que, « si nous pouvions comprendre le mystère de cette guerre, à savoir ses haines et ses amitiés, nous serions près de comprendre le mystère de l'humanité ».

## BIBLIOGRAPHIE

- Bibliothèque et Archives Canada, *Recensement de 1911*, (En ligne), <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1911>.
- Brearton, Steve. « Une brève histoire de l'immigration », dans *CPA Magazine*, 1<sup>er</sup> juin 2016.
- Cattanio, Bernard. *La route de Sigmaringen*. Éditions Jourdan, Paris et Bruxelles, 2013.
- CICR, *Traités, États parties et commentaires, Acte final de la Conférence internationale de la Paix, La Haye, 29 juillet 1899*, (En ligne), <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/145>.
- CICR, *Traités, États parties et commentaires, Acte final de la Deuxième Conférence de la Paix, La Haye, 18 octobre 1907*, (En ligne), <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/185>.
- Delpech, Thérèse. « La guerre impossible selon Ivan Bloch », dans *Politique étrangère*, 2001, vol. 66, n° 3, p. 705-712.
- Encyclopédie canadienne. *Québec depuis la Confédération*, 3 avril 2013, (En ligne), <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/confederation>
- Geo histoire, *La première guerre mondiale, 1<sup>re</sup> partie : La marche vers l'Apocalypse*, n° 12, janvier 2014.
- Gomes, Rolando. « Henri Bourassa et l'impérialisme britannique (1899-1948) », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3.
- Harakat, Ismaïel. *Turquie : de l'Empire ottoman au néo-ottomanisme*. Notes de cours POL-V028, Université Laval, automne 2015.
- Hass, Richard. *A World in Disarray*. Penguin Press, New York, 2017.
- Keegan, sir John. *The First World War*. Penguin Random House, London, 2000.
- L'immigration au Canada au début du XX<sup>e</sup> siècle*, (En ligne), [www.histoire-du-quebec.ca/acte-immigration](http://www.histoire-du-quebec.ca/acte-immigration).
- Maddison, Angus. *Historical Statistics for the World Economy*, (En ligne), [www.ggd.net/maddison/historical\\_statistics/horizontal\\_file\\_03\\_2007.XTS](http://www.ggd.net/maddison/historical_statistics/horizontal_file_03_2007.XTS).
- Nicholson, Colonel G.W.L. *Canadian Expeditionary Forces 1914-1918*. Army Historical Section, Ottawa, 1962.

# Chapitre 2

## LES RÉPERCUSSIONS DE LA DERNIÈRE DES DERNIÈRES GUERRES EN DROIT CONSTITUTIONNEL CANADIEN ET EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

ALAIN LEMIEUX

**L**a présente communication porte sur l'encadrement juridique prévalant en 1914 en regard aussi bien du droit constitutionnel canadien que du droit international public, du moins le segment important que l'on qualifie généralement de droit de la guerre.

En réalité, l'idée même d'écrire ces quelques observations découle d'un constat assez simple : depuis les années 1970, à tout le moins, la Grande Guerre a suscité peu d'intérêt, dans les cours consacrés autant à l'histoire du droit, au droit constitutionnel ou au droit international public.

À quoi pouvons-nous bien attribuer ce manque d'intérêt ? On ne peut que spéculer, mais disons simplement que la Grande Guerre de 1914-1918 appartient à un passé dans lequel n'existaient ni Société des Nations (SDN) ni Organisation des Nations unies (ONU) ou encore de chartes ou de traités multilatéraux régissant de façon ordonnée et obligatoire les relations entre les États. Rappelons du même coup que, même si le Canada existait comme État à titre de Dominion de l'Empire britannique depuis 1867 par

l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB), il n'avait pas encore atteint le statut d'État souverain en regard du droit international public. Au Canada, le droit constitutionnel était en quelque sorte dans une période de décollage puisque les questions portant sur le partage des compétences, non seulement entre les législatures provinciales et le Parlement fédéral, mais aussi entre le Parlement fédéral et le Parlement britannique, étaient loin d'avoir trouvé les réponses que nous connaissons aujourd'hui.

Nous tenterons donc de démontrer que c'est l'avènement malheureux du premier grand conflit mondial qui a, dans une très large mesure, donné naissance aux premiers grands fondements à partir desquels se sont développés de grands jalons de notre droit constitutionnel et du droit international applicable plus particulièrement aux conflits armés. Il importe au préalable de formuler quelques commentaires sur l'émergence du Canada comme État souverain à partir de 1867.

### **LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867**

En droit constitutionnel, le gouvernement fédéral a la compétence exclusive d'engager ou de lier juridiquement le Canada sur la scène internationale. Il peut ainsi conclure des traités de toute nature, ester en justice devant les instances judiciaires internationales, nommer des ambassadeurs, participer aux organisations internationales, déclarer la guerre et signer des traités de paix. La participation des provinces à l'international, ainsi que la nature et la portée des ententes qu'elles concluent, est un tout autre débat que nous ne traiterons pas ici. En revanche, si le fédéral a une compétence exclusive au niveau de la formation des obligations internationales, il a une compétence partagée avec les provinces en regard de l'intégration de ces obligations dans le droit canadien, bref au niveau de leur mise en œuvre. Telle que l'a reconnu le Comité judiciaire du Conseil privé (CJCP) en 1937 dans l'*Avis sur les conventions du travail*, la mise en œuvre des traités se fera selon le partage des compétences prévues principalement dans les articles 91 et 92 de l'AANB. Il y aura certes des points de friction et des zones grises au cours des années, mais ce dossier ne sera pas abordé ici.

Mais tout n'était pas aussi clair lors de l'adoption de l'AANB en 1867, du moins pour le Canada. En fait, l'acte fondateur du

Dominion du Canada ne contient qu'une seule véritable disposition portant sur la compétence du Canada, soit l'article 132 qu'il importe de rappeler :

Le Parlement et le gouvernement du Canada auront tous les pouvoirs nécessaires pour remplir envers les pays étrangers, comme portion de l'Empire britannique, les obligations du Canada ou d'aucune de ses provinces, naissant de traités conclus entre l'Empire et ces pays étrangers.

L'article 132 de l'AANB ne venait en réalité que confirmer un état de fait puisqu'avant 1867 seule la Grande-Bretagne pouvait s'engager au nom de ses colonies, les nouveaux dominions n'étant appelés qu'à remplir ses obligations et à assumer la responsabilité naissant des traités conclus par la Grande-Bretagne, non pas en qualité d'État souverain, mais à titre de « partie de l'Empire britannique ».

Il ne faut donc pas se surprendre de l'existence d'une telle disposition qui venait enchâsser un état de fait, d'autant plus que les conférences de Charlottetown et de Québec ayant mené à la rédaction de notre constitution firent peu de place aux relations extérieures comme « matière » de compétence. Les pères de la Confédération étaient davantage préoccupés à créer une union politique et économique de type « fédéral », principalement afin de faire contrepoids aux vellétés économiques, politiques et militaires des États-Unis et de s'affranchir du libre-échange britannique à la suite de l'élimination des préférences tarifaires.

En revanche, il importe de rappeler que l'AANB prévoyait des dispositions en matière de « défense nationale », même si l'Empire britannique (représenté par la Couronne impériale) disposait « seul » de la personnalité juridique internationale. Cela impliquait donc une seule politique de défense, une seule armée et un seul commandement britannique chargé de défendre l'Empire. Le Canada se voyait cependant associé à un éventuel effort de guerre puisque l'AANB accordait une compétence exclusive au Parlement fédéral sur plusieurs aspects. Ainsi, l'article 91.7 prévoit que le fédéral aura compétence sur la milice, le service militaire et le service naval ainsi que la défense du pays, incluant les forces aériennes. Cette compétence énumérée allait ainsi permettre au gouvernement fédéral de recruter les forces armées et de les

entraîner, d'établir des camps et de fonder des écoles militaires. En plus de cette compétence générale en matière de guerre et de paix, l'article 117 de l'AANB permet également au fédéral de « prendre les terres ou propriétés publiques dont il aurait besoin pour les fortifications ou la défense du pays ».

### **VERS UN STATUT D'ÉTAT À ÉTAT SOUVERAIN (1867-1930)**

Même si l'AANB faisait du Canada un pays autonome et indépendant de la Grande-Bretagne, il n'en a pas pour autant acquis sa pleine souveraineté, aussi bien à l'interne qu'à l'international, c'est-à-dire en regard du droit international public. Au niveau interne, rappelons que toute loi adoptée en 1867 par le Parlement fédéral et les législatures provinciales demeurerait assujettie à l'application du *Colonial Laws Validity Act* (CLVA) adopté en 1865 par la Grande-Bretagne qui, pour l'essentiel, invalidait toute loi fédérale ou provinciale incompatible avec la loi britannique. Le CJCP rendra d'ailleurs quelques années plus tard une des décisions les plus importantes en droit constitutionnel, *Hodge c. R* (1883), selon laquelle l'AANB avait attribué des pouvoirs propres au Parlement fédéral et aux législatures et non pas des pouvoirs délégués. En conséquence, il faudra attendre l'adoption du Statut de Westminster en 1931, lequel abrogera le CLVA et confirmera par le fait même la pleine souveraineté législative du Canada, du moins sur le plan interne.

En revanche, il en sera autrement de la reconnaissance du Canada comme État souverain en regard du droit international public, c'est-à-dire possédant la personnalité juridique et, ce faisant, la capacité d'agir au niveau international. Rappelons simplement que quatre conditions sont requises pour conférer le statut d'État souverain en droit international : (1) un territoire déterminé, (2) une population permanente, (3) un gouvernement effectif et (4) la capacité d'avoir des relations avec d'autres acteurs de droit international. Or, en 1867, si le Canada pouvait prétendre à raison qu'il était devenu un État indépendant, il lui manquait néanmoins un ingrédient essentiel, soit la personnalité juridique et, ce faisant, la capacité d'ester à l'international, laquelle appartenait toujours à la Grande-Bretagne. Le Canada y arrivera cependant en 1931, comme nous le verrons.

Cela dit, le Canada n'attendra pas cette reconnaissance officielle pour commencer à se manifester sur la scène internationale, même avant 1914. Nous ne traiterons pas ici des premiers pas du Canada en matière de relations extérieures, mais retenons que des représentants canadiens, et même du Québec, ont commencé à s'activer et à participer à des négociations et des conférences internationales. Cette pratique émergente en matière de relations extérieures s'est manifestée principalement par la participation des représentants canadiens aux relations internationales, mais dans le cadre de celles de l'Empire britannique et non comme État souverain. Ainsi, le Canada créera en 1880 un poste de haut-commissaire à Londres, dont le mandat sera de représenter les intérêts en Europe et aussi en matière d'immigration. Autre avancement d'importance, les représentants canadiens furent en mesure de négocier des accords commerciaux à partir de 1907, de type accord de prêt, en particulier avec des pays tels que la Belgique, la Grèce et la Roumanie. Selon certains, ces accords seraient les premiers véritables accords commerciaux conclus par le Canada.

Ces premières incursions véritables sur la scène internationale inciteront de toute évidence le Canada à créer, en 1909, son propre ministère responsable des relations extérieures. Notons au passage que la province de Québec ne sera pas en reste puisqu'elle enverra, à partir de 1871, ses propres agents d'immigration en Europe et aux États-Unis, en plus de mettre sur pied des bureaux à Londres (1874), à Paris (1911) et en Belgique (1914).

Il va de soi que l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne en 1914 vint perturber le développement harmonieux des relations extérieures du Canada puisque la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne liait tous les dominions et précipitait le Canada dans le premier grand conflit mondial. Cela dit, la participation importante, active et efficace des « forces canadiennes », toujours comme « portion » de l'armée britannique, allait vraisemblablement être bénéfique en regard de la reconnaissance internationale éventuelle du Canada. En effet, à cause de cette participation, le Canada fut ainsi autorisé à signer séparément les accords de paix en 1919 et ainsi à siéger à la SDN, non pas comme État souverain, mais comme membre de l'Empire britannique, ce qui permettra au Canada de franchir une étape de plus vers sa reconnaissance de jure.

Il faudra cependant attendre quelques années encore avant d'observer un développement important en regard du statut international du Canada. En effet, à la suite des Conférences impériales de 1926 et 1930, le pouvoir du Dominion du Canada de conclure des traités bilatéraux sera confirmé, même si la Grande-Bretagne conservera le pouvoir de conclure des accords multilatéraux et de déclarer la guerre, mais à la suite d'une demande et avec l'accord du Canada. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'en 1967 la Cour suprême du Canada tiendra à rappeler, dans *In Re Offshore Mineral Rights of British Columbia*, que le Canada a effectivement et graduellement acquis sa souveraineté de 1919 à 1931.

### 1931 : LE STATUT DE WESTMINSTER

Des événements d'importance tels que la décision du CJCP dans *Hodge c. R.* associée à la participation de plus en plus active des représentants du Canada dans la négociation de traités bilatéraux ou à des conférences internationales, même comme « portion » de l'Empire britannique, et la confirmation du pouvoir du Canada de conclure des traités bilatéraux ont accéléré de façon traditionnelle, la reconnaissance du Canada comme État souverain.

Sur le plan juridique, cette reconnaissance *de facto* sera confirmée de façon législative en 1931 par l'adoption du Statut de Westminster par le Parlement britannique. Pour l'essentiel, ce statut, souvent qualifié à tort de « traité », vint confirmer la souveraineté législative du Canada par le truchement de plusieurs dispositions. C'est ainsi que, selon le Statut de Westminster, nulle loi britannique ne s'appliquera à un dominion sauf si ce dernier le demande et avec son accord ou encore que toute loi d'un dominion aura une portée extraterritoriale et, il va de soi, toute loi canadienne n'aura plus à être compatible à une loi britannique. Le statut international du Canada sera d'ailleurs confirmé en 1932 par le CJCP dans *In re the Regulation and Control of Aeronautics in Canada*.

Il faudra cependant attendre après la Deuxième Guerre mondiale avant que la pleine et entière souveraineté du Canada lui permette d'acquérir un véritable statut d'État souverain en regard du droit international public. On doit en effet rappeler que l'article 132 de l'AANB permettait au Canada d'agir sur la scène

internationale, mais uniquement dans la mesure où il allait remplir ses obligations naissantes de traités conclus par la Grande-Bretagne, comme « portion de l'Empire » et non comme État souverain.

Or, le statut international du Canada ne sera véritablement et effectivement acquis qu'avec l'octroi de nouvelles « Lettres patentes constituant la charge de Gouverneur général du Canada », applicables à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1947. Il revint donc au gouvernement fédéral à partir de ce moment de lier le Canada sur la scène internationale, le Parlement canadien et les législatures n'étant appelés à intervenir qu'à l'étape de la mise en œuvre des obligations internationales du Canada.

## RÉPERCUSSIONS EN DROIT INTERNE

Sur le plan strictement juridique, la Première Guerre mondiale n'a eu aucune incidence ou n'a soulevé quelque problématique que ce soit en regard de la responsabilité internationale du Canada en l'absence de personnalité et de capacité juridiques. Il revint donc à la Grande-Bretagne, agissant pour et au nom de ses dominions, d'assumer tous les droits et toutes les obligations découlant des traités ou du droit interne, bref du droit international.

Par contre, le déclenchement des hostilités en 1914 a eu certaines répercussions en droit interne, et plus particulièrement en droit constitutionnel canadien. Hormis la question de la souveraineté législative du Canada qui fut réglée par le Statut de Westminster en 1931, la participation du Canada comme dominion de l'Empire britannique força le Parlement fédéral à adopter en 1914 une loi importante, soit la *Loi sur les mesures de guerre*, ce qui ne manqua pas de soulever un contentieux constitutionnel portant sur la nature et la portée de ce qu'il est convenu d'appeler le « pouvoir d'urgence » du Parlement fédéral. Rappelons que le fédéral, en plus de ses pouvoirs énumérés aux articles 91 et 92 de l'AANB, dispose de pouvoirs importants, tels que celui d'agir pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement ou encore de déclarer que des biens ou des équipements soient à l'avantage général du Canada, en plus des pouvoirs de désaveu et de réserve (manifestement tombés en désuétude) et surtout du pouvoir d'agir dans les situations d'urgence. Le pouvoir d'urgence n'est pas expressément prévu par l'AANB, mais est plutôt une émanation jurisprudentielle, ayant

comme fondement le paragraphe introductif de l'article 91, c'est-à-dire le pouvoir général du Parlement fédéral de « faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Ce pouvoir permet ainsi au fédéral de légiférer à la place des provinces dans leurs domaines de compétence.

Quelques conditions sont rattachées à l'exercice du pouvoir d'urgence, lesquelles se résument plus ou moins pour le fédéral à démontrer qu'il y a une crise, qu'il y a urgence à adopter des mesures visant à rétablir la situation et que les mesures seront si possible temporaires (voir *In Re The Board of Commerce Act, 1919*, et *Combines and Fair Prices Act, 1919*). Or, on ne peut penser à une crise aussi grave que le déclenchement d'une guerre, quoique la Cour suprême du Canada a reconnu en 1976 que l'inflation incontrôlée pouvait justifier l'adoption de mesures d'urgence en temps de paix (Renvoi sur la Loi anti-inflation, 1976).

En 1914, le Parlement fédéral adopta la *Loi sur les mesures de guerre* (War Measures Act) sur la base de son pouvoir d'urgence sans précédent en temps de guerre. De façon succincte, cette loi attribuait au Parlement fédéral la compétence d'utiliser un large éventail de mesures, dont plusieurs empiétaient sur des matières de compétence provinciale normalement exercées en temps de paix, notamment la fixation de prix, le contrôle de la production, la conservation et la distribution d'aliments, le contrôle et l'exportation de blé et la mise sur pied d'un War Trade Board en 1918. L'exercice des pouvoirs prévus par la loi était cependant assujéti à l'adoption d'une proclamation par le gouvernement fédéral disant qu'il existe une guerre, une invasion ou une insurrection réelle ou appréhendée.

Malgré le fait que cette loi empiétait effectivement sur la compétence provinciale en matière de propriété et droit civil (article 92(13) de l'AANB), la constitutionnalité des mesures fut reconnue par le CJCP de Londres dans *Fort Frances Pulp and Power Co. v. Manitoba Free Press* (1923). Le CJCP statua que le Parlement fédéral avait implicitement le pouvoir d'agir pour la sécurité du dominion dans son ensemble eu égard à l'urgence en temps de guerre et, ce faisant, reconnut la constitutionnalité de la loi et des arrêtés en conseil pris par le fédéral pour contrôler l'offre du papier journal aussi bien que le prix au Canada.

La *Loi sur les mesures de guerre* fut donc la première et principale manifestation de l'exercice du pouvoir d'urgence, laquelle s'appliquera incidemment lors de la Deuxième Guerre mondiale de 1939-1945. Il faudra patienter jusqu'en octobre 1970, soit lors de la crise d'Octobre au Québec, pour voir à nouveau le fédéral émettre une proclamation et un règlement en vertu de cette loi pour rendre « hors la loi » tout membre ou sympathisant du Front de libération du Québec (FLQ). Pour mémoire, précisons que la *Loi sur les mesures de guerre* a été remplacée par l'adoption en 1985 de la *Loi sur les mesures d'urgence*.

Ce bref survol de l'adoption de la *Loi sur les mesures de guerre* serait incomplet sans rappeler l'effet inévitable d'une telle loi sur les droits et libertés de la personne, même en 1914, époque au cours de laquelle la reconnaissance et la protection de ceux-ci n'étaient pas garanties par les instruments juridiques d'aujourd'hui. À titre d'exemple, l'application en Angleterre des mesures d'urgence justifia l'internement sans procès (R. c. Halliday (1917) AC 266). Au Canada, hormis le contentieux politique sur la conscription au Québec, le retrait de certains droits ou certaines exceptions au service militaire par l'adoption d'arrêtés pris en vertu de la *Loi concernant le service militaire* (1917) souleva également des problèmes juridiques (voir *In Re George Edwin Gray* (1918) 57 RCS 150). Une règle similaire s'appliquait aussi en matière financière.

En conclusion, la Première Guerre a, dans une très large mesure, permis au Canada de faire son entrée de plain-pied sur la scène internationale, d'abord comme partie de l'Empire, pour graduellement acquérir le statut de véritable État souverain avec tous ses attributs. En cela, les Forces canadiennes intégrées à l'Armée britannique ont sans doute contribué, de pair avec les premiers véritables diplomates canadiens, à cette reconnaissance internationale.

Ce faisant, la participation active du Canada a aussi permis de préciser et surtout de délimiter la nature et la portée de plusieurs compétences législatives du Parlement du Canada, notamment dans les situations d'urgence. L'exercice du pouvoir d'urgence est d'ailleurs devenu un sujet d'intérêt en droit constitutionnel canadien, non seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de

paix, comme la Cour suprême du Canada sera amenée à le confirmer au milieu des années 1970.

Il importe maintenant de jeter un coup d'œil sur les quelques instruments juridiques applicables en droit international public en 1914 en regard du recours à la force et du droit de la guerre.

## **DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET CONFLITS ARMÉS**

Tout comme le déclenchement du premier conflit mondial provoqua des transformations importantes en regard du statut international du Canada ainsi qu'en droit constitutionnel canadien, il a aussi par extension amené la communauté internationale à préciser, sinon à bonifier, l'encadrement juridique régissant le droit des conflits armés de l'époque.

Car il existait effectivement un droit de la guerre embryonnaire en 1914, qui avait lui-même évolué depuis les premiers préceptes élaborés par Hugo Grotius dans son ouvrage *De Jure Belli Ac Pacis* (Le droit de la guerre et de la paix) publié en 1625. Déjà Grotius tentait de démontrer l'existence d'un droit commun portant sur des questions aussi diverses que la manière de faire la guerre, de la déclarer ou de la mener, le traitement des prisonniers, le pillage des biens, le droit de tuer l'ennemi et les traités de paix.

Comme nous le verrons, au moment même du déclenchement des hostilités en 1914, il existait un ensemble de règles, élémentaires et assez disparates, régissant la guerre. Cela dit, trois constats de nature juridique peuvent résumer la situation en 1914, lesquels portent sur la déclaration de guerre, le recours à la force armée comme méthode de règlement des différends et, enfin, la conduite des hostilités.

### **1. La déclaration de guerre**

La déclaration de guerre est, sur le plan du droit, un acte unilatéral de nature discrétionnaire fondé sur le principe de la souveraineté de l'État. Cependant, un acte unilatéral n'est pas une source de droit international public au sens de l'article 38 du Statut de la Cour internationale de justice, au même titre par exemple que les

traités ou la coutume. En revanche, un acte unilatéral pourra avoir des effets juridiques et mettre en cause la responsabilité internationale d'un État.

Somme toute, la déclaration de guerre de l'Angleterre contre l'Allemagne en 1914 était fondée en droit et allait entraîner le Dominion du Canada dans ce conflit, comme le prévoyait sa constitution. Plus important encore, une telle déclaration de guerre entraîne la mise en œuvre d'un régime juridique particulier, soit celui du droit international des opérations armées.

## **2. Le recours à la force armée**

Un second constat est l'absence en 1914 d'un encadrement juridique multilatéral régissant le recours à la force armée. Quelques commentateurs firent cependant ressortir qu'il y eut effectivement des tentatives d'identification de diverses hypothèses de recours à la force armée portant, par exemple, sur la légitime défense en cas d'agression, sur la proportionnalité de la réaction, des conditions et des limites des représailles, l'utilisation du recours à la force armée pour le recouvrement de dettes contractuelles réclamées à un pays, mais sans plus.

Il faudra attendre au 28 avril 1919, soit lors de la conclusion par 54 États du Pacte de la Société des Nations, pour assister à l'émergence des normes qui viendront déclarer illicites certains recours à la guerre (c'est-à-dire l'agression), mettre sur pied un mode de règlement pacifique des différends – assez lourd, complexe et à l'usage inefficace – et prévoir un mécanisme de sanctions. Cet encadrement n'aura pas les effets escomptés et ce n'est véritablement qu'avec la conclusion de la Charte des Nations unies, en 1945, que la communauté internationale proscriera de façon claire et précise le recours à la force armée comme méthode de règlement des différends. Cette charte prévoit un dispositif important portant sur le maintien de la paix et élabore un mécanisme régissant le recours à la force armée, ses conditions d'ouverture et son application.

Le système « onusien » n'est pas le sujet de la présente étude, mais on peut aisément postuler que la Première Guerre mondiale

fut un laboratoire essentiel permettant aux États d'établir un premier ensemble de règles en 1919 qui, malgré leur inefficacité, ont pavé la voie à un régime plus complet en 1945, qui laissera aussi rapidement entrevoir des failles importantes.

### 3. La conduite des hostilités

Un troisième constat porte plus précisément sur le droit applicable en cas de conflit armé, sujet qui en soi nécessiterait un traitement particulier. Qu'il nous soit permis d'en résumer les grands éléments, ce qui nous permettra de conclure ce chapitre.

Établissons d'abord que le droit applicable aux hostilités est un droit de nature traditionnelle, c'est-à-dire qui a comme origine des textes ou déclaration de nature juridique. C'est davantage le cas aujourd'hui, mais déjà en 1914 on pouvait compter sur un ensemble de règles régissant certains aspects d'un conflit armé, plus particulièrement en ce qui a trait à la conduite des hostilités.

Rappelons qu'une déclaration de guerre est un acte unilatéral de l'État qui met en relation des États et, de façon incidente, des personnes physiques, non pas en leur qualité de personnes, mais comme citoyens d'un État. Par ailleurs, il importe de savoir que, lors de la Première Guerre mondiale, on comptait 38 États belligérants, en comparaison des 55 États lors du conflit en 1939-1945. De plus, les combats de la Deuxième Guerre mondiale débordèrent les territoires des pays belligérants. Autre élément à signaler, il y a eu un début et une fin officielle au conflit, lequel se solda par un armistice en 1918, suivi d'une capitulation en 1919, plutôt que par une reddition inconditionnelle, comme ce fut le cas lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Afin de décrire sommairement l'encadrement qui existait en 1914, il serait bon de distinguer, à l'instar de l'éminent juriste français, le professeur Charles Rousseau, les aspects portant sur la guerre terrestre, la guerre maritime et la guerre aérienne.

La guerre terrestre est assujettie à une déclaration formelle de l'ouverture des hostilités, comme le prévoyait alors la *Convention (III) relative à l'ouverture des hostilités* (1907). Il va de soi que cette déclaration entraîne la rupture des relations diplomatiques, en plus de soulever des problèmes portant sur le

traitement des nationaux des États belligérants et de leurs biens, et qu'elle déclenche l'adoption de mesures visant à interdire le commerce avec l'ennemi, mesures relevant plus particulièrement du droit interne.

S'agissant de la conduite de la guerre, c'est la *Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* (1907) qui vint d'abord tracer une distinction entre « combattants » et « non-combattants ». À ce titre, précisons que le traitement des mouvements de résistance n'était assujéti à aucune réglementation reconnue en 1914, pas plus d'ailleurs qu'en 1939. Quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi, ladite convention de 1907 interdit d'employer des moyens barbares ou perfides. C'est aussi le cas des balles et des projectiles explosifs dont le recours avait d'ailleurs déjà été interdit par la Déclaration de Saint-Pétersbourg (1868), mais qui furent malheureusement utilisés par les belligérants au cours de la Première Guerre mondiale. En 1925, le Protocole de Genève sur la guerre chimique sera également conclu.

Au chapitre de la guerre terrestre, on doit également noter l'existence d'un régime de protection des prisonniers de guerre prévu par la Convention de La Haye (1907), de la Convention de Genève pour la protection des malades et des blessés de guerre (1964), de règles en matière d'occupation prévues dans la Convention de Genève (1907) portant notamment sur le respect des biens publics, de la propriété privée, etc.

Enfin, un certain nombre de règles portant sur la fin des hostilités et le rétablissement de la paix sont prévues par la Convention de La Haye (1907). La suspension des hostilités se fait généralement par l'armistice, lequel ne met pas fin à l'état de guerre cependant, de façon provisoire et usuelle. Sa réalisation relèvera davantage d'une « commission permanente » formée des vainqueurs. En 1945, la fin des hostilités se fit par la capitulation inconditionnelle, rappelons-le.

S'agissant de la guerre dans sa dimension maritime, on signalera l'existence de la Déclaration de Paris (1856) et de sept des treize conventions conclues à La Haye (1907) énonçant un certain nombre de règles. Pour l'essentiel, ces dispositions visent à distinguer les zones « incluses » des zones « exclues » des combats et les

combattants des non-combattants, seuls les navires de guerre ayant le droit de combattre. Ces textes interdisent le recours à des moyens perfides (violation de la parole donnée ou exercice d'un droit de visite sous un faux pavillon) et prévoient des règles pour le respect de la vie des non-combattants.

En revanche, il n'existait aucune réglementation ou déclaration sur l'emploi de sous-marins en 1914. Il importe de le préciser puisque l'Allemagne a recouru à leur utilisation au cours de la Première Guerre mondiale, contre les navires commerciaux aussi bien des Alliés que des États neutres, en violation des usages coutumiers précédemment évoqués. C'est au lendemain de la guerre, plus particulièrement lors de la Conférence de limitation des armements navals (1921-1922 et 1923), que les premiers jalons d'une réglementation seront élaborés.

Nous passerons rapidement sur le volet de la « guerre aérienne » puisqu'il n'y avait en 1914 peu ou pas de règles, si ce n'est que d'interdire le lancement des projectiles du haut des ballons ou encore de bombarder des villes ouvertes, comme le prévoyait la Convention de La Haye (1907). Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale que des efforts de réglementation seront tentés, mais sans véritable succès.

Enfin, ce court rappel du droit de la guerre serait incomplet sans mentionner l'existence de règles prévoyant à la fois des droits et des devoirs des États neutres (Convention de La Haye de 1899 et de 1907). Si les États belligérants doivent respecter l'inviolabilité du territoire d'un État neutre ainsi que sa liberté de commerce, de leur côté les États neutres doivent s'abstenir d'aider un État belligérant et garantir leur impartialité ou encore leur égalité de traitement à l'égard des belligérants, sauf exception. Ainsi, un pays neutre n'est pas tenu d'interdire l'exportation ou le transit, pour quelconque des belligérants d'armes et de munitions par exemple. Une règle similaire s'appliquait aussi en matière financière. C'est le cas de prêts et crédit consentis par les États-Unis aux Alliés pour permettre d'acheter des biens et des équipements aux États-Unis au cours de la Première Guerre mondiale qui ne furent pas considérés comme des actes au bénéfice des belligérants.

En conclusion, la Première Guerre mondiale souleva des problèmes de toute nature, particulièrement en regard du recours

à la force armée comme méthode de règlement des différends et de la conduite des hostilités, et pour lesquels il y avait peu ou pas d'encadrement juridique universel ou à tout le moins multilatéral. Ce faisant, cette guerre aura permis d'enclencher un vaste chantier de réflexions, de discussions et de négociations menant à la conclusion de traités multilatéraux à portée universelle, de type Pacte de la Société des Nations ou Charte de l'Organisation des Nations unies, en plus de conventions et de traités plus complets et contraignants régissant le recours à la force armée et la conduite des hostilités, tels que les Conventions de Genève de 1949 et ses protocoles additionnels de 1977. Leur application et leur portée véritable sont encore sujettes à l'appréciation aujourd'hui, mais un fait demeure, le droit a progressé à petits pas, de façon imparfaite peut-être, mais il a progressé.

## **OBSERVATIONS FINALES**

On prétend souvent, et à raison, que le droit évolue à un rythme beaucoup plus lent que la société elle-même. En réalité, il ne peut en être autrement puisque le droit ne peut se développer en milieu fermé, mais de façon empirique. Or, le premier conflit mondial, malgré ses tragédies et ses horreurs, a justement servi de laboratoire ou de creuset à partir duquel le droit interne au Canada, tout comme le droit international, a pu poursuivre sinon accélérer leur développement.

Dans ce court essai, nous n'avons fait qu'effleurer au passage certains aspects propres au droit constitutionnel et au droit international. Il va de soi qu'en droit constitutionnel nous aurions pu épiloguer sur la protection des droits et libertés en période de guerre ou encore sur l'exercice d'autres compétences législatives du fédéral ou des provinces. S'agissant du droit international, des sujets tels que la répression des crimes de guerre, la protection des nationaux et de leurs biens ainsi que toute la question des indemnités réclamées à l'Allemagne et des diverses garanties d'exécution auraient aussi pu faire l'objet de développement.

Retenons simplement que le premier conflit mondial et plus précisément le second ont insufflé à la communauté internationale l'énergie nécessaire et l'engagement des ressources suffisantes pour parfaire et bonifier un encadrement juridique, bien qu'il fut assez

rudimentaire au départ et dont le développement s'est accéléré au cours des années.

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Arbour, J.M., *Droit international public* (4<sup>e</sup> éd.), Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2002, 840 p.
- Arend, A.C., et R.J. Beck, *International Law and the Use of Force*, Routledge, Londres, 1993, 272 p.
- Beaudoin, G.A., *La Constitution du Canada*, Wilson et Lafleur, Montréal, 1990, 987 p.
- Carreay, D., *Droit international*, Pedone, Paris, 1991, p. 641
- Brun, H., et G. Tremblay, *Droit constitutionnel* (4<sup>e</sup> éd.), Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2003, 1395 p.
- Combacau, J., et S. Sur, *Droit international public* (6<sup>e</sup> éd.), Montchrestien, Paris, 2004, 807 p.
- Emanuelli, C., *Droit international public*, Wilson et Lafleur, Montréal, 1998, 585 p.
- Hogg, P.W., *Constitutional Law of Canada* (2<sup>nd</sup> ed.), Carswell, Toronto, 1985, 988 p.
- Keynes, J.M., *The Economic Consequences of the Peace*, Skyhorse Publishing, New York, 2007, 169 p.
- Moore, C., *Three Weeks in Quebec City*, Penguin Group, Toronto, 2015, 262 p.
- LeDuc, F., *Guide de la pratique des relations internationales du Québec*, Gouvernement du Québec, Québec, 2009, 600 p.
- Nguyen Quoc, Dinh, P. Dallier et A. Pellet, *Droit international public* (3<sup>e</sup> éd.), LGDJ, Paris, 1987, 1189 p.
- Patry, A., *Le Québec dans le monde*, Leméac, Montréal, 1980, 158 p.
- Rousseau, C., *Droit international public* (11<sup>e</sup> éd.), Dalloz, Paris, 1987, 489 p.
- Wheare, K.C., *Federal Government* (4<sup>th</sup>), Oxford Paperbacks, Oxford, 1967, 266 p.

# Chapitre 3

## LA DÉFENSE DE QUÉBEC

RICHARD GARON

**Q**uébec ville fortifiée, ancienne capitale politique et militaire, constitue depuis sa fondation une ville garnison et un emplacement stratégique important. Durant plusieurs siècles, lorsque les canons se font entendre, même dans des terres lointaines, la défense de la région s'active; la Première Guerre mondiale n'y fait pas exception. Comme de nos jours, on y retrouvait à l'époque de nombreuses fortifications et plusieurs canons, bien que la dernière menace directe contre la ville remonte à 1776. Lors de la Première Guerre mondiale, c'est son port, son industrie et sa population qui en font un site stratégique de premier plan pour la guerre qui s'annonce en Europe. Pour bien comprendre cet aspect souvent oublié du conflit et occulté dans la majorité des ouvrages historiques, ce chapitre évoque l'importance stratégique de la région de Québec, son état de préparation, ainsi que les mesures prises pour assurer la défense de la porte d'entrée du continent nord-américain.

### **SITE STRATÉGIQUE**

À l'époque, le port de Québec et le Saint-Laurent représentent les éléments stratégiques les plus importants du pays. Ce sera de Québec que partiront des dizaines de navires transportant les milliers de soldats pour le front, mais également de grandes quantités d'équipement militaire, des tonnes des munitions pour les Alliés et surtout

les denrées permettant de nourrir non seulement les armées occidentales, mais les populations françaises et britanniques. Peu de ports au Canada possèdent à l'époque une telle importance.

Durant cette période, Québec est au troisième rang des villes les plus peuplées au pays. Elle est donc un bassin important de main-d'œuvre et d'ingéniosité. En 1900, l'économie locale est florissante avec 255 manufactures et ateliers qui emploient plus de 10 000 travailleurs (Blais et collab., p. 394). Les industries militaires sont nombreuses et, au début du conflit, uniques au Canada. Établie en 1879, la cartoucherie de Québec, connue officiellement sous le nom de Dominion Arsenal, constitue le seul établissement au pays pour produire les munitions de fusils et d'artillerie. Au début de la guerre, elle est sous la direction du surintendant Frédéric Mondelet Gaudet que l'on connaîtra plus tard en tant que père du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) (Lebel : 1914).

Pour répondre à la demande de la guerre, deux autres installations sont rapidement établies, dont une à Cove's Fields (partie des plaines d'Abraham entre le manège de la Grande Allée et la falaise). Durant la guerre, plusieurs milliers de femmes y travaillent en raison de leur patience et minutie, mais également parce qu'à l'époque leur salaire est moins élevé que celui des hommes. D'autres cartoucheries et usines de production d'obus s'installent dans la région, dont la Fonderie Carrier-Lainé et la Lauzon Engineering Co Ltd., à Lévis, qui produiront plusieurs centaines de milliers d'obus pour l'armée russe.

Une autre industrie unique dans la région de Québec est la manufacture de fusils Ross sur les plaines d'Abraham qui fermera ses portes le 19 mars 1917 après l'abandon de cette arme par le Corps expéditionnaire canadien (CEC) au profit du fusil Lee-Enfield (Lebel : 1917). La région compte également plusieurs chantiers navals, dont ceux de la compagnie Quimlan & Robertson de la rivière Saint-Charles et The Davie Shipbuilding and Repairing co. Ltd., de Lévis, qui est chargé de construire des chalutiers de lutte anti-sous-marine. Durant le conflit, ce chantier maritime construira 424 navires pour la marine marchande, constituant ainsi une contribution vitale à la production de guerre, permettant le transport de matériel de guerre produit au Canada et expédié en Europe pour les armées alliées.



FIGURE 1 – Carrier & Lainé, utilisé pour la fabrication d’obus pour la Russie.  
Source: Lauzon Engineering Ltd., Lévis, P.Q. – ca1918, BAC, a025216.

Finalement, l’industrie du bois est toujours florissante à Québec, surtout pour les marchés d’exportation. Bien que les navires militaires soient désormais construits en métal, la marine marchande consomme toujours une quantité impressionnante de cette matière première.

Avec la combinaison de voies ferroviaires et de son port, Québec s’impose comme une plaque tournante du grain qui arrive de l’Ouest canadien par train pour y être chargé sur des navires en partance pour l’Europe (Blais et collab., p. 394). À cette époque, plusieurs éléments affectent l’efficacité du port de Québec. Premièrement, la navigation maritime est interrompue de décembre à avril chaque année en raison des glaces. De plus, le lien ferroviaire subit un important revers durant la guerre avec l’effondrement le 11 septembre 1916 du pont de Québec en construction. Les travaux sont finalement complétés le 20 septembre 1917. Malgré tout, le chemin de fer se rendant à Lévis et les nombreux navires de transport reliant le centre du pays, par

la voie des Grands Lacs et du Saint-Laurent à Québec, font de cette région un point central de l'effort de guerre de l'époque. Ces capacités industrielles et de mobilisation d'importance essentielle pour assurer la victoire méritent d'être protégées contre les tentatives ennemies d'attaques directes provenant de la mer ou de sabotage. Ces éventualités, bien qu'elles soient peu probables, préoccupent les dirigeants politiques et militaires, mais également la population.

## ÉTAT DE PRÉPARATION

Au début des années 1900, la région de Québec se distingue comme l'un des endroits les plus fortifiés en Amérique du Nord. On compte dans l'ensemble les installations et les batteries de la Citadelle et de la ville de Québec, ainsi que les trois forts de Lévis, auxquels s'ajoutent, à partir de 1905, les deux forts de la pointe De La Martinière. En tout, il s'agit de plus de 200 canons, dont la grande majorité en 1914 s'avèrent désuets au point de vue tactique et technologique.

La Citadelle de Québec ainsi que les trois forts de Lévis avaient été conçus pour repousser une attaque terrestre, ainsi qu'un siège de la période entre 1820 et 1860. Après la guerre des Boers de 1899, la nouvelle technologie, dont l'artillerie de campagne qui utilise le tir indirect, rend la Citadelle désuète et force le gouvernement canadien à entreprendre la construction de nouveaux ouvrages défensifs à la pointe De La Martinière entre 1907 et 1912. Le gouvernement y installe deux canons modernes de 7,5 pouces et deux canons de 12 livres à tir rapide. Ces nouveaux forts ne possèdent aucune garnison, car les plans prévoient qu'ils soient défendus par les artilleurs de la région en cas de conflit. À cette époque, la Citadelle constitue encore la garnison des artilleurs de la force permanente de la région. On y retrouve donc les Number 3 and 4 Companies et la Canadian Garrison Artillery (CGA).

Dès le 4 août 1914, soit quatorze jours avant le débat du gouvernement canadien à la Chambre des communes concernant l'effort de guerre, les forts De La Martinière sont occupés initialement par la Cobourg Heavy Battery, une unité de la milice de Cobourg, Ontario, puis, le 8 du même mois, par des éléments du 6th Québec and Lévis Coast Regiment Canadian Artillery, avec

l'aide de quelques soldats de la Number 4 Company (CGA). Également le 8 août, le 9<sup>e</sup> Régiment (Voltigeurs de Québec) est mobilisé pour assurer la sécurité de points stratégiques, dont le Dominion Arsenal, la manufacture de fusils Ross, les casernes de la rue Saint-Louis, alors que des détachements se dirigent vers Gaspé et l'île d'Anticosti. Plus tard, des sentinelles de cette unité feront faction sur les ponts afin de protéger les voies ferrées de la région (Bernier et collab., p. 255-258).

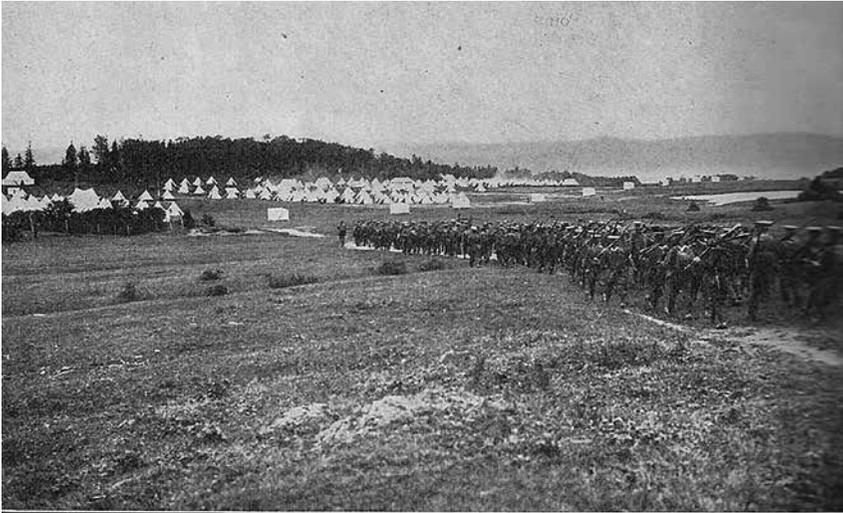


FIGURE 2 – Installations de l'usine de fusils Ross sur les plaines d'Abraham.  
Source inconnue.

Traditionnellement, le lieu de rassemblement militaire de la région est le camp militaire de Lauzon. Bien qu'il fût utilisé depuis le Régime français comme terrain d'entraînement militaire, celui-ci avait déjà été jugé trop petit pour le rassemblement annuel de toutes les troupes de la milice. Ainsi, un projet d'acquisition de terrains totalisant 20 km<sup>2</sup> au nord de la ville de Québec prend forme dès juin 1913 (Bernier et collab., p. 254). Le 10 août 1914, des travaux d'aménagement s'accroissent pour créer le camp de Valcartier. Le

lieutenant-colonel William Price, un milicien de Québec qui est également président de la Price Brothers Limited, prend en charge la mise en place de ce camp qui doit accueillir 20 000 soldats dès le 20 août. Pour assurer le bon fonctionnement du camp, le 8th Regiment (Royal Rifles), une des unités de la milice de Québec, est mobilisé (Lebel : 1914).

Pendant que le camp de Valcartier s'organise, la première unité canadienne à être mobilisée pour le service outre-mer, le Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI), s'apprête à gagner l'Europe. Étant donné que les installations de camp de Lauzon sont déjà disponibles, cette unité s'y entraîne entre le 28 août et le 27 septembre 1914. Malgré la création du camp de Valcartier, les activités militaires continuent à Lauzon durant tout le conflit, avec l'entraînement annuel des unités de la milice de la région. Le camp fut également utilisé pour entraîner, dans le plus grand secret, des milliers de volontaires serbes vivant au Canada et aux États-Unis.



LE RETOUR AU CAMP A LEVIS.

Le régiment Canadien d'infanterie de la princesse Patricia revenant au camp après l'exercice de tir aux cibles.

FIGURE 3 – Entraînement du Princess Patricia's Canadian Light Infantry au camp de Lauzon en 1914. Source inconnue.

Avec le déclenchement de la guerre, une distinction se fait entre les unités mobilisées pour défendre le pays et celles du Corps

expéditionnaire canadien devant participer aux combats en Europe. Ainsi, la Number 4 Company (CGA), le 6th Québec and Lévis Coast Regiment Canadian Artillery, le 8th Regiment (Royal Rifles) ainsi que le 9<sup>e</sup> Régiment (Voltigeurs de Québec) demeurent dans la région pour protéger le port et la région, alors que la Number 3 Company, CGA, la dernière unité militaire permanente de Québec, se retrouve mobilisée au sein de la Field Artillery Brigade du premier contingent canadien du CEC. Dès août 1914, mais durant une bonne partie de la guerre, de nombreux militaires permanents, miliciens et citoyens de la région s' enrôlent également volontairement dans de nombreuses unités, dont les 12th Battalion, le fameux 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) et le 23rd Battalion. Mais également au sein du 41<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) qui est mis sur pied à la Citadelle de Québec sous les ordres du major Archambault, l' adjoint du colonel Gaudet lors de la création du 22<sup>e</sup> Bataillon en mars 1915 (Lebel : 1915). Fait peu connu, la région et la province mettront sur pied 26 autres bataillons d' infanterie, dont 13 francophones, dont le 167<sup>e</sup> Bataillon de Lévis, mais également le 171st Battalion de Québec sous le commandement du lieutenant-colonel William Price. En plus de l' infanterie, 58 autres unités seront formées, dont la 57<sup>e</sup> Batterie d' artillerie (canadien-français) de Québec sous le commandement du major et futur sénateur Thomas Vien de Lévis, mais également des unités de cavalerie, des ingénieurs de combat et même deux hôpitaux de campagne formés par l' Université Laval.

Les soldats de la région ne servirent pas seulement en Europe, mais dans différents théâtres d' opérations, dont les Bermudes et Sainte-Lucie, située dans les Petites Antilles. Pour défendre cette colonie, le Canada crée la Number 6 Company Royal Canadian Garrison Artillery avec des miliciens ayant servi principalement aux forts De La Martinière. Ces artilleurs servirent de garnison à Port Castries d' avril 1915 à juin 1919 (Garon et Garon, p. 80-83).

Notons finalement une dernière contribution à l' effort de guerre, celle du financement nécessaire au maintien d' une armée imposante et de la production industrielle. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le gouvernement canadien dut se tourner de plus en plus vers le marché intérieur pour satisfaire ses besoins de financement, car il ne pouvait plus emprunter à l' étranger. Il y eut ainsi une émission d' emprunts et de bons du

Trésor aux banques, aux courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à la population pour procurer du financement au gouvernement. La campagne « obligations de la victoire » permit au gouvernement d'obtenir un financement de 2,4 milliards de dollars rassemblé par la population canadienne, et non pas du financement étranger.



FIGURE 4 – Affiche de recrutement de la 57<sup>e</sup> Batterie d'artillerie de campagne durant la Première Guerre mondiale. Source : Musée McCord, ANC-C95744.

Une autre campagne eut beaucoup de succès, celle du fonds patriotique canadien. Durant la guerre des Boers, le gouverneur général du Canada, lord Minto, créa ce fonds patriotique, une fiducie financée par des dons privés, afin d'aider les soldats invalides et leurs familles. À l'époque, le gouvernement n'offrait pas de compensation pour les blessés, ni à leur famille. Cette initiative fut reconduite durant la Première Guerre mondiale afin d'appuyer les soldats et de leur fournir des soins médicaux. La population de la région fut particulièrement généreuse pour le fonds patriotique canadien. Le député de Lotbinière, le major Thomas Vien, fit d'ailleurs la meilleure campagne de collecte de fonds au pays. Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale que des programmes officiels gouvernementaux pour venir en aide aux soldats blessés furent établis, mais la contribution financière de la population fut essentielle pour amasser les fonds nécessaires afin d'aider des milliers de soldats.

## CONCLUSION

De nos jours, il ne subsiste aucun vétéran de cette guerre qui pourrait nous raconter la grande et les petites histoires de ce conflit, les douleurs et les craintes de ceux et celles qui y ont participé, mais également leur fierté d'avoir contribué à la défense de notre pays, de la région et de sa population. Par contre, de nombreux documents et repères physiques, comme les cénotaphes, subsistent pour nous rappeler qu'un siècle avant nous la population de la région a répondu à l'appel, non seulement pour servir le pays en uniforme ici et à l'étranger, mais pour produire et expédier des millions de tonnes d'équipement et de nourriture.

Nous recommandons ainsi à vos pensées les soldats, mais également les nombreuses infirmières, ainsi que les travailleurs, qui ont donné sueur et sang afin de contribuer à rétablir la paix et à construire le pays que nous chérissons de nos jours.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bernier, Serge, Jacques Castonguay, André Charbonneau, Yvon Desloges et Larry Ostola, *Québec. Ville militaire, 1608-2008*, Montréal, Art global, 2008.
- Blais, Christian, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec. Quatre siècles d'une capitale*, Québec, Les Publications du Québec, 2008.
- Garon, Richard, et Philippe Garon, *Les rendre jamais!*, Lévis, 6<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne, 2002.
- Lebel, Jean-Marie, *Québec 1608-2008. Les chroniques de la capitale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008.



# Chapitre 4

## LE VOYAGE DE LA PREMIÈRE DIVISION

CHARLES ANDRÉ NADEAU

**A** 20 h 45, le mardi 4 août 1914, le Canada, en tant que colonie anglaise, se trouva soudainement en conflit armé contre l'Allemagne. Dès lors, le gouvernement du premier ministre Robert Borden devait déterminer l'ampleur de l'effort de guerre national. Le 10 du même mois, le décret en conseil PC 1914-2080 autorisa la levée d'un contingent de 25 000 soldats, dont 22 218 formeraient une division qui servirait outre-mer. Le 6, le responsable de la Milice et de la Défense, le colonel Sam Hughes, avait déjà proclamé que Valcartier tiendrait lieu de point de rassemblement. Le corps expéditionnaire devait ensuite se rendre au camp militaire de Bustard, dans la plaine de Salisbury en Angleterre. Ce voyage constitue le sujet de ce chapitre.

### LA COMPOSITION

L'enthousiasme pour l'aventure et la protection de l'empire entraîna un recrutement qui dépassa les attentes. Les volontaires pour le front européen commencèrent à rallier Valcartier le 18 août. À Québec, près de 400 miliciens issus des rangs des Voltigeurs et des Royal Rifles s'enrôlèrent. Un défilé quitta le manège de la place George-V le 22 août et les soldats prirent le train pour Valcartier. *Le Soleil* et le *Daily Telegraph* écrivirent qu'une foule enthousiaste

salua leur passage. Contrairement à l'année 1918 où des émeutes illustraient une opposition à la conscription, une atmosphère de frénésie indiquait un engouement pour le service militaire. En date du 8 septembre, environ 36 900 hommes s'étaient rapportés en réponse à l'appel aux armes. Plus de 5 700 d'entre eux provenaient de la province de Québec. Plusieurs spécialistes des fonctions administratives et logistiques devaient demeurer au pays. Ils veilleraient à la préparation et à l'entraînement de futures levées de troupes. Toutefois, il resterait un important surplus de soldats qui ne pourraient évidemment pas s'embarquer pour l'Europe.

Le renvoi d'au moins 4 945 candidats diminua la population du cantonnement. Dans ce souhait de souscrire au goût du jour, 2 159 individus en mauvaise santé s'étaient présentés aux centres de recrutement. D'autres s'avérèrent trop vieux ou trop jeunes. Quelque 370 durent retourner dans leur foyer parce que leur épouse ou leur mère s'opposait à leur départ. Près de 300 changèrent d'idée après quelques jours en uniforme. Plus de 300 indésirables furent renvoyés et 227 connurent un sort semblable pour mauvaise conduite. Leurs fanfaronnades frôlaient parfois le danger. Une soixantaine se révélèrent incapables de s'adapter au milieu ou encore inefficaces ou même inquiétants pour le maniement des armes. Sept hommes moururent durant ce court séjour entre leur arrivée et l'embarquement pour l'Europe. Leur total dépasse celui des victimes d'avril 1918 à Québec. Les récits historiques se taisent sur les circonstances de ces décès. Seuls les dossiers confidentiels de ces personnes pourraient nous éclairer à ce sujet.

Le gouvernement autorisa quelques additions au nombre initial de 22 218 prévu pour l'outremer. À Montréal, Andrew Hamilton Gault, un vétéran de la guerre des Boers, organisa un bataillon formé d'anciens combattants de l'armée britannique émigrés au Canada et contribua pour 100 000\$ à son équipement. Nommée le Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI), l'unité se réunit à Ottawa et, dès le 28 août, embarqua à Montréal à bord du SS *Megantic*. Toutefois, les restrictions imposées par l'amirauté impériale empêchèrent sa traversée immédiate de l'Atlantique. Le navire fit escale à Québec et le groupe attendit pour effectuer le passage en convoi. Ses 1 091 membres séjournèrent durant les semaines suivantes au camp militaire de Lauzon où se trouve aujourd'hui le parc de la Paix. Le 2 septembre, à la suite

d'un autre don de citoyens, le gouvernement permit la formation de la première brigade automobile de mitrailleurs qui comprendrait 123 hommes. Le 3 septembre, un décret en conseil ajouta des éléments de soutien composés de 1 678 officiers et soldats. Puis, par un ordre de mobilisation du 16 septembre, 98 infirmières entrèrent aussi en service actif. Elles résidèrent à l'Hôpital de l'Immigration, aujourd'hui le Centre d'hébergement Christ-Roi. Finalement, le ministre Hughes, après consultation avec lord Kitchener, accepta la dépêche d'un détachement d'aviation. Toutefois, seulement deux pilotes manifestèrent de l'intérêt. Le total pour la traversée outre-Atlantique passait alors de 22 218 à 25 210. Bien qu'il était réduit, le surplus de volontaires demeurait important.

Le 20 septembre, quatre jours avant le commencement de l'embarquement, le gouvernement décida que le corps expéditionnaire comprendrait tous les engagés présents à Valcartier et aptes au combat. Le changement répondait ainsi à une note du War Office de Londres. Celle-ci indiquait que des renforts seraient requis pour maintenir à niveau les effectifs de la division canadienne. Les documents démontrent que 30 621 militaires feraient alors la traversée. Le contingent contenait donc 5 411 membres de plus que le nombre prévu. Cet excédent entraîna une augmentation de 20 % des seize bataillons d'infanterie et la création d'un élément provisoire, le dix-septième. Les surplus de personnel dans les autres services reçurent également la permission d'accompagner leurs unités. De plus, des réservistes de l'armée britannique purent rentrer en Angleterre, de sorte que le total des futurs passagers s'éleva à 32 330.

De l'approvisionnement et de l'équipement additionnels s'avéraient naturellement nécessaires. Au total, le matériel militaire inclut 843 wagons ou charrettes, 142 camions, plus de 400 bicycles, 127 canons, 111 864 obus, 25 737 fusils, 20 000 000 de cartouches de calibre 303 et un biplan Burgess-Dunne désassemblé. Pour les besoins de la cavalerie, de l'artillerie, des services de logistique et des états-majors, 7 679 chevaux feraient aussi la traversée.

Les chiffres mentionnés à propos du personnel et de la cargaison constituent des estimations tabulées à partir d'une variété de records qui tous indiquent des nombres différents et dont aucun ne semble absolument correct. Le manque d'expérience et une

certaine négligence commune aux débuts d'une mobilisation contribuèrent à ce manque de précision. Néanmoins, les nombres cités donnent un ordre de grandeur qui devrait correspondre de près à la réalité.

D'autres surprises attendaient les préposés au chargement. Le 6 août, le gouvernement fédéral avait offert en cadeau au peuple anglais un million de sacs de farine d'un poids de 98 livres chacun. Les débardeurs de Montréal en avaient placé à bord des navires nolisés lorsque des officiers du bureau de la milice découvrirent le fait. Les provinces présentèrent aussi des dons. Le Québec fournit quatre millions de livres de cheddar. Des vaisseaux du convoi semblent avoir transporté certains de ces présents. Le rapport officiel inclut une liste sous la rubrique cargaison générale. Elle totalise 9 855 tonnes, dont 2 000 de grain, 1 000 de charbon, 227 de fromage et 6 628 de farine.

Le 15 août, à Ottawa, le ministre Sam Hughes avait rencontré les représentants des plus importantes compagnies maritimes en activité au Canada et leur avait expliqué les besoins reliés au passage de la première division vers l'Angleterre. Le commissariat militaire avait choisi des navires adaptés parmi ceux qui avaient été mis à la disposition du gouvernement. Le 11 septembre, le Département de la justice avait approuvé les contrats signés pour l'emploi de vingt bâtiments, dont neuf devaient transporter des chevaux. L'ajout d'éléments de soutien et du PPCLI nécessita l'addition de quatre paquebots. La décision de dernière minute d'inclure tous les volontaires aptes au service et cantonnés à Valcartier entraîna le recours à six autres. L'annexe A liste les vaisseaux utilisés et leurs caractéristiques principales.

## **L'EMBARQUEMENT**

Le matin du 21 septembre, le lieutenant-colonel et homme d'affaires William Price reçut l'ordre de se rendre à Valcartier. Il rencontra les ministres Borden et Hughes. Il apprit alors qu'il devait diriger les opérations au port de Québec, que celles-ci commenceraient dans deux jours et que le corps expéditionnaire comprenait maintenant plus de 32 000 soldats. Il obtint l'assistance d'un expert en transport ferroviaire pour la liaison avec la gare de Valcartier. Le lendemain, il visita le camp et demanda de l'aide pour veiller à

l'administration du chargement. Il reçut très peu de collaboration. Les autorités considéraient l'activité de peu d'importance et facile d'exécution.

Le capitaine Lindsay du ministère des Pêcheries supervisa à Montréal les modifications requises pour accommoder des troupes et des chevaux. Une fois ces travaux terminés, chaque paquebot descendait à Québec où il attendait au mouillage avant de venir à quai.

Le Département fédéral de l'approvisionnement avait préparé un plan de chargement des navires. À la suite de l'acquisition de bâtiments supplémentaires et de l'addition d'effectifs dans chacune des unités, les responsables avaient révisé la matrice. Celle-ci, toutefois, manquait de flexibilité. Par exemple, la direction de la division devait embarquer sur le *SS Lapland*. Or, ces militaires prévoyaient monter à bord de leur paquebot en dernier alors que le *Lapland* s'avérait un des premiers vaisseaux prêts à partir. À Montréal, les débardeurs avaient aussi mis dans les cales des canons et des camions que des autorités n'avaient pas jugé pertinent de déplacer à Québec. L'entreposage de ces pièces d'équipement survint dans l'ignorance de la grille détaillée du Département de l'approvisionnement. Le ministre Hughes perdit patience et rejeta le schéma des fonctionnaires fédéraux qui cessèrent dès lors d'intervenir dans l'embarquement. Le lieutenant-colonel Price se retrouva donc responsable d'une opération sans plan d'exécution, en plus d'une insuffisance de personnel. Il improvisa un système en trois phases. En premier lieu, le capitaine Lindsay lui télégraphiait l'heure de départ de chaque navire après radoubs et chargements à Montréal. Il indiquait aussi l'espace vacant. Ensuite, le bureau de Price en informait Valcartier et mentionnait l'heure où le vaisseau accosterait. Finalement, l'armée choisissait les unités qui se rendraient au bassin Louise et déterminait les détails de leur mouvement.

Les paquebots arrivèrent à Québec à partir du 15 septembre. Le *RMS Saxonnia* et le *SS Ivernia* entrèrent au port les premiers. À l'aube du 23, les citoyens de Québec pouvaient en compter quatre autres à l'ancre ou à quai. Le déplacement des troupes débuta la même journée. Le *Montezuma* et le *Lakonia*, qui prenaient surtout des chevaux, avaient déjà accosté. Des artilleurs, probablement de

la deuxième brigade de campagne, accomplirent le trajet de Valcartier au bassin Louise durant la nuit et sous une pluie battante. Leurs animaux commencèrent à monter à bord le matin du 24. Les soldats ne circulèrent pas en ordre de parade pour le périple entre leur cantonnement et le port. Les fantassins marchèrent les deux kilomètres et demi jusqu'à la gare du village et prirent le train vers un terminal de la pointe à Carcy. Quarante convois effectuèrent ces voyages. Les unités à cheval, soit la cavalerie, l'artillerie et les divers services de la logistique, transitèrent individuellement par la route. À la demande des autorités fédérales, la voirie provinciale avait réparé le chemin de Lorette et renforcé les ponts qui menaient à la ville.



Des soldats de la 3<sup>e</sup> Brigade d'infanterie montent à bord du RMS *Alautnia* au bassin Louise.

Artiste J. A. Millar. Collection Brigadier général W. O. H. Dodds, CMG, DSO

Bibliothèque de l'Université de Victoria

Une partie de l'embarquement se déroula la nuit. L'infanterie commença son déménagement deux jours après celui des canonniers. L'activité des éléments montés et des bataillons procéda simultanément. Le 1<sup>er</sup> octobre, lorsque l'*Arcadian* et le *Caribbean* quittèrent le havre de Québec, les vaisseaux qui composeraient le convoi vers l'Angleterre avaient tous pris la mer. La troisième brigade d'artillerie fut la dernière à rejoindre son transport. À 17 h

ce soir-là, seul le SS *Manhattan* demeurait au port. Les autorités fédérales avaient dû nolisier ce trente et unième bâtiment vu l'insuffisance d'espace dans les autres navires. Il restait au bassin Louise 4512 tonnes de matériel, 863 chevaux et une douzaine d'hommes à dépêcher, des retardataires qui avaient obtenu une permission de sortie qui n'aurait pas vraiment dû être accordée. Pour prendre soin des montures, le ministère de la Défense se trouva dans l'obligation d'engager 45 palefreniers supplémentaires. Ce dernier cargo compléta son arrimage à 20 h le 5 octobre.

La nécessité d'avoir recours au *Manhattan* indique que l'embarquement connut certaines difficultés. Le gouvernement fédéral s'avéra en partie responsable, particulièrement par sa décision tardive d'envoyer outre-mer 5 400 volontaires de plus que prévu et d'ajouter plusieurs tonnes de cadeaux à la cargaison de la division. Les autorités militaires contribuèrent aussi à la confusion en négligeant d'informer les planificateurs des chargements d'équipement à Montréal et en soumettant seulement au milieu de l'opération les intentions sur la distribution de munitions. Le manque de collaboration avec le lieutenant-colonel Price mena à d'innombrables imprécisions quant à la disposition du matériel. Finalement, les volontaires eux-mêmes ajoutèrent à la problématique en n'obéissant pas toujours aux directives. Les artilleurs, par exemple, allèrent directement au bassin Louise plutôt que de se rendre à Expo-Cité où un bivouac leur permettait d'attendre à l'aise l'ordre de procéder à l'embarquement. Une congestion et une confusion sur les quais en résultèrent. D'autres commandants négligèrent de fournir une liste de leurs effectifs, ce qui contribua à des erreurs dans la répartition des hommes et des officiers sur chaque navire.

## LE CONVOI

Après avoir obtenu son plein de personnel et de matériel, un bâtiment larguait les amarres et mouillait à un endroit que lui assignait le maître du port. Par la suite, un agent montait à bord. Il remettait une enveloppe scellée au capitaine et au plus haut gradé. Le premier recevait ainsi l'ordre d'appareiller, de couvrir ses feux de navigation, de maintenir le silence radio et, après le départ du pilote à Pointe-au-Père, de consulter son homologue militaire pour

la suite du voyage. Celui-ci ouvrait sa missive qui enjoignait le navire de continuer jusqu'à l'entrée de la baie de Gaspé, d'y arriver de jour et de contacter le *CGS Canada* qui s'y trouvait. Une directive lui indiquait alors un endroit précis dans la rade où il devait jeter l'ancre.



Un paquebot à l'ancre dans la baie de Gaspé. Artiste J. A. Millar. Collection Brigadier général W. O. H. Dodds, CMG, DSO. Bibliothèque de l'Université de Victoria

Les trois premiers transports atteignirent le lieu de rassemblement le 29 septembre. Treize vinrent les rejoindre le surlendemain, douze le 2 octobre et les deux derniers dans la nuit qui suivit. L'emplacement attribué à chaque bâtiment dans la grande baie de Gaspé correspondait à sa position dans le futur convoi. Durant cette période, le *SS Canada*, en provenance d'Halifax, s'ajouta à la flotte. Le 11 septembre, escorté par le croiseur canadien *HMCS Niobe*, il était parti de la capitale de la Nouvelle-Écosse avec à son bord le seul régiment d'infanterie de l'armée permanente, le Royal Canadian Regiment. Ce dernier remplaça, à Hamilton aux Bermudes, le second bataillon du Royal Lincolnshire qui embarqua

à son tour à bord du *SS Canada* pour rejoindre le contingent et rentrer en Angleterre.

Le 3 octobre 1914, le journal *Le Soleil* proclamait que le voyage de la première division représentait la plus considérable expédition militaire jamais entreprise au Canada. Les 32 navires du convoi jaugeaient 322 662 tonnes et leurs équipages totalisaient 6 948 marins. Le départ à leur bord de 32 318 soldats, de leur équipement et de 7 679 chevaux, moins de deux mois après l'appel aux armes, constitue, en effet, un exploit remarquable. Malgré les difficultés rencontrées lors du déplacement des troupes et du chargement, la tâche fut accomplie. C'est tout ce qui compte. L'Américain Frederick Pearsall composa *Valcartier: The Great Canadian March and Two-step*, qui représente un hommage musical pertinent à cette réussite.

Douze compagnies maritimes mirent à la disposition du gouvernement les bâtiments qui transportèrent le contingent. La Ligne Allan en fournit le plus, soit sept. Une autre société canadienne, le Canadien Pacifique, en offrit cinq. Le plus ancien vaisseau de la flotte, le *SS Caribbean*, datait de 1890. Les plus récents appartenaient à la Cunard Line, et avaient commencé leur carrière l'année précédente. Les plus gros s'avérèrent le *SS Lapland* de la Ligne internationale, à 18 565 tonnes, et le *RMS Franconia* de la Cunard, à 18 150 tonnes. Le *SS Florizel* de Terre-Neuve ne jaugeait que 3 081 tonnes. Quatre de ces bâtiments avaient connu l'expérience de la guerre des Boers. Plusieurs jouèrent d'autres rôles que celui de transport de troupes durant les mois qui suivirent cette traversée d'octobre 1914. Six servirent de bateaux-prisons. Le *Ruthenia*, le *Montezuma* et le *Tyrolia* se déguisèrent en faux cuirassés afin de tromper les Allemands. D'autres reçurent des missions beaucoup plus dangereuses. Cinq furent dotés de canons et devinrent des croiseurs auxiliaires. La campagne de Gallipoli de 1915 eut recours à six des trente et un grands vaisseaux qui avaient appareillé du bassin Louise l'année précédente. Diverses tâches de ce genre s'avérèrent fatales pour les navires ainsi réquisitionnés. Sept coulèrent à la suite d'une attaque à la torpille et deux périrent au contact de mines. Les victimes inclurent l'*Alaunia*, l'*Andania*, l'*Arcadian*, l'*Athenia*, le *Franconia*, l'*Ivernia*, le *Laurentic*, le *Montezuma* et le *Royal Edward*.

Diverses anecdotes animèrent ce voyage de la première division. La plus intéressante met en scène le chirurgien vétérinaire Harry Colebourn de Winnipeg. Il amenait avec lui un ourson qu'il avait acquis lorsque son train avait fait halte à White River en Ontario. Il l'avait baptisé du nom de sa ville natale, mais les soldats l'appelaient surtout Winnie. L'animal passa un mois à Valcartier, traversa l'Atlantique sur le *SS Manitou* et demeura au camp de Bustard. Mais les autorités interdirent sa présence en France. Le lieutenant le prêta au zoo de Londres. A. A. Milne et son fils Christopher Robin s'intéressèrent à lui et vinrent souvent le visiter. L'enfant, qui possédait des ours en peluche, aimait beaucoup Winnie, et le père y trouva l'inspiration pour créer l'amusant caractère de Winnie the Pooh.

Ces transatlantiques qui avaient auparavant offert à leurs clients de luxueuses randonnées entre l'Europe et l'Amérique devaient maintenant entreprendre un voyage à risque. La presse rapportait que, durant les dix derniers jours de septembre, des croiseurs allemands avaient coulé une vingtaine de cargos britanniques. Trois escadres de la Royal Navy cherchaient à les éliminer. L'*Emden*, qui avait accompli ses faits d'armes dans la baie du Bengale, opérait trop loin pour causer des ennuis. Le *Dresden*, en action au large du Brésil, présentait peu de danger. Mais, à New York et à Boston, quatorze paquebots ennemis capables de transformation en combattants auxiliaires formaient un danger important. De plus, la position du croiseur léger *SMS Karlsruhe* demeurait inconnue.

Les cuirassés de la Hochseeflotte en rade à Wilhelmshaven constituaient indubitablement la menace maritime la plus sérieuse. Mais la probabilité que les bâtiments allemands entreprennent une sortie contre l'expédition canadienne s'avérait pratiquement inexistante. Si elle se produisait, la Great Fleet britannique, basée à Scapa Flow en Écosse, et sous les ordres de l'amiral Jellicoe, intercepterait ces combattants. Ce commandant en chef avait établi une double barrière dans la mer du Nord pour détecter tout mouvement inquiétant et contrer toute tentative qui mettrait en péril les Canadiens. Au large des ports américains, la flottille de l'Amérique du commodore Phipps-Hornby surveillait les paquebots germaniques et possédait suffisamment de puissance de feu et de vitesse pour empêcher une intervention de leur part. L'escorte du convoi,

de son côté, incluait les quatre croiseurs légers de la 12<sup>e</sup> Escadre. Son chef, le contre-amiral Rosslyn Wemyss, avait hissé son pavillon à bord du *HMS Charybdis*. Cet officier britannique participa plus tard à la campagne de Gallipoli et commanda l'*East Indies & Egyptian Squadron*. En 1918, il devint le First Sea Lord et représenta les forces armées de son pays à la signature de l'Armistice. Son groupe patrouillait le long de la côte belge lorsque, le 10 septembre, il reçut l'ordre de se rendre à Plymouth pour s'approvisionner en charbon et en vivres et de continuer jusqu'à Halifax. Le 12, le *Charybdis*, et les croiseurs *Eclipse* et *Talbot* se mirent en route. Le *HMS Diana*, qui avait besoin de réparations, partit le lendemain. Les bâtiments entrèrent au port d'Halifax le 22 du mois. Le 23, le commodore rencontra le ministre Hughes à Valcartier. Le 26, les quatre navires de guerre appareillèrent et arrivèrent dans la baie de Gaspé quarante-huit heures plus tard.

Une première estimation de quatorze transports avait mené à la décision d'utiliser seulement la 12<sup>e</sup> Escadre de croiseurs légers pour l'escorte. Lorsque l'amiral Wemyss apprit du colonel Hughes que le convoi comprenait trente-deux bâtiments, il ressentit de sérieux doutes sur la pertinence des vaisseaux à sa disposition et les exprima à ses supérieurs. De son côté, le ministre Hughes visita Gaspé, considéra la protection inadéquate et se plaignit au gouverneur général qui contacta les autorités navales à Londres. À la suite de ces deux interventions, le haut commandement de la marine se rendit compte à son tour que des renforts devenaient nécessaires. Il ordonna au commodore Phipps-Hornby au large de la côte nord-est américaine de transférer le *Glory* et le *Lancaster* à la flottille de l'amiral Wemyss. Puis, il demanda au chef de la 7<sup>e</sup> Escadre de cuirassés qui patrouillait dans la mer du Nord de dépêcher le *Majestic* à la rencontre du convoi. Finalement, lord Jellicoe reçut la directive d'ajouter le *Princess Royal*, un des vaisseaux les plus imposants de la Great Fleet, au groupe de protection. L'addition de ce dernier bâtiment de guerre ne s'avérait pas vraiment nécessaire. Sa présence servit plutôt à exprimer aux Canadiens la haute estime ressentie par la mère patrie devant l'effort extraordinaire que représentait le corps expéditionnaire.

## LA TRAVERSÉE

Le convoi comprenait trois colonnes de dix ou onze navires nommées X, Y et Z. Un croiseur se plaça à la tête de chacune. Le samedi 3 octobre 1914, à 14h30, l'amiral Wemyss signala à tous les bateaux de raccourcir leur chaîne de mouillage. Il ordonna aussi aux unités de la colonne Z de lever l'ancre à 15 h, de procéder à une vitesse de 9 nœuds et de maintenir leur position derrière le *HMS Eclipse*. À l'heure dite, ce premier groupe se mit en route, puis le *HMS Diana* et ses paquebots appareillèrent, suivis par le *HMS Charybdis* et la dernière dizaine de vapeurs du contingent. Le *HMS Talbot* fermait la marche. Le recours à cette file indienne s'avérait nécessaire à cause de l'étroite entrée de la rade. Le chapelet de bâtiments s'étendait sur 21 milles et demi. Une parfaite journée d'automne annonçait un beau voyage.

Lorsque les trente et un transports eurent quitté la baie, la première colonne ralentit et les deux autres rangées de vaisseaux vinrent prendre leur place pour reconstituer la formation du convoi. Une distance de 3 000 verges séparait les lignes de navires. L'amiral ordonna alors une vitesse de dix nœuds et le long périple de 2 504 milles à destination de Southampton commença.

Le dimanche, à midi, le groupe entra dans le détroit de Cabot. Le lendemain matin, à 6h30, dans les parages des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, le cuirassé *HMS Glory* et le croiseur *HMS Lancaster* s'ajoutèrent à l'escorte. Le premier se plaça à cinq milles sur la droite des transports. Le second patrouilla au-delà de l'horizon, au sud, dans la direction où le *Karlsruhe* risquait d'apparaître. À 11 h, au large du cap Race, le *SS Florizel* joignit le groupe. Il s'installa à la fin de la colonne Z. Il provenait de Saint John's et amenait les 539 membres du contingent de Terre-Neuve.

La traversée de l'Atlantique dura douze jours. L'océan demeura calme et entraîna très peu de demandes pour les remèdes contre le mal de mer. Le convoi avançait à raison de 200 à 250 milles par jour. Il avait ralenti à neuf nœuds et demi, pour permettre au vieux *Monmouth* de garder le rythme. Une carte marine accessible à tous montrait la position de la flotte à midi chaque jour et fournissait un des rares points d'intérêt de la croisière, tout comme le

passage de bâtiments inconnus au loin. Le 8 octobre, à 40 degrés de longitude ouest, le *Lancaster* quitta la formation. Il s'en retourna surveiller les ports de la côte est des États-Unis. Une tranquillité régnait à bord des transports, en contraste à l'effervescence de Valcartier.

Au lever du soleil, le 10 octobre, deux grands navires de guerre apparurent à l'horizon. Le *Majestic* et le *Princess Royal* attendaient depuis deux jours et demi au point de rendez-vous situé à 49° 45' N. – 27° 05' W. L'amiral Wemyss avait établi le contact radio avec les deux bâtiments depuis le 7 octobre. Le *Majestic* avait atteint l'endroit le 6 du mois. Le *Princess Royal* l'avait rejoint le lendemain soir, après avoir quitté Scapa Flow le même jour que le convoi était parti de Gaspé. L'annexe B montre la position des navires marchands dans le convoi et la disposition des escorteurs.

À bord du *SS Montreal* et du *RMS Alaunia*, les débardeurs avaient placé de l'équipement de camp et ces deux navires devaient décharger cette cargaison en premier et, de préférence, bien avant l'arrivée du contingent. En conséquence, à 6 h 30, le 11 octobre, à environ 570 milles à l'ouest des îles Scilly, les deux transports sortirent de la formation, augmentèrent leur vitesse et se dirigèrent vers le port d'entrée. Le *HMS Diana* leur tint compagnie. Le *Majestic* le remplaça à la tête de la colonne Y. En fin d'après-midi le 12, alors que le soleil brillait et que la mer demeurait calme, le *HMS Princess Royal* dit adieu au convoi. À ce moment, les bâtiments voguaient au sud du rocher de Fasnet, en Irlande. Le gros croiseur cuirassé se rendit derrière la formation, hissa pavillons et drapeaux comme pour une revue navale, augmenta sa vitesse à 22 nœuds et passa entre les deux rangées de gauche. Pendant que la fanfare jouait l'*Ô Canada* et le *Maple Leaf Forever*, officiers et matelots couvraient le pont arrière et clamaient trois hourras chaque fois qu'ils se trouvaient à la hauteur d'un transport. Les soldats canadiens répondirent par de chaleureuses ovations.



HMS Princess Royal. Artiste inconnu. Collection George Grantham Bain, numéro 18244.  
Bibliothèque du Congrès

## L'ARRIVÉE

Le jour du départ du *Princess Royal*, l'amiral Wemyss transmet aux paquebots son plan pour l'arrivée à Southampton. Il divisait le convoi en trois groupes. L'escadre *White* avancerait à douze nœuds, la *Blue* à dix et la *Red* à huit. Cet arrangement permettrait d'espacer l'entrée au havre pour le recours aux pilotes locaux. Les autorités portuaires ne pouvaient pas en fournir 32 en même temps. Le lendemain, la radio des croiseurs anglais capta plusieurs signaux allemands suspects. Puis un rapport français indiqua la présence d'un sous-marin ennemi entre Calais et Boulogne. Le même jour, en fin d'après-midi, un torpilleur anglais faillit heurter un sous-marin dans le voisinage de *Culver Cliff*, sur la rive orientale de l'île de Wight. Cette seconde détection inquiéta sérieusement l'amirauté. Elle se trouvait proche du point de débarquement. Quelques jours auparavant, soit le 22 septembre, le *U-9* du Kapitaneutnant Otto Weddigen avait coulé les croiseurs lourds *HMS Cressy*, *HMS Aboukir* et *HMS Hogue* près des côtes hollandaises. Le haut commandement naval ordonna au convoi canadien de prendre refuge dans la rade de Plymouth. Le *HMS Diana* et ses deux protégés reçurent la même directive. Les autorités allemandes avaient bel et bien dépêché le *U-8* et le *U-20* pour attaquer les transports en provenance de Québec. Le premier patrouillait au large du cap

Gris Nez, dans le Pas-de-Calais et le second dans les parages de Portsmouth. Le centre d'opérations de la Kaiserliche Marine avait appris le 8 octobre de leurs agents à New York le départ du corps expéditionnaire. Ses services d'intelligence avaient estimé Boulogne comme destination et ordonné aux deux U-boats d'en couvrir l'entrée.

À 5 h 45, le 14 octobre, le convoi se trouvait sur le travers de Bishop Rock, une des îles Scilly. Les vaisseaux peinaient sous un fort vent du nord et une mer houleuse. Deux heures plus tard, l'amiral donna le signal aux membres de l'escadre *Blanc* de sortir des rangs. Les bâtiments formèrent une ligne derrière le croiseur *Eclipse* et augmentèrent leur vitesse. Ils naviguèrent ainsi jusqu'au bateau phare d'Eddystone. Ils prirent leur pilote à la pointe Penlee et continuèrent vers l'arsenal naval H.M. Dockyard à Devonport, dans la baie de Plymouth. Le *Montréal* et l'*Alaunia*, en compagnie du *HMS Diana*, les précédèrent. Ils entrèrent au havre anglais à 7 h, le même matin. Le reste des transports durent attendre au large de la rade de Plymouth. Ils bénéficièrent d'une protection supplémentaire. Des cuirassés, des croiseurs et une flottille de torpilleurs les entouraient et patrouillaient à l'affût de sous-marins ennemis. À 4 h, le *Charybdis* accosta à Devonport. Le commandant de l'escorte avait accompli sa mission avec brio. Mais l'amirauté dut patienter jusqu'à 7 h le lendemain, avant de transmettre à Ottawa le message qui confirmait l'arrivée saine et sauve du contingent à Devonport.

Lors des discussions avec le ministère de la Défense canadienne, le choix original pour le débarquement des militaires canadiens s'était porté sur Liverpool. La congestion sur la rivière Mersey avait forcé une modification au bénéfice de Southampton. L'activité sous-marine allemande entraîna finalement la sélection de Devonport comme destination temporaire. Cependant, le commandant du secteur ordonna que les premiers navires arrivés déchargent leur cargaison en attendant que la menace ennemie se dissipe. La situation, toutefois, ne s'améliora pas et les autorités décidèrent de continuer l'opération dans la rade de Plymouth. Les spécialistes affectés au lestage à Southampton se rendirent alors à Devonport. *Le Quebec Chronicle* du 15 octobre mentionnait que Plymouth, avec sa magnifique histoire, avait l'honneur d'accueillir les volontaires canadiens. Lady Wemyss, qui observa la scène,

écrivit dans la biographie de son mari que cette arrivée formait « a glorious sight ».

Le choix de Devonport pour le débarquement en Angleterre assurait la sécurité du corps expéditionnaire, mais il ne favorisait pas son installation dans le pays. Les équipements portuaires et ferroviaires s'avéraient beaucoup moins importants que ceux de Southampton. Neuf jours devinrent nécessaires pour tout transférer à terre. Le 24 octobre, la dernière unité quitta finalement son navire. Le manque de coopération des chefs de l'armée, qui avait marqué le chargement à Québec et créé beaucoup de confusion, contribua à cette lenteur, mais, surtout, ne permit pas à plusieurs bataillons et brigades de recouvrir leur attirail sur les quais. Les autorités jugèrent alors plus simple de tout déposer pêle-mêle sur les trains et de remettre le tri à la gare voisine du camp Bustard. Pour les fantassins, l'ultime portion du voyage ressembla beaucoup à la première, mais à l'inverse et en plus long. Le déplacement par voie ferrée dura sept heures et une marche d'une quinzaine de kilomètres le compléta. Quelques hommes éprouvèrent des difficultés après avoir découvert la forte bière anglaise. Leurs déboires s'avérèrent insignifiants en comparaison des problèmes de récupération de matériel par les éléments du corps expéditionnaire.

## CONCLUSION

Contrairement aux derniers jours de la guerre alors que les quatre divisions canadiennes formaient une unité efficace et bien rodée, le départ du contingent initial, en octobre 1914, démontra des faiblesses sur le plan de l'expertise et de l'expérience. Mais la capacité de surmonter les difficultés et les imprévus de ce premier déploiement outre-mer révéla un esprit d'initiative, de détermination et de persévérance de la part d'officiers et de soldats dont l'occupation première était civile plutôt que militaire. Ce caractère semblait indiquer que l'ère coloniale s'achevait.

## ANNEXE A – LES TRANSPORTS

NOMS	LIGNES	BÂTI	TONNES	VITESSE	ÉQUIPAGE
Alaunia	Cunard	1913	13405	15	321
Andania	Cunard	1913	13405	15	296
Arcadian	RMSP	1899	8939	15	237
Athenia	Donaldson	1904	8668	14	148
Bermudian	Quebec SS	1904	5530	17	338
Canada*	White Star	1896	9415	15	185
Caribbean	RMSP	1890	5824	14	89
Cassandra	Donaldson	1906	8135	13	148
Corinthian	Allan Line	1900	7332	12	141
Florizel**	Red Cross	1909	3081	14	148
Franconia	Cunard	1911	18150	17	333
Grampian	Allan Line	1907	10946	15	89
Ivernia	Cunard	1900	14278	14	233
Lakonia	Donaldson	1899	4686	11	47
Lapland	Red Star	1908	18694	17	379
Laurentic	White Star	1908	14892	18	335
Manitou	ATL	1898	6849	12	87
Manhattan***	ATL	1898	8004	11	63
Megantic	White Star	1909	14878	17	344
Monmouth	CPR	1900	4075	11	50
Montezuma	CPR	1899	8360	12	97
Montreal	CPR	1900	8644	12	103
Royal Edward	CNOR	1908	11117	18	357
Royal George	CNOR	1907	11146	18	356
Ruthenia	CPR	1900	7394	13	150
Saxonia	Cunard	1900	14297	14	283
Scandinavian	Allan Line	1898	12099	15	156
Scotian	Allan Line	1898	10322	15	266
Sicilian	Allan Line	1899	7328	12	153
Tunesian	Allan line	1900	10576	15	274
Tyrolia	CPR	1900	7535	13	160
Virginian	Allan Line	1905	10757	17	334
Zeeland	IMM	1901	11905	15	311

\* Le SS *Canada* revenait des Bermudes et joignit le convoi à Gaspé.

\*\* Le SS *Florizel* transportait des volontaires de Terre-Neuve et joignit le convoi en mer.

\*\*\* Le SS *Manhattan* partit de Québec, mais fit le voyage vers l'Angleterre en solitaire.

ATL: Atlantic Transport Line

CNOR: Canadian Northern Railway

CPR: Canadian Pacific Railway

IMM: International Mercantile Marine

RMSP: Royal Mail Steam Packet

## ANNEXE B – LE CONVOI

## HMS Majestic

	HMS ECLIPSE	HMS DIANA	HMS CHARYBDIS	
	SS Megantic	SS Caribbean	SS Scotian	
	SS Ruthenia	SS Athenia	RMS Arcadian	
	SS Bermudian	RMS Royal Edward	SS Zeeland	
HMS	RMS Alaunia	RMS Franconia	SS Corinthian	HMS
Princess	SS Ivernia	SS Canada	SS Virginian	Glory
Royal	SS Scandinavian	SS Monmouth	RMS Andania	
	SS Sicilian	SS Manitou	RMS Saxonia	
	SS Montezuma	SS Tyrolia	SS Grampian	HMS
	SS Lapland	SS Tunisian	SS Lakonia	Lancaster
	SS Cassandra	SS Laurentic	SS Montreal	
	SS Florizel		SS Royal George	

## HMS Talbot

COLONNE Z	COLONNE Y	COLONNE X
-----------	-----------	-----------

## BIBLIOGRAPHIE

- Bennett, Geoffrey, *Naval Battles of the First World War*, New York, Charles Scribner's Sons, 1968.
- Borden, Robert Laird, *Robert Laird Borden: His Memoirs*, volume I, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1938.
- Brookes, Ivan S., *The Lower St. Lawrence*, Cleveland, Freshwater Press Inc., 1974.
- Corbett, sir Julian, *History of the Great War: Based on Official Documents*, volume 1. Longmans, Green & Co., London, 1920.
- Duguid, A.F., *The Canadian Forces in the Great War 1914-1919*, Ottawa, Patenaude, 1938.
- Filteau, Gérard, *Le Québec, le Canada et la guerre 1914-1918*, Montréal, Éditions de L'Aurore, 1977.
- Gibson, W. L., *Records of the Fourth Canadian Infantry Battalion in the Great War 1914-1918*, Toronto, The Maclean Publishing Company, 1924.
- Heathcote, T. A., *The British Admirals of the Fleet 1734-1995: A Biographical Dictionary*, Barnsley, Leo Cooper, 2002.
- Jellicoe, Admiral Viscount of Scapa, *The Grand Fleet 1914-16: Its Creation, Development and Work*, London, Cassell and Company, 1919.
- Lane, Barry, «Sir Sam s'en va-t-en guerre», *Cap-aux-Diamants*, vol. 4, n° 3, automne 1988, p. 41-43.
- Legault, Roch, et Jean Lamarre, *La Première Guerre mondiale et le Canada*, Montréal, Éditions du Méridien, 1999.
- Litalien, Michel, *Semper Fidelis: Valcartier d'hier à aujourd'hui (1914-2014)*, Québec, Comité de la Fondation du centenaire de la base de Valcartier, 2014.
- Nicholson, G.W.L., *Canadian Expeditionary Force, 1914-1919*, Ottawa, Duhamel, Queen's Printer, 1962.
- Plummer, Mary, editor, for the Canadian Field Comforts Commission, *With the First Canadian Contingent*, Toronto, Hodder & Stoughton, 1915.
- Pullen, H. F., «Troop Convoy», *The Crownsnest*, vol. 16, n° 11, novembre 1964, p. 16-20.

## JOURNAUX

- La Patrie*, 15 août au 15 octobre 1914.
- Le Soleil*, 15 août au 15 octobre 1914.
- Montreal Gazette*, 15 août au 15 octobre 1914.
- Montreal Weekly Witness*, 15 août au 15 octobre 1914.
- Quebec Chronicle*, 15 août au 15 octobre 1914.



# Chapitre 5

## LE QUÉBEC, LES FRANCOPHONES ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

RICHARD GARON

**A**u fil des ans, la culture populaire, la mémoire collective, ainsi que certaines recherches savantes ont imprégné la notion que le recrutement volontaire de soldats destinés aux combats en Europe avait été faible au Québec et chez les francophones. À la lumière de nouvelles recherches, il est désormais possible de déterminer s'il s'agit de faits avérés. Pour aborder ce sujet, nous cernerons la problématique, puis la démarche et l'analyse des données avant d'en tirer des conclusions.

### PROBLÉMATIQUE

Au Québec, plusieurs romans, pièces théâtrales et longs métrages populaires exhibent un clivage identitaire entre la population anglophone et la population francophone à propos de la guerre en insistant sur le phénomène de la désertion et en créant une image de résistance et de pacifisme de la part des Canadiens français. À titre d'exemple, rappelons la chanson bien connue de Gilles Vigneault *Les beaux métiers* «[...] ne fais pas un militaire, car ce n'est pas un beau métier d'aller tuer des charpentiers de l'autre côté de la terre. Il vaut mieux perdre la guerre que d'aller au pas du pauvre soldat» (Bibeau et Vigneault); les comédies théâtrales *Fridolinades* et *Tit-Coq* de Gratien Gélinas «[...] Oui, c'est bien beau

tout ça, mais les jeunes, chez nous, trouvent que ça vaut pas la peine de se faire trouser la peau pour sauver celle des autres» (Gélinas, p. 178); ainsi que nombre de longs métrages, dont *Bonheur d'occasion* ou *Les Plouffe*: «Notre jeune race ne peut se permettre de s'exposer à mourir sur les champs de bataille. N'oublions pas que les forces politiques qui encouragent la conscription pour outre-mer sont celles mêmes qui veulent nous voir disparaître» (Lemelin, p. 367) et, plus récemment, *Le déserteur*.

Cette perception de recrutement médiocre au Québec naît en mars 1916 lors du dépôt du rapport du brigadier-général et sénateur conservateur James Mason (Richard, p. 114). Une vingtaine d'années plus tard, une étude d'Elizabeth Armstrong estime le nombre de francophones ayant servi durant la guerre à environ 35 000. Pour les experts, ce nombre représente 5,6 % du Corps expéditionnaire canadien (CEC), ce qui, selon leur expertise, constitue une contribution insuffisante à la Première Guerre mondiale (Young, p. 108).

Armstrong stipule cependant que ce nombre ne représente qu'une approximation, car, selon elle, pour des raisons d'opportunisme politique, le ministère de la Défense nationale a refusé de lui fournir les chiffres officiels (Tremblay, p. 60). Bien que la méthodologie d'Armstrong soit critiquée, ce nombre est ensuite repris au fil des ans par la majorité des historiens qui font autorité sur le sujet, dont Jean Pariseau, Serge Bernier et Desmond Morton (Tremblay, p. 61-62). Pendant de nombreuses années, l'analyse savante semble contribuer à renforcer ce mythe de recrutement timide de la part des francophones et des Québécois.

Cependant, plus récemment, Pierre Bouvier établit que le phénomène de désertion a hautement été surévalué dans les mémoires collectives. Il réfute également la croyance populaire associant le monopole de l'anticonscriptionnisme aux Canadiens français (Bouvier). De plus, Yves Tremblay estime à 68 000 le nombre de Canadiens français mobilisés durant la Première Guerre mondiale, alors que, pour Jean Martin, ce nombre pourrait atteindre 74 795 (Martin, p. 47). Ces recherches bâties sur l'étude des noms de famille éveillent la curiosité d'autres investigateurs et déverrouillent ce sujet jugé clos depuis des décennies.

Encore de nos jours, il est difficile d'établir exactement le nombre de francophones enrôlés volontairement pour le service outre-mer. Certaines entraves techniques au niveau des archives sont renchériées par l'ambiguïté des concepts liés à cette question. Par exemple, la notion de Québécois comme elle est véhiculée aujourd'hui n'existait pas à l'époque. Ainsi, de nombreux anglophones se sont enrôlés au Québec, alors qu'un nombre considérable de Canadiens français vivant à l'extérieur de la province de Québec se sont enrôlés dans des bataillons anglophones. Autre point souvent écarté, bien qu'un seul bataillon d'infanterie canadien-français ait combattu sur le front, 16 unités canadiennes-françaises ont été mobilisées durant la guerre, dont un hôpital de campagne. En tout, plus de 88 unités et bataillons furent recrutés au Québec ou portèrent le titre de « canadiens-français » ou encore « acadiens ». Finalement, les estimations antérieures ne tiennent généralement pas compte des militaires qui ont été mobilisés pour servir au pays ou ailleurs, comme des unités de défense côtière ou au sein du Corps de l'aviation britannique et de la marine. Dès le mois d'août 1914 d'ailleurs, 5000 Français vivant au Canada ont été rappelés sous le drapeau et ne sont donc pas répertoriés dans le CEC. D'autres Canadiens, dont plusieurs Canadiens français, ont également servi dans l'armée britannique ou d'autres forces alliées.

Malgré tout, les documents officiels stipulent que l'armée a mobilisé 27 557 Canadiens français à la suite de la conscription (Tremblay, p. 61-63). Ce chiffre étant connu, la question principale de ce chapitre consiste donc à déterminer combien de Québécois et de Canadiens français décidèrent de se joindre volontairement au CEC.

## DÉMARCHE

Pour les besoins de cette recherche, il est important de disposer de points de référence communs et de définir les notions utilisées. Ainsi, nous spécifions ici que le terme Québécois fera référence tout simplement à une personne qui habite sur le territoire du Québec. Cette personne sera ainsi estimée québécoise, quel que soit son origine ethnique ou le dialecte qu'il utilise.

Également, un francophone sera une personne dont la langue maternelle est le français. Alors qu'il est facile de repérer cet

élément dans les recensements, les documents militaires d'enrôlement de l'époque ne comportent pas ce renseignement. Pour les besoins de cette recherche, nous avons donc mis au point un protocole pour identifier les soldats de langue française. Ainsi, pour être considérée francophone, une personne doit cumuler trois des six critères suivants : un nom de famille francophone, un prénom francophone, le prénom ou nom de famille francophone de sa mère, être de religion catholique romaine, un lieu de naissance où réside un noyau de francophones reconnu, ou un document écrit en français dans ses dossiers de service. Selon ces critères, le soldat Arthur Brabant originaire de L'Orignal en Ontario ayant servi avec le 21<sup>st</sup> Battalion, de religion catholique romaine et dont la mère se dénomme Delima est considéré francophone. Par contre, le soldat Martin Brennan né à Sherbrooke et servant avec le 20<sup>st</sup> Battalion et dont la mère porte tout simplement le nom de Ms. John Brennan, bien qu'il soit de religion catholique romaine, ne peut pas être considéré francophone.

Dans le cadre précis de cette étude, un Canadien de naissance sera une personne née à l'intérieur des frontières canadiennes, par opposition à un Canadien immigré qui est une personne native d'un autre pays, mais demeurant au Canada.

Lorsque le sujet du recrutement de la Première Guerre mondiale est abordé, les considérations sont souvent détournées par les aspects émotifs de la crise de la conscription et les discours politiques retranscrits dans les journaux de l'époque. Pour obtenir un éclairage différent sur le recrutement volontaire, il est nécessaire de considérer d'autres facteurs. Un aspect couramment négligé par les experts est la démographie canadienne de l'époque. Bien que la majorité des études utilisent le recensement fédéral de 1911 comme référence, durant cette période, la population est en pleine effervescence. Du moment où le dénombrement officiel est publié jusqu'en 1915, la population canadienne accueille ainsi 1 597 420 étrangers qui sont pour la très grande majorité anglophones.

De ce nombre, il est également nécessaire de prendre en compte la dynamique des mouvements internes. Par exemple, le recensement de 1911 dénombrait 113 077 personnes ayant quitté le Québec pour s'installer dans des provinces de l'Ouest alors en pleine croissance. Il convient ainsi d'ajouter ces déplacements internes entre 1911 et 1915 qui retranchent 243 077 personnes à la population du Québec. De plus, il est indispensable de tenir compte d'une autre tendance, celle de déracinement volontaire de Canadiens français vers les États-Unis. Selon les études entre les années 1840 et 1930, environ 900 000 d'entre eux quittent le pays pour s'établir au sud de la frontière canadienne. Bien que ces mouvements de population varient selon les périodes et les conditions économiques, nous estimons qu'entre le recensement de 1911 et l'année 1915 la population francophone au Canada a été réduite de 184 665 personnes.

Ces trois circonstances résumées à la figure 1 impliquent des changements démographiques considérables. Premièrement, en quatre ans, la population francophone au pays passe de 28,51 % à 24,35 % (Martin, p. 54). Deuxièmement, la population du Québec en 1915 s'estime à 2 224 584, ce qui implique que cette province représentait 27,4 % de la population canadienne lors du recensement de 1911, alors qu'elle ne représente que 23,6 % quatre ans plus tard. Troisièmement, alors que le recensement de 1911 indique que 74 % de la population est née au pays, en 1915, la situation est différente, car c'est désormais 65 % de la population qui est originaire du pays. Quatrièmement, durant la même période, on constate que, même si 3 001 155 francophones habitent en Amérique du Nord (dont 2 275 155 au Canada), plus de la moitié (1 726 290) se trouvent dispersés hors des frontières du Québec. Cinquièmement, le Québec compte en 1911 un nombre considérable d'anglophones, soit 473 190, alors que l'on estime leur nombre à près de 600 000 en 1915. Cette communauté représente donc 26 % de la population québécoise, un pourcentage non négligeable que semblent oublier de nombreux historiens.

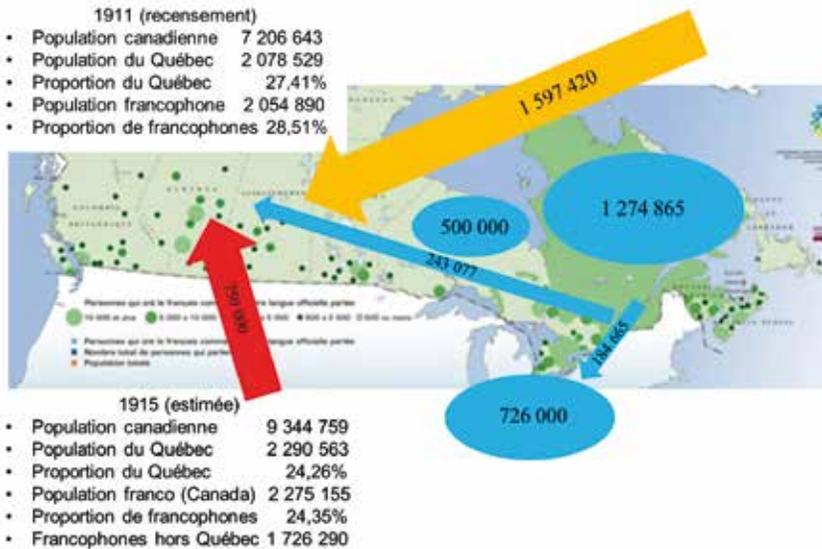


FIGURE 1 – Mouvements de population entre 1911 et 1915.

Afin d’obtenir une image claire du recrutement volontaire, il est important d’éviter que le débat politique de l’élection fédérale de 1917 et les éléments émotifs de la crise de la conscription influencent le comportement de la population. Ainsi, cette étude porte sur une période antérieure à ces enjeux, ou du moins avant l’arrivée des conscrits sur le champ de bataille en mars 1918.

Appuyés sur ces éléments, nous proposons que la composition du CEC, en 1915, corresponde à la démographie canadienne de cette période. De plus, le volontariat des francophones devrait être semblable à celui des Canadiens de naissance.

Afin d'assurer la validité de cette hypothèse, cette étude, en plus d'estimer le nombre de volontaires francophones et québécois, synthétise également les données relatives aux soldats nés en Ontario, à l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que des Canadiens immigrants. La figure 2 résume les proportions selon lesquelles les différents groupes devraient se porter volontaires pour respecter la démographie canadienne de 1915.

Élément	Proportion
Francophones	24,35%
Volontaires du Québec	23,60%
Volontaires de l'Ontario	34,05%
De l'Île-du-Prince-Édouard	1,14%
Canadiens de naissance	65%

FIGURE 2 – Proportions démographiques estimées des différents groupes au sein du CEC en 1915.

## ANALYSE DES DONNÉES ET OBSERVATIONS

Bien que 619 636 hommes se soient enrôlés au sein du CEC et que seulement 424 589 d'entre eux aient servi en Europe, Bibliothèque et Archives Canada dispose de 628 462 dossiers d'enrôlement. Il s'agit d'un très grand nombre. Plutôt que d'analyser tous ces dossiers, nous avons opté pour une méthode d'échantillonnage représentatif.

Pour vérifier la proposition, nous avons donc convenu d'analyser le nombre de décès au combat, qui, en principe, devrait respecter les proportions démographiques.

En 1915, les troupes canadiennes sur le champ de bataille se composaient de la 1<sup>re</sup> Division canadienne dénombrant 17 873 soldats et officiers. Cette organisation fut rejointe au front en septembre 1915 par la 2<sup>e</sup> Division canadienne, créant ainsi le Corps d'armée canadien totalisant 37 876 combattants.

Pour l'échantillonnage initial de la 1<sup>re</sup> Division, nous avons choisi de classer les décès de la bataille d'Ypres d'avril 1915, ainsi que ceux d'engagements subséquents en mai et juin 1915. Puis, nous avons répertorié les décès du Corps d'armée canadien en octobre 1915 lors de combats en Belgique. Il est important de noter que plusieurs recherches savantes précédentes comportaient un biais méthodologique important. En effet, puisqu'il est arrivé presque plus d'immigrants anglophones au pays en 5 ans qu'il y avait de francophones (respectivement 1,6 et 2 millions), afin de donner une image précise du volontariat des Canadiens de naissance, nous avons soustrait le nombre de militaires nés hors du pays. Ainsi, le nombre de francophones volontaires décédés sera comparé à celui des autres volontaires canadiens de naissance, alors que le nombre de Québécois sera comparé au nombre de volontaires résidant en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard, quel que soit leur lieu d'origine. Les résultats comparant les prévisions et le nombre de volontaires se trouvent à la figure 3. Veuillez noter qu'en raison du manque d'espace certaines données, comme le nombre de volontaires provenant d'autres provinces, n'ont pas été incluses.

Afin de confirmer ces chiffres et d'assurer une certaine validité, nous avons effectué six échantillonnages supplémentaires entre 1916 et 1917 dont les résultats se retrouvent à la figure 4. La figure 5 offre un sommaire des neuf échantillons.

Élément	Proportion attendue		Ypres 1915		France 1915		Flandres 1915		Moyenne	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canadiens de naissance	119	28,20	16	26,67	96	39,18	231	31,35		
Francophones	24	20,17	6	37,50	32	33,33	62	30,33		
Volontaires du Québec	99	23,38	19	33,51	61	26,23	179,52	27,71		
Volontaires de l'Ontario	177	41,65	19	33,51	68	29,02	263,6	34,73		
De l'île-du-Prince-Édouard	3	0,60	0	0	3	1,26	5,76	0,62		
Total de militaires au combat	17873		17873		37876		37876			

FIGURE 3 – Comparaison des proportions selon l'échantillonnage.

Élément	Mont Sorrel		Courcellette		Ancre		Cote 70		Arleux		Passchendale	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canadiens de naissance	44	42,72	180	40,72	70	37,04	141	49,30	222	43,53	35	42,17
Francophones	23	52,27	35	19,44	14	20,00	32	22,70	49	22,07	8	22,86
Volontaires du Québec	27	26,83	110	24,39	35	19,18	37	13,62	58	12,00	15	16,89
Volontaires de l'Ontario	29	28,22	172	38,17	55	29,97	122	44,93	147	30,22	27	31,02
De l'île-du-Prince-Édouard	1	1,29	3	0,72	2	1,01	4	1,29	4	0,84	0	0
Total de militaires au combat	50000		50000		75000		97184		100000		100000	

FIGURE 4 – Six échantillons du nombre de volontaires décédés entre 1916 et 1917.

Élément	Proportion attendue		Moyenne 1915 à 1917	
	Proportion	Nombre	Proportion	Nombre
Canadiens de naissance	65%	923	38,84	
Francophones	24,35%	223	27,82	
Québécois	23,60%	462	21,76	
Ontariens	34,05%	816	34,08	
Prince-Édouardiens	1,14%	20	0,85	
Total de militaires au combat		424589		

FIGURE 5 – Proportions des volontaires du CEC décédés de 1915 à 1917.

## CONCLUSION

De nombreuses conclusions découlent de cette collecte de données obtenues par l'analyse détaillée de 3 038 dossiers de volontaires décédés au combat. La première est que le nombre de volontaires par province correspond aux proportions anticipées. Cette variation de 1,69 % (23,60 % estimé – 21,76 % obtenu grâce à l'échantillonnage) de la proportion des Québécois représente environ 4 245 volontaires de moins que prévu. Malgré tout, nos estimations situent à 135 793 le nombre de Québécois qui se seraient quand même enrôlés de bon gré. Il ne s'agit donc pas ici de résistance de masse par rapport au service militaire volontaire. Surtout si l'on prend en considération le nombre de résidents québécois enrôlés dans d'autres forces armées que le CEC. D'ailleurs, en 1915, les Québécois se sont enrôlés en plus grand nombre que ce que l'on avait attendu, soit 27,71 % alors qu'ils ne représentent que 23,60 % de la population canadienne. Selon la figure 4, le nombre de volontaires québécois ne diminue sous la proportion de sa population qu'à la fin de l'année 1916.

De plus, contrairement à ce qui a été affirmé depuis 100 ans, les francophones se sont enrôlés en plus grande proportion par rapport à leur population. Ils étaient donc en surreprésentation au sein des Canadiens de naissance du CEC. Basés sur nos estimations, ils auraient été au moins 81 000, dont 53 443 volontaires, soit plus du double de ce qui a toujours été supposé. Cette erreur historique s'explique par le fait que de nombreux francophones se sont enrôlés dans des unités anglophones ou ont servi dans des bataillons mobilisés à l'extérieur du Québec. À titre d'exemple, nous avons répertorié 40 francophones décédés sur le champ de bataille au sein du 10<sup>th</sup> Battalion rassemblé en Alberta. Il s'agit d'hommes comme les soldats Victor Bourgault, né à Drummondville, et Joseph Dion, né à Kenora en Ontario, pour ne nommer que ceux-là. Au sein du CEC, étant donné que les pertes au combat équivalaient à un soldat sur dix, nous pouvons estimer qu'au moins 400 francophones ont servi au sein de ce seul bataillon. Notons également d'autres exemples, comme le soldat Lorenzo Thibodeau, né à Trois-Rivières et mort au combat avec 31 autres francophones au sein du 13<sup>th</sup> Battalion, en plus de 109 avec le 14<sup>th</sup> Battalion et 72 avec le 24<sup>th</sup> Battalion, trois unités anglophones recrutées à Montréal. Mais notons aussi l'exemple du sergent Joseph Wilfred Cushions,

originaire de Québec et décédé en France alors qu'il servait avec une unité britannique, le West Yorkshire Regiment. Depuis un siècle, ces soldats sont comptabilisés comme des anglophones, alors que ce n'est pas le cas. Ainsi, notre recherche démontre que les francophones ont été plus enthousiastes à l'enrôlement volontaire que les autres Canadiens de naissance. Un dernier échantillonnage comportant 287 soldats portant le nom de famille Fortin révèle aussi que 50 % d'entre eux se sont enrôlés dans des unités hors du Québec, ce qui confirme également l'hypothèse démographique étant donné qu'à l'époque la moitié des francophones résident hors des frontières du Québec.

Ce chapitre a permis de déterminer que le service volontaire des francophones a toujours été sous-évalué. Non seulement ceux-ci ont participé activement sur le champ de bataille, mais ils ont été proportionnellement plus nombreux par rapport à la population disponible. Cent ans après la Première Guerre mondiale, il nous reste encore beaucoup à apprendre au sujet de l'engagement canadien dans ce conflit. Il reste désormais à déterminer quels facteurs ont permis l'épanouissement d'un tel mythe.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bibeau, Robert, et Gilles Vigneault, *Les beaux métiers* (chanson), Éditions Le Vent qui vire, 1984.
- Bouvier, Patrick, *Déserteurs et insoumis; les Canadiens français et la justice militaire (1914-1918)*, Outremont, Athéna Éditions, 2003.
- Gélinas, Gratien, *Les Fridolinades 1938, 1939, 1940*, Montréal, Les Quinze, 1980.
- Lemelin, Roger, *Les Plouffe*, Québec, Bélisle, 1948.
- Martin, Jean, « Contrairement à ce que l'on a trop longtemps soutenu, les Canadiens français ont bel et bien fait leur juste part pendant la Première Guerre mondiale », *Revue militaire canadienne*, vol. 17, automne 2017, p. 47-55.
- Richard, Béatrice, « Le Québec face à la conscription (1917-1918). Essai d'analyse sociale d'un refus », dans Charles-Philippe Courtois et Laurent Veyssière, *Le Québec dans la Grande Guerre. Engagements, refus, héritages*, Québec, Septentrion, 2015, p. 113-130.
- Tremblay, Yves, « Le service militaire des Canadiens français en 1914-1918 », dans Charles-Philippe Courtois et Laurent Veyssière, *Le Québec dans la Grande Guerre. Engagements, refus, héritages*, Québec, Septentrion, 2015, p. 56-72.
- Young, Warren, *Minorities and the Military*, Royaume-Uni, Greenwood Press, 1982.

# Chapitre 6

## L'ÉMERGENCE DES « CANAYENS » SUR LES CHAMPS DE BATAILLE EUROPÉENS: LE 22<sup>E</sup> BATAILLON (CANADIEN-FRANÇAIS)

RICHARD GIGUÈRE

**J'** ai joint la grande famille du Royal 22<sup>e</sup> Régiment à l'été 1980 comme jeune officier affecté au Deuxième Bataillon à la Citadelle de Québec. Un de mes plus précieux souvenirs de cette époque demeure la lettre que j'ai reçue du général Jacques Dextraze (JADEx), alors colonel de notre illustre régiment :

*Mon Cher Lieutenant,*

*Au nom des Officiers du Régiment, dont je me fais le porte-parole, je désire vous accueillir et vous souhaiter la bienvenue dans une famille qui sera dorénavant vôtre et dont vous porterez l'insigne nous représentant où que vous soyez.*

*Aussi, je suis assuré que vous saurez perpétuer, par votre conduite et vos actes, la tradition de toujours faire reconnaître la valeur dont notre emblème est le symbole, le castor que bien des générations ont porté avant nous.*

*Veillez croire en l'amitié que tous vous portent déjà.*

*Signé: Le général J.A. Dextraze, Colonel du Royal 22<sup>e</sup> Régiment*

Famille, valeur, castor, générations, amitié... En quelques mots, l'éthique du régiment m'était partagée. Une éthique que je devais maintenant perpétuer par ma conduite et mes actes. Il était clair que je joignais une équipe bien particulière. Une équipe qui a vu le jour en 1914, dès les débuts de la Première Guerre mondiale, et qui méritera quelques années plus tard le titre de *Royal* en raison de ses faits d'armes sur les champs de bataille. Dégageons les principales étapes de ce cheminement.

## LA GENÈSE

En raison de son statut de dominion dans l'Empire britannique, le Canada est automatiquement engagé dans cette guerre qui se déclenche en Europe à la fin de l'été 1914. Comme bien d'autres pays à cette époque, le Canada n'est pas prêt militairement à une guerre de grande envergure, mais dépêche tout de même relativement rapidement en Europe les premiers éléments du Corps expéditionnaire canadien fort de 33 000 hommes, dont la Première Division, qui quittera le port de Québec en octobre 1914.

Cette division accueille dans ses rangs de nombreux francophones, qui sont cependant incorporés parmi les unités anglophones créées pour l'occasion.

Des pressions sont rapidement exercées au Québec par des notables de l'époque pour créer un bataillon spécifiquement de langue française. Leurs efforts conduisent à la création officielle du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) le 21 octobre 1914, qui, au sein de la 2<sup>e</sup> Division canadienne en création, quittera Halifax pour l'Europe au printemps de 1915 à bord du navire *Saxonia*, au terme d'une période d'entraînement initiale dans la région de Montréal et en Nouvelle-Écosse.

La création de cette unité francophone bien particulière n'a pas été sans heurts. Pour débiter, il fallait assembler des chefs, des officiers francophones, qui seraient chargés d'entraîner, de déployer et de diriger les futurs soldats du 22<sup>e</sup> au combat.

Il fallait ensuite recruter la troupe, trouver des sites de formation, assurer l'entraînement des futurs soldats, promouvoir l'esprit d'équipe, aligner au bout du compte un bataillon d'infanterie, une machine de guerre efficace et efficiente qui sera en mesure

d'affronter les puissances ennemies en terres lointaines en faisant honneur à la nation canadienne-française.

Ces réalités constituaient de grands défis pour les chefs militaires francophones de l'époque et, évidemment, les sceptiques ne manquaient pas. Les Canadiens français pouvaient-ils vraiment relever de telles épreuves organisationnelles et, ultimement, allaient-ils soutenir l'épreuve du feu ? En effet, les citoyens anglophones du Canada semblaient répondre en masse à l'appel de la mère patrie, mais chez les francophones, pour des raisons historiques, culturelles et économiques, l'engouement paraît moins palpable. Dès les premières semaines du conflit, la contribution des Canadiens français à l'effort de guerre faisait l'objet de discussions. Comment leurs allégeances et leur patriotisme allaient-ils être influencés par leur relation avec leur identité canadienne-française, leur mère patrie, la France, leur mère patrie d'adoption, l'Angleterre, et leur patrie canadienne ?

La formation du 22<sup>e</sup> Bataillon s'inscrit donc dans ce contexte. La suite prouvera que, hors de tout doute, les premiers *Vandoos* (prononciation de vingt-deux avec un accent anglais) vont vaillamment répondre à l'appel, bien au-delà des espérances.

## LES PREMIERS PAS

Le fameux *castor* fut choisi comme insigne régimentaire avec l'inscription *canadien-français* et la devise *Je me souviens*. Pas de doute sur l'origine de la majorité des membres de ce singulier bataillon, des « Français habillés à l'anglaise » selon les premières constatations des badauds français stupéfaits en entendant nos troupes chanter dans la langue de Molière lors des déplacements en défilés dans les campagnes. Nous mentionnons la majorité des membres du bataillon car, sur les 1 178 soldats du 22<sup>e</sup> qui quittent Halifax à bord du *Saxonia*, une centaine avaient tout de même des origines aussi diverses que les États-Unis, la Belgique, la France, l'Angleterre, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Mexique et l'Argentine...

L'entraînement se poursuit en Angleterre dès l'arrivée du bataillon après une traversée sans histoire. Cette période vouée à la formation est importante pour la professionnalisation de nos jeunes militaires, mais favorise également l'esprit d'équipe et la

cohésion de cette unité nouvellement constituée. Comme nous l'avons mentionné précédemment, quoique les rangs du 22<sup>e</sup> Bataillon étaient composés majoritairement de jeunes francophones du Québec, quelques membres provenant de l'extérieur de la province parsemaient les rangs de l'unité. Ces soldats en devenir devaient apprendre à travailler en équipe, une nécessité pour remporter des succès sur les champs de bataille.

Finalement, le 22<sup>e</sup> Bataillon quitte l'Angleterre pour le continent européen le 15 septembre 1915. La phase préparatoire est terminée, le baptême du feu approche pour ces hommes. Nous ne pouvons qu'imaginer leur fébrilité. Que d'aventures pour ces jeunes soldats, dont c'était pour la plupart le premier grand voyage à l'extérieur de leur ville, de leur campagne natale. Ces nouveaux horizons qui les attendent. Et ces Allemands qu'ils devront affronter... et vaincre.

Le bataillon débarque en France, mais passe ses premiers mois de conflits en Belgique. Le premier bref séjour de l'unité dans les tranchées se déroule entre le 20 et le 24 septembre 1915 au sud du saillant d'Ypres. Le bataillon déplore trois morts et sept blessés lors de cette première expérience au front, bilan plutôt habituel à l'époque. Toujours sous les ordres de leur premier commandant, le lieutenant-colonel Frédéric Mondelet Gaudet, artilleur de formation et issu du Collège militaire royal de Kingston, le 22<sup>e</sup> Bataillon passe à cette époque sous l'autorité du lieutenant-colonel Thomas-Louis Tremblay, également artilleur et formé au Collège militaire royal de Kingston. Le lieutenant-colonel Gaudet a abattu une besogne magistrale en mettant sur pied cette unité bien particulière. À 28 ans, beaucoup plus jeune que son prédécesseur, c'est cependant Tremblay qui mènera véritablement les 22 dans les combats plus ardues qui les attendent.

Le 26 février 1916, date de sa prise de commandement, Tremblay écrit dans son journal :

Mon bataillon représente toute une race, la tâche est lourde. Cependant j'ai confiance en moi-même et je me sens estimé par mes hommes. Mes actes seront guidés par notre belle devise *Je me souviens*.

Nous sentons bien dans ces propos l'ampleur des responsabilités confiées au lieutenant-colonel Tremblay, des responsabilités

qui dépassaient l'efficacité de ses hommes sur les champs de bataille, mais qui affectaient également l'honneur des Canadiens français représentés par les soldats du 22<sup>e</sup> Bataillon sur le continent européen.

Le choix de Tremblay est bien reçu par les hommes. Joseph Chaballe, un officier du bataillon, note à l'époque :

Il est peut-être le plus jeune chef de bataillon au front. Mais il a les qualités de courage, de dynamisme et de jugement requises pour commander. C'est un vrai chef qui sait imposer son autorité et inspirer confiance aux hommes.

### **LES « CANAYENS » NE SONT PAS DES LÂCHEUX !**

Presque un an après son arrivée sur le continent, le 22<sup>e</sup> a l'occasion de démontrer son plein potentiel. Le théâtre sera le village fortifié de Courcelette, dans la Somme. Capturant rapidement le 15 septembre 1916 l'objectif qui lui avait été confié lors de cette opération divisionnaire, le 22<sup>e</sup>, au sein de la 5<sup>e</sup> Brigade, ne subit pas moins de 13 contre-attaques allemandes durant deux jours. Mais le 22<sup>e</sup> résiste. Il passe en réserve le 18 septembre 1916, toujours maître de son objectif, mais après avoir subi plus de 200 pertes. Courcelette devient un haut fait d'armes du Bataillon, qui commence à se forger une réputation d'excellence. Les propos du lieutenant-colonel Tremblay contenus dans son journal personnel illustrent bien l'état d'esprit qui règne à ce moment. À la veille de la bataille, il note : « Même si nous allons à la boucherie, le moral est extraordinaire, et nous sommes déterminés à prouver que les Canayens ne sont pas des lâcheux. » Ou encore : « Ce village, nous allons le prendre et, quand nous l'aurons pris, nous le garderons jusqu'au dernier homme. C'est notre première grande attaque ; il faut qu'elle soit un succès pour l'honneur de tous les Canadiens français que nous représentons en France. »

Tremblay est extrêmement satisfait et fier de ses hommes, qui ont livré la marchandise à Courcelette. Cette préoccupation semble omniprésente dans les actions de nos militaires du 22<sup>e</sup>. Certainement que les missions et les objectifs confiés à l'unité visaient la défaite des soldats allemands et que c'était là le but des succès escomptés. Mais l'honneur des Canadiens français planait toujours sur les actions du bataillon.

Après les batailles de Saint-Éloi en avril 1916 et du mont Sorrel en juin 1916, Courcelette marque le début d'une épopée militaire remarquable pour le 22<sup>e</sup> Bataillon, qui se démarqua dans ses combats jusqu'à la conclusion de ce conflit si meurtrier en novembre 1918. Notre unité canadienne-française ne fut pas épargnée. Comment oublier l'hécatombe de Chérisy du 28 août 1918 où tous les officiers du bataillon furent tués ou blessés...

Au terme de la Première Guerre mondiale, le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) se voit attribuer officiellement dix-huit honneurs de bataille. Ces honneurs sont Mont Sorrel, Somme 1916-1918, Flers Courcelette, Thiepval, les Hauteurs de l'Ancre, Vimy 1917, Arleux, Scarpe 1917-1918, Cote 70, Ypres 1917, Passchendaele, Arras 1917-1918, Amiens, Canal du Nord, Ligne Hindenburg, Cambrai 1918, France et Flandres 1915-1918 et Poursuite de Mons.

## **LE TITRE ROYAL**

Le bataillon fait partie des troupes d'occupation en Allemagne jusqu'en janvier 1919. Il revient en Angleterre en avril de la même année pour être rapatrié au Canada en mai. Après un accueil triomphal à Québec et à Montréal, il est dissout le 19 mai 1919. La plupart des unités mobilisées par le Canada pour la Première Guerre mondiale sont démantelées au retour des troupes au pays en 1919. Le 22<sup>e</sup> n'échappe pas à ce sort. Il renaît cependant en 1920 en tant qu'unité permanente de l'Armée canadienne initialement sous le nom de 22<sup>nd</sup> Regiment, puis à compter de juin 1921 sous l'appellation de Royal 22<sup>nd</sup> Regiment. C'est en 1928 que l'unité obtient finalement le nom francisé qu'elle porte encore aujourd'hui, soit, le Royal 22<sup>e</sup> Régiment.

Le titre *Royal* a été octroyé à l'unité en juin 1921 par le roi George V. Cette distinction est traditionnellement accordée par la royauté britannique aux unités méritantes. Le 22<sup>e</sup> pouvait fièrement porter cette reconnaissance. Les honneurs de bataille chèrement acquis lors des combats de la Grande Guerre en sont la preuve irréfutable.

Les sacrifices encourus nous paraissent effarants, mais sont malheureusement représentatifs de cette Première Guerre mondiale si meurtrière. Sur les 5919 officiers, sous-officiers et soldats ayant

porté les couleurs du 22<sup>e</sup> Bataillon lors de la Grande Guerre, 1 074 sont morts au combat ou des suites de leurs blessures, 2 887 ont été blessés, pour un total de 3 961 pertes encourues, représentant 67 % des hommes affectés à l'unité entre 1914 et 1918. Il est à noter que la provenance de ces soldats est diversifiée. Certains sont recrutés directement parmi la population, d'autres provenaient d'unités déjà existantes de la milice, mais non envoyées au front, certains d'unités spécifiquement formées pour appuyer l'effort de guerre, mais non déployées comme telles. Une fois le 22<sup>e</sup> envoyé au front, tous les bataillons canadiens-français levés après lui (au moins 14) serviront en fait de pourvoyeurs d'effectifs lui étant principalement destinés. Le 22<sup>e</sup> devient en quelque sorte un grand creuset personnifiant l'effort de guerre canadien-français de l'époque. Cet impressionnant roulement d'effectifs ne se fit pas sans heurts et a occasionné des problèmes de discipline dont la résolution exigea un leadership ferme et des mesures parfois drastiques de la part des chefs.

Les membres du 22<sup>e</sup> reçurent en tout 352 décorations, dont deux Croix de Victoria, décernées au caporal Joseph Kaeble en juin 1918 lors des combats au sud d'Arras contribuant à endiguer la grande offensive allemande et au lieutenant Jean Brillant en août de la même année, durant la bataille d'Amiens qui amorçait les 100 jours du Canada.

En cette année de commémoration de l'Armistice de 1918, il nous faut apprécier les efforts des fondateurs visionnaires de cette unité canadienne-française qui subsiste aujourd'hui comme seul régiment francophone d'infanterie de la force régulière de l'Armée canadienne. Les obstacles étaient nombreux dès le départ, certains doutaient de l'efficacité de ces « Canayens » sur les champs de bataille, mais la ténacité, la détermination et le courage de ces derniers ont fait taire ces doutes et ces critiques. Amplement démontrées sur les champs de bataille les plus sanglants du conflit mondial, la vaillance et la loyauté des Vandoos ont toujours été défendues par leurs chefs, même au moment de la crise de la conscription qui frappe le Canada et particulièrement le Québec en 1917-1918.

Démontrant les mêmes qualités sur la trace de leurs anciens, les 22 ont depuis participé à la majorité des opérations effectuées

par les Forces armées canadiennes. Sur la trace de leurs anciens, ils ont fièrement représenté les Canadiens français lors de la Deuxième Guerre mondiale, de la guerre de Corée, du conflit en Afghanistan et lors d'innombrables missions onusiennes effectuées au service de la paix un peu partout sur la planète.

Le titre *Royal* porté fièrement par les membres du régiment aujourd'hui a indubitablement été mérité par l'effort, le courage et le sang de ces illustres membres fondateurs du 22<sup>e</sup> Bataillon. L'honneur des Canadiens français a été préservé et magnifié par ces braves hommes qui avaient le cœur à la bonne place. Et il continue d'être garanti aujourd'hui par les descendants de ces pionniers, portant encore fièrement le *castor* dans de nombreux théâtres d'opérations contemporains. Une carrière de plus de 35 années au sein du Royal 22<sup>e</sup> Régiment a probablement teinté mes propos, une potentielle observation que j'assume entièrement.

Aussi, je suis assuré que vous saurez perpétuer, par votre conduite et vos actes, la tradition de toujours faire reconnaître la valeur dont notre emblème est le symbole, le castor que bien des générations ont porté avant nous...

Je me souviens

## SOURCES

- Bernier, Serge, *Le Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, Montréal, Édition Art global, 1999.
- Bernier, Serge, *Le Royal 22<sup>e</sup> Régiment*, Québec, Les Éditions GID, 2013.
- Chaballe, Joseph, *Histoire du 22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français*, tome 1, 1914-1919, Québec, Amicale du 22<sup>e</sup>, 1952.
- Corriveau, lieutenant-colonel Paul, *Le Royal 22<sup>e</sup> Régiment – 75 ans d'histoire, 1914-1989*, Québec, La Régie du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, 1989.
- Dallaire Ferland, Raphaël, « Patriotisme et allégeance du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français), 1914-1918 », *Revue militaire canadienne*, vol. 13, n<sup>o</sup> 1, hiver 2012, p. 51-60.
- Gagnon, Jean-Pierre, *Le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français), 1914-1919 : une étude socio-militaire*, Thèse de doctorat présentée à l'Université Laval, mai 1986.
- Legault, Roch (dir.), *Le leadership militaire canadien-français*, Kingston, Presses de l'Académie canadienne de la défense, 2007.

Martin, Jean, *Un siècle d'oubli. Les Canadiens et la Première Guerre mondiale (1914-2014)*, Outremont, Athéna éditions, 2014.

Stanley, George F.G., *Nos soldats*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980.

Site : <http://www.r22er.com/>.

Site : <https://www.erudit.org/fr/revues/cd/1990-v5-n4-cd1041559/7554ac.pdf>.

Site : <https://carlpepin.com/2010/08/22/1914-1918-la-guerre-du-canada-la-mobilisation/>.

## TOILE



Provient du Musée canadien de la guerre, Ottawa.

<https://www.warmuseum.ca/cwm/exhibitions/canvas/tre/cwc108e.shtml>

Descriptif : *À l'assaut, Neuville-Vitasse*. Peint en 1918 par Alfred Bastien (1873-1955). Bastien a été au fameux 22<sup>e</sup> Bataillon en octobre 1917.



# Chapitre 7

## LA CONFUSION DES FRONTIÈRES : ESSAI SUR LA GRANDE GUERRE

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL

*On ne considérait plus la guerre d'un point de vue politique particulier, mais du point de vue européen, comme un événement terrible et cruel, qui ne devait pas seulement déplacer quelques lignes de frontières sur la carte, mais transformer la figure et l'avenir de notre monde.*

Stephen Zweig, *Le Monde d'hier*

**J**e me dois de commencer par une mise en garde. Je ne suis pas un historien, encore moins un militaire. Pour tout dire, ni ma formation scolaire ni mon expérience personnelle ne me prédisposent à m'intéresser à la Première Guerre mondiale. Cet intérêt a été éveillé par accident et, par l'accumulation des lectures, il s'est mué en véritable fascination, une fascination motivée par la conviction que la Grande Guerre est porteuse d'une leçon inquiétante, mais toujours pertinente aujourd'hui. Sauf que cette leçon ne se laisse pas aisément dégager et, pour jouer franc-jeu, je n'ai pas le sentiment de l'avoir parfaitement cernée. C'est la raison pour laquelle je prends la liberté de présenter ma contribution au présent ouvrage sous la forme d'un essai, bien conscient du caractère approximatif du genre dont je me réclame.

Mon point de départ sera le *no man's land*, à la fois comme image emblématique de la Première Guerre mondiale et comme symbole de cette inquiétante leçon que j'estime si pertinente pour nous. Car, au-delà du centenaire qu'il convient de souligner, l'embarrassante question qui plane au-dessus de tout ce qu'il est possible de rappeler au sujet de la guerre 14-18 porte sur sa signification. Quelle est en effet la signification de la Grande Guerre ? Quelle est la signification du *no man's land* ? Car, à mes yeux, ces deux questions n'en forment qu'une seule, et c'est cette intuition que je suivrai afin de donner une ligne directrice aux réflexions que je veux tenter ici.

Les questions qui portent sur le sens des choses, comme chacun sait, ouvrent un espace si grand que l'esprit s'y perd aisément ; ce sont des questions embarrassantes parce qu'avec elles, on quitte le domaine méthodique de l'histoire pour aborder celui, vague et flou, de la philosophie et de la littérature. Mais le jeu en vaut la chandelle, car ce qu'il me semble possible de dégager du *no man's land* comme réalité historique est une confusion des frontières unique en son genre, à tout le moins nouvelle au sens le plus fort du terme : jamais dans l'histoire une telle confusion a perduré aussi longtemps tout en étant l'enjeu de combats aussi violents et aussi continus. En prenant comme point de départ le *no man's land*, mon intention est de poser ce thème de la confusion des frontières. Ensuite, il s'agira de multiplier les perspectives pour considérer différentes facettes de la Grande Guerre sous l'unité thématique de la confusion des frontières. Je retiendrai quatre autres facettes, toutes différentes, mais toutes caractéristiques de la Grande Guerre, dont je tâcherai de présenter la confusion avec le plus de clarté possible : les confusions historique, philosophique, technique et éthique.

Je propose donc un itinéraire en cinq tableaux, chacun portant sur un type de confusion particulier, mais qui, ensemble, pointent tous vers la même signification dont cette guerre, me semble-t-il, est porteuse. À tous les niveaux, la Grande Guerre m'apparaît comme l'événement historique où les frontières qui circonscrivent notre monde humain se sont dangereusement confondues, empiétant les unes sur les autres comme jamais auparavant, brouillant ainsi nos plus sûrs repères. Si la Première Guerre mondiale est si difficile à comprendre, c'est parce qu'elle nous force à la prendre

en bloc, se laissant tout juste délimiter dans le temps, confondant pour le reste nos catégories usuelles de cause et d'effet, d'utile et de nuisible, de bien et de mal.

## LA CONFUSION MILITAIRE : OFFENSIVE ET DÉFENSIVE

Commençons donc par le *no man's land*, cet espace entre les deux armées ennemies qui est resté plus ou moins inchangé de 1914 à 1918. Sur le front de l'Ouest, il s'agit principalement des Français et des Anglais d'un côté, ce qui comprend bien sûr les Canadiens français et anglais venus prêter main-forte aux mères patries, et des Allemands de l'autre. La largeur de cet espace varie selon le lieu, les armées ennemies étant séparées par une distance allant de quelques dizaines de mètres à quelques centaines de mètres, de sorte qu'à plusieurs endroits l'ennemi demeurait à portée de voix et que, quand les armes se taisaient, la rumeur de la vie quotidienne du camp adverse remplissait le silence du *no man's land*. Toujours est-il que cet espace est une confusion des frontières au sens propre du terme, mais dont on peut expliquer la genèse matérielle, si je puis dire, par une confusion entre les moyens techniques qui favorisaient une stratégie défensive et les plans militaires officiels (plan Schlieffen et plan XVII) qui imposaient une stratégie offensive. En raison de l'invention récente de la mitrailleuse automatique et de la modernisation spectaculaire de l'artillerie, il était en effet plus facile pour une armée de garder l'ennemi à distance de tir que de le repousser et de le vaincre par une attaque frontale. Ainsi, quand les armées alliées ont rencontré la puissante armée allemande et qu'elles ont réussi à freiner sa marche vers l'Ouest, la guerre est devenue une guerre de position, une guerre immobile. Forcée d'improviser devant l'immobilité imprévue de la première grande guerre industrielle de l'histoire – une immobilité pourtant si prévisible à posteriori –, chaque armée s'est creusé un complexe système de tranchées pour éviter les tirs ennemis et, pendant quatre ans, ces deux gigantesques armées se sont fait face, séparées l'une de l'autre par cet espace que les tirs répétés de leurs nouvelles armes ont complètement, totalement dévasté. Et pendant quatre ans on s'est efforcé de conquérir cet espace, on a tenté de traverser le *no man's land*, on a voulu prendre la position adverse et, d'offensive en offensive, gagner la guerre selon la doctrine agressive des plans militaires qui faisaient autorité de part et d'autre du *no man's*

*land*. Mais, pendant quatre ans, ces offensives furent essentiellement des échecs, de sorte que le *no man's land* fut le lieu d'un véritable carnage où se sont empilés des dizaines de milliers de morts, puis des centaines de milliers de morts, puis des millions de morts. Pendant quatre ans, le *no man's land* a été nourri de cadavres fusillés, démembrés ou déchiquetés par la terrible efficacité des armes modernes.

J'ai tenté de résumer en quelques phrases la conclusion d'à peu près tous les livres d'histoire à ce sujet : même si, en rétrospective, il est possible d'en découvrir des signes précurseurs durant la guerre russo-japonaise (1904-1905), voire durant la guerre de Sécession aux États-Unis (1861-1865), le *no man's land* demeure une singularité propre à la Première Guerre mondiale. Avant la Première Guerre mondiale, la rencontre de deux armées dans un champ ouvert donnait lieu à une bataille, c'est-à-dire à un corps-à-corps qui, après quelques heures, donnait la victoire à l'armée qui mettait l'autre en fuite. De la bataille de Marathon (-490) à celle de Waterloo (1815), les batailles étaient ponctuelles et le champ de bataille était rapidement conquis par l'armée victorieuse. « Tout combat est d'une certaine durée, les grands durant même plusieurs heures », pouvait encore écrire Clausewitz en 1831. Après la Première Guerre mondiale, avec le développement des chars d'assaut et de l'aviation, les batailles redeviendront mobiles. Quand il y aura stagnation, ce sera plutôt lors de batailles urbaines.

Bref, la particularité du *no man's land* est son immobilité et sa durée. Le *no man's land* est un lieu vide, sans vie, où règnent la mort et la désolation. C'est ce que nous pouvons voir sur toutes les photos d'époque. C'est ce dont rendent compte tous les témoignages de ceux qui en ont fait l'expérience. Rudolf Binding, poète allemand, compare la guerre de tranchées à un « monstrueux glacier » qui transforme l'humanité en une moraine, écrasant sous sa masse de glace toute forme de vie alors qu'il glisse lentement dans la vallée qu'il dévaste. « Quand il ne pèsera plus sur la moraine, poursuit Binding, quand il aura fondu, il ne restera que des cailloux épuisés et éparpillés sur un vaste champ, et ils n'auront rien compris au glacier... telle est cette guerre. » Du côté français, Pierre Drieu la Rochelle rapproche le *no man's land* « des terrains vagues aux portes d'une ville » où règne « la désolation de ce qui n'est ni la ville ni la campagne ».

Qui n'a vu le vide d'un champ de bataille moderne ne peut rien soupçonner du malheur perfide qui est tombé sur les hommes et qui anéantira l'Europe. Il y a là des milliers d'hommes, des centaines de milliers d'hommes. Et on ne les voit pas. [...] La terre cache l'homme. Et pourtant la terre est réduite à rien. Ce n'était pas un pays plat, il y avait partout des ondulations ; mais tout cela, pioché, était uniforme. C'était devenu un pays lunaire, où les volcans pressaient leurs gueules béantes les unes contre les autres comme une foule figée dans un dernier hurlement. Plus de maisons, plus d'arbres, plus d'herbes. Plus d'animaux sur plusieurs lieux. C'est tout ce que je me rappelle : la solitude, la solitude immobile.

Dans ces deux extraits, l'insistance est mise sur l'immobilité, la solitude et la désolation. J'aborderai plus loin la violence du *no man's land*, mais restons pour le moment sur cette idée de solitude et de désolation. Le *no man's land*, pour le dire en une formule, est un lieu vide, c'est-à-dire un lieu qui n'appartient à personne. En ce sens, le *no man's land* symbolise la confusion des frontières ; comme un terrain vague qui n'est ni la ville ni la campagne, pour reprendre l'image de Drieu la Rochelle. Bien sûr, c'est le propre de toute guerre d'introduire une confusion des frontières, car c'est le résultat premier d'une guerre de redessiner les frontières entre deux pays. Par contre, le *no man's land* a ceci de particulier qu'il a introduit une brèche dans ce processus de redéfinition des frontières. Pendant quatre ans, sur environ 700 km sur le front Ouest – de la mer du Nord à la frontière suisse –, les armées ennemies se sont fait face. Le *no man's land*, c'est cet espace entre les armées, cette brèche dans laquelle la frontière entre les pays a été engouffrée. C'est ce lieu vide dans lequel, pendant quatre ans, la guerre a existé comme elle n'avait jamais existé auparavant, prenant ses aises comme si elle s'était mollement étendue sur l'Europe et avalait en une bouchée les hommes par centaines ou par milliers selon ses caprices. C'est dans ce lieu que des millions d'êtres humains ont perdu la vie entre 1914 et 1918. Je l'ai dit et je le répète : le *no man's land* est le symbole même de la Première Guerre mondiale, mais un symbole énigmatique, troublant.

Le *no man's land* est une confusion géopolitique née d'une confusion militaire sur les moyens techniques (défensifs) au service d'une finalité stratégique (offensive). Par cette double confusion, le *no man's land* ne joue encore que le rôle de porte d'entrée au thème de la confusion des frontières qui fait la particularité de la

Première Guerre mondiale. Pour explorer plus à fond ce thème, il faut multiplier les perspectives et ajouter des tableaux.

### **LA CONFUSION HISTORIQUE : CAUSE ET FAIT**

Lorsqu'on s'intéresse à la Première Guerre mondiale et qu'on essaie de mieux la comprendre, on finit tôt ou tard par buter sur le mystère de son origine. Pourquoi 1914? Généralement, on expliquera que le moment pivot fut l'assassinat du 28 juin 1914 à Sarajevo. Pour le second tableau, considérons donc l'acteur principal de cette journée : Gavrilo Princip, l'assassin de l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier du trône d'Autriche, et de son épouse Sophie. Ce jeune Serbe de 20 ans, rattaché au groupe terroriste ultranationaliste et irrédentiste la Main noire, est celui qui, par son action, a déclenché une cascade de réactions politiques qui ont conduit, en août 1914, à la Première Guerre mondiale. Voilà un fait historique. Mais peut-on pour autant parler de cause historique?

Pour peu qu'on s'y arrête, du 28 juin 1914, jour de l'attentat de Princip à Sarajevo, à l'invasion de la Belgique par l'Allemagne le 4 août 1914, la séquence historique semble invraisemblable. En guise de démonstration, je me contenterai d'une citation de Robert Musil, qui, dans les années 1930, traduit à merveille la perplexité que je cherche à exprimer.

On peut légitimement supposer que l'expression « le foyer de la guerre mondiale », depuis qu'un tel objet existe, a été souvent employée, mais toujours avec quelque imprécision quant à sa localisation. Des gens âgés qui ont encore des souvenirs personnels de cette époque pensent sans doute à Sarajevo, mais ils sentent bien que cette petite ville bosniaque n'a pu être que la bouche du poêle, par où le vent s'est engouffré. [...] Peut-être répondra-t-on qu'il faut prendre ce mot au figuré. Mais cela est vrai de telle manière que notre embarras serait plus grand encore. Supposez en effet que « foyer » signifie à peu près, au figuré, ce que signifient au propre « origine » et « cause », on n'ignore pas que l'origine de toutes choses et de tous les événements est Dieu, ce qui, d'un autre côté, ne nous avance à rien. [...] En science, il y a longtemps qu'on a renoncé à la recherche des causes, ou du moins qu'on l'a repoussée à l'arrière-plan pour la remplacer par l'observation des fonctions. [...] Appliquée à la guerre mondiale, cette recherche de la cause

et du responsable a eu le résultat négatif hautement positif que la cause était partout et en chacun.

En somme, il existe un mystère entourant l'origine historique de la Grande Guerre, le mystère de l'été 1914, et ce mystère peut être compris comme une confusion entre fait et cause historiques.

Bien sûr, le travail des historiens consiste d'abord et avant tout à rendre compte de ce mystère, c'est-à-dire à reconstruire un récit qui permet de faire le pont entre l'action isolée de Princip à la fin de juin et la mobilisation générale des grandes puissances européennes puis la mise en marche de leurs plans militaires respectifs. Cela dit, à ma connaissance, aucun historien ne fait de Princip un facteur lourd sur le plan historique, on se contentera de dire qu'il a mis le feu aux poudres pour souligner que les conséquences de son action ne peuvent lui être imputées. Dans le cas de Princip, la cause ne peut expliquer l'effet tellement l'effet est immense : les quelque 10 millions de morts au combat (et les 20 millions au total), principalement dans ce non-lieu du *no man's land*.

En guise de comparaison, il n'existe pas une pareille confusion au sujet de la Deuxième Guerre mondiale. De la publication de *Mein Kampf* en 1925, à l'élection du Parti nazi en 1933, à la Nuit des longs couteaux (29-30 juin 1934), en passant par le réarmement de l'Allemagne, les lois antisémites de Nuremberg (15 septembre 1935), à l'invasion de la Pologne en 1939, à la mise en marche de la solution finale en 1942, toute cette séquence d'actions peut être légitimement ramenée à un homme et à son influence sur toute une nation : Adolf Hitler. Les portraits d'époque illustrent parfaitement l'écart entre les deux guerres sur le plan de la causalité individuelle. Hitler, devant son armée ou haranguant une foule, est le führer à la tête d'un État puissant et déterminé. Quant à Princip, jeune étudiant pauvre de 20 ans, les seules photos dont nous semblons disposer le montrent seul, après quelques mois de prison à la suite de son arrestation, bref un individu brisé et inoffensif, sous l'autorité de la justice austro-hongroise.

Mais, au-delà de ces destins individuels, je veux insister sur le reflet de cette différence dans l'aboutissement de deux logiques historiques : les camps de la mort pour Hitler et le *no man's land*

pour Princip. Je me contenterai des deux remarques suivantes qui m'apparaissent cruciales.

Premièrement, les camps nazis sont le résultat d'une décision politique, d'une décision humaine dont on peut retracer la responsabilité jusqu'à Hitler, même si un seul homme, fut-il Hitler, ne peut à lui seul être responsable d'une entreprise aussi gigantesque que monstrueuse. Ainsi, le camp d'Auschwitz, créé par Himmler en 1940, est le résultat d'une réflexion et d'une volonté politique, et son fonctionnement relève de la logique administrative et bureaucratique, ce que se sont employés à démontrer avec succès un bastion d'historiens et de romanciers. Or, rien de tout ça ne s'applique au *no man's land* : personne ne l'a voulu – aucun État et certainement pas Gavriilo Princip – et son « fonctionnement » ne peut pas être expliqué en termes administratifs. Dans le cas du *no man's land*, il faut passer d'une cause politique à une cause structurelle, même à une combinaison de causes structurelles : système d'alliances, plans militaires, course à l'armement, industrialisation, mobilisation de masse irréversible, nationalisme belliqueux, empires multi-ethniques, etc. Bref, il est possible d'expliquer historiquement le *no man's land*, c'est-à-dire pourquoi la Grande Guerre fut une guerre de tranchées, mais cette explication révèle que l'apparition du *no man's land* tient de la conjecture historique, c'est-à-dire de la rencontre et de l'addition de plusieurs *petits faits* historiques, insuffisants lorsqu'ils sont pris isolément pour expliquer le *grand fait* de la guerre dont elle est pourtant le résultat.

Mais ce qui est plus important pour mon propos est ce qui en découle. Parce qu'il ne fut pas voulu, le *no man's land* ne peut pas symboliser l'horreur au même titre qu'Auschwitz. En effet, les 6 millions de morts dans les camps nous frappent plus que les quelque 55 millions de morts que la Deuxième Guerre mondiale a faits au total. Ou, disons-le ainsi, l'horreur des camps procure un sens, une raison d'être à l'affrontement militaire : il était impératif d'arrêter le projet raciste et meurtrier des nazis par la force et l'action militaire, et les soldats tombés lors de cette offensive contre le nazisme ne sont pas morts en vain. Or, c'est précisément une justification de ce genre que le *no man's land* ne peut supporter. Le *no man's land* fut certes le « moulin de la mort » de la Première Guerre mondiale, mais, parce que personne ne l'a voulu, on ne

peut se battre pour lui ou contre lui car, dans un cas comme dans l'autre, on s'y engouffre : on se bat *dans le no man's land*.

Pour cette raison, il me semble plus justifié de réserver le mot « horreur » pour les camps nazis alors que, pour le *no man's land*, il convient mieux d'en parler en termes de tragédie. C'est d'ailleurs ce que font plusieurs historiens : la première phrase de l'ouvrage de John Keegan est : « La Première Guerre mondiale fut un conflit tragique et inutile » ; ce que répète la conclusion des *Somnambules* – un titre déjà suggestif – de Christopher Clark : « Le déclenchement de la guerre n'a pas été un crime, mais une tragédie. » Le terme est en effet approprié, car l'un des ressorts qui permet de créer l'effet tragique est justement la confusion des frontières, dans un sens, bien sûr, beaucoup plus large ou à un niveau plus profond, plus fondamental.

### **LA CONFUSION PHILOSOPHIQUE : INSTRUIRE ET DÉCONSTRUIRE**

Résumons. Les frontières, ce sont d'abord les frontières géopolitiques, et toute guerre entraîne nécessairement leur confusion puis leur redéfinition. Par contre, parfois, cette confusion géopolitique est le symptôme d'une confusion plus profonde, d'une confusion intellectuelle qui touche de plus près à ce qui fait l'humanité de l'homme. Ainsi, lorsque l'on essaie de comprendre la Première Guerre mondiale, lorsque l'on essaie de comprendre l'enchaînement de décisions et d'actions qui a conduit à cette horreur que fut la guerre de tranchées, on sent bien que la confusion qui se dégage du *no man's land* est plus qu'une confusion géopolitique. Le *no man's land* porte en lui une signification plus lourde, plus profonde, plus tragique. Car, pour prendre un exemple classique, comme Œdipe qui, confiant dans sa volonté triomphante de sauver sa famille et sa cité, se découvre l'acteur de leur destruction, tous les grands acteurs politiques de l'été 1914 étaient convaincus d'agir pour la paix, aucun d'eux n'a voulu la guerre, mais ils disaient tous y être forcés pour préserver la paix et éviter une guerre bien pire. Comme le démontre Clark, tous ces hommes influents ont fait porter « la responsabilité du choix entre guerre et paix sur les épaules de quelqu'un d'autre ». En somme, ce qui est frappant à la lecture du récit historique de l'été 1914, c'est cette confusion que l'on retrouve un peu partout entre la guerre et la paix.

Mais cette confusion est le symptôme d'une confusion plus profonde, d'une confusion proprement philosophique. Le climat intellectuel et moral de l'époque d'avant-guerre, disons de 1870 à 1914, était très particulier. Winston Churchill, dans ses mémoires de la Grande Guerre, note que le climat de paix et de prospérité en Europe était accompagné de sentiments plus obscurs. On sentait que le monde ancien était en train de laisser place à un monde nouveau mais, sous la surface de l'optimisme d'une Europe pacifiée et cosmopolite, des instincts plus violents s'agitaient. « On pourrait presque penser que le monde désirait souffrir, note Churchill. Chose certaine, ajoute-t-il, partout les hommes étaient prêts à oser. » Des témoignages similaires se trouvent de chaque côté du *no man's land*. Carl Zuckmayer parle de la guerre et de son enrôlement dans l'armée allemande comme d'une « libération de l'étroitesse et de la petitesse bourgeoise, une libération du bourrage de l'éducation obligatoire, des doutes de choisir une profession et, par-dessus tout, de ce que nous sentions, consciemment ou inconsciemment, comme la saturation, l'odeur de renfermé et de putréfaction de notre monde ». De même, Stephan Zweig, dans des pages célèbres, et Louis Barthas, dans ses cahiers moins connus, racontent le même enthousiasme d'août 1914 au moment de la mobilisation générale en Autriche et en France.

Afin de saisir en une formule plus concise cette confusion intellectuelle qui caractérisait l'époque de l'avant-guerre, j'utiliserai une seule phrase de Friedrich Nietzsche tirée de sa *Seconde considération inactuelle*, texte aussi remarquable que troublant publié en 1874.

Si les doctrines du devenir souverain, de la fluidité de tous les concepts, de tous les types et de toutes les espèces, de l'absence de toute différence cardinale entre les hommes et la bête – doctrines que je tiens pour vraies, mais pour mortelles – avec la folie de l'enseignement qui règne aujourd'hui, sont jetées au peuple pendant une génération encore, personne ne devra s'étonner si le peuple périt d'égoïsme et de mesquinerie, ossifié dans l'unique préoccupation de lui-même, commence par s'effriter et finit par cesser d'être un peuple.

Je me limiterai ici aussi à deux remarques.

Tout d'abord, la première partie de la citation exprime parfaitement ce que j'entends par confusion des frontières. La « doctrine du devenir souverain » dont parle Nietzsche se nomme, en philosophie, l'historicisme radical, soit l'idée que toute réalité humaine est une construction historique, la conscience que les « vérités » de notre époque ne sont que des « vérités » transitoires, contingentes, et que les époques elles-mêmes ne sont délimitées que pour notre convenance, frontières temporelles arbitraires érigées par le choc aléatoire des idées, artifices de l'esprit humain pour se donner une illusion de contrôle et de compréhension, mais qui ne réussit plus, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à camoufler l'inexorable continuité du temps qui s'écoule sans raison ni pourquoi. Il en va de même pour « la fluidité de tous les concepts » : notre façon de comprendre le monde se transforme avec le temps. On pensait avant que les dieux gouvernaient le monde, que le soleil était un chariot de feu tiré par un dieu, puis un astre éternel, impérissable, appartenant au monde supra-lunaire, puis un luminaire créé par Dieu, le seul et unique, le Dieu révélé par les saintes écritures, puis un astre en mouvement autour de la terre, enfin un composé d'atomes qui possède une durée de vie, un amas transitoire de matière, une insignifiante étincelle dans la nuit infinie d'un univers incompréhensible. Qu'en est-il alors de la vérité du soleil ? Tout dépend de la perspective adoptée, répond-on prudemment. La seule conclusion légitime, c'est que le vrai et le faux sont des concepts fluides, qui s'écoulent avec le temps.

Idem pour « la fluidité de tous les types et espèces » : avec la parution de *L'origine des espèces* de Charles Darwin en 1859, la biologie est tombée elle aussi sous l'empire de la « doctrine du devenir souverain », la biologie n'est plus qu'une branche de l'histoire, et là aussi tout se transforme, se métamorphose, tout naît, tout meurt, tout passe. Darwin était d'ailleurs bien conscient que sa théorie heurtait le sens commun : « L'esprit humain ne peut concevoir toute la signification de ce terme : *un million d'années* ; il ne saurait davantage ni additionner ni percevoir les effets complets de beaucoup de variations légères, accumulées pendant un nombre presque infini de générations. » Considérons ce petit ver marin insignifiant du cambrien, *pikaia gracilens*, qui n'existe, aujourd'hui, que sous la forme de traces fossilisées vieilles de plus de 500 millions d'années, eh bien, il se pourrait, disent les biologistes, que ce

soit l'ancêtre commun de tous les vertébrés, donc de tous les mammifères, donc de tous les êtres humains. Et voilà comment cette biologie historiciste culmine dans la confusion des frontières qui séparaient l'être humain de l'animal. On ne sait plus, aujourd'hui, où se termine le règne animal, et où commence l'être humain, on ne sait plus si cette ligne de démarcation signifie encore quelque chose, si elle n'est pas, là encore, une frontière factice, arbitraire, contingente, érigée pour notre commodité, pour notre tranquillité existentielle, alors que tout, littéralement tout, s'abîme dans la confusion temporelle du devenir souverain.

Si je m'attarde si longtemps sur cette citation de Nietzsche, c'est parce que Nietzsche insiste sur le fait que ces confusions intellectuelles qui brouillent tous les repères que l'on pouvait croire stables et rassurants, ces confusions sont devenues l'enseignement officiel en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, et l'élite européenne de cette fin de siècle se construit sur ce fond intellectuel instable et troublant où règne la plus grande des confusions sur les sujets les plus importants. Par cette citation, Nietzsche nous permet donc de sentir l'air du temps, de respirer la confusion intellectuelle qui se propage en Allemagne, en Europe, en Occident. Mais, comme si ce n'était pas assez de toutes ces confusions, Nietzsche en ajoute une couche de plus par son diagnostic; ce sont les mots entre tirets qui sont importants et qui révèlent le mieux sa pensée. Nietzsche affirme donc : ces doctrines sont « vraies mais mortelles » pour le peuple. C'est le second élément sur lequel je veux m'arrêter.

Ces doctrines sont vraies, car l'histoire moderne, la science historique moderne révèle selon lui la « vérité » de notre condition. Nietzsche n'a aucunement l'intention de remettre en question les résultats de la science moderne, car lui aussi estime que cet abîme de confusions qui se révèle par les sciences offre une *illustration* adéquate de la nouvelle tragédie humaine. Cependant, Nietzsche remet en question l'évaluation, l'appréciation qu'on doit en faire. Le danger est un repliement des forces humaines sur le seul individu, l'égoïsme étroit des démocraties libérales, le détachement de tout, et d'abord de la nation, cette construction artificielle qui est trop facilement déboulonnée par la science historique et par la biologie. Il faut donc vouloir malgré tout, c'est-à-dire malgré les « vérités » décapantes de la science, il faut vouloir la nation, car elle seule permet la grandeur, le dévouement, le sacrifice. Parce que la

nation est fausse, qu'elle est éphémère et artificielle, il faut d'autant plus être nationaliste, et trouver un moyen de magnifier sa propre volonté par celle du peuple et de la patrie. C'est ainsi que la tragédie de notre condition se transforme en excès de volonté, que la doctrine du devenir souverain accouche de la doctrine de la volonté de puissance.

Je n'entrerai pas dans le détail de la philosophie nietzschéenne ni dans l'examen de sa réception et de son influence grandissante à l'échelle de l'Europe. Mais, ce qui me semble singulier de cette époque d'avant-guerre, c'est l'absence d'œuvres littéraires ou philosophiques marquantes qui, dans ce climat de confusion intellectuelle extrême, auraient su mettre en garde contre ce redoublement de la volonté et de la démesure, comme savaient le faire les tragédies grecques. Après la guerre, de grands romans comme *La Montagne magique* de Thomas Mann (1924), *L'Homme sans qualités* de Robert Musil (1930) et *Les Somnambules* d'Hermann Broch (1931) vont entreprendre cet exercice, mais ce sera après que la catastrophe eut lieu. Avant la guerre, on pourrait peut-être nommer *La Métamorphose* de Kafka (1915), mais c'était trop peu trop tard et, de toute manière, le ton demeure très différent de celui de la tragédie classique qui dépeint la volonté démesurée du héros comme une *hubris* punie par les dieux. Par opposition, la citation de Nietzsche, et sa philosophie en général, vise, justement, à libérer la volonté humaine de toutes les limites dont elle a hérité et qui gênent son déploiement.

## LA CONFUSION TECHNIQUE : NOURRIR ET TUER

Le détour par Nietzsche permet d'approfondir l'idée de la confusion des frontières, de passer des frontières géopolitiques aux frontières philosophiques ou anthropologiques, les frontières qui définissent notre humanité. Pour reprendre encore une fois l'idée centrale de cet essai, si le *no man's land* est à la fois fascinant et révoltant, c'est parce que c'est le lieu d'une tragédie où l'humanité a été niée. En ce sens, la comparaison entre le *no man's land* et les camps de la mort est justifiée, car ces deux lieux symbolisent la destruction de l'humanité. Cependant, alors que le camp tient plus de l'horreur planifiée, le *no man's land* tient plus de la tragédie imprévue. Cela dit, si le *no man's land* peut être à la fois le lieu d'une

confusion géopolitique et le lieu d'une confusion anthropologique, c'est aussi en raison de la technologie militaire de l'époque. Si aucune bataille militaire n'avait jusque-là ouvert une telle brèche entre les frontières, si aucun affrontement n'avait tracé un tel sillon de souffrance et de désolation, c'est parce qu'aucune bataille n'avait encore été autant dominée par la technologie : par les obus et les balles, les obus et les balles à répétition, la mitrailleuse et l'artillerie lourde à répétition. Or, cette technologie a elle aussi son histoire, et cette histoire rejoint le thème de la confusion des frontières, des frontières intellectuelles et morales.

Thomas Hager a raconté cette histoire dans un livre fascinant : *The Alchemy of Air*. Cette histoire débute en 1898 à Bisto en Angleterre. Sir William Crooke, lors d'une rencontre de la British Academy of Sciences, annonce que, si la science ne fait pas rapidement des progrès, le monde entier peut se préparer à une énorme famine, car les engrais naturels que l'Europe utilise déjà en quantité industrielle, sans pour autant savoir comment les produire industriellement, seront bientôt épuisés. La ressource naturelle dont il s'agit est essentiellement le guano, la fiente d'oiseaux, importé du Chili et des îles du Pacifique. Cela dit, on connaissait la composition chimique de tout bon engrais, qui gravite autour de trois éléments : l'azote, le phosphore et le potassium ou trio NKP. Or, de ces trois éléments, un seul posait problème : l'azote. Et l'azote est un élément crucial, car il est à la base de la vie : toute cellule vivante contient de l'ADN, et cette molécule vitale est composée de bases azotées, à savoir les célèbres lettres qui composent tout code génétique, les A, T, G et C, découvertes en 1896. Ironie du sort, l'azote est un élément très abondant : 80 % de l'atmosphère terrestre est composée d'azote. Sauf qu'il existe sous une forme que les êtres vivants ne peuvent absorber : le diazote ( $N_2$ ). Les fertilisants naturels (guano, compost ou une terre vierge) sont quant à eux composés d'azote fixé, car c'est sous cette forme qu'une plante en croissance peut absorber de l'azote et répliquer son ADN. La solution que propose Crooke en 1898 consiste donc à trouver un procédé chimique qui permettra de transformer le diazote de l'atmosphère en azote fixé. Sauf que cette solution est aussi facile à dire qu'elle est difficile à réaliser.

Il faudra attendre dix ans avant que l'exploit soit accompli, et il sera l'œuvre du chimiste allemand Fritz Haber qui, en 1909, réussit à combiner le diazote ( $N_2$ ) au dihydrogène ( $H_2$ ) dans des

conditions inimaginables pour l'époque : une pression de 200 atmosphères et une température de plus de 450 °C. Le résultat est de l'ammoniac liquide :  $H_3N$ . Pour rendre ce procédé commercialisable, l'ingénieur et chimiste Carl Bosch s'est joint à Haber pour construire une usine énorme, de la grandeur d'une petite ville, avec sa propre centrale hydroélectrique. Les défis techniques étaient en effet gigantesques : construire des chambres de réaction de dimensions industrielles capables de supporter des pressions de plus de 20 000 kPa.

Toujours est-il que l'ammoniac est le composé clé qui permet, par la suite, de produire différentes sortes d'engrais chimiques (sels d'ammonium, nitrates d'ammonium, urée, etc.). Aujourd'hui, l'ammoniac est un des composés chimiques les plus synthétisés au monde, et l'on estime que 1 % de toute l'énergie mondiale sert à produire de l'ammoniac. Une autre façon de réaliser son importance est simplement de mesurer la quantité de nourriture disponible : sans le procédé Haber-Bosch, on estime que l'utilisation la plus rationnelle et rentable des terres fertiles ne pourrait nourrir que 4 milliards d'êtres humains, et d'êtres humains exclusivement végétariens. Bref, le procédé Haber-Bosch a certainement affecté une limite, pour ne pas dire une frontière, de notre humanité.

Mais il y a plus. L'ammoniac est aussi le composé clé pour produire l'acide nitrique et, de là, la poudre à canon, le trinitrotoluène (TNT), la nitroglycérine ; bref, tous des composés formés à partir d'azote fixé. C'est ici que cette page d'histoire de la chimie industrielle acquiert une importance significative pour le déroulement de la Première Guerre mondiale, voire pour sa pure et simple possibilité.

Pour illustrer l'importance de l'azote fixé, il suffit de constater que, très tôt durant la Première Guerre mondiale, d'importantes batailles navales se sont déroulées près des côtes du Chili. L'enjeu, bien sûr, était l'accès au guano car, en temps de guerre, l'engrais et la poudre à canon constituent des ressources vitales. Le 1<sup>er</sup> novembre 1914, les Allemands prirent le contrôle de la côte chilienne et, du coup, du commerce du nitrate. Mais l'enjeu était si important que les Anglais n'ont laissé aucun répit à la flotte allemande et, le 8 décembre 1914, ils ont pu reprendre le contrôle des côtes chiliennes et, avec elles, du commerce du nitrate. À partir

de cette date, l'approvisionnement en nitrate chilien fut exclusivement sous le contrôle des Anglais et de leurs alliés.

Si Haber et Bosch n'avaient pas inventé leur procédé pour synthétiser l'ammoniac, les historiens estiment que la Première Guerre mondiale n'aurait pas pu dépasser deux ans. D'ailleurs, les autorités politiques et militaires de la Triple Entente ne pouvaient même pas imaginer que l'Allemagne puisse poursuivre son effort de guerre sans un approvisionnement étranger de nitrate. Après la guerre, quand on a imposé le traité de Versailles à l'Allemagne et que les scientifiques anglais et français ont eu accès aux installations industrielles conçues par Haber et Bosch, leurs prouesses technologiques les ont tout simplement laissés pantois. Mais revenons à notre thème. L'élément capital ici est que c'est la même technologie qui sert à produire de la nourriture et des explosifs, c'est la même technologie qui préserve la vie et la détruit. Or, à ce sujet, les deux scientifiques, Haber et Bosch, ne s'entendaient pas.

Considérons tout d'abord Carl Bosch. Des deux, Bosch était le génie technique, c'est lui l'ingénieur qui a réussi à trouver un moyen de créer ces inimaginables chambres à réaction. Dès le début de la guerre, Bosch a éprouvé une réticence à transformer «son usine» en usine militaire. Lui et plusieurs membres de son équipe avaient beaucoup de difficulté à accepter cette contradiction : au lieu de nourrir des êtres humains, ils allaient maintenant contribuer à les tuer. Ce qui résistait en eux était l'idée que la science et le progrès technique étaient une force bonne, pacifique et humaniste ; ils incarnaient encore, en ce début de XX<sup>e</sup> siècle, l'idéal progressiste des Lumières. À contrecœur, Bosch accepta de transformer son usine et fut à la tête de l'équipe qui trouva le moyen de modifier efficacement le processus de réactions chimiques afin de produire un composé d'azote fixé qui pouvait ensuite être transformé en explosif. Il conclut une entente avec les autorités politiques qui lui permit de construire d'autres usines encore plus performantes afin que sa compagnie (la BASF) puisse produire les deux : des engrais chimiques et des explosifs chimiques. Mais plus la guerre s'enlisait, plus la guerre perdurait, plus il dut faire de concessions, et ses usines produisaient de plus en plus d'explosifs et de moins en moins d'engrais. Bien sûr, l'Allemagne fut alors touchée par une grande famine ; déjà, en 1915, les fermiers avertissaient la BASF qu'ils manquaient d'engrais ; en 1916 et 1917, l'Allemagne souffrait

carrément de la famine. Carl Bosch était pleinement conscient que cette famine était le résultat d'une décision politique, à laquelle il avait contribué.

À partir du moment où Bosch a transformé les usines de la BASF en usines à explosifs, il n'a jamais pu se sentir véritablement libre. En 1932, il a, pour une rare fois, exprimé son sentiment en public.

Je me suis souvent demandé s'il n'aurait pas été mieux que nous ne réussissions pas. La guerre aurait peut-être été terminée plus tôt, elle aurait causé moins de misères et se serait conclue sur des meilleurs termes. Messieurs, ces questions sont inutiles. Les progrès en science et technologie ne peuvent être arrêtés. Ils sont en plusieurs points similaires aux arts. Les uns comme les autres, on ne peut les persuader d'arrêter leur marche. Ils conduisent les gens qui sont nés pour les servir à se mettre en marche.

Cette phrase exprime à merveille la contradiction qui habitait Bosch. Il voyait clairement le rôle qu'il avait joué dans la guerre et aurait souhaité ne l'avoir pas joué. Mais il voyait aussi clairement qu'il était un ingénieur incapable de ne pas résoudre le problème technique qu'on lui soumettait, il en devenait intellectuellement obsédé et y consacrait toutes ses énergies. Or, la tragédie de Carl Bosch était loin d'être terminée avec la fin de la Première Guerre car, à partir de 1933, ce fut Hitler et les Nazis qui commencèrent à s'intéresser à ses usines. Il s'est alors publiquement opposé à Hitler et fut démis de ses fonctions. Il est mort en 1940 dans un état de profonde dépression. Son ami Hermann Bücher a écrit : « Durant les années avant sa mort, c'était devenu une idée fixe que c'était lui qui, sans le vouloir, avait rendu les politiques d'Hitler possibles. »

Fritz Haber a connu lui aussi une fin tragique, mais ses sentiments furent dès le début tout le contraire de ceux de Bosch. Haber a rapidement embrassé le patriotisme et le militarisme allemands. Dès le début, il était enthousiaste à l'idée d'aider l'armée allemande et il a poussé pour que l'on transforme « son » ammoniac, comme il aimait le dire, en explosif. Typique de la confusion morale et intellectuelle de l'époque, Haber disait publiquement qu'en mettant la science au service des militaires, il pourrait, au bout du compte, sauver des vies (comme l'engrais chimique permettait de le faire) car, en produisant des armes si destructrices, la guerre

durerait moins longtemps et, ainsi, « d'innombrables vies seraient sauvées ». Haber ne fut donc jamais déchiré par ce dilemme entre la science et la guerre. En 1933, alors qu'il fut contraint de quitter son poste de chercheur émérite, il fit un discours d'adieu dans lequel il affirma en toute franchise : « Avec ces mots, je quitte l'Institut Kaiser-Wilhelm qui, sous mon leadership, fut pendant 22 ans dédié à servir l'humanité en temps de paix, et la patrie en temps de guerre. Dans la mesure où je peux évaluer le résultat, ce fut bon et utile pour la science et pour la défense de la nation. »

Bref, Haber vivait très bien avec la visée humaniste de la science et, en même temps, la visée belliciste de la nation. Mais ce double standard a tout de même fini par le miner, et de façon encore plus insidieuse que son collègue et ami Carl Bosch.

Durant la Première Guerre, dévouant toutes ses énergies à la victoire de l'Allemagne, Haber fut à la tête de l'équipe de chimistes qui concocta la technique d'attaque au gaz (chlore) qui fut utilisée le 22 avril 1915 lors de la bataille d'Ypres ; Haber voulait un gaz qui ne serait pas seulement un gaz lacrymogène – que les Français avaient utilisé plus tôt dans la guerre –, mais un gaz mortel afin de créer une panique et, encore une fois, d'abrèger la guerre. Et, pour se conformer à la Déclaration de 1899 de La Haye interdisant les projectiles chimiques, Haber voulait un gaz plus lourd que l'air qui serait simplement libéré le long des tranchées sans se servir de projectiles ; une subtilité juridique bien appréciée des Allemands. Le résultat fut probant : 5 730 cylindres de gaz furent déployés sur le front et le gaz fut libéré quand le vent fut favorable, mais l'armée allemande ne s'attendait tellement pas à cette réussite qu'ils ne purent en profiter, et rapidement les masques à gaz furent introduits et la technique imitée ; elle perdit donc de son efficacité. N'empêche, pour son dévouement et son zèle, Fritz Haber reçut des mains de l'empereur la Croix de fer. Du côté français, il fut immédiatement considéré comme un criminel de guerre.

L'opération du 22 avril 1915 à Ypres fut appelée « Opération désinfection ». Or, plus tard dans sa vie, Haber, en bon chimiste, continua à travailler à créer un gaz insecticide désinfectant. Durant les années 1920, l'institut qu'il dirigeait produisit le Zyklon A. Or, Haber était Juif, et c'est d'ailleurs en raison de sa judaïté qu'il dut démissionner en 1933. Mais, toute sa vie, il s'est dévoué à

l'Allemagne, allant jusqu'à se convertir au christianisme. Il est mort en 1934, à l'âge de 65 ans, avant la Shoah, mais il fut tout de même persécuté comme Juif. Et, pire que tout, le gaz Zyklon qu'il a contribué à créer est devenu, sous une forme modifiée, le Zyklon B, le gaz utilisé dans les camps pour l'extermination du peuple juif.

En ce sens, Carl Bosch et Fritz Haber me semblent eux aussi incarner à leur manière l'énorme confusion que l'on retrouve un peu partout durant la Première Guerre mondiale. Mais le résultat phénoménal de leur invention illustre la grande nouveauté de cette guerre : les explosifs, la quantité industrielle d'explosifs. L'artillerie lourde en quantité industrielle est une condition nécessaire du *no man's land*. Certes, l'artillerie jouait son rôle par le passé, avec les canons et les mousquets, mais, à titre comparatif, alors que Napoléon disposait de 20 000 boulets à Waterloo en 1815, le 1<sup>er</sup> juillet 1916, lors de l'offensive anglaise à la Somme, l'artillerie anglaise prévoyait lancer environ 3 000 000 d'obus en sept jours, selon la stratégie du pilonnage, suivis d'un tir de barrage continu pendant l'avancée des hommes dans le *no man's land*. Cette innovation majeure a transformé la nature de la guerre.

## LA CONFUSION ÉTHIQUE : HÉROÏSME ET NIHILISME

Avec l'industrialisation de l'armement, nous sommes reconduits à notre point de départ : le *no man's land*. Un espace à l'aspect lunaire, sans végétation, sans vie, parsemé de cratères, les marmites, comme on les appelait à l'époque, des trous creusés dans la boue par une artillerie moderne qui déverse des tonnes et des tonnes d'explosifs quand elle est mise en action. Le *no man's land*, comme espace immobile, est le symbole d'une guerre de position, mais, comme espace ravagé par les obus, il devient le symbole d'une guerre matérielle. Du point de vue du soldat, l'expérience déterminante au cours de la Première Guerre mondiale, c'est précisément l'expérience de la *matière* : l'expérience du front, de la première ligne de tranchées, l'expérience d'être soumis au pilonnage de l'artillerie, terré dans sa tranchée humide et sombre. Selon l'expression parfaite d'Ernst Jünger, la Première Guerre mondiale a été une suite d'orages d'acier.

On pourrait le dire ainsi, cette guerre matérielle conduit à transformer radicalement l'expression militaire du « choc avec

l'ennemi». Dans la bataille traditionnelle, disons de Marathon à Waterloo, le choc se produisait au moment du corps-à-corps : la rencontre physique avec l'ennemi, que ce soit l'infanterie ou la cavalerie. Durant la Première Guerre mondiale, le choc signifie le pilonnage, c'est-à-dire être soumis à un tir continu d'obus. Une épreuve qui s'attaque au corps, mais aussi à l'esprit, et plusieurs soldats soumis au pilonnage perdirent tout simplement la raison. Pour rendre compte de ce phénomène, les Anglais inventèrent le terme *shell shock* en 1915 et, après la guerre, ils étaient 65 000 à recevoir une pension de l'armée britannique pour cause de traumatisme psychique. Et c'est sans compter tous les soldats qui furent injustement accusés de désertion ou autres crimes en raison de comportements dont on attribue aujourd'hui l'origine à ces mêmes traumatismes. En France, les psychiatres refusèrent longtemps de reconnaître une quelconque « psychose de la guerre », et les victimes d'un syndrome post-traumatique, qu'on estime aujourd'hui à plus de 100 000, étaient considérées là encore, selon l'expression de Jean-Yves Le Naour, comme des soldats de la honte.

La dernière question que je souhaite donc aborder, c'est celle de l'héroïsme. Étant donné les conditions physiques et technologiques de cette guerre, est-il encore possible de parler d'héroïsme guerrier ? Quand, le 22 août 1914, plus de 27 000 soldats français meurent en une seule journée près de Rossignol, en Belgique, ce qui représente pour l'armée française « un niveau de pertes sans précédent dans sa longue histoire et, souligne Jean-Michel Steg, resté sans exemple depuis », que peut encore signifier le mot « héroïsme » ? Il s'agit d'une question fondamentale, et c'est peut-être sur cette question que se joue l'évaluation ultime que l'on portera sur cette guerre. Car toute guerre est un mal, un mal nécessaire selon les circonstances, un mal imposé par un adversaire qui exige une réponse, une résistance qui, à son tour, consiste à infliger un mal à l'ennemi. La question est de savoir s'il est possible, au sein de ce mal, de faire triompher la grandeur : la grandeur d'âme, l'héroïsme, bref faire luire le bien, à tout le moins un reflet du bien, au cœur de la violence. Si c'est possible, si la guerre permet l'héroïsme, le sacrifice conscient, la grandeur d'âme, la justice dans l'affrontement avec l'ennemi, la retenue dans l'exercice de la violence, alors la guerre possède une certaine noblesse, alors il est possible de justifier la guerre, de la justifier moralement.

Qu'en est-il alors pour la Première Guerre mondiale? Pour répondre à cette question, je propose de comparer trois écrivains qui ont fait la guerre, qui ont fait l'expérience du *no man's land* et du pilonnage, et dont il est possible, à partir du récit que chacun d'eux fait de son expérience, de dégager trois éthiques. Ces écrivains sont Pierre Drieu la Rochelle, Maurice Genevoix et Ernst Jünger. Ces trois écrivains ne représentent bien sûr qu'un minime échantillon de tous ceux qui ont raconté leur expérience de la Grande Guerre. J'estime tout de même qu'à eux trois ils permettent d'indiquer trois grands axes possibles : le nihilisme ou l'absence d'éthique (Drieu la Rochelle), l'éthique humaniste de la résistance (Genevoix) et l'éthique guerrière de la transcendance (Jünger).

Pour Drieu la Rochelle, d'abord, toute guerre n'est pas nihiliste en elle-même. Dans *Le Lieutenant tirailleur*, dont est tiré le portrait du *no man's land* que j'ai cité plus tôt, un déserteur rencontre un lieutenant marocain en permission. Rapidement, les deux hommes comprennent qu'ils ont tous les deux combattu à Verdun. Le lieutenant marocain est un cavalier qui représente une vieille idée de la guerre, celle du courage et de la vaillance, celle où le lieutenant, habillé de rouge et d'or, harangue ses troupes avant la charge, l'épée à la main, sur son cheval, et lance le cri de la charge qui sera aussi le cri de la victoire. Mais cette ancienne figure militaire n'a plus sa place dans le *no man's land*, elle tient du passé, quand la guerre, encore à échelle humaine, avait un sens. Le lieutenant et ses hommes, « ces hommes magnifiques faits pour la charge », transportés dans le contexte d'une guerre industrielle dominée par la mitrailleuse et l'artillerie modernes, ces guerriers courageux apparaissent soudainement comme des primitifs, des figures archaïques incapables de comprendre et d'endurer « cette fatalité » qui les frappe, les couche au sol et les humilie. Il revient au déserteur d'expliquer « cette fatalité » nouvelle et moderne qui rend l'héroïsme impossible.

C'est plutôt une guerre d'usines qu'une guerre d'hommes. On fabrique en masse de la ferraille dans les usines, et puis on se la jette à la tête, de loin sans se regarder et en geignant. La part laissée à l'humain n'est plus bien grande. Quelques coups de main. Quelques bousculades. Quand à la longue un bombardement réussit, ceux qui ont lancé le plus de ferraille massacrent les survivants dans leurs abris. Ce sont les seuls contacts humains.

Mais ce ne fut pas toujours ainsi. À Marathon, c'est l'exemple choisi par le déserteur, l'être humain pouvait encore affirmer son humanité, et l'action courageuse, l'action héroïque était toujours possible ; à Marathon, les hommes couraient sous le soleil et se battaient debout, corps à corps. Mais la guerre mondiale abolit toute distinction : sous le pilonnage, il n'y a plus ni courage ni lâcheté, tout est confondu, et cette confusion morale de la grandeur et de la petitesse, du bien et du mal, fait de cette guerre une guerre inacceptable, une guerre inhumaine, une guerre qui nie l'humanité de l'homme, le réduit à ramper et à s'enterrer vivant. À la fin de la nouvelle, le lieutenant quitte cette Europe moderne dans laquelle il n'a plus sa place et qu'il hait, conscient des contradictions qui l'habitent. Le narrateur va demeurer en Europe, mais en déserteur, comme un étranger.

Par son récit de guerre, Drieu la Rochelle nous conduit donc au bout de la nuit, comme le Bardamu de Céline qui, en août 1914, « plongeait d'un coup dans la sale aventure, dans les ténèbres de ces pays à personne ». Comme Céline, Drieu la Rochelle nous conduit au nihilisme. Le nihilisme, c'est la confusion ultime, la confusion du sens, des actions, de la pensée, de la raison d'être. Cette guerre est absurde, elle n'a ni raison ni pourquoi : elle est là, faite par des hommes, mais des hommes sous l'emprise de la technique, qui ne réfléchissent plus, qui se déshumanisent, qui sont à ce point déshumanisés qu'ils ne sont même plus capables d'arrêter de se battre.

Dans les œuvres de Drieu la Rochelle, l'expérience de la guerre est une expérience de désillusion. Ce constat est, me semble-t-il, partagé par l'ensemble des acteurs de la Grande Guerre, et d'ailleurs la majorité d'entre eux partagent aussi son évaluation en tout ou en partie : guerre inhumaine, mécanisée, absurde, insensée. Pour le constat, Genevoix et Jünger sont plutôt d'accord avec Drieu la Rochelle. Mais, pour l'évaluation éthique qu'il faut faire de ce constat, ils refusent sa conclusion nihiliste.

Pour Genevoix, malgré la guerre, malgré les obus et malgré la boue, il est encore possible, malgré tout, de rester humain. Éthique de la résistance, en somme, mais éthique de la bienveillance : de la fraternité humaine au cœur des ténèbres. Regroupés sous le titre *Ceux de 14*, les récits autobiographiques de Genevoix

se lisent comme un devoir de mémoire afin que ces millions d'hommes morts à la guerre ne meurent pas une seconde fois dans la mémoire collective. Ce devoir de mémoire n'efface pas la désillusion qui conduit au bord du nihilisme. Sur la crête des Épargés, « quand le monde entier danse au long du temps, écrit Genevoix, une espèce de farce démente tournoie autour de moi dans un trémoussement hideux, incompréhensible et grotesque », tout, la guerre, la vie, la mort, « tout cela n'a pas de sens ». C'est ce que Genevoix appelle « la pensée larvaire », qui s'installe dans l'âme du soldat et menace de la dévaster, d'en faire le miroir du *no man's land*. « Nous sommes des survivants humiliés, écrit Genevoix dans l'un de ces moments. Toute grandeur s'en est allée de nous. Une guerre sordide nous ravale à son image : comme si en nous aussi, sous une bruine de tristesse et d'ennui, s'élargissaient des flaques de boue. » C'est à ce moment qu'il faut résister.

Chez Genevoix, la grandeur n'est pas atteinte par la guerre, mais contre elle. D'où ce que j'appelle une éthique de la résistance. À cet égard, le grand modèle est le commandant Porchon. Dans ses plus belles pages, Genevoix tâche de peindre la vertu de son ami et « frère d'armes » : « Être gai, savoir l'être au plus âcre des souffrances du corps, le rester lorsque la dévastation et la mort frappent durement auprès de vous, tenir bon à ces assauts constants que mènent contre le cœur tous les sens surexcités, c'est pour le chef un rude devoir, et sacré. » Inspiré par Porchon, Genevoix se fait une règle de « ne jamais esquiver les chocs quand ils devraient me démolir, et garder malgré tout, si je puis dire, cette belle humeur bienfaisante vers laquelle je m'efforce comme à la conquête d'une vertu. » Dans la vie civile, cette « belle humeur bienfaisante » ne peut aspirer au titre d'héroïsme. Mais dans le *no man's land*, sous le règne de la guerre, c'est un accomplissement remarquable qui projette un peu d'humanité et d'amitié dans la nuit opaque d'une guerre insensée. Comme le dit en toute simplicité un soldat qui partage la tranchée de Genevoix : « Y a d'tout, dans la guerre. Y a du bon, et y a du mauvais. Y a surtout du mauvais, mais y a des fois du bon. [...] Seulement l'mauvais, à la guerre, c'est du mauvais d'première, du terrible. » Jamais Genevoix ne cache ou ne maquille le mauvais, mais il se fait un devoir de résister à son empire, afin de préserver le bon, et surtout la frontière qui les distingue l'un de l'autre.

Mais il demeure que l'héroïsme de Genevoix s'élève contre la guerre, malgré elle, et non pas grâce à elle. Si le grand héros de *Ceux de 14* n'est pas un déserteur, comme chez Drieu la Rochelle, mais un chef bienveillant, cette résignation vertueuse est motivée, ici aussi, par un refus de la guerre moderne et de sa violence absurde. Le seul auteur qui, à ma connaissance, embrasse le *no man's land* comme un terreau de grandeur et d'héroïsme, non pas malgré, mais en raison de sa violence industrielle, c'est Ernst Jünger.

Si le constat face à la guerre et la description du *no man's land* sont toujours, à peu de chose près, les mêmes, Jünger propose une évaluation radicalement différente qui, sous une forme nouvelle et inédite, permet de retrouver, au cœur de ces orages d'acier, l'héroïsme et la grandeur d'âme qui ont animé les soldats les plus valeureux de chaque époque. Plus encore, l'empire de la technique moderne permet une redécouverte plus radicale, plus originelle, de l'héroïsme et de la condition humaine. Mais pour bien comprendre le propos de Jünger, il ne faut pas seulement lire *Orages d'acier* (1920), il faut aussi lire son petit opuscule *La guerre comme expérience intérieure* (1922).

D'un point de vue strictement militaire, Jünger est un héros, il est décoré et, effectivement, ses actions dans la guerre, ses nombreuses traversées du *no man's land*, suscitent l'admiration, mais une admiration teintée d'incompréhension. Je le formulerai ainsi : le ton du récit de Jünger a quelque chose du ton de Meursault dans *L'Étranger* de Camus. Le détachement avec lequel il raconte son expérience est troublant. Par exemple, lorsqu'il voit pour la première fois des corps déchiquetés, il note : « La guerre avait montré ses griffes et jeté son masque de bonhomie. Comme cela était mystérieux, impersonnel ! »

Voilà, à mon avis, le plus loin où va Jünger dans *Orages d'acier*. Par un récit qui se veut objectif de son expérience de guerre, une expérience, je le répète et le souligne, à bien des égards admirable, courageuse et héroïque, Jünger nous conduit à la limite de la frontière ultime. Cette frontière est celle qui départage l'héroïsme du nihilisme, celle qui départage la grandeur de la vertu de l'absurdité de la folie, celle enfin qui départage le bien du mal. Or, cette frontière ne se justifie pas seulement par les faits et les actions, elle tire

sa légitimité des motivations internes, de la raison des actions, des buts et des sentiments qui meuvent l'acteur, potentiellement un héros. C'est pour cette raison que j'accorde une si grande importance à *La guerre comme expérience intérieure*, un livre dont l'objectif est de « faire la paix avec la guerre ».

Allons donc directement à l'essentiel.

Mais quelle espèce d'homme faut-il être pour se sentir dépassé par son époque ? Au moment où nous écrivons des poèmes d'acier, où nous luttons pour la puissance en bataille dont les phases s'engrènent avec une précision mécanique. Il y a là une beauté que nous pouvons d'ores et déjà entrevoir, dans ces batailles sur terre, sur mer et dans les airs où le vouloir enflammé du sang se domine et s'exprime par la maîtrise des prodigieux engins de la puissance technique.

Tous les buts sont passagers, le mouvement seul est éternel, qui ne cesse de susciter des spectacles splendides et impitoyables. S'abîmer dans leur inutilité sublime comme on le fait dans une œuvre d'art ou dans un ciel étoilé, voilà qui n'est accordé à peu d'entre nous. Mais qui dans cette guerre n'éprouva que la négation, que la souffrance propre, et non l'affirmation, le mouvement supérieur, l'aura vécue en esclave. Il l'aura vécue du dehors, et non de l'intérieur.

Avec cette longue citation, la boucle est bouclée. Oui, dit Jünger, la Grande Guerre fut la confusion de toutes les frontières, car la puissance technologique qu'elle a libérée et les masses d'êtres humains qu'elle a mis en mouvement ont tout aboli. Mais cette abolition est l'occasion de la grandeur, car cette confusion de toutes les frontières permet alors de faire l'expérience de l'élémentaire et de l'originale comme nul autre être humain ne l'a fait avant. C'est grâce à la guerre industrielle que la grandeur est de nouveau possible.

La guerre n'est donc pas d'abord et avant tout politique, la guerre n'a pas pour objectif de détruire l'ennemi, bien au contraire, l'affrontement est l'occasion de faire un avec l'ennemi, car Jünger est clair sur ce sujet : il se sent plus près de l'ennemi qui a connu lui aussi le pilonnage que de son compatriote qui n'a jamais été au front. La guerre, osons le mot, est par-delà le bien et le mal, politiquement et moralement compris. La guerre est une expérience esthétique et métaphysique, quasi mystique. C'est l'occasion pour

l'individu de mesurer son amour de la vie en la risquant, c'est l'occasion pour le soldat de mesurer son humanité en embrassant le *no man's land*. Par un singulier renversement, Jünger nous dit que jamais il ne s'est senti si vivant, jamais il ne s'est senti porté par un sens si fort, que lors de ses traversées du *no man's land*.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Rendus à ce point, que devons-nous penser ? Je suis parti du *no man's land* comme symbole d'incompréhension, de désolation et de destruction de l'humanité, sans prétendre l'expliquer complètement, j'ai tout de même tenté de le cerner comme le lieu de rencontre de cinq types de confusions : militaire, historique, philosophique, technique et, enfin, éthique. Or, c'est bien sûr sur ce dernier plan, le plan éthique, que notre appréciation définitive du *no man's land* doit se fonder, de même que celle de la Grande Guerre. Mais c'est précisément sur le plan éthique que la confusion est la plus grande. Alors que Drieu la Rochelle le dépeint comme le fruit pourri de la modernité, le lieu de l'inhumanité et du nihilisme, alors que Genevoix se fait un devoir de préserver une part d'humanité malgré tout, Jünger nous invite à y voir, au contraire, le lieu propre, pour notre époque, de notre humanité luttant pour son destin et son sens.

Cette confusion est, de loin, la plus troublante. La tentation, ou du moins ma tentation, est de rejeter rapidement l'appréciation de Jünger comme étant un nietzschéisme dangereux, un nihilisme sous la forme d'un amour de la vie. Car qu'est-ce que le nihilisme, sinon la confusion de toutes les frontières grâce auxquelles nous pouvons nous comprendre et déterminer les limites de nos actions ? Or, l'élémentaire que célèbre Jünger ne peut être vécu que dans cette confusion totale qui, à partir de l'automne 1914, s'est creusé un lit de près de 700 km en Europe de l'Ouest. Mais, si l'on accepte la valorisation de Jünger, n'est-ce pas alors donner son accord à toutes les formes de violence, ne doit-on pas alors accepter pareillement la Deuxième Guerre mondiale ?

Je dois dire un mot de plus au sujet de Jünger, car il a aussi servi durant la Deuxième Guerre mondiale. Comme on peut s'en douter, les nazis ont grandement apprécié ses œuvres, sa célébration de la volonté dans la guerre, son militarisme. Or, pour le

moins qu'on puisse dire, cette estime ne fut jamais réciproque. Très tôt, Jünger a pris ses distances avec le Parti nazi et avec Hitler. Il a refusé d'être membre officiel du Parti et, s'il s'est engagé lors de la Deuxième Guerre, ce fut dans la Wehrmacht et non pas avec les SS. Et plus la guerre avançait, plus il comprenait le projet nazi, et plus son dégoût et son horreur grandissaient. Le 31 décembre 1942, alors en poste à Paris, sous l'occupation, il écrit ceci dans son journal :

Quand on a connu des cas individuels et qu'on soupçonne le nombre de crimes qui s'accomplissent dans ces charniers, on découvre un tel excès de souffrance que le découragement vous saisit. Je suis alors pris de dégoût à la vue des uniformes, des épaulettes, des décorations, des armes, choses dont j'ai tant aimé l'éclat. La vieille chevalerie est morte. Les guerres d'aujourd'hui sont menées par des techniciens.

Je veux me servir de cette dernière citation pour conclure mon exposé. Alors que Jünger pouvait accueillir avec virilité et enthousiasme le déchaînement technique du *no man's land*, l'extermination planifiée, méthodique et technique des camps de concentration le rebute. Ainsi, même pour Jünger, la Deuxième Guerre mondiale a rétabli une frontière morale forte. Pour cette raison, la conclusion quelque peu troublante que j'en tire – et c'est un paradoxe, j'en suis bien conscient – est qu'Hitler et le nazisme forment une figure rassurante, rassurante en ce sens qu'ils donnent un sens à la guerre, à la violence. Devant les camps de la mort, il faut réagir, il convient de risquer sa vie pour y mettre fin. Bref, contrairement à la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre n'introduit pas de confusion : le bien et le mal sont clairement identifiés.

C'est pour cette raison que la Grande Guerre me fascine et, pour tout dire, m'inquiète plus. Car la confusion qu'elle porte en elle risque peut-être plus de ressurgir aujourd'hui qu'un Parti nazi.

## BIBLIOGRAPHIE

Audoin-Rouzeau, Stéphane (dir.), et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2013.

Barthas, Louis, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Paris, La Découverte, 2015.

- Céline, Louis-Ferdinand, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1952.
- Charles, Daniel, *Master Mind. The Rise and Fall of Fritz Haber, the Nobel Laureate Who Launched the Age of Chemical Warfare*, Toronto, HarperCollins e-books, 2007.
- Churchill, Winston, *The World Crisis: 1911-1918*, New York, Free Press, 2005.
- Clark, Christopher, *Les somnambules*, trad. par M-A de Béru, Paris, Flammarion, 2013.
- Clausewitz, Carl von, *De la guerre*, Paris, Flammarion, 2010.
- Darwin, Charles, *L'Origine des espèces*, trad. par E. Barbier, Paris, GF-Flammarion, 1992.
- Drieu la Rochelle, Pierre, « Le lieutenant tirailleur » dans *La comédie de Charleroi*, Paris, Gallimard, 1996.
- Genevoix, Maurice, *Ceux de 14*, Paris, Flammarion, 2013.
- Hager, Thomas, *The Alchemy of Air*, New York, Broadway Books, 2008.
- Hervier, Julien, *Ernst Jünger. Dans les tempêtes du siècle*, Paris, Fayard, 2014.
- Jünger, Ernst, *La guerre comme expérience intérieure*, trad. par F. Poncet, Paris, Christian Bourgois éditeur, 2008.
- Jünger, Ernst, *Orages d'acier*, trad. par H. Plard, Paris, Le Livre de poche, 2013.
- Keegan, John, *Anatomie de la bataille*, trad. par J. Colonna et A. Bourguilleau, Paris, Perrin, 2013.
- Keegan, John, *La Première Guerre mondiale*, trad. par N. Keruzoré, Paris, Perrin, 2017.
- Le Naour, Jean-Yves, *Les soldats de la honte*, Paris, Perrin, 2013.
- Leed, Eric, *No Man's Land: Combat and Identity in World War I*, New York, Cambridge University Press, 1979.
- Musil, Robert, *L'Homme sans qualités*, tome II, trad. par P. Jaccottet, Paris, Seuil, 2004.
- Nietzsche, Friedrich, *Considérations inactuelles*, dans *Œuvres*, tome I, trad. par H. Albert et M. Baumgartner, Paris, Bouquins, 2000.
- Steg, Jean-Michel, *Le jour le plus meurtrier de l'histoire de France. 22 août 1914*, Paris, Fayard, 2013.
- Zweig, Stephen, *Le Monde d'hier*, trad. par S. Niémetz, Paris, Le Livre de poche, 2013.

# Chapitre 8

## DE GRANDS CANADIENS: LES GÉNÉRAUX CURRIE, TURNER, BURSTALL ET WATSON

MARCEL BELLEAU

**A**vant la guerre de 1914, quoique le Canada soit responsable de sa défense, il est encore une colonie et ses forces armées sont commandées par des généraux britanniques. De plus, possédant une armée peu nombreuse, il n'a formé que quelques officiers ayant les compétences nécessaires pour commander à des niveaux supérieurs de la hiérarchie militaire.

Cependant, peu après son entrée en guerre, le pays peut compter sur quelques individus qui peuvent occuper des postes importants et diriger la conduite des opérations. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer les généraux Currie, Turner, Burstall et Watson.

Le général sir Arthur Currie est le seul commandant de nationalité canadienne du Corps canadien durant le conflit 1914-1918. Le lieutenant-général Turner commande une division au combat et devient ensuite chef d'état-major des Forces canadiennes à Londres alors que les généraux Burstall et Watson commandent chacun une division à la bataille de Vimy. Fait remarquable, ces trois derniers sont originaires de Québec.

## GÉNÉRAL SIR ARTHUR WILLIAM CURRIE, GCMG, KCB

Arthur William Currie est né le 5 décembre 1875 dans le canton d'Adélaïde en Ontario. Il est d'origine irlandaise et le fils de William Garner Curry (son grand-père a changé son nom de Corrigan en Curry en 1838) et de Jane Patterson. Il est élevé dans la foi méthodiste, mais est devenu anglican plus tard. Bon étudiant et orateur persuasif, il semble destiné à une carrière d'avocat, mais son père meurt en 1891 et Arthur doit modérer ses ambitions. Il étudie à l'École modèle de Strathroy et obtient un brevet d'enseignement. Il ne parvient pas à obtenir un poste et retourne au collège en vue d'obtenir un diplôme spécialisé. Cependant, en mai 1894, peut-être à la suite d'une dispute avec un de ses professeurs, il part pour la Colombie-Britannique dans l'espoir de faire fortune.



Général sir Arthur William Currie, GCMG, KCB. Source photo : City of Vancouver Archives, domaine public.

Il doit accepter des postes mal payés d'instituteur à Sidney, puis à Victoria. Il commence à se faire des relations en participant à des activités sportives, à des organismes religieux et à la milice. Il change l'orthographe de son nom de Curry à Currie pour éviter les plaisanteries de ses copains qui associent son nom à la nourriture indienne et disent que Curry est épicé. Il abandonne l'enseignement et vend de l'assurance à Victoria. Le 14 août 1901, il épouse, à Victoria, Lucy Sophia Chaworth-Musters. En 1904, il achète l'agence pour laquelle il travaille et devient un homme d'affaires reconnu dans le domaine de l'immobilier et de l'assurance et réalise des profits substantiels grâce à des transactions spéculatives. Mais les temps changent et, à la fin de 1912, la plupart des fonds de Currie se trouvent immobilisés dans des propriétés surévaluées qu'il ne peut vendre.

Sur le plan militaire, il s'inscrit en 1897 comme artilleur dans le 5<sup>th</sup> Garrison Artillery Regiment. Il gravit les échelons rapidement et acquiert la réputation d'une personne stricte en matière de discipline, d'excellent tireur et d'étudiant passionné des questions militaires. En 1909, il est lieutenant-colonel et commande le régiment. En janvier 1914, il prend le commandement du 50<sup>th</sup> Regiment, une unité d'infanterie qu'il a aidé à organiser. Un de ses subalternes et amis est Garnet Burk Hugues, le fils du ministre de la Milice et de la Défense, Samuel Hugues.

Le Canada entre en guerre le 4 août 1914. Comme le pays ne dispose que d'une force armée permanente très réduite, le nouveau Corps expéditionnaire canadien est formé principalement de soldats-citoyens.

Le ministre de la Défense Sam Hughes veut confier à Currie le commandement du district militaire n° 11 (Colombie-Britannique). Son rôle serait de recruter et de former les unités locales jusqu'à ce qu'elles soient envoyées à un camp centralisé, puis en Europe. Cette affectation lui permettrait aussi de surveiller de près sa désastreuse situation financière. Ses amis pensent qu'il est trop bon soldat pour languir dans l'administration au Canada. Le fils du ministre persuade son père de lui confier le commandement d'une des brigades qui seraient formées pour servir à l'étranger. Currie accepte, mais seulement après avoir pris 10 000\$ dans les fonds du 50<sup>th</sup> Regiment pour rembourser ses dettes. Plus tard, au moment où il doit être nommé commandant du Corps canadien, des rumeurs circulent à Ottawa concernant cette affaire et il est forcé d'emprunter de l'argent à deux amis pour rembourser les fonds.

Currie prend le train le 28 août pour se rendre à Valcartier et prendre le commandement de la 2<sup>e</sup> Brigade d'infanterie et organiser ses quatre bataillons. Il fait un excellent travail et impressionne le ministre et même le premier ministre, qui déclare qu'il est dès le départ un homme remarquable parmi les Canadiens.

Le premier contingent du Corps expéditionnaire canadien quitte Québec au début d'octobre et arrive en Angleterre au milieu du mois. Les troupes sont impatientes d'arriver en France et de participer aux combats, mais leur commandant britannique, le général Alderson, les trouve mal préparées. Elles suivent un entraînement de quatre mois dans la plaine de Salisbury, souvent sous

une pluie battante et avec de la boue jusqu'aux chevilles. Currie se révèle un instructeur compétent, travailleur et ouvert d'esprit. Alderson déclare que, parmi ses brigadiers, Currie est le meilleur.

Il conduit sa 2<sup>e</sup> Brigade d'infanterie de quelque 4 000 hommes en France avec la division canadienne à la mi-février 1915. Les troupes ont eu la chance d'échapper aux terribles batailles de 1914 au cours desquelles des centaines de milliers d'Allemands, de Britanniques, de Français et de Belges ont été tués ou blessés. La puissance de feu des armes modernes, des mitrailleuses et de l'artillerie en particulier, oblige les soldats à creuser le sol pour se protéger. Avec le temps, les fossés deviennent des tranchées puis de vastes réseaux d'abris souterrains. Ni les Alliés ni les Allemands n'arrivent à manœuvrer autour des tranchées qui s'étirent sur environ 700 kilomètres sans interruption entre la Suisse et la mer du Nord, ce qui oblige les formations à mener de coûteux assauts frontaux.

Après les batailles d'Ypres et de Festubert, Currie croit, avec raison, que l'infanterie en première ligne doit être mieux soutenue par l'artillerie. Avant le début d'une attaque, les positions ennemies doivent être bombardées pour se débarrasser des barbelés, détruire les centres de résistance et forcer l'ennemi à rester à l'abri et loin de la ligne de feu.

Après la formation d'une deuxième division à l'hiver 1914-1915, le Corps d'armée canadien est créé en septembre 1915 et son commandement est confié au général Alderson. Le 14 septembre, Currie, promu major-général, prend le commandement de la 1<sup>re</sup> Division.

Sympathique, Currie est à l'aise avec son état-major et apprécié par ses officiers, mais il a de la difficulté à faire valoir ses belles qualités à ses soldats, dont il ne comprend pas le tempérament. Ils le trouvent rigide, abrupt et parfois suffisant. Il est également strict sur la discipline.

La division de Currie est la première à exécuter des raids de tranchées. Ces raids sont des opérations de mouvement soudain et de destruction durant lesquelles les soldats traversent furtivement le *no man's land*, attaquent l'ennemi et se replient. Le but est de recueillir des renseignements et de tuer, plutôt que de prendre

des tranchées. Les Canadiens finissent par acquérir une réputation de féroces experts dans ce type d'opérations.

À la fin de mai 1916, le lieutenant-général Julian Byng, un soldat professionnel britannique, prend le commandement du Corps canadien. Le 2 juin, la 3<sup>e</sup> Division canadienne est la cible d'un violent bombardement allemand qui dévaste les positions avancées et tue des centaines d'hommes, dont le commandant de la division, le major-général Malcolm Mercer. L'ennemi s'empare alors des positions canadiennes du mont Sorrel. Une contre-attaque, organisée à la hâte le 3 juin, échoue. Byng se tourne vers la 1<sup>re</sup> Division pour livrer un assaut plus méthodique. La bataille est savamment préparée par Currie et exécutée avec soin, étape par étape. Pour les Canadiens, c'est la première attaque à grande échelle importante et réussie depuis le début de la guerre.

Les Canadiens s'emparent du village de Courcellette le 15 septembre. Byng demande ensuite à Currie d'aller voir les forces françaises et britanniques et d'enquêter sur leurs expériences pendant une bonne partie de 1916 et en particulier sur la rude épreuve française à Verdun. Il codifie les leçons apprises par les Alliés dans un important rapport adressé à Byng et elles sont plus tard disséminées dans le Corps d'armée tout entier.

En avril 1917, les Canadiens sortent de la bataille de Vimy avec une nouvelle réputation de troupes de choc. C'est la première fois que les quatre divisions canadiennes combattent ensemble sous un même commandement, mais ce commandant est britannique : le général Byng. La victoire est la sienne. Une idée répandue veut que Currie ait orchestré cette bataille. C'est faux. Il contribue comme commandant de la 1<sup>re</sup> Division et sans doute que l'étude qu'il a faite pour Byng sur les leçons à tirer des batailles des alliés a contribué à orienter celui-ci dans la préparation et la conduite de la bataille.

Par la suite, les Canadiens se heurtent à deux centres de résistance : les villages fortifiés d'Arleux-en-Gohelle et de Fresnoy-en-Gohelle. Byng fait appel à la 1<sup>re</sup> Division de Currie pour repousser l'ennemi. Ses forces s'emparent des positions allemandes le 28 avril et prennent le village de Fresnoy-en-Gohelle le 3 mai et le conservent malgré de vigoureuses contre-attaques allemandes.

Byng est promu commandant d'une des cinq armées britanniques sur le front de l'Ouest. Il est à noter qu'il est anobli à la suite du succès remporté par ses Canadiens à Vimy et que son nom devient Byng de Vimy. Il occupe le poste de gouverneur général du Canada de 1921 à 1926.

Haig, le commandant suprême britannique, envisage d'abord de le remplacer par un autre militaire professionnel britannique, mais le gouvernement canadien affirme que le poste de commandant de corps doit cette fois être attribué à un Canadien. Currie est fait chevalier le 3 juin 1917 et prend le commandement du Corps d'armée canadien quelques jours plus tard.

Il reçoit l'ordre de livrer un assaut frontal contre la ville de Lens, qui se serait soldé par de lourdes pertes, étant donné l'environnement favorable aux défenseurs. Il examine le champ de bataille et réussit à convaincre ses supérieurs que l'attaque devrait être dirigée plutôt contre la cote 70, qui surplombe Lens au nord. La bataille de la cote 70, le 15 août 1917, est une victoire écrasante pour les Canadiens. C'est la première fois que le Corps canadien combat sous les ordres d'un des leurs.

La prise de la ville de Mons en Belgique par les Canadiens, le dernier jour de la guerre, est une victoire symbolique importante. C'est là en effet que l'armée britannique a entamé sa longue retraite en août 1914.

Après la guerre, le général Currie occupe le poste d'inspecteur général des Forces armées. Nommé le 23 août 1919, il entre en fonction le 10 décembre avec le grade de général.

Pendant la guerre, il a toujours refusé de donner un poste de commandement opérationnel à son ancien ami, Garnet Hughes, considérant qu'il serait un danger pour ses hommes. Le père de Garnet, sir Sam Hughes, ne fait plus partie du gouvernement canadien à partir de 1916, mais il continue à utiliser son siège à la Chambre des communes pour attaquer la réputation de Currie. Après la mort de Sam Hughes en 1921, son fils Garnet continue les attaques contre Currie dans les journaux appartenant à sa famille. Il lui reproche d'avoir fait tuer des hommes pour rien à Mons alors que la guerre finissait. En 1927, Currie porte plainte en diffamation. À la fin du procès, le jury condamne le journal à lui verser 500\$ de dommages et intérêts.

Il quitte l'Armée et devient vice-chancelier et recteur de l'Université McGill en mai 1920. Il occupe cette fonction, où il est très apprécié, jusqu'à sa mort en 1933.

De 1924 à 1932, il est président du Fonds du souvenir créé en 1909 pour s'assurer qu'aucun ancien combattant ne se voit refuser une sépulture convenable par manque de ressources. Pendant ses années de service à la présidence, le Fonds ouvre son cimetière militaire à Pointe-Claire, à l'ouest de Montréal: le Champ d'honneur. En 1934, on y dévoile la Croix du sacrifice élevée au centre d'un rond-point nommé Currie.

Le 5 novembre 1933, le général Currie a un accident vasculaire cérébral et il meurt le 30 novembre à l'Hôpital Royal Victoria. Il est inhumé au cimetière Mont-Royal où une croix du sacrifice orne sa sépulture. En 1934, une des pentes de ski de Saint-Sauveur, dans le nord de Montréal, est nommée la Côte 70 en l'honneur d'une de ses grandes victoires.

### **LIEUTENANT-GÉNÉRAL SIR RICHARD ERNEST WILLIAM TURNER, VC, KCB, KCMG, DSO**

Richard E. W. Turner est né à Québec le 25 juillet 1871. Il travaille dans l'entreprise de son père, un commerce en gros d'épicerie et de bois. Il devient partenaire dans l'entreprise avant la guerre de 1914. Il fait partie de la milice comme officier dans une unité de cavalerie de Québec, le Queen's Own Canadian Hussars.

Lors de la guerre des Boers, il se joint au Royal Canadian Dragoons et il reçoit la médaille de l'Ordre du Service distingué (DSO) pour son action à la Vet River le 6 mai 1900. Le 7 novembre de la même année, durant la bataille de Leliefontein, il accomplit un acte de bravoure qui lui vaut la plus haute décoration de



Lieutenant-général sir Richard Ernest William Turner, VC, KCB, KCMG, DSO.  
Source: Wikipédia, photo de Bibliothèque et Archives Canada.

l'Empire britannique, la Croix de Victoria. La citation mentionne qu'alors que les Boers menacent de prendre les canons canadiens le lieutenant Turner, quoique blessé à deux reprises, déploie ses hommes efficacement et repousse l'ennemi, sauvant ainsi les canons de la capture.

De retour au Canada, le 11 mai 1901, il rejoint son entreprise et il continue à servir dans la milice. C'est le 17 septembre de la même année qu'il reçoit la Croix de Victoria des mains du duc de Cornwall, futur roi George V, lors d'un vaste rassemblement sur les plaines d'Abraham à Québec. En 1905, en tant que lieutenant-colonel, il commande son unité à Québec.

Au début de la Grande Guerre, il est promu brigadier et commande la 3<sup>e</sup> Brigade canadienne. Il traverse en Europe avec cette brigade. En avril 1915, il est sur le front d'Ypres et, alors que les troupes algériennes retraitent en désordre, après la première attaque au gaz des Allemands, Turner et sa brigade, de même que les soldats de Currie, doivent assurer le colmatage de la brèche.

Le 17 août 1915, il est promu major-général et prend le commandement de la 2<sup>e</sup> Division canadienne. Notez que le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) fait partie de la 5<sup>e</sup> Brigade rattachée à cette division. À la bataille de Saint-Éloi, en avril 1916, sa division subit des pertes importantes et est soumise au feu de sa propre artillerie. Un doute s'installe chez les autorités britanniques au sujet de ses qualités de commandant supérieur. Sa division joue un rôle important lors de la bataille de Courcelette en septembre. Il quitte son commandement le 26 novembre 1916 et, en décembre, il est nommé principal conseiller militaire du gouvernement canadien en Grande-Bretagne.

Lorsqu'il est question de confier le commandement du Corps canadien à un Canadien, les deux majors-généraux séniors, Turner et Currie, sont sur les rangs, mais c'est Currie qui est choisi, sur la recommandation du maréchal britannique Haig. Turner est quand même promu lieutenant-général et nommé chef d'état-major des Forces canadiennes outre-mer à Londres.

Sa vie durant, le général Turner demeure sur la rue Sainte-Ursule à Québec. Il est président du Cercle de la Garnison de Québec à deux reprises, soit en 1913 et en 1928. Le salon des Croix de Victoria du Cercle se nommait autrefois le salon Turner.

Il décède à Québec en 1961 à l'âge de 90 ans et il est inhumé au Cimetière Mount Hermon. Une rue du secteur Sainte-Foy, près du Centre hospitalier de l'Université Laval, porte son nom.

### **LIEUTENANT-GÉNÉRAL SIR HENRY EDWARD BURSTALL, KCB, KCMG**

Pour employer un vieux dicton, le général Burstall est né avec une cuillère d'argent dans la bouche. Il est né le 26 août 1870 au domaine Cataraqui, à Québec. Il est le fils d'un riche marchand de bois et de Fanny Bell Forsyth, la fille du propriétaire du domaine. Il fait ses études au Bishop's College de Lennoxville et au Royal Military College de Kingston.

Il reçoit sa commission d'officier au sein de l'Artillerie royale canadienne en 1892 et participe à la Force du Yukon en 1898 en qualité de capitaine. Il sert ensuite en Afrique du Sud lors de la guerre des Boers, faisant partie du premier contingent. De 1901 à 1902, il est détaché auprès de la South African Constabulary. Il revient au Canada en 1903 et est promu major. En 1907, il est promu lieutenant-colonel et commandant de l'artillerie légère (Royal Canadian Horse Artillery). En 1911, il est nommé inspecteur de l'artillerie et, en 1913, commandant de la Royal School of Artillery. Il est aussi membre du Cercle de la Garnison de Québec.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1914, il est nommé commandant de l'artillerie de la Force expéditionnaire du Canada qui vient d'être formée à Valcartier au Québec. Aussi bien à Valcartier qu'en Angleterre par la suite, le lieutenant-colonel Burstall est très exigeant dans l'entraînement à l'équitation, le réglage du tir, la discipline de tir, le retranchement et le camouflage.



Lieutenant-général sir Henry Edward Burstall, KCB, KCMG.  
Source: [www.findagrave.com](http://www.findagrave.com), photo de Bibliothèque et Archives Canada.

Il est promu colonel puis brigadier et nommé commandant de l'artillerie de la 1<sup>re</sup> Division canadienne le 29 septembre 1914. De l'Angleterre, il s'embarque pour la France le 7 février 1915 avec tout son groupe d'artilleurs. Le 15 juin 1915, les Canadiens commencent les dispositions préliminaires pour l'assaut de deux points forts ennemis vis-à-vis de Givenchy. Établies sous la direction de Burstall, ces dispositions deviennent un modèle pour les opérations du Corps canadien par la suite. Elles incluent l'utilisation de canons de 18 livres munis de plaques de blindage déployés dans les tranchées les plus avancées pour détruire les emplacements fortifiés ennemis.

Le 13 septembre 1915, Burstall est nommé officier général commandant l'Artillerie royale du 1<sup>er</sup> Corps canadien. Ses préparatifs pour la contre-attaque du mont Sorrel incluent un bombardement d'une durée de dix heures, ses artilleurs faisant preuve de précision et d'efficacité. Le premier écran de fumée de même que l'utilisation de mortiers de tranchées sont incorporés dans ce plan de tir.

Le 15 décembre 1916, Burstall prend le commandement de la 2<sup>e</sup> Division canadienne, division qu'il commande à la bataille de Vimy et jusqu'en 1919. Après Turner, c'est le deuxième général originaire de Québec à commander cette formation.

De retour au Canada, il occupe les fonctions de quartier-maître général puis d'inspecteur général. Il prend sa retraite en 1926 avec promotion au grade de lieutenant-général.

Il se retire en Angleterre et y décède le 8 février 1945. Il est inhumé à Headbourne Worthy, dans le comté de Hampshire.

La ville de Burstall en Saskatchewan et le mont Burstall en Alberta sont nommés en son honneur.

## MAJOR-GÉNÉRAL SIR DAVID WATSON, KCB, KCMG

Le général Watson est né à Québec le 7 février 1869. Il entreprend une carrière de journaliste au *Quebec Morning Chronicle* en 1891. Dix ans plus tard, il est nommé directeur général du journal et devient directeur général de la compagnie éditrice. Il occupe ces postes jusqu'en 1921. Sportif accompli, Watson se fait valoir en athlétisme et compte parmi les joueurs étoiles du club de hockey de la capitale pendant plusieurs années.



Major-général sir David Watson, KCB, KCMG. Source : *Dictionnaire biographique du Canada*, photo de Wikipedia Commons, domaine public.

En 1889, il s'engage comme simple soldat dans les Royal Rifles of Canada, unité de milice de Québec, aujourd'hui perpétuée par les Voltigeurs de Québec. Il gravit tous les échelons jusqu'au commandement de son unité le 26 février 1912, avec le grade de lieutenant-colonel. En août 1914, même déjà riche et connu, il se porte volontaire et joint le premier contingent expéditionnaire canadien. En septembre, on lui confie le commandement du 2<sup>e</sup> Bataillon, composé majoritairement de volontaires originaires de l'est de l'Ontario.

Il traverse en Angleterre avec son bataillon et se retrouve en France en février 1915. Le 2<sup>e</sup> Bataillon fait preuve d'une grande bravoure quelques semaines plus tard, pendant l'attaque allemande à Saint-Julien en Belgique. Durant la deuxième bataille d'Ypres, au printemps 1915, les Allemands attaquent le 22 avril et recourent aux gaz asphyxiants. Le recul des troupes coloniales françaises met en péril les soldats canadiens. Le 2<sup>e</sup> Bataillon participe aux opérations entreprises pour enrayer la poussée ennemie et subit de lourdes pertes : 544 de tous grades.

En juin 1915, le ministre de la Défense offre à Watson de rentrer au Canada pour que les troupes à l'entraînement bénéficient de son expérience. Il refuse, mais il est promu brigadier à la tête de la 5<sup>e</sup> Brigade d'infanterie le 30 août 1915. (Cette brigade

compte le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) dans ses rangs.) Il retourne au front et commande sa brigade à la bataille de Saint-Éloi en mars-avril 1916.

Le 22 avril 1916, Watson quitte sa brigade pour aller prendre le commandement de la 4<sup>e</sup> Division canadienne en Angleterre avec le grade de major-général. La 4<sup>e</sup> Division arrive en France à la mi-août 1916. Elle participe à la bataille de la Somme comme partie du 2<sup>e</sup> Corps britannique et réussit, sous l'habile commandement de Watson, à capturer la tranchée Regina dans la nuit du 10 au 11 novembre. Par la suite, Watson dirige cette division, maintenant partie du Corps canadien, à Vimy et pour le reste de la guerre. La 4<sup>e</sup> Division participe, sous son commandement, aux batailles de la cote 70 (15 au 25 août 1917), de Passchendale (26 octobre au 10 novembre 1917), puis, en 1918, d'Amiens, d'Arras et de Cambrai (27 septembre au 9 octobre 1918). Elle prend ensuite la ville de Denair et participe à la libération de Valenciennes en novembre 1918.

Après le conflit, revenu au Canada, Watson continue sa carrière d'hommes d'affaires bien au-delà de ses activités au *Quebec Chronicle*. Il est membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises : Association des banquiers canadiens, la Mortgage, Discount and Finance Limited, la Davie Shipbuilding Limited et la Prudential Trust Company. Il est aussi nommé, par le gouvernement fédéral, président de la Commission du port de Québec.

Le jeudi 16 février 1922, en début de soirée, au Cercle de la Garnison de Québec, dont il est membre, il subit un ACV. Il est ramené chez lui où il décède dans la nuit du 18 au 19. Ses funérailles militaires ont lieu à Québec. Les journaux rapportent qu'il y avait 20 000 personnes sur la Grande Allée pour saluer le passage de son cercueil. Il est inhumé au cimetière Mount Hermon.

## CONCLUSION

Ces quatre personnages, par leur habileté de chef de guerre et grâce au courage et à l'efficacité qu'ils ont su inculquer à leurs soldats, ont grandement contribué à l'excellente réputation acquise par le Canada durant le premier conflit mondial et à la haute considération dont le pays a joui auprès des Alliés par la suite. C'est à ce titre qu'ils sont devenus de « grands Canadiens ».

## BIBLIOGRAPHIE

- Canadian General and Flag Officers of WWI*, [En ligne], <https://www.blatherwick.net/general%20and%20flag%20officers%201964%20to%20current/>
- Cook, Tim, «Currie, sir Arthur William», dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 16, Université Laval et University of Toronto, 2013, [En ligne], [http://www.biographi.ca/fr/bio/currie\\_arthur\\_william\\_16F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/currie_arthur_william_16F.html)
- Lebel, Jean-Marie, *Une visite au Cercle de la garnison de Québec*, Québec, Le Cercle de la garnison de Québec, 2014.
- Miller, Carman, «Sir Richard Ernest William Turner», dans *The Canadian Encyclopedia*, 2008, [En ligne], [www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/turner-sir-richard-ernest-william](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/turner-sir-richard-ernest-william)
- Musée de l'Artillerie royale du Canada, *Grands artilleurs*, [En ligne], <http://fr.rcamuseum.com/grands-artilleurs>
- The Quebec Chronicle*, 18 septembre 1901 et 20 février 1922.
- Wikipédia, *Henry Edward Burstall*, [En ligne], [https://en.wikipedia.org/wiki/Henry\\_Edward\\_Burstall](https://en.wikipedia.org/wiki/Henry_Edward_Burstall)



# Chapitre 9

## LA MONTÉE EN PUISSANCE DU CORPS D'ARMÉE CANADIEN DE 1915 À 1916

MARC GRONDIN

**E**n 1914, le Canada n'est pas une puissance militaire. Pourtant, au moment de l'Armistice, 424 589 Canadiens et Canadiennes auront servi outre-mer dans 2 600 unités formant le Corps expéditionnaire canadien (CEC)<sup>1</sup>. Ce chapitre décrit l'aguerrissement progressif et soutenu du Corps d'armée canadien durant les combats en Belgique et en France entre 1915 et 1916. Cette formation de combat apprend rapidement de ses erreurs et de celles des autres, n'étant limitée par aucun paradigme doctrinaire en matière militaire (Duguid, 1938, p. xv).

### **DISPOSITION DES FORCES ALLIÉES SUR LE FRONT OCCIDENTAL À LA FIN DE 1914**

Sur le front occidental, l'Allemagne dispose d'un avantage avec 87 divisions d'infanterie, alors que la France en compte 62 et la

---

1. La pleine capacité outre-mer du Canada est appelée « Corps expéditionnaire canadien (CEC) » en version française et Canadian Expeditionary Force (CEF) en version anglaise. Cette capacité globale canadienne ne doit pas être confondue avec le Corps d'armée canadien, cette formation de combat déployée en France et en Belgique, comme partie intégrale du Corps expéditionnaire canadien.

Belgique et la Grande-Bretagne six chacune. Puissance navale avant tout, la Grande-Bretagne compte simplement aider la France et la Belgique au besoin. Le 20 août, les troupes allemandes pénètrent dans Bruxelles, qui demeure sous occupation jusqu'à l'Armistice. Le territoire belge est envahi durant l'automne, à l'exception de la vallée de l'Yser, en Flandres, défendue par l'armée belge commandée par le roi Albert, aidée des armées françaises et britanniques.

Le 17 août, les premières divisions du Corps expéditionnaire britannique (CEB) débarquent en France et, le 22 août, elles occupent des positions défensives le long du canal de Mons, en Belgique. Dès le lendemain, la Première Armée allemande attaque Mons. Les combats qui suivent exposent les flancs du CEB qui amorce une retraite combattante en bon ordre vers Paris, de concert avec l'armée française. Finalement, l'offensive allemande lancée contre Paris est stoppée lors de la bataille de la Marne en septembre. Repoussés vers l'est, les Allemands se retirent sur la ligne générale Soissons-Reims-Verdun. Débute alors la « course à la mer », alors que chaque opposant tente sans succès de contourner le flanc de l'autre en zigzaguant à toute vitesse vers la mer. En octobre, les tranchées se font face sur une longueur de 800 kilomètres des frontières de la Suisse jusqu'à la mer du Nord. Les armées belge et française stoppent la tentative allemande visant à capturer les ports de Dunkerque et de Calais durant la bataille de l'Yser, du 17 au 31 octobre 1914. Pour sa part, le CEB se déplace dans les Flandres et s'engage dans la 1<sup>re</sup> bataille d'Ypres du 19 octobre au 30 novembre 1914.

Le 26 décembre, l'effectif du CEB augmente à onze divisions d'infanterie et cinq divisions de cavalerie, toutes régulières. Deux armées sont formées et commandées par le maréchal sir John French. En février 1915, le CEB défend une ligne de front de 40 kilomètres s'étendant d'Ypres jusqu'à Givenchy plus au sud, alors que la ville et le saillant d'Ypres sont défendus par la 8<sup>e</sup> Armée française. Durant les trois années qui suivent, les Alliés s'engagent dans « une guerre d'usure » et lancent onze offensives majeures sur le front occidental. Les Canadiens participent à ces combats qui, pour finir, ne repoussent l'envahisseur que de quelques kilomètres (cf. carte FEC 1915-1917).

## **LA PREMIÈRE DIVISION CANADIENNE MONTE AU FRONT DANS LES FLANDRES BELGES**

Commandée par le lieutenant-général Edwin Alderson, la Première Division canadienne débarque au port français de Saint-Nazaire sur la côte atlantique du 11 au 15 février 1915. Le 17 février, elle arrive par train dans la zone arrière du CEB, à Hazebrouck en Belgique. Avant d'occuper une ligne de front, le soldat canadien doit apprendre les tactiques de guerre de tranchées. Du 17 février au 2 mars, les brigades d'infanterie sont attachées à des divisions britanniques, accompagnées de leurs groupes d'artillerie, du génie, des transmissions et de l'intendance. Chaque homme est associé à un homologue britannique, du commandant de compagnie au simple soldat, et participe à un entraînement rigoureux. La routine couvre les aspects suivants : sentinelle de nuit et de jour, visite du poste de sentinelle, inspection des armes, alerte, habillement, hygiène, ration, parade des malades, construction de tranchées, réapprovisionnement (Duguid, 1938, p. 167-169). Ensuite, chaque peloton entreprend un entraînement collectif de 24 heures dans une compagnie britannique, avec la responsabilité d'une longueur de tranchée. Les commandants et les états-majors de brigade et d'unité apprennent les procédures de ce type de guerre, alors que les unités d'artillerie passent du temps aux emplacements des canons.

À la suite d'une inspection, le maréchal sir John French juge les troupes aptes au combat. Le 3 mars 1915, sept mois jour pour jour après l'entrée en guerre du Canada, la Première Division forte de 20 000 hommes occupe une ligne de front de six kilomètres dans le secteur d'Armentières, au sud d'Ypres. C'est là tout un exploit !

À la bataille de Neuve-Chapelle du 10 au 12 mars, la division accorde un appui d'artillerie aux troupes britanniques, alors que l'infanterie est en réserve pour exploiter toute percée. Le village est capturé, mais sans possibilité d'exploitation. Le 27 mars, la division est placée en réserve et, le 1<sup>er</sup> avril, elle est versée au 5<sup>e</sup> Corps d'armée britannique affecté en relève aux troupes françaises sur le saillant d'Ypres.

## **« LES CANADIENS ONT SAUVÉ LA SITUATION! » À LA 2<sup>E</sup> BATAILLE D'YPRES EN AVRIL 1915**

Cette bataille épique de la Première Division est racontée dans d'excellents ouvrages, dont ceux de Duguid (1938), Nicholson (1963), Christie (1999) et Greenfield (2007). L'importance de conserver le saillant d'Ypres pour les Alliés est de trois ordres. Politiquement, c'est un territoire toujours inviolé de la Belgique, dont l'agression avait entraîné l'intervention de l'Empire britannique. Stratégiquement, elle constitue une menace sur Lille et Bruxelles qui, soutenue par une opération navale, pourrait repousser les Allemands de la côte belge. Enfin, comme principale défense alliée dans les Flandres, elle assure la protection des ports sur la Manche par lesquels chemine le ravitaillement des armées britanniques (Duguid, 1938, p. 391).

L'intention est de présenter, d'abord, les défis tactiques de la Division canadienne et son rapport de force avec la 4<sup>e</sup> Armée allemande qui occupe le terrain depuis six mois, ensuite, un sommaire des cent heures de combat de la division du 22 au 27 avril, et de conclure par la portée stratégique du geste canadien que le maréchal French décrit en ces mots : « Les Canadiens ont subi plusieurs pertes, mais leur bravoure et leur détermination ont sans aucun doute sauvé la situation » (traduction libre de Duguid, 1938, p. 392).

### **Les défis tactiques des Canadiens sur le saillant d'Ypres (cf. carte d'Ypres)**

D'un point de vue tactique, l'occupant du saillant est désavantagé puisqu'il est exposé sur trois fronts aux attaques de l'infanterie et de l'artillerie ennemies. Sa défense en profondeur est aussi compromise alors que le déplacement de son ravitaillement et de son renfort demeure captif dans la zone d'abattage de l'artillerie ennemie. À leur arrivée, les Canadiens découvrent des dispositifs de défense incompatibles avec la tactique britannique qui consiste à « tenir les tranchées avancées à tout prix ». Les soldats transforment sans attendre la ligne de défense, conformément aux normes britanniques. La profondeur des tranchées est limitée à 60 centimètres à cause de la nappe phréatique, ce qui nécessite l'érection de parapets vulnérables au tir d'artillerie.

Depuis son arrivée sur le front en février, l'artillerie divisionnaire canadienne est impuissante à soutenir l'infanterie avec une allocation quotidienne de trois obus par canon, soit une minute de tir par jour. Cette restriction est imposée par la crise de l'industrie de la munition qui sévit en Grande-Bretagne. Enfin, la division ne dispose pas d'une capacité intégrale d'artillerie lourde (Duguid, 1938, p. 209-211).

Le contrôle des opérations alliées est compliqué en raison de conditions inhabituelles, notamment l'entrée en scène d'une nouvelle arme (le gaz) et des troupes de diverses nationalités, races et croyances, entraînées à des tactiques différentes. Les communications entre quartiers généraux (QG) sont lentes et erratiques pendant de longues heures (*fog of war*) (Duguid, 1938, p. 393). La section du renseignement allié est hésitante à partager les informations de nature stratégique aux éléments tactiques. Les comptes rendus publiés après la guerre indiquent que le grand quartier général (GQG) français détient des rapports indiquant une attaque imminente au gaz. Mais celui-ci conclut « que toute cette affaire de gaz ne devait pas être prise au sérieux » (Duguid, 1938, p. 202-206). À ce stade du conflit, il semble inconcevable que l'humanité puisse s'abaisser à une telle calamité.

Le fusil Ross canadien s'avère inefficace lors des combats alors que la plupart des armes s'enraient. Dans son rapport suivant la bataille, le brigadier-général Currie mentionne que « [...] les cartouches restent coincées dans le canon et qu'il est difficile de les en extraire. Il faut, en fait, exercer plus qu'une pression ordinaire » (Nicholson, 1963, p. 169).

Le soldat canadien dispose cependant de deux atouts intangibles qui contribuent à rétablir le rapport de force de manière significative. En tant que soldat volontaire, son moral est élevé et il n'hésite pas à intervenir de sa propre initiative en fonction de ce qui se passe devant ses yeux. Dans un contexte où les directives sont coupées du haut vers le bas, cette capacité d'improvisation judicieuse fait foi de tout sur le terrain.

## **Avantages des forces allemandes durant la 2<sup>e</sup> bataille d'Ypres**

La 4<sup>e</sup> Armée allemande commandée par le duc Albrecht connaît bien le terrain. Depuis décembre, elle a construit des dispositifs logistiques pour acheminer le matériel et les renforts. Contrairement aux Alliés, ses troupes sont toutes d'origine nationale et aguerries par les combats de 1914 selon des tactiques maîtrisées à tous les niveaux hiérarchiques. Le soldat allemand est bien entraîné, chaque homme ayant effectué son service militaire d'une durée de deux ans. Les états-majors sont formés à l'école de guerre prussienne réputée comme étant parmi les meilleurs, sinon la meilleure au monde.

L'artillerie allemande dispose de stocks de munitions pour appuyer son offensive. Elle domine outrageusement la totalité du terrain de bataille par ses observateurs terrestres qui occupent les points dominants et par la supériorité aérienne de son aviation qui décuple l'efficacité du tir d'artillerie. Le déplacement des renforts et du ravitaillement allié est détecté et engagé avec une efficacité impitoyable. Enfin, la 4<sup>e</sup> Armée allemande dispose d'une arme secrète qu'elle compte utiliser au moment opportun pour percer les défenses alliées sur le saillant, le gaz asphyxiant!

## **Description des combats livrés par la Première Division canadienne du 22 au 27 avril**

Le 17 avril 1915, la Première Division complète la prise en charge d'une ligne de front de quatre kilomètres au centre du saillant d'Ypres, lequel forme un arc de cercle de 24 kilomètres. La division est flanquée sur la gauche par la 45<sup>e</sup> Division algérienne et la 87<sup>e</sup> Division territoriale française et, sur la droite, par les 28<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> Divisions britanniques. La ligne de front canadienne est occupée sur la gauche par la 3<sup>e</sup> Brigade et, sur la droite, par la 2<sup>e</sup> Brigade. La 1<sup>re</sup> Brigade occupe des positions en profondeur (cf. carte d'Ypres).

Première attaque au gaz et rupture du flanc nord – Le 22 avril à 17 h, sous un vent léger, la 4<sup>e</sup> Armée allemande déverse 160 tonnes de chlore gazeux sur les positions algérienne et française défendant le flanc nord, entraînant l'abandon immédiat et chaotique de leurs positions. Se déplaçant à une vitesse moyenne de huit kilomètres à l'heure, le gaz frappe les positions de la 3<sup>e</sup> Brigade canadienne. En moins d'une heure, les Allemands déferlent sur les villages de

Langemark et de Pilckem et se dirigent vers Saint-Julien, menaçant d'encercler les trois divisions britanniques et canadiennes sur le saillant. Pour tout combattant, la destruction de 40 % de ses défenses en moins d'une heure s'avère à coup sûr une blessure mortelle. Mais c'est sans compter sur la pugnacité des Canadiens qui stoppent les Allemands, les privant de toute possibilité d'exploiter l'effet de surprise du gaz.

Le *Black Watch* de Montréal bloque la pénétration allemande le 22 avril – La rupture des positions françaises expose le flanc nord du saillant sur plus de six kilomètres. La réaction des chefs de la 3<sup>e</sup> Brigade est exemplaire : ceux-ci ne cèdent pas à la panique et disposent leurs troupes afin de défendre la zone arrière de la Brigade. La première unité rencontrée par les Allemands est le 13<sup>e</sup> Bataillon (5<sup>th</sup> *Royal Highlanders* « *Black Watch* ») de Montréal. La résistance héroïque du *Black Watch* le soir du 22 avril constitue le tournant de la bataille. Son commandant adjoint, le major Edward Norsworthy, déploie les éléments arrière du bataillon le long de la route Ypres-Poelcapelle. Inspirés par son courage et son leadership, les soldats « refusent de céder un pouce de terrain ». Les Allemands hésitent et détournent leur avance vers Saint-Julien pour s'embourber dans des affrontements avec d'autres troupes canadiennes. Le major Norsworthy est tué lors de l'engagement et le mitrailleur caporal suppléant Fred Fisher mérite la première Croix de Victoria accordée à un Canadien lors de la Grande Guerre. Le maréchal French décrit en ces mots l'exploit du *Black Watch* (traduction libre, Christie, 1999, p. 27) :

Le flanc gauche de la Division canadienne se trouvait alors dangereusement exposé à une sérieuse attaque et, pendant un temps, la perspective était que le flanc soit écrasé, et que les Allemands réussissent à encercler les troupes britanniques occupant les positions à l'est du saillant. En dépit du danger menaçant, *The Royal Highlanders of Canada* ont tenu leurs positions en faisant preuve d'un magnifique courage et de ténacité ; et ce n'est pas exagéré d'affirmer que le comportement et la conduite de ces superbes troupes ont empêché un désastre aux plus funestes conséquences.

Le « bois des cuisiniers » dans la nuit du 23 avril – Conscient de la menace, le général Alderson ordonne deux contre-attaques successives, dont la première, au centre de la brèche contre le « bois des cuisiniers » situé au nord de Saint-Julien. La 3<sup>e</sup> Brigade se charge

de l'assaut exécuté par le 16<sup>e</sup> Bataillon et le 10<sup>e</sup> Bataillon arrivé en renfort en provenance de la 2<sup>e</sup> Brigade. L'attaque lancée à minuit ne parvient pas à déloger complètement les Allemands du « bois des cuisiniers ». Fortement ébranlés par l'assaut canadien, ils consolident leur position sans chercher à poursuivre leur avance, le matin venu. Les pertes canadiennes sont élevées, dont la mort du commandant du 10<sup>e</sup> Bataillon, le lieutenant-colonel Russell Boyle. Les deux unités se replient sur des positions précaires entre le boisé et le village de Saint-Julien, alors que le 7<sup>e</sup> Bataillon se retranche pour combler la ligne de front qui rejoint le *Black Watch*. Affaiblis par le tir d'artillerie incessant, les 10<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> Bataillons sont relevés en après-midi par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Bataillons en provenance de la 1<sup>re</sup> Brigade.

La crête Mauser au matin du 23 avril – La seconde contre-attaque canadienne se porte sur la gauche de la brèche contre la crête de Mauser, en face du village de Pilckem. Alderson confie l'attaque au « détachement Geddes », cette brigade britannique mixte arrivée en renfort immédiat en pleine nuit avec quatre bataillons britanniques. Ayant reçu ses ordres, le colonel August Geddes doit lancer l'assaut au matin avec des troupes non familières avec le terrain, sans préparation ni soutien d'artillerie adéquat. La force d'assaut comprend les 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> Bataillons canadiens qui se lancent sur la gauche, alors que le détachement Geddes attaque la ferme Turco sur la droite, à 5 h 25 le matin. L'assaut est enrayé par le tir allemand. Les unités canadiennes déplorent 850 pertes, dont la mort du commandant du 4<sup>e</sup> Bataillon, le lieutenant-colonel Arthur Birchall. Sur la droite, le détachement Geddes doit se retirer après s'être emparé de la ferme Turco. Les unités forment une ligne de défense pour colmater complètement la brèche, bien que précaire dans l'attente des renforts. Le colonel Geddes est tué au combat, le 28 avril 1915.

Les rapports de reconnaissance aérienne confirment aux quartiers généraux que les Allemands consolident leur position sur la crête de Mauser. Au cours de la matinée du 23 avril, le maréchal French et le général Foch se rencontrent pour planifier une attaque complexe et ambitieuse en plein jour, à la fois contre la crête de Mauser et « le bois des cuisiniers ». Le 1<sup>er</sup> Bataillon, le 4<sup>e</sup> Bataillon et le détachement Geddes aident la 13<sup>e</sup> Brigade britannique qui mène l'attaque en après-midi, appuyée de troupes françaises. La contre-attaque est un échec, la coordination entre les

divers éléments d'assaut ayant avorté dès le départ en raison d'horaires mal ou pas synchronisés. Au bout du compte, la brèche provoquée par l'attaque au gaz est colmatée sur toute sa longueur, et les positions alliées sont suffisamment robustes pour contenir la pression ennemie sur le flanc nord.

Perte de la pointe (apex) le 24 avril – Afin de relancer son offensive, la 4<sup>e</sup> Armée lance une seconde attaque au gaz à 4 h du matin le 24 avril contre le 15<sup>e</sup> Bataillon et le 8<sup>e</sup> Bataillon occupant l'extrémité nord-est du saillant (apex). L'objectif est de défoncer les positions canadiennes, de capturer Saint-Julien par une action concertée venant du nord afin de relancer l'offensive nord-sud pour capturer la crête de Zonnebeke et, ainsi, encercler les troupes britanniques sur le front est. Le 15<sup>e</sup> Bataillon cède sous la pression du gaz, de la supériorité en nombre et du fait que ses tranchées sont détruites par un bombardement intense. Les soldats des compagnies de tête sont ou bien tués ou capturés. Les compagnies en profondeur du 15<sup>e</sup> Bataillon et du 13<sup>e</sup> Bataillon se replient en combattant. Après 700 mètres, l'avance est endiguée le long d'une nouvelle ligne de défense établie par des compagnies retranchées des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Brigades.

Les deux attaques du 24 avril contre l'apex et le village de Saint-Julien créent le chaos chez les états-majors alliés. Toutefois, les trois unités de la 2<sup>e</sup> Brigade sur la pointe réussissent à contenir l'attaque en dépit de l'arme chimique. D'abord, les soldats du 7<sup>e</sup> Bataillon retranchés en profondeur bloquent la poussée allemande le long d'une nouvelle ligne de défense, malgré la perte de leur commandant, le lieutenant-colonel William Hart-McHarg tué durant la nuit. Le lieutenant Edward Bellew qui commande les mitrailleuses de l'unité bloque la percée allemande contre la zone arrière de la 2<sup>e</sup> Brigade. Fait prisonnier après avoir épuisé ses munitions, il n'apprendra qu'à sa libération en 1919 avoir mérité la Croix de Victoria lors de cet engagement.

Bien qu'il soit gazé lourdement, le 8<sup>e</sup> Bataillon conserve ses positions au côté du 5<sup>e</sup> Bataillon. Exposés sur le flanc gauche par le repli du 15<sup>e</sup> Bataillon, les soldats du 8<sup>e</sup> Bataillon combattent courageusement pour garder la route menant à la crête de Gravenstafel, position vitale à la défense des divisions britanniques. Le sergent-major Frederick Hall mérite la Croix de Victoria. Le

lieutenant-colonel Lipsett, commandant du 8<sup>e</sup> Bataillon, se démarque par son leadership remarquable. Il commandera la 3<sup>e</sup> Division à Vimy. Il sera tué au front en octobre 1918.

La bataille de Saint-Julien du 24 avril au 27 avril – Dans la foulée de l'attaque au gaz sur l'apex, des combats acharnés se déroulent autour du village de Saint-Julien. Vers 11 h le 24 avril, les deux compagnies du 7<sup>e</sup> Bataillon à l'est du village sont encerclées et 500 soldats sont faits prisonniers. Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Bataillons face au « bois des cuisiniers » infligent de lourdes pertes, mais, sous les assauts répétés des Allemands bien appuyés par leur artillerie, les deux unités se replient au sud du village. Le commandant du 2<sup>e</sup> Bataillon, le lieutenant-colonel Watson de Québec, se distingue. Il commandera la 4<sup>e</sup> Division canadienne à Vimy. Beaucoup de confusion existe entre les QG de brigade et celui du général Alderson. Ce dernier reçoit l'ordre de reprendre Saint-Julien avec la 10<sup>e</sup> Brigade britannique arrivée en renfort ainsi que d'autres éléments. Fort de dix bataillons d'infanterie, l'assaut est lancé dans la nuit du 25 avril. Encore une fois, le maigre tir d'artillerie est épuisé rapidement et le village demeure aux mains ennemies. Dans la nuit du 25 avril, alors que le QG de la 3<sup>e</sup> Brigade est bombardé, le médecin militaire du 14<sup>e</sup> Bataillon, le capitaine F. A. Scrimger de Montréal, mérite la Croix de Victoria pour son courage en dirigeant l'évacuation des blessés sous le tir ennemi.

Deux attaques franco-britanniques en force prennent place les 26 et 27 avril contre la crête Mauser et Saint-Julien. Seule l'artillerie divisionnaire canadienne participe au combat. Menée par la Division indienne du Lahore et appuyée par des troupes françaises sur la gauche, la première attaque est contrée par des défenseurs bien retranchés. Les tirs impitoyables d'artillerie et de mitrailleuses, combinés par l'emploi défensif du gaz, entraînent de lourdes pertes chez les assaillants. Le lendemain, le général français Putz qui dirige la défense du saillant d'Ypres ordonne de reprendre l'assaut, avec les mêmes troupes, selon le même plan, avec le même résultat ! Cet assaut met fin aux attaques des Alliés sur le flanc nord. Par la suite, ils adoptent une position défensive.

La relève des Brigades canadiennes hors du saillant – Dans la nuit du 26 avril, la 1<sup>re</sup> et la 3<sup>e</sup> Brigade sont relevées de leurs positions autour de Saint-Julien et de la crête Mauser, ayant subi

1 500 pertes chacune. La 10<sup>e</sup> Brigade britannique prend alors en charge la défense du flanc nord du Corps d'armée. Quant à la 2<sup>e</sup> Brigade, elle défend ses positions initiales jusqu'au 25 avril en soirée. Ne recevant aucun renfort, le brigadier-général Currie doit se replier au-delà de Gravenstafel. La 2<sup>e</sup> Brigade combat sous la 28<sup>e</sup> Division britannique jusqu'au moment de sa relève le 27 avril, à 19 h, pour se retirer à l'ouest du canal Yser. Du 15 avril au 3 mai, date de la relève de l'artillerie divisionnaire, la Première Division perd 6 036 troupes, dont 208 officiers. L'effort investi sur les tactiques d'attaque par groupe de 200 hommes dans un boisé et un village et sur l'occupation de position défensive s'est avéré gagnant. Quatre Canadiens reçoivent la Croix de Victoria.

### *Le PPCLI sur le saillant*

Ailleurs au sud du saillant, les combats font rage jusqu'au 13 mai. Le régiment Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) fait partie intégrante de la 27<sup>e</sup> Division britannique et se distingue lors de la bataille de la crête de Frezenberg, le 8 mai. Après avoir repoussé deux assauts ennemis, l'unité se retire sur une ligne défensive au sommet de la crête et, de là, résiste admirablement aux assauts contre ses positions. Au moment d'être relevé, son effectif n'est plus que de quatre officiers et de 150 hommes. Depuis son arrivée sur le saillant d'Ypres, le PPCLI a perdu 678 soldats.

### **L'effet stratégique de la Première Division canadienne lors de la 2<sup>e</sup> bataille d'Ypres**

Les contre-attaques de la Division canadienne dans la nuit du 22 au 23 avril, conjuguées à la résistance déployée lors de la deuxième attaque au gaz sur ses positions le 24 avril, empêchent l'effondrement du 5<sup>e</sup> Corps d'armée britannique sur le saillant. Le geste des Canadiens accorde le répit nécessaire au commandement allié pour réagir en force et transformer une déroute évidente en un repli ordonné de 50 000 troupes. Peu d'experts militaires auraient donné quelque chance que ce soit aux troupes canadiennes. Pourtant, elles se couvrent de gloire, comme le souligne le commandant en chef : « Les Canadiens ont sauvé la situation. »

L'histoire militaire allemande corrobore l'effet de la résistance canadienne. Son journal de guerre rapporte que le duc Albrecht, impressionné par le succès initial de l'attaque au gaz, projetait de franchir le canal Yser, de continuer l'assaut sur Poperinge et de capturer les ports sur la Manche. La résistance des Canadiens les 22 et 23 avril a contrecarré son plan. Plus tard en journée, le haut commandement s'est interposé pour informer la 4<sup>e</sup> Armée de reporter l'objectif de Poperinge et de se concentrer sur la destruction des troupes sur le saillant (Duguid, 1938, p. 265-266). Le retranchement des Canadiens a forcé l'état-major allemand dans un nouveau cycle de planification rigoureux avant de relancer l'action, niant toute exploitation des succès initiaux.

### **CONSTAT LUGUBRE DE LA SUPÉRIORITÉ DES TACTIQUES DÉFENSIVES ALLEMANDES EN 1915**

Le printemps 1915 met en scène une offensive franco-britannique en Artois contre les forces allemandes bien retranchées. L'objectif principal de l'armée française est la crête de Vimy, à 50 kilomètres au sud d'Ypres. Pour sa part, le CEB doit capturer la crête d'Aubiers et le village de Festubert à mi-distance entre Ypres et Vimy. Les deux offensives sont des échecs, bien qu'elles pratiquaient des tactiques différentes. Toujours limité en munitions, le CEB opte pour un court bombardement préparatoire alors que les armées françaises y vont d'un long bombardement. Les pertes sont élevées, soit 102 500 Français sur la crête de Vimy, contre 75 000 Allemands qui conservent leur position. Le CEB perd 16 000 troupes, contre 5 000 chez les Allemands.

L'histoire militaire canadienne officielle décrit la supériorité de la préparation et de l'aguerrissement de la machine de guerre allemande qui prévaut au printemps 1915 (Nicholson, 1963, p. 113-114):

Au cours de la bataille de Festubert du 15 au 25 mai 1915, les Canadiens, en cinq journées d'assaut, n'ont pu avancer leurs lignes que d'une moyenne de cent verges sur un front d'un mille. Ils ont pourtant perdu 2 468 hommes. La Division canadienne était remontée en ligne à peine plus de deux semaines après avoir perdu la moitié de son effectif de combat à Ypres, beaucoup trop tôt pour que les unités aient eu le temps d'assimiler leurs renforts d'infanterie

(nous avons signalé l'inexpérience des 1 500 cavaliers démontés en provenance de la Brigade de cavalerie canadienne : Duguid, 1938, p. 525). Il faut pourtant admirer la combativité et l'esprit de sacrifice de ces soldats, qui ont dû persévérer devant l'impossible ! Une fois de plus, la supériorité de l'artillerie allemande a été décisive. Son bombardement systématique de la première ligne et des tranchées d'appui a interdit le rassemblement des troupes à une distance d'assaut suffisamment voisine de leur objectif et empêché les renforts de venir exploiter les premiers gains. Nos propres canons, plus légers et démunis d'obus puissants, n'ont pu ni détruire les points fortifiés de l'ennemi ni réduire ses batteries au silence. De plus, les défenseurs allemands étaient mieux pourvus de mitrailleuses, de mortiers de tranchée et de leurs efficaces grenades à manche. Il fallait donc trouver de nouvelles tactiques pour compenser l'avance ainsi prise par une nation qui s'était bien préparée à la guerre. Et pourtant les commandants alliés semblaient jusque-là disposés à penser que « la victoire n'était qu'une question de persévérance et de renforts de canons et de munition ».

## **LA CRÉATION DU CORPS D'ARMÉE CANADIEN EN SEPTEMBRE 1915**

La mobilisation de multiples divisions n'entraîne pas nécessairement la création d'un corps d'armée canadien, puisque la pratique britannique consiste à déplacer les divisions entre différents corps d'armée. Inspiré par l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui ont conjointement créé le Corps d'armée australo-néozélandais (ANZAC), le gouvernement du Canada fait pression afin de regrouper ses divisions sous le Corps d'armée canadien créé le 13 septembre 1915 (Nicholson, 1963, p. 124).

Mobilisée au pays durant l'hiver 1914-1915, la 2<sup>e</sup> Division canadienne s'embarque à Halifax et arrive en Angleterre en mai 1915, avant de franchir la Manche en septembre. Les autorités considèrent le lieutenant-général Alderson parfaitement capable de commander un corps d'armée. Sa nomination entraîne les promotions du major-général Arthur Currie à la tête de la 1<sup>re</sup> Division et celle du brigadier-général Lipsett qui lui succède à la 2<sup>e</sup> Brigade. Le major-général Turner est promu à la tête de la 2<sup>e</sup> Division, le 17 septembre, date d'arrivée de la division sur le front. Le brigadier-général Leckie lui succède à la 3<sup>e</sup> Brigade.

Le major-général M. S. Mercer prend le commandement des troupes de Corps et est remplacé à la 1<sup>re</sup> Brigade par le brigadier-général G. B. Hughes, fils du ministre Sam Hughes. Les troupes de Corps comprennent une division d'artillerie canadienne, laquelle intègre une brigade d'artillerie lourde. Les unités d'infanterie et de cavalerie démontée qui formeront bientôt la 3<sup>e</sup> Division canadienne sont aussi rassemblées parmi les troupes de Corps. Parmi ces unités se trouvent le PPCLI et le Royal Canadian Regiment (RCR), la seule unité d'infanterie régulière. Elle avait été déployée aux Bermudes en 1914. Après un an de guerre, le Canada a enrôlé 140 000 hommes dans son armée et 84 032 d'entre eux ont quitté le pays (Duguid, 1938). À la fin de septembre, le Corps d'armée canadien compte 38 000 hommes.

En décembre 1915, le War Office britannique établit la France comme son principal théâtre d'opérations. Plusieurs divisions sont retirées de l'Afrique afin d'augmenter le CEB, qui passe de trois armées avec 38 divisions, à quatre armées avec 49 divisions. En consultation avec le Canada, il est décidé de regrouper les quatre divisions canadiennes en construction sous le Corps d'armée canadien, contrairement à la pratique britannique qui limite un corps d'armée à trois divisions. Le major-général Mercer est nommé à la tête de la 3<sup>e</sup> Division canadienne, formée le 25 décembre 1915. Ce faisant, le général Alderson retrouve ses trois commandants de brigade qui ont combattu à Ypres.

## **LES COMBATS DU CORPS D'ARMÉE CANADIEN DE 1916 EN FLANDRES**

La situation au début de 1916 représente une période sombre pour les Alliés puisqu'une grande partie des territoires belge et français sont toujours occupés malgré les coûteuses offensives de 1915. En janvier, le Corps d'armée canadien est attaché à la 2<sup>e</sup> Armée britannique du général sir Herbert Plumer et occupe une ligne de front de 10 kilomètres sur le saillant d'Ypres.

Durant l'hiver, les Canadiens se distinguent par des raids de tranchées réussis de nuit. C'est au cours du premier raid canadien conduit l'hiver précédent par le PPCLI, dans la nuit du 27 au 28 février 1915, que le lieutenant Talbot Papineau mérite l'une des premières croix militaires (MC) décernées à un Canadien pour son action décisive. Arrière-petit-fils de Louis-Joseph Papineau, un des



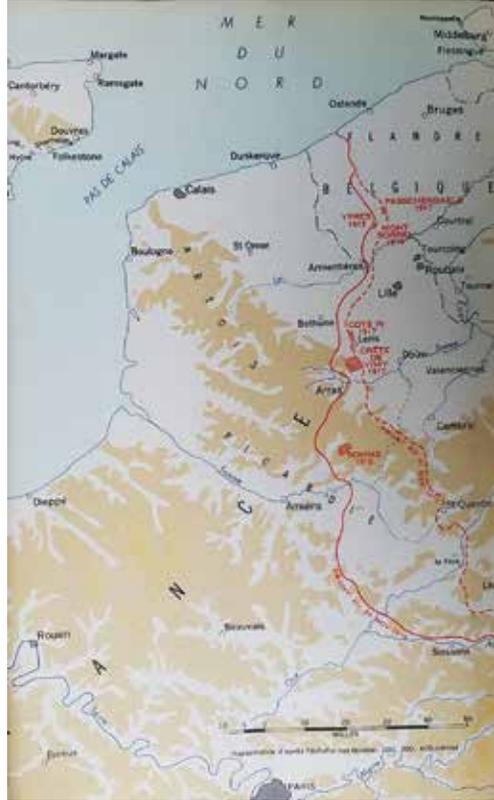
Lieutenant-général sir Edwin Alderson, Commandant Corps d'armée canadien 1915-1916



Entraînement de tranchée  
Parés pour une attaque aux gaz  
[https://catalogue.museedelaguerre.ca/  
# contrôle 19930003-220](https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930003-220)



Ypres en juillet 1916 – La tour de la Halle aux draps et la cathédrale St-Martin – Deux soldats sont présents debout.  
[https://catalogue.museedelaguerre.ca/  
# contrôle 19920044-403](https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-403)



Zone d'opérations du Corps expéditionnaire britannique en France et en Belgique 1915-1917 (Nicholson (1963))



Ypres avant la guerre – La tour de la Halle aux draps et la cathédrale St-Martin  
[https://catalogue.museedelaguerre.ca/  
# contrôle 19920044-404](https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-404)



Ypres – Une vue montrant des toits détruits par des obus  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-606>



Carte de la  
 2<sup>e</sup> bataille d'Ypres  
 (brèche allemande  
 au nord en jaune)  
 (Nicholson (1963))

Attaque au gaz asphyxiant –  
 Location incertaine  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19790555-011>





Ypres – Première ligne de tranchées, 23 avril 1915  
 (Les troupes ne porteront le casque d'acier qu'au printemps 1916)  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19700139-006>

Ypres – Deux soldats canadiens coiffés d'un bérét Balmoral, l'un avec son fusil Ross et l'autre tenant une douille d'obus, dans une tranchée sur le canal Yser, le 23 avril 1915  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19700139-001>



Festubert – Carrefour montrant les ruines de l'église et du poste de secours, à Festubert, mai 1915 (photo circa 1919)  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-940>

Ypres – Préparation de tranchées derrière des parapets avant la 2<sup>e</sup> bataille d'Ypres en avril 1915  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19700139-002>

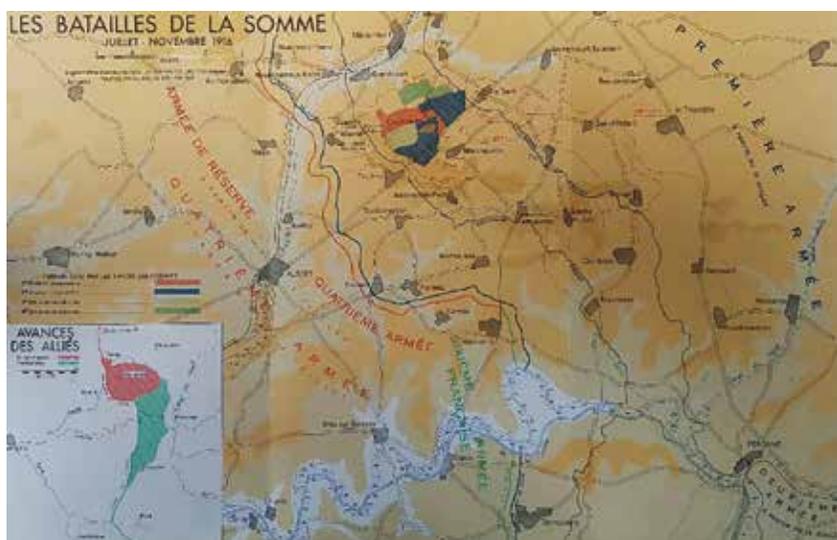




Un cratère de Saint-Éloi, avril 1916  
(photo circa 1919) <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19940003-948>



Givenchy – Le cratère Ducks Bill, donnant sur La Bassée, là où a eu lieu l'offensive du 1er Bataillon d'infanterie canadienne, juin 1915 (photo circa 1919)  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-941>



Carte de la bataille de la Somme (Nicholson (1963))



Mont Sorrel – Emplacement de deux canons canadiens, au bois du Sanctuaire, saisis par les Allemands, puis repris par les Canadiens  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-138>



Char embourbé sur la Somme en 1916, après avoir parcouru moins de 100 mètres dans le no man's land  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19750085-010>

Des Canadiens fixent leurs  
baïonnettes au canon  
avant un assaut sur la Somme  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
# contrôle 19920044-775



Estampe illustrant la  
bataille de Courcellette,  
par le capitaine Weiter  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
# contrôle 19940003-638

No man's land devant les lignes  
canadiennes, à Courcellette  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
# contrôle 19920044-752



Décombres du village de  
Courcellette, octobre 1916  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
# contrôle 19920044-759



Courcellette – Soldats allemands capturés par des Canadiens  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-721

Courcellette – Cueillette d'information auprès d'Allemands faits prisonniers  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-718



La Somme - Deux soldats canadiens désamorcent des obus qui n'ont pas explosé  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/> # contrôle 19920085-506



Tranchée Regina – Combat d'octobre 1916 sur la Somme  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/> # contrôle 19940001-421

Fritz – Un chien trouvé étendu sur le cadavre de son maître, un officier allemand, dans le village de Courcellette, pris par les Canadiens  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-782



chefs révolutionnaires de 1837, il est le cousin d'Henri Bourassa, fondateur du journal *Le Devoir*. Les deux ont des échanges épistolaires suivis par la presse francophone et anglaise au pays et en Angleterre. Cet échange permet aux deux cousins d'exprimer leur vue diamétralement opposée sur le rôle du Canada dans le conflit et leur vision du pays au sortir de cette guerre dans laquelle se démarque le Canada. L'histoire confirme la justesse de la thèse de Papineau qui prédit la participation du pays à un marché commun mondial (Commonwealth), la pleine indépendance du Canada et son rôle significatif parmi la communauté des nations. Pour sa part, Bourassa ne sanctionne aucunement le lourd sacrifice humain pour la machine de guerre impériale (Papineau, 1917; Gwyn, 1998). Le major Papineau est tué le 30 octobre 1917, en menant sa compagnie du PPCLI à l'assaut de Passchendaele.

### **Le baptême de feu de la 2<sup>e</sup> Division canadienne – La bataille de Saint-Éloi**

Lors de la bataille des cratères de Saint-Éloi de mars à avril 1916, le général Plumer décide d'une manœuvre audacieuse en procédant à la relève complète d'un corps d'armée par un autre alors que la bataille est au plus fort. Il mandate ainsi le Corps canadien pour relever le 5<sup>e</sup> Corps britannique épuisé par ses combats pour la capture des cratères de Saint-Éloi. Dès le départ, cette relève est vouée à l'échec. Mal préparés et insuffisamment renseignés sur le terrain qu'ils doivent occuper le matin du 4 avril, les hommes de la 6<sup>e</sup> Brigade de la 2<sup>e</sup> Division, équipés du casque d'acier pour la première fois, subissent pendant deux jours le tir de bombardement ennemi sur des positions défensives fortement endommagées devant les cratères sans jamais pouvoir s'assurer une bonne assise. Dans la nuit du 6 avril, une contre-attaque allemande reprend tout le terrain conquis auparavant par les Britanniques. Les combats se poursuivent pendant plus d'une semaine alors qu'attaques et contre-attaques de part et d'autre ne font pas de maître. Qui plus est, la position des Canadiens sur le terrain est faussement établie par les QG. L'objectif n'est pas atteint et les combats cessent le 19 avril. Mais cet échec tactique n'est pas en vain. Au niveau stratégique, le général Joffre souligne que « les opérations de Saint-Éloi avaient énormément aidé les opérations françaises à Verdun ». Le général Turner ne tarde pas à « communiquer un mémoire à ses brigades et unités, énumérant quatorze leçons à tirer de nos

récentes opérations de Saint-Éloi. Au moins sept de ces points ont trait aux méthodes à suivre pour obtenir et transmettre des renseignements sûrs, dont l'absence avait été l'un des grands obstacles au succès de l'entreprise » (Nicholson, 1963, p. 151-158).

Fait notable au début de mai, le Corps canadien utilise la télégraphie sans fil (TSF) pour diriger le tir d'artillerie. Plutôt inefficace au début, cette nouvelle technologie permettra un tir plus rapide et précis, lorsqu'elle sera bien maîtrisée par les Canadiens plus tard.

### **Départ du lieutenant-général Alderson**

Il n'en demeure pas moins que la bataille de Saint-Éloi est un échec et, comme on doit trouver un coupable, le général Alderson écope. Il est affecté comme inspecteur général des troupes canadiennes en Angleterre, le 28 mai 1916. Son parcours de dix-huit mois à la tête des troupes canadiennes des deux côtés de la Manche est admirable. Il a géré le chaud et le froid avec le ministre de la Milice et de la Défense pour organiser, équiper et entraîner la Première Division au combat. Au front, il a su motiver les soldats à tirer parti des leçons apprises lors des combats. Les historiens s'entendent pour affirmer qu'une partie du mérite lui revient pour la mise en place des bases de l'aguerrissement démontré à Vimy.

Le gouvernement canadien laisse le soin au général Haig de nommer le nouveau commandant. Il choisit le lieutenant-général Julian Byng, un officier de cavalerie expérimenté et fort respecté. Il a d'abord commandé le Corps de cavalerie britannique en France, puis le 9<sup>e</sup> Corps d'armée dans la campagne des Dardanelles et, depuis février 1916, le 17<sup>e</sup> Corps d'armée à son retour en Europe.

### **Le baptême de feu de la 3<sup>e</sup> Division – Victoire du mont Sorrel en juin 1916**

La bataille du mont Sorrel (aussi appelée bataille de la cote 62 et du bois du Sanctuaire) constitue au dire de l'histoire militaire britannique (Nicholson, 1963, p. 179), « la première attaque de quelque envergure, organisée et menée par les Canadiens qui fut couronnée d'un succès complet ». La bataille débute le 2 juin par une attaque surprise des Allemands sur les positions de la

3<sup>e</sup> Division, au sud du saillant d'Ypres. Le major-général Mercer est tué par le violent bombardement préparatoire alors qu'il visite les positions avancées de la 8<sup>e</sup> Brigade. Les unités de première ligne sont littéralement décimées, dont le 4<sup>th</sup> Canadian Mounted Rifles qui perd 89% de son effectif. L'assaut allemand repousse les troupes canadiennes sur plusieurs centaines de mètres dans la plaine. La contre-attaque du 3 juin par la 3<sup>e</sup> Division est repoussée. Comme les positions perdues sont critiques aux Alliés sur le saillant, une seconde contre-attaque est confiée à la 1<sup>re</sup> Division de Currie. Après une préparation méticuleuse, l'assaut du 13 juin s'avère un franc succès, permettant de récupérer le territoire perdu sur les hauteurs (cote 62 et mont Sorrel) et de reprendre une partie du bois du Sanctuaire. Les pertes sont de 8 000 hommes, contre 5 765 hommes chez les Allemands. De leur avis, il leur était impossible de tenir face à la supériorité aérienne et en artillerie des Canadiens (40 batteries contre 28 allemandes). La bataille prend fin le 14 juin, alors que deux contre-attaques allemandes sont brisées par l'artillerie canadienne. En dépit de la pression népotique du ministre Sam Hughes qui désigne son fils pour succéder au général Mercer, le général Byng désigne le major-général Lipsett en raison de ses compétences démontrées.

### **Adoption de nouvelles tactiques durant l'été 1916 et création de la 4<sup>e</sup> Division**

L'usage de la TSF aidant, les Canadiens perfectionnent les tactiques interarmes lorsqu'ils sont relevés du front en réserve durant l'été 1916. Durant cet entraînement, le fantassin constate qu'il est possible de suivre de près un barrage d'artillerie, lequel force l'ennemi à demeurer dans son abri durant l'assaut. La tactique dite « du feu roulant » (aussi appelée barrage rampant) est alors adoptée par le Corps d'armée canadien. À force de pratique, elle deviendra la véritable marque de commerce des Canadiens.

C'est aussi à ce moment-là que le Corps adopte la tactique de « patrouille de contact » avec les aviateurs du Royal Flying Corps (RFC) afin de contrer le tir fratricide. Elle consiste pour les troupes au sol à marquer leurs positions au moyen de fusées, de miroirs et de tableaux de signalisation, et de relayer les renseignements

au QG par TSF par des avions dédiés à cette tâche (Nicholson, 1963, p. 168).

En août, le général Byng regroupe les batteries de mitrailleuses des divisions d'infanterie canadiennes comme troupes de Corps d'armée. Cette nouvelle capacité permet de produire un tir de barrage unique en complément à l'artillerie.

Au début du mois d'août, des réformes administratives rapprochent les renforts auprès des unités combattantes par la création dans chaque division d'un « bataillon de tranchée ». Cette unité accueille les renforts afin de commencer leur aguerrissement alors qu'ils sont en attente d'affectation à une unité de campagne. Auparavant, le renfort arrivait à l'unité directement du dépôt de personnel situé au Havre, sans réelle possibilité de se familiariser. À ce jour, cette réforme est demeurée en place dans l'Armée canadienne, par l'entremise de l'échelon B des unités de combat.

Afin de rehausser l'esprit d'équipe et le moral, chaque soldat est identifié par un écusson d'unité. Une pièce de tissu rectangulaire dont la couleur indique la division est cousue au haut de la manche. Le rectangle est surmonté d'un second insigne plus petit. La couleur de cet insigne indique la brigade et sa forme identifie l'unité. Les troupes divisionnaires et de corps portent aussi un écusson distinctif propre à leur service.

La 4<sup>e</sup> Division est formée le 26 avril 1916 par les unités présentes en Angleterre et celles arrivant du Canada. Le major-général David Watson, commandant de la 5<sup>e</sup> Brigade, prend le commandant de la division qui traverse en France à la mi-août 1916. Suivant l'exemple de la 1<sup>re</sup> Division, les brigades sont affectées à une division de ligne pour un entraînement de sept jours à la guerre des tranchées et à la lutte contre le gaz.

### **Retrait du fusil Ross**

L'arsenal du fantassin canadien est modifié durant l'été 1916. Les batteries de mortiers légers de tranchée sont équipées du nouveau mortier Stokes de 3 pouces. La mitrailleuse Vickers anglaise remplace la Colt américaine qui peine à recevoir des pièces de rechange. À la fin d'août, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions remplacent le fusil Ross par le Lee-Enfield, comme l'avait fait la 1<sup>re</sup> Division un an plus tôt. La

4<sup>e</sup> Division effectue le changement en septembre, à son arrivée sur la Somme (Nicholson, 1963, p. 169).

La saga du fusil Ross perdure depuis les premiers combats en Flandres. La guerre de tranchées a démontré les lacunes de l'arme, dont la plupart auraient pu être corrigées par des modifications mécaniques. Toutefois, le problème d'enrayage de l'arme après le tir avec des balles britanniques s'avère une impasse pour le soldat canadien, au point que des milliers de survivants à la bataille d'Ypres ont remplacé leur fusil Ross par un Lee-Enfield récupéré sur les morts ou chez les blessés britanniques. Après Festubert, 3 000 soldats de la 1<sup>re</sup> Division ont en main un fusil Lee-Enfield.

En juin 1915, un essai effectué par le commandement britannique constate que seule la balle fabriquée par l'Arsenal fédéral canadien de Québec permet le tir rapide avec le fusil Ross, lui aussi fabriqué à Québec par la Ross Rifle Company. La chambre du canon Ross est plus petite que celle du Lee-Enfield, conséquemment, la balle canadienne est plus petite que la balle anglaise. L'Arsenal a durci le laiton de sa balle afin de réduire au minimum l'expansion de la cartouche causée par la chaleur lors d'un tir rapide de 12 à 20 balles par minute. Malheureusement, personne n'a informé les soldats canadiens de l'incompatibilité de la cartouche anglaise plus grande et moins dure qui demeure coincée dans le fusil Ross lors du tir rapide. Comme la balle anglaise est partout disponible sur le terrain de bataille, la conclusion est inéluctable. Le 21 juin 1916, d'un commun accord avec le gouvernement canadien en dépit de vives objections du ministre Hughes, l'Armée britannique ordonne d'équiper le Corps canadien avec le fusil Lee-Enfield. Le contrat pour 100 000 fusils passé avec la Ross Rifle Company est résilié. En mars 1917, l'usine est expropriée par décret du conseil privé (Nicholson, 1963, p. 170-172).

## **LES ENGAGEMENTS DES CANADIENS ET DES TERRE-NEUVIENS SUR LA SOMME EN 1916**

Les combats de juillet à novembre 1916 sur la Somme font encore ressortir l'erreur par le haut commandement allié de croire qu'un bombardement préliminaire est suffisant pour détruire toute opposition, sous prétexte que « rien ne pouvait subsister à la fin d'un

bombardement dans la région atteinte». En août, le Corps canadien quitte les Flandres pour la Somme. Le 3 septembre, il complète la relève du 1<sup>er</sup> Corps ANZAC aux environs de Pozières (cf. Carte bataille de la Somme).

### **Le First Newfoundland Regiment à la bataille de Beaumont-Hamel le 1<sup>er</sup> juillet**

Bien que Terre-Neuve n'était pas partie prenante du Corps d'armée canadien, il importe de souligner sa contribution sur le front occidental. La plus ancienne colonie de l'Empire britannique, Terre-Neuve, répond rapidement à l'appel aux armes. Un premier bataillon est déployé à Gallipoli, en Turquie en septembre 1915, comme partie intégrale de la 29<sup>e</sup> Division britannique. Sans avoir vu le combat directement, l'unité arrive en France en 1916, alors que la 29<sup>e</sup> Division occupe un secteur près de Beaumont-Hamel, sur la Somme. En cette journée du 1<sup>er</sup> juillet, date du début de la bataille de la Somme, l'Empire perd 57 000 hommes. Pour le First Newfoundland Regiment, ce moment constitue « un jour de deuil national » toujours commémoré à ce jour. En moins d'une heure, le régiment perd 684 de ses 800 hommes. En novembre 1917, lors de la bataille de Cambrai dirigée par le général Byng qui commande la 3<sup>e</sup> Armée britannique, la 29<sup>e</sup> Division avec les Terre-Neuviens capture la tête de pont de Masnières et résiste aux contre-attaques. La valeur des Terre-Neuviens tout au long de la guerre leur vaut un honneur unique au sein de l'Empire. En février 1918, en reconnaissance de « la magnifique détermination » démontrée par le régiment durant les batailles de Passchendaele et de Cambrai, le roi George V accorde la qualification « royal » au nom du régiment. Cet honneur n'est accordé à aucune autre unité britannique durant le conflit (Nicholson, 1963, p. 551).

### **Victoire de la 2<sup>e</sup> Division canadienne à Courcellette – Les premiers chars blindés**

Le 15 septembre, le maréchal Haig lance deux armées contre la ligne Flers-Courcellette fortement fortifiée, sur un front large de seize kilomètres. Chez les Canadiens, deux innovations sont à l'œuvre pour aider l'infanterie : le char blindé et le feu roulant. Le char d'assaut britannique est un engin blindé, armé pour détruire

les nids de mitrailleuses et pouvant franchir une tranchée large de trois mètres. Il s'agit en quelque sorte d'un bunker mobile, conçu pour transporter deux types d'armements. Le modèle « mâle » est armé de deux canons de « 6 livres » et de quatre mitrailleuses, alors que le « femelle » est armé de mitrailleuses seulement. Sept chars sont confiés à la 2<sup>e</sup> Division, mais sont mis hors de combat sans pouvoir soutenir l'infanterie. En tout, seuls dix chars sur les 49 engagés atteignent les lignes ennemies et aident l'infanterie à atteindre l'objectif. Il faut reconnaître que l'emploi interarmes de cette capacité n'est pas encore développé.

C'est au cours de cet engagement que la 2<sup>e</sup> Division du major-général Turner s'illustre par la capture du village fortifié de Courcelette. L'assaut s'effectue en deux phases alors que la 4<sup>e</sup> Brigade sur la droite et la 6<sup>e</sup> Brigade sur la gauche avancent avec succès sous un tir roulant et capturent les premières lignes de défense. La 5<sup>e</sup> Brigade effectue ensuite le passage des lignes sur un front rétréci pour prendre d'assaut le village. Après dix minutes d'une « vive attaque à la baïonnette » par le 22<sup>e</sup> et le 25<sup>e</sup> Bataillon, les deux unités traversent Courcelette et se retranchent à l'extérieur des limites, tandis que le 26<sup>e</sup> Bataillon entreprend le nettoyage de la place. Plusieurs ennemis sont retranchés dans les caves et les abris et il faut deux jours pour les déloger. Entre-temps, l'ennemi contre-attaque sans relâche. Le 22<sup>e</sup> Bataillon résiste à treize attaques, dont sept durant la première nuit. Son commandant, le lieutenant-colonel Thomas-Louis Tremblay, écrit dans son journal : « Si l'enfer est aussi horrible que ce que j'ai vu à Courcelette, je ne souhaiterais pas à mon pire ennemi d'y aller. » La 5<sup>e</sup> Brigade perd 653 hommes (le 22<sup>e</sup> Bataillon avec 207 pertes, le 25<sup>e</sup> avec 222 et le 26<sup>e</sup> avec 224).

Le Corps canadien s'illustre en s'emparant de trois villages fortifiés, après avoir détruit deux réseaux de défense ennemis et s'être avancé de 1,6 kilomètre sur un front large de dix kilomètres. Comme le souligne le général Haig : « La bataille du 15 septembre et des jours suivants a assuré à nos armes le gain le plus considérable qu'elles aient obtenu au cours d'une seule opération, depuis le début de l'offensive. »

## Combats du Corps canadien sur l'arête de Thiepval en septembre et octobre 1916

À l'ouest de Courcelette se dresse un puissant réseau de défense ennemi sur la crête de Thiepval. Le Corps canadien et le 2<sup>e</sup> Corps britannique se partagent une ligne de défense ennemie de 5600 mètres. L'objectif des Canadiens se trouve sur la droite, soit les tranchées Zollem, Hessian, Regina et Kenora. L'attaque du 26 septembre débute avec un tir de barrage des mitrailleuses, suivi une minute plus tard du tir de 800 canons, obusiers et mortiers. L'infanterie s'avance en quatre vagues à intervalles de 100 mètres. Mais l'ennemi déjoue les assaillants en s'aventurant dans le *no man's land* pour prendre abri dans les trous d'obus devant leurs tranchées. Ce faisant, elles évitent le bombardement et surprennent les troupes à l'assaut. C'est un revers coûteux et la tranchée Regina demeure aux mains ennemies à la fin du mois.

En octobre, le Corps canadien lance deux attaques sans succès. Le 1<sup>er</sup> octobre, l'artillerie bombarde les défenses de Regina sans toucher la tranchée située au-delà de la crête ni détruire les réseaux de barbelés. L'assaut de la 2<sup>e</sup> Division échoue. Une cinquantaine d'hommes atteignent la tranchée, mais, sans renfort, ils doivent se retirer après un rude combat à la baïonnette et à la grenade. Arrivée avec 1717 hommes, la 5<sup>e</sup> Brigade se retire avec 773 hommes seulement. L'assaut du 8 octobre débute au matin. Le soir venu, les survivants de la 1<sup>re</sup> et de la 3<sup>e</sup> Division reviennent à leur point de départ ayant perdu 1 364 hommes. Encore une fois, les barbelés sont demeurés intacts. « Ceux qui s'y trouvaient, écrit le général McNaughton, se rappelleront la tâche décourageante qu'était celle de tenter de couper des barbelés avec la mitraille de canon de campagne. » Mais le pire échec est celui de l'artillerie qui n'endommage pas la tranchée Regina.

Le Corps canadien ne participe plus à d'autres combats sur la Somme. Il se déplace sur un front situé entre Arras et Lens et laisse ses trois artilleries divisionnaires et la 4<sup>e</sup> Division canadienne en appui au 2<sup>e</sup> Corps britannique qui prend la relève.

## Capture de la tranchée Regina par la 4<sup>e</sup> Division canadienne

Il convient de reprendre l'histoire de la 4<sup>e</sup> Division qui, débarquée en France à la mi-août, a rejoint les Flandres le 25 août. Lorsque le Corps canadien se déplace vers la Somme à l'été, la division demeure au nord avec la 2<sup>e</sup> Armée britannique, où elle participe avec succès à plusieurs raids. Le 21 septembre, la division passe à la réserve et se convertit au fusil Lee-Enfield, avant de compléter l'instruction interarmes avec l'aviation et l'artillerie. La division se déplace vers la Somme et prend position sur la ligne de front le 10 octobre comme partie intégrante du 2<sup>e</sup> Corps d'armée britannique.

Depuis le début du conflit, le tir de l'artillerie lourde n'est pas très précis ni populaire chez l'infanterie, car ses cratères constituent de gros obstacles. Après le fiasco du 8 octobre, les ordres relatifs à la destruction de la tranchée Regina précisent « qu'il fallait faire complètement disparaître la tranchée sur toute sa longueur ». Le 2<sup>e</sup> Corps doit s'y prendre à trois reprises pour capturer la tranchée. L'attaque du 21 octobre est un succès partiel avec la destruction des barbelés et les pertes considérables ennemies, dont la capture de mille prisonniers par l'ensemble du 2<sup>e</sup> Corps d'armée. Une section de la tranchée demeure toujours aux mains ennemies et sa capture est confiée à la 4<sup>e</sup> Division. La seconde attaque du 25 octobre est une tragédie. Ayant sous-estimé la résistance ennemie, la 10<sup>e</sup> Brigade lance un seul bataillon, sous un tir de barrage insuffisant et inefficace contre les mitrailleuses, car la grande partie des canons en déplacement sont incapables de fournir l'appui durant l'assaut (Nicholson, 1963, p. 207-208).

L'attaque dans la nuit du 10 au 11 novembre permet enfin la capture de la tranchée après deux jours de bombardement par l'artillerie lourde. Lors de l'assaut, chaque brigade est appuyée par les canons d'une artillerie divisionnaire au grand complet. Tout se déroule bien. Comme les Allemands avant eux en septembre, les Canadiens déjouent les défenseurs. Après s'être tapis dans des trous d'obus, ils s'élancent d'une ligne de départ située 140 mètres en avant des tranchées, évitant le contre-barrage ennemi. Par cette nuit de pleine lune, ils atteignent rapidement les positions ennemies. Surpris, ceux-ci offrent peu de résistance. Après deux contre-attaques qui sont repoussées dans la nuit et au matin, les Canadiens contrôlent la tranchée Regina. La semaine suivante, la

4<sup>e</sup> Division repousse la ligne de front d'un kilomètre sur une largeur de deux kilomètres en capturant la tranchée Desire. Cette victoire complète le séjour de la 4<sup>e</sup> Division sur la Somme; ayant conquis ce qui avait échappé à ses consœurs, celle-ci rejoint fièrement le Corps d'armée canadien à Vimy.

### **Bilan controversé de la bataille de la Somme (Nicholson, 1963, p. 214-217)**

Les Canadiens ont perdu 24 029 hommes sur la Somme. Ce bilan exclut les pertes terre-neuviennes, calculées séparément. L'histoire officielle canadienne résume le bilan de la campagne en ces termes: « Malgré tout ce qui a été dit pour justifier la conduite de Haig sur la Somme, nous ne pouvons fermer les yeux sur l'horreur de l'immense boucherie à laquelle les tactiques du commandant en chef ont condamné les troupes placées sous ses ordres. La preuve du succès de la guerre d'usure se voit dans les chiffres convaincants des pertes ennemies, et les chiffres des pertes sur la Somme ne le sont pas. À tout prendre, la campagne de cinq mois qui avait débuté le 1<sup>er</sup> juillet avec tant d'espoir n'avait abouti qu'à une rencontre coûteuse et sans issue. »

Dans ses dépêches, le général Haig justifie ses décisions comme suit: « Nous avons déjà atteint les trois grands objectifs que nous nous étions fixés au début de notre offensive, en juillet. Nous avons dégagé Verdun, maintenu le gros des troupes allemandes sur le front de l'ouest et très sensiblement usé les forces de l'ennemi. Un seul de ces trois résultats suffisait à justifier la bataille de la Somme. » Ce bilan n'a jamais fait l'unanimité chez les Alliés du fait du peu de terrain gagné et des pertes encourues, soit 419 654 Britanniques et 204 253 Français.

L'Armée allemande a aussi beaucoup souffert, comme le souligne le général Ludendorff: « L'armée était immobilisée et extrêmement usée. » Au moins 95 divisions allemandes sortent très affaiblies. Les histoires régimentaires décrivent « comment les soldats aguerris ont été liquidés sur la Somme », sans que les renforts puissent les remplacer adéquatement. En approuvant la guerre sous-marine absolue en janvier 1917, Ludendorff déclarait: « Nous devons épargner à nos hommes une seconde bataille de la

Somme. » Lors de la campagne de la Somme, les pertes allemandes s'élèvent à 465 525.

## **CONCLUSION**

La stratégie d'usure adoptée par les Alliés contre les Allemands depuis 1915 ne livre que des résultats mitigés. Aucune nation alliée ne peut revendiquer une quelconque victoire décisive depuis le début de la guerre en ce jour de la Saint-Sylvestre 1916. Depuis leur arrivée en Europe, les soldats canadiens s'investissent à fond dans la mise en application de nouvelles tactiques interarmes pour venir à bout des défenses allemandes. Cet entraînement contribuera directement au succès à venir du Corps canadien. Le moral des troupes est au meilleur. Elles ont en main un fusil fiable au combat, et le fait que les quatre divisions soient réunies pour la première fois face au défi de taille qu'est la crête de Vimy a pour effet de stimuler leur fierté canadienne.

Toutefois, personne ne peut oublier le geste de la Première Division sur le saillant d'Ypres en avril 1915 pour empêcher la capture de tous ces généraux, officiers et sous-officiers maintenant debout face à la crête de Vimy. Ces Currie, Burstall, Lipsett et Watson ont dirigé l'aguerrissement du Corps canadien au cours des vingt derniers mois afin de combler l'écart béant qui séparait les troupes canadiennes de la machine de guerre allemande à leur arrivée sur le front.

## BIBLIOGRAPHIE

- Brown, Angus, et Richard Gimblett (2006), *In the footsteps of the Canadian Corps – Canada's First World War 1914-1918*, Magic Light Publishing.
- Chemins de mémoire, gouvernement français (2014), *Le mémorial international de Notre-Dame-de-Lorette*, Philippe Prost, architecte, inauguration, 11 novembre 2014. <http://cheminsdememoire.gouv.fr/fr/le-memorial-international-de-notre-dame-de-lorette>.
- Christie, N.M. (1999), *The Canadians in the second battle of Ypres, April 2 to 26, 1915: a social history and battlefield tour*, 2<sup>nd</sup> ed. (For King and Empire: v. 1) CEF BOOKS, Ottawa.
- Cook, Tim (2003), « Currie, sir Arthur William », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 16, University of Toronto et Université Laval. [http://www.biographi.ca/en/bio/currie\\_arthur\\_william\\_16E.html](http://www.biographi.ca/en/bio/currie_arthur_william_16E.html).
- Duguid, A.F. (1938), *Official History of the Canadian Forces in the Great War 1914-1919*, General Series, vol. 1, Ottawa, Patenaude. <http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/oh-ho/index-eng.asp>.
- Greenfield, N.M. (2007), *Baptism of fire: the second battle of Ypres and the forging of Canada, April 1915*, Harper Collins Publishers Ltd., Toronto.
- Gwyn, Sandra (1998), « Papineau, Talbot Mercer », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 14, Université Laval et University of Toronto. [http://www.biographi.ca/fr/bio/papineau\\_talbot\\_mercer\\_14F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/papineau_talbot_mercer_14F.html).
- MacPhail, sir Andrew, *The Medical Services. Official history of the Canadian Forces in the Great War 1914-19*, F.A. Ackland, Ottawa. [http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW\\_MedSvc\\_e.pdf](http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW_MedSvc_e.pdf).
- Nicholson, G.W.L. (1963), *Corps expéditionnaire canadien 1914-1919*, Ottawa, Duhamel, Imprimeur de la Reine, Ottawa.
- Papineau, Major Talbot, M.C. (1917), *The War and its influences upon Canada*, Address to the Canadian Corps School at Pernes, UK, February 1917. Read to the Canadian Club of Montréal, 26<sup>th</sup> January 1920 by Mr. E. Languedoc, K.C., McGill University Library. <https://archive.org/details/McGillLibrary-128705-4858>.

# Chapitre 10

## LE CORPS D'ARMÉE CANADIEN, DE VICTOIRE EN VICTOIRE EN 1917

MARC GRONDIN

L'année 1917 met en scène un corps d'armée canadien mature, pleinement aguerri par ses combats dans les Flandres et sur la Somme. Fort de quatre divisions, le Corps est en mesure de relever les plus exigeants défis de cette guerre impitoyable, par sa planification et sa préparation judicieuses avant la bataille et par la discipline exemplaire de chaque soldat. Il en résultera une suite ininterrompue de victoires canadiennes.

### **TRANSFORMATION DE LA GOUVERNANCE DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN (CEC)**

Depuis l'arrivée du premier contingent en 1914, le Canada n'a pas établi sa propre structure nationale pour organiser et diriger l'entraînement des troupes canadiennes en Angleterre, cette fonction étant remplie par les états-majors impériaux et les écoles militaires dispersées sur différentes bases en Grande-Bretagne. En 1916, le gouvernement canadien et les autorités impériales conviennent d'améliorer cet arrangement par la prise en charge de cette responsabilité par le Canada. Le 31 octobre, un nouveau ministère des Forces militaires du Canada outre-mer est créé et confié à sir George Perley, ministre sans portefeuille et actuel haut-commissaire du Canada, à Londres. Ce ministère devient l'autorité

politique unique outre-mer et s'installe à Londres. Le ministre se rend en France et choisit le major-général Turner pour commander les troupes canadiennes en Grande-Bretagne. Ce choix est sanctionné par décret du conseil, le 1<sup>er</sup> décembre 1916. Turner devient la seule autorité sur l'organisation et l'administration des troupes d'outre-mer et agit comme conseiller militaire du ministre Perley. Le major-général H. E. Burstall de Québec le remplace à la tête de la 2<sup>e</sup> Division.

En désaccord avec la décision du premier ministre de créer un ministère distinct pour diriger les forces canadiennes outre-mer, le ministre de la Milice et de la Défense Sam Hughes démissionne du gouvernement Borden le 11 novembre 1916. Il continuera de siéger comme député jusqu'à sa mort en 1921. L'honorable A. E. Kemp est nommé ministre à sa place (Nicholson, 1963, p. 227-229).

Les élections de 1917 modifient cet arrangement à la suite de la décision par le ministre Perley de ne pas solliciter un autre mandat électoral. Le 5 octobre 1917, le gouvernement Borden procède au réaménagement ministériel suivant : le ministre A. E. Kemp est nommé ministre des Forces militaires du Canada outre-mer et le major-général S.C. Mewburn est nommé ministre de la Milice et de la Défense à Ottawa. Sir Perley conserve son poste de haut-commissaire, à Londres (Nicholson, 1963, p. 383).

Toutefois, il existe toujours une problématique au sein du CEC concernant les 40 000 troupes canadiennes actives sur le front occidental à l'extérieur du Corps d'armée canadien. Ces orphelins sont administrés par des QG britanniques sur le continent européen, ce qui amène le ministère des Forces militaires du Canada outre-mer à entamer des négociations pour la création d'une section canadienne à l'intérieur du GQG du maréchal Haig pour traiter de l'administration et de l'organisation des unités du CEC en France. Celui-ci accepte et la section canadienne entre en service à l'été 1918. Cette décision ne crée aucune interférence aux opérations du Corps d'armée ni auprès des autres formations canadiennes, mais elle rendra d'immenses services lors de la démobilisation à venir.

## **CONTEXTE STRATÉGIQUE AUX OPÉRATIONS ALLIÉES AU PRINTEMPS 1917**

Pour saisir l'effet des combats du Corps d'armée canadien au printemps de 1917, il importe de comprendre les enjeux stratégiques qui motivent le maréchal Haig. Promu à ce grade le 1<sup>er</sup> janvier 1917, il relève du Comité de guerre, une entité militaro-politique présidée par le premier ministre britannique. En novembre 1916, les commandants alliés s'entendaient pour poursuivre la stratégie d'usure, mais sur un front élargi. Deux changements inattendus en décembre modifient cette stratégie. D'une part, M. Lloyd George devient premier ministre avec des visées favorisant le front oriental comme principal front des opérations. D'autre part, la France relève le commandant en chef de ses armées, le général Joffre, au profit du général Robert Nivelle, supplantant par le fait même les généraux Pétain et Foch. Il est vrai que Joffre est critiqué pour les défaites alliées de 1916 et la perte de la Roumanie, tandis que Nivelle jouit de la confiance du gouvernement après son succès éclatant à Verdun.

Dès son arrivée, le général Nivelle propose une stratégie novatrice visant la destruction des forces ennemies sur le front occidental. Son plan en deux phases consiste à lancer le Corps expéditionnaire britannique (CEB) dans une attaque préliminaire dans la région d'Arras « afin de clouer le plus grand nombre de divisions ennemies possibles ». Ensuite, les armées françaises attaqueront le long de l'Aisne afin de percer la ligne Reims-Soissons et de rompre les défenses allemandes. Afin de concentrer le plus de divisions sur l'Aisne, Nivelle demande à Haig d'élargir sa ligne de front vers le sud pour en dégager six divisions françaises.

### **Les batailles d'Arras en avril 1917 – Le triomphe canadien à Vimy**

En appui au plan Nivelle, le CEB lance une série d'offensives dans la région d'Arras. Les premiers engagements se déroulent du 9 au 14 avril dans ce qu'il est convenu d'appeler la première bataille de la Scarpe. L'objectif du Corps canadien est la crête de Vimy, la plus puissante forteresse allemande du front occidental, jugée imprenable par ces derniers après avoir repoussé les assauts français et britanniques en 1915 et en 1916.

La victoire des Canadiens en avril 1917 est saluée à titre de première victoire décisive de l'Empire britannique depuis le début de la guerre et constitue l'exemple classique d'une attaque délibérée contre de solides positions bien préparées. Pour la première fois, les quatre divisions canadiennes combattent ensemble dans une bataille qui se déroule dans des conditions météorologiques difficiles. L'intention est de décrire les facettes du leadership du général Byng dont le succès de l'opération est attribué « [...] à une planification sensée, et tant à la méticulosité de la préparation qu'à l'élan audacieux, à la détermination, et au dévouement dans l'accomplissement du devoir de tous les participants » (Nicholson, 1963, p. 290). Mais ce ne fut pas une sinécure pour les Canadiens, qui perdent 10 600 hommes.

### **Description de la bataille (cf. carte de la bataille de Vimy)**

La crête de Vimy est une position capitale pour les Allemands. Durant l'hiver, ils ont adopté une nouvelle tactique défensive qui consiste à combattre en profondeur plutôt qu'à tenir avec vigueur chaque ligne de tranchées. Ainsi, la première ligne est moins garnie, afin de livrer le combat principal en deuxième ligne, loin des canons de l'assaillant, mais au cœur de la zone d'abattage de sa propre artillerie. À Vimy, la première ligne s'étend jusqu'à 700 mètres de profondeur et comprend trois lignes de tranchées, entremêlées de barbelés, de mitrailleuses et d'abris profonds reliés entre eux par des tranchées de communication et des tunnels. La seconde ligne est protégée par d'épais barbelés et ses abris fortifiés peuvent loger des bataillons entiers. Plus à l'est, la troisième ligne traverse la plaine de Lens au nord, jusqu'à Monchy Riegel à l'est d'Arras. Huit kilomètres séparent la première de la troisième ligne, occupée au centre par plusieurs positions fortifiées. En tout, sept divisions allemandes de première ligne affrontent quatorze divisions alliées, et cinq divisions en réserve.

Le plan canadien est approuvé le 5 mars 1917 et prévoit une attaque avec dix bataillons sur un front large de 7,6 kilomètres. L'heure H est gardée secrète. Un tir de bombardement débute le 20 mars et s'intensifie la semaine précédant l'assaut. Le point le plus élevé de la crête, la cote 145, est l'objectif prioritaire. De ce point, les Allemands observent tout mouvement allié sur la route de

Souchez et sa capture retournerait la situation à l'avantage des Canadiens pour leur permettre de dominer la plaine de Douai. Protégée par des souterrains acheminant renfort et ravitaillement, la cote 145 et le Bourgeon avoisinant sont des objectifs redoutables qui justifient la puissance d'un corps d'armée à eux seuls. L'élargissement du front britannique vers le sud en soutien à l'offensive française force le retrait du corps d'armée britannique prévu au départ, laissant seul le Corps canadien pour capturer la crête, appuyé d'une division britannique en réserve.

Le 9 avril à 5 h 30, les quatre divisions se lancent à l'assaut. Les combats sont décrits dans d'excellents ouvrages proposés dans la bibliographie (Nicholson, 1963; Berton, 1986; Barris, 2007). En somme, toutes les divisions atteignent leurs objectifs avant la tombée du jour, sauf la 4<sup>e</sup> Division. Après d'âpres combats, celle-ci capture la cote 145 le lendemain en après-midi et le dernier bastion fortifié de la crête, le Bourgeon, tombe le 12 avril. Face au labyrinthe de tranchées et d'abris creusés en profondeur reliés par des tunnels, le général Watson avait accordé une pause de 48 heures pour reconstituer ses forces avant l'assaut décisif sur le Bourgeon.

La crête de Vimy complètement investie, le Corps canadien pousse son avance vers l'est, tout en maintenant la pression sur l'ennemi en retraite. L'exploitation se stabilise le long de la voie ferrée menant de Lens à Arras, le 13 avril, soit la portée limite de l'artillerie immobilisée à l'ouest de la crête, dans l'attente de la réfection des routes. En trois jours, le Corps s'est emparé d'un terrain dominant sur une profondeur de plus de quatre kilomètres, capturant 54 canons, 104 mortiers de tranchées et 124 mitrailleuses, et faisant plus de 4000 prisonniers, tout en infligeant de lourdes pertes. Le roi George V transmet ce message de félicitations : « Le Canada sera fier de savoir que la conquête de la crête convoitée de Vimy a été dévolue à ses troupes. »

### **Le leadership remarquable du général Byng**

L'art de la guerre consiste en la maîtrise du tir de ses armes et du déplacement de ses troupes sur le terrain (*fire and movement*) afin de dominer l'ennemi qui, en retour, déploie toutes ses ressources humaines, matérielles et intellectuelles pour contrer l'assaillant. L'exercice de cet art s'applique à tous les chefs, de la section de

dix hommes jusqu'au corps d'armée avec plus de 100 000 soldats. La victoire de Vimy n'est pas l'effet du hasard ni de la chance. Fort des leçons apprises depuis 1915 et bénéficiant de plusieurs mois pour préparer l'attaque, le général Byng transmet sa vision pour capturer la crête. Elle comprend la planification et la préparation méticuleuses, l'utilisation de toute la puissance de l'artillerie contre les défenses ennemies et l'assaut de troupes entraînées et protégées dans leur avance sous un feu roulant bien orchestré.

Planification méticuleuse – En janvier, le général Currie se joint au groupe d'officiers britanniques qui se rend à Verdun pour y étudier les tactiques utilisées avec succès par le général Nivelle lors de sa victoire là-bas en 1916. À son retour, il rédige de nombreuses recommandations et présente des conférences utiles sur les leçons tirées de Verdun. Byng dispose des troupes suffisantes, mais fait face au même défi que ses prédécesseurs : offrir la protection à l'infanterie exposée durant l'assaut. Sa planification vise donc à neutraliser les canons ennemis qui engagent les troupes, à éliminer le tir fratricide, à limiter la durée d'exposition des troupes, à maintenir un apport soutenu en munition aux canons et, surtout, à préserver l'effet de surprise. Mettant à profit sa carte maîtresse qu'est la télégraphie sans fil (TSF), il met au point des tactiques interarmes efficaces.

Préparation des troupes – Pour communiquer son plan à tous les soldats, Byng fait construire une réplique complète du terrain de bataille afin d'inculquer les nouvelles tactiques aux troupes. Il s'assure que chaque soldat y pratique sa mission individuelle au cours de répétitions avec son unité. Le terrain de pratique est mis à jour à partir des renseignements recueillis par la reconnaissance aérienne et par suite de l'interrogatoire des prisonniers capturés lors des raids (Nicholson, 1963, p. 272).

Quand des unités et des formations se trouvaient en réserve, elles répétaient sans relâche leur rôle, en s'inspirant de ce modèle, du niveau du peloton à celui de la division, prenant bien soin d'entourer leurs exercices de tout le réalisme possible. Un barrage roulant fut simulé par des officiers montés à cheval et munis d'un drapeau, qui avançaient au rythme approprié. Officiers et hommes de troupe portaient sur eux exactement ce qu'ils allaient porter pendant l'attaque et, ainsi chargés, s'exerçaient à sortir rapidement des tranchées de départ, à avancer sur un terrain accidenté et à faire face à toutes formes

de résistance ennemie. Le jour de l'attaque, chacun savait exactement jusqu'où il devait se rendre et ce qu'il devait faire une fois rendu là.

Le moral est élevé à la suite de cet entraînement. Le soldat qui attend de passer à l'attaque est sûr que tout est mis en place et que les équipes interarmes sont compétentes. Chacun connaît le but du général Byng et son rôle pour l'atteindre.

«The master principle of war is sound selection of the aim to be sought and steady maintenance of that aim.» – Field Marshall Lord Montgomery

Tir de contre-bombardement – Les données historiques démontrent que le tir indirect des canons et des mortiers cause les plus grandes pertes sur un terrain de bataille. Le succès à Vimy est largement tributaire de l'efficacité du tir de contre-bombardement de l'artillerie lourde canadienne afin de neutraliser les canons ennemis susceptibles de frapper les troupes d'assaut. Quarante-trois pour cent des 212 batteries allemandes sont repérées et plus de 70 % sont détruites avant l'assaut (Nicholson, 1963, p. 273).

Les opérations de ce tir sont complexes. C'est à Vimy que le lieutenant-colonel Andrew McNaughton démontre un leadership technique et scientifique sans pareil alors qu'il analyse le renseignement, instaure les procédures du centre de contrôle des tirs (*fire control centre*) de contre-bombardement et dirige par TSF le tir des canons. Ce genre de tir nécessite des canons lourds dédiés à la tâche, un haut degré d'efficacité technique, de bonnes liaisons interarmes et surtout du renseignement précis sur l'ennemi. Toutes les données obtenues à partir des observations et des photographies aériennes, des observateurs terrestres, des sections des levés et du repérage par le son, des officiers de liaison, des interceptions de la TSF, des documents saisis et de l'interrogatoire des prisonniers capturés lors des raids, sont rapidement vérifiées et les ordres sont transmis aux canons. La 16<sup>e</sup> Escadrille du RFC se charge de repérer la position des canons ennemis et de régler le tir, tout en résistant aux attaques de la chasse allemande. McNaughton continuera de perfectionner cette technique par la suite. À la fin de la guerre, il commande la brigade d'artillerie lourde canadienne. En 1927, il devient chef d'état-major de l'Armée canadienne et, en 1935, président du Conseil national de recherches du Canada. Durant la

Deuxième Guerre mondiale, il commande la Première Armée canadienne, avant d'être nommé ministre de la Défense en 1944.

Prébombardement – Ce tir cible deux grandes menaces pour l'infanterie. Tout d'abord, les réseaux de barbelés sont engagés par des obus possédant des amorces conçues pour exploser instantanément au contact afin de cisailer et d'arracher les fils. L'autre tâche, qui consiste à détruire les tranchées et les abris profonds, est confiée à l'artillerie lourde. Un tir de bombardement commence le 20 mars et s'intensifie du 2 au 9 avril. Durant ce que l'ennemi a surnommé « la semaine de souffrance », le Corps canadien déverse plus d'un million de salves d'artillerie, d'un poids global de 50 000 tonnes. Ce bombardement coupe le ravitaillement aux défenseurs, ce qui, de l'avis des Allemands, explique en grande partie leur faible résistance durant la bataille.

Surprise – Byng est hanté par la résistance acharnée des troupes retranchées en première ligne une fois levé le barrage d'artillerie. Sa carte maîtresse réside dans la surprise et, étant donné les circonstances, il doit garder secrète l'heure de l'attaque. Il varie donc la cadence de tir du prébombardement pour confondre l'ennemi. Durant les treize premiers jours, la moitié des batteries se taisent, pour cacher la puissance réelle de l'artillerie. À mesure qu'approche l'heure H, l'artillerie ralentit la cadence et cesse le tir avant l'assaut. À 5 h 30, 15 000 fantassins se ruent à l'attaque, appuyés par mille canons et mortiers. La surprise est complète.

Feu roulant – Pratiqué sur la Somme avec plus ou moins de succès, ce tir est exécuté à la perfection à Vimy. Parfaitement coordonnée avec l'artillerie et l'aviation grâce aux pratiques sur la réplique du terrain, l'infanterie progresse rapidement pour dominer la zone disputée. Malgré la neige et le brouillard, les hommes « suivent de près les petits nuages gris-blanc qui indiquent l'éclatement des shrapnels ». En même temps, les avions du RFC dédiés au repérage des troupes plongent très bas pour identifier leur avance au sol et transmettre par TSF leur position au QG (Nicholson, 1963, p. 276).

Un autre apport qui se conjugue au tir roulant est le tir indirect des mitrailleuses lourdes qui, ce jour-là, « est d'une envergure sans précédent dans l'histoire ». À la puissance de tir des canons s'ajoute

celle de 150 mitrailleuses qui balaient d'une pluie d'acier une zone de 400 mètres devant les troupes.

Souplesse et initiative – Toute planification des quartiers généraux a ses limites. Ultimement, il appartient aux hommes sur le terrain de faire le travail. Lors de ses visites en janvier, Currie retient la tactique de l'infanterie française qui consiste à augmenter la puissance de feu des pelotons afin de leur accorder une grande autonomie sur le terrain. Ainsi, ces petits groupes peuvent manœuvrer librement sans souffrir du retard des unités sur le flanc (Cook, 2003). Cette souplesse s'est révélée cruciale lors des combats de la seconde ligne allemande fortement défendue. L'avance s'est poursuivie grâce à l'audace opportune et à l'initiative des soldats parmi lesquels quatre méritent la Croix de Victoria, dont le capitaine T.W. MacDowel, de Lachute au Québec, lors de la capture de la cote 145. Comme l'artillerie ne réussit jamais à détruire tous les barbelés, les compagnies de tête disposent de cisailles et de coupe-fils attachés aux fusils, ce qui permet à la 1<sup>re</sup> Brigade de « franchir les deux ceintures de barbelés sans perdre l'appui du barrage ».

Lors de l'attaque de la deuxième ligne de défense, des mitrailleuses lourdes sont détachées aux bataillons d'assaut, permettant à la 3<sup>e</sup> Division d'atteindre le sommet de la crête dès 7h30 et d'occuper le bois de la Folie. Sur la droite, deux mitrailleuses en position sur la route d'Arras-Lens infligent une centaine de pertes à l'ennemi. Enfin, la capture de plusieurs canons allemands en état de service avec leurs stocks de munitions est une véritable manne tombée du ciel, considérant que l'artillerie peine à pousser ses canons sur la crête transformée en borbier. Comme les canonniers canadiens ont appris comment utiliser l'artillerie allemande durant l'hiver, ils sont en mesure le 14 avril de retourner neuf canons et de bombarder les tranchées et les batteries allemandes avec leurs propres obus à gaz, sur Avion et à Méricourt.

Exposition des troupes – Byng utilise deux tactiques pour réduire l'exposition des troupes en terrain découvert. La première consiste à réduire la distance à parcourir en déployant la première vague d'assaut dans le *no man's land*, comme l'a exécuté avec succès la 4<sup>e</sup> Division sur la Somme. Par des couloirs taillés dans leurs barbelés, les soldats s'avancent et se terrent dans les trous d'obus en attendant l'heure H, demeurant hors d'atteinte du barrage allemand dirigé sur les premières lignes de tranchées.

La seconde tactique consiste à creuser des tunnels qui s'avancent près des lignes ennemies. Sur la crête de Vimy, onze souterrains d'une longueur totale de 6,5 kilomètres sont creusés à huit mètres ou plus dans le sol. Les troupes montant au front sont à l'abri ainsi que les blessés ramenés à l'arrière, de même que les fils téléphoniques et les conduites d'eau. Éclairés à l'électricité, les tunnels comprennent des salles pouvant loger les QG de brigade, les postes de commandement d'unités, des dépôts de munitions et des postes de secours. Sur la cote 145, la 4<sup>e</sup> Division s'approche ainsi à l'abri jusqu'à 150 mètres des tranchées ennemies.

Tir fratricide – Byng utilise deux tactiques pour limiter le tir fratricide. D'abord, l'action complémentaire et simultanée du feu roulant et du repérage aérien réduit considérablement le tir fratricide causé par l'artillerie et par les unités sur le flanc. Le repérage aérien exécuté par le RFC a progressé depuis l'été 1916. À Vimy, Byng dispose d'un grand nombre d'avions et, surtout, du temps nécessaire pour s'entraîner. Les tâches de suivi des troupes au sol sont attribuées à des escadrilles dédiées à ce rôle. L'autre tactique consiste à sélectionner des objectifs facilement visibles et connus par tous grâce à l'entraînement sur le terrain de pratique. Peu ou pas de tirs fratricides sont rapportés.

Ravitaillement – Si l'argent est le nerf de la guerre, la munition est le sang d'une armée! Byng est conscient que ses besoins en matériel excèdent l'utilisation faite sur la Somme. Pour la bataille de Vimy, le Corps canadien dispose de 848 canons opérés par 45 760 artilleurs (Kemp, 1918, p. 241) consommant 2 000 tonnes de munitions par jour, en plus de dépôts en vrac déposés dans la zone arrière et totalisant 42 500 tonnes. Le Corps des troupes ferroviaires canadiennes relève avec brio ce défi. Au cours des semaines précédentes, sur un terrain boueux les «cheminots de campagne» construisent et réparent un réseau de voies ferrées qui rejoint les positions de canon et les zones de rassemblement des unités. Par la suite, ils prolongent les voies ferrées pour combler l'avance des troupes. C'est la première fois qu'un tel soutien intime est donné aux unités durant la guerre. En moins d'une semaine, les voies ferrées se rendent sur la crête et, avant la fin d'avril, chaque unité canadienne et britannique du CEB engagée dans les batailles d'Arras est ravitaillée dans sa nouvelle position (Kemp, 1918, p. 358).



Carte de la bataille de la crête de Vimy – (Nicholson (1963))



L'observateur du ballon d'observation essaie le téléphone avant l'envolée  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-740>



Vimy – Rupture de fils barbelés à l'aide de tirs de mortier – <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-342>



Vimy – Deux canons navals en action derrière les lignes canadiennes durant la bataille de la crête de Vimy en avril 1917  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-862>



Un ballon d'observation derrière les lignes canadiennes, crête de Vimy, décembre 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3395330>



Vimy – Avance du 29<sup>th</sup> Battalion (Irish Fusiliers, Vancouver) dans le no mans' land, à travers les barbelés et sous le feu ennemi  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19770199-037



Vimy – Une centrale téléphonique située près de la ligne de feu  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920085-289



Vimy – La dix-septième batterie de l'artillerie canadienne tire un obusier allemand de 4,2 pouces (12 cm) sur les Allemands en déroute, avril 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/tout MIKAN 3194730>

Vimy – Des opérateurs de mitrailleuses canadiens se creusent un trou dans le cratère d'un obus  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 20020045-2445



L'emplacement d'une mitrailleuse au sommet de la crête de Vimy, et les hommes qui en ont chassé les Allemands  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/> # contrôle 19920085-917



Vimy – Prisonniers allemands capturés par des Canadiens <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-982>



Quelques-unes des mitrailleuses capturées par les Canadiens à la crête de Vimy, avril 1917 – <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-266>



Crête de Vimy – On amène des officiers allemands – <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-943>



Vimy – Emplacement d'une mitrailleuse allemande, dans le village de Thelus <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle20020045-2441>



L'un des blindés utilisés lors de l'avancée vers la crête de Vimy – Type « mâle » <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-474>



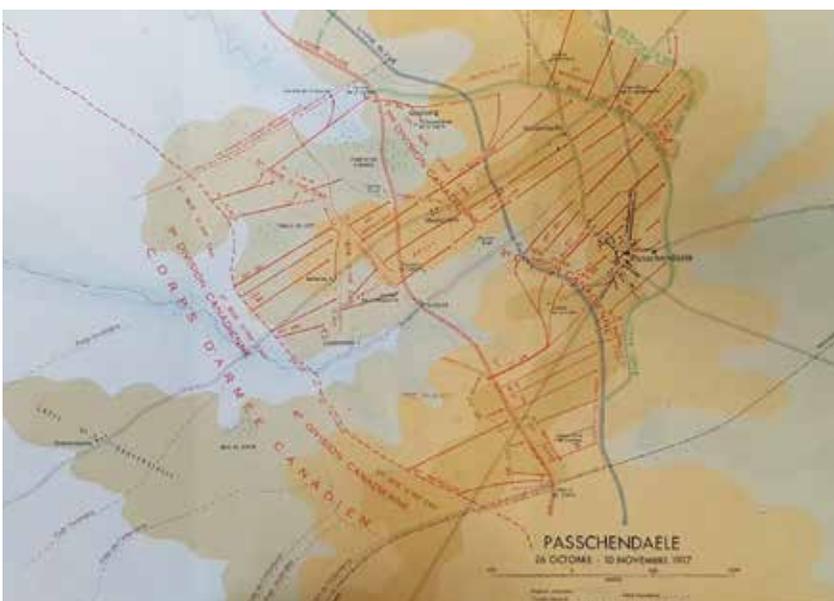
Vimy – Le village en ruine de Farbus, investi par les Canadiens. <https://catalogue.museedelaguerrre.ca/#contrôle19900076-108>



Les <Byng Boys> s'en retournent après avoir défait les Allemands sur la crête de Vimy, mai 1917 – <http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3520900>



Cote 70 – Jeune soldat allemand interrogé par des officiers canadiens <https://catalogue.museedela guerre.ca/#contrôle19920085-679>



Carte de la bataille de Passchendaele (Nicholson (1963))



Passchendaele – La carcasse d'un tank atteint par un obus baigne dans la boue  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19930013-504

Passchendaele –  
 Des membres de la  
 16<sup>e</sup> Compagnie cana-  
 dienne de mitrailleuses,  
 installés dans des cratères  
 d'obus, défendent la ligne  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/tout>  
 MIKAN 3233069



Passchendaele – Pionniers canadiens,  
 portant des planches à tasseaux pour  
 les tranchées croisent des prisonniers  
 allemands et des blessés  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19930013-470



Passchendaele – Une casemate  
 allemande démolie <https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19930013-518

Passchendaele – Des blessés et  
des brancardiers à l'abri derrière  
une casemate

<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930013-474>



Des ingénieurs canadiens construisent  
un réservoir d'eau potable, bataille  
de Passchendaele, novembre 1917.  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3522061>

Major Talbot Mercer Papineau, MC,  
commandant de compagnie, PPCLI.  
Tué au combat durant la bataille de  
Passchendaele, 30 octobre 1917.  
Source: Courtesy of Wikimedia  
Commons, [http://www.biographi.ca/en/bio/papineau\\_talbot\\_mercer\\_14E.html](http://www.biographi.ca/en/bio/papineau_talbot_mercer_14E.html)



### **Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> batailles de la Scarpe en avril et mai – Arleux-en-Gohelle et Fresnoy**

Lors de la 1<sup>re</sup> bataille de la Scarpe lancée le 9 avril, les trois armées britanniques combattant sur le flanc sud du Corps canadien remportent un succès mitigé. Le maréchal Haig relance l'offensive le 23 avril, par ce qu'il est convenu d'appeler la 2<sup>e</sup> bataille de la Scarpe. Inactif lors du premier engagement qui n'avait pas fait de maître, le Corps canadien se lance à l'assaut de la Boucle d'Arleux le 28 avril, appuyé par la 5<sup>e</sup> Division britannique. Bien que, sur leurs flancs, les attaques britanniques soient arrêtées par les barbelés demeurés en place, l'histoire officielle anglaise rapporte que « l'attaque canadienne de la Boucle d'Arleux est le seul succès tangible de toute l'opération », alors que la 1<sup>re</sup> Division canadienne capture le village et résiste aux contre-attaques qui suivent. Au cours de la bataille, Currie démontre son talent de stratège. Anticipant la résistance des barbelés et la vigueur des contre-attaques allemandes, il planifie avec soin le tir de l'artillerie. Ainsi, il est en mesure d'observer et d'engager avec grande efficacité les troupes ennemies de concert avec les observateurs aériens de la 16<sup>e</sup> Escadrille du RFC. Après plusieurs tentatives repoussées, les Allemands concèdent le village d'Arleux-en-Gohelle aux Canadiens.

Le maréchal Haig est conscient des conséquences de l'arrêt de l'offensive française en Champagne. Toutefois, il doit rétablir « une solide ligne de front » avant de reprendre la tactique d'usure. Il cible la ville de Lens et les villages d'Oppy et Méricourt situés en face du Corps canadien. L'offensive britannique du 3 mai est un échec, sauf chez les Canadiens qui capturent le village de Fresnoy. Au dire de l'historien officiel anglais, il s'agit « du seul aspect encourageant d'une journée que nombre de témoins considèrent comme la plus sombre de la guerre ». Cette victoire de la 1<sup>re</sup> Division est imputable au bombardement efficace des barbelés, au retranchement rapide des troupes sur les positions capturées et à l'utilisation efficace de l'artillerie pour arrêter les contre-attaques. « D'après les comptes rendus allemands, les pertes les plus sévères sur tout le front le 3 mai se produisirent à Fresnoy. » Le 3 mai, la 1<sup>re</sup> Division est relevée par une division britannique. Mais, le 5 mai, celle-ci perd le village face à une contre-offensive massive ennemie. Ce dernier combat complète les batailles de la Scarpe.

## La victoire des Canadiens sur la crête de Vimy en rétrospective

L'histoire militaire canadienne résume ainsi la conquête de Vimy (Nicholson, 1963, p. 290) : « L'opération entraîne la conquête de plus de terrain et la capture d'un plus grand nombre de prisonniers et de pièces d'artillerie que pendant toutes les offensives britanniques précédentes sur le front occidental. L'emploi compétent de l'artillerie, avec une intensité sans précédent, et les quantités suffisantes de munitions dont elle disposait, ainsi que l'avantage de la surprise stratégique, avaient donné d'excellents résultats... Pour le Canada, la bataille était très importante du point de vue national. Pour la première fois, les quatre divisions canadiennes avaient attaqué ensemble. Leurs bataillons regroupaient des soldats de toutes les régions du Canada qui combattaient côte à côte. Le souvenir d'aucune autre opération au cours de la Première Guerre mondiale ne devait évoquer chez les Canadiens autant de fierté d'avoir accompli quelque chose par un effort dévoué et commun. »

Le 9 juin 1917, le lieutenant-général sir Arthur Currie est promu à la tête du Corps d'armée canadien et succède au général sir Arthur Byng aussi promu au commandement de la 3<sup>e</sup> Armée britannique. Les deux généraux sont créés chevaliers sur le champ de bataille par le roi George V. Le lieutenant-général Turner est promu et demeure en poste comme chef d'état-major au ministère canadien d'outre-mer, à Londres.

## LA 3<sup>e</sup> BATAILLE D'YPRES DU 31 JUILLET AU 10 NOVEMBRE 1917

La situation internationale évolue beaucoup au premier semestre de 1917. Aux prises avec la révolution bolchévique, l'Armée russe se désintègre sur le front oriental. La campagne sous-marine allemande entraîne les États-Unis dans le conflit du côté allié, le 6 avril 1917, à la suite du torpillage du paquebot *Lusitania*. En mai, le Comité de guerre britannique est très inquiet de l'état de l'armée française qui met fin à son offensive en Champagne, afin de rétablir l'ordre dans ses rangs aux prises avec des dizaines de milliers de mutins mécontents des résultats obtenus sur l'Aisne. Cette situation se résorbera en août par la victoire de Pétain, à Verdun (Nicholson, 1963, p. 327).

Chez les Britanniques, le maréchal Haig s'est laissé convaincre par le premier lord de l'amirauté, lord Jellicoe, d'attaquer par une opération terrestre les ports d'Ostende et de Zeebrugge à partir desquels la marine allemande attaque le trafic maritime sur la Manche (Nicholson, 1973, p. 37). Il présente son plan qui vise non seulement les ports belges, mais aussi l'exposition du flanc droit des armées allemandes afin de délester le fardeau des armées françaises au sud. Malgré les hésitations du premier ministre Lloyd George qui penche vers un renforcement du front italien plutôt instable, le Comité de guerre donne son accord au plan Haig le 21 juillet. Mais ce délai de six semaines permet aux Allemands de renforcer leurs positions défensives.

Le plan de Haig prévoit deux axes d'attaque. L'axe principal consiste à percer les défenses allemandes sur le saillant d'Ypres, pour ensuite déverser une percée massive de la cavalerie jusqu'à la mer. Le second axe, au sud d'Ypres, consiste à capturer Lens afin de contenir les troupes ennemies et d'empêcher tout renfort de leur part contre l'axe principal. Le Corps canadien se démarque en prenant part au combat sur les deux axes.

### **La 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres – Le Corps canadien à Lens et capture de la cote 70**

Il s'agit du premier engagement de Currie à la tête du Corps canadien. Le 7 juillet, il reçoit l'ordre de la 1<sup>re</sup> Armée britannique de capturer la ville de Lens. Insatisfait de l'objectif qui lui est demandé de capturer la ville alors que les hauteurs avoisinantes sont toujours occupées par l'ennemi, Currie convainc l'Armée de capturer d'abord la cote 70 et la cote de Sallaumines, avant de s'attaquer à la ville. La cote 70 est une pente crayeuse qui a résisté aux attaques britanniques en 1915. Les mauvaises conditions de température ont retardé l'assaut qui se déroule enfin, du 15 au 18 août.

Le général Currie exécute avec brio les tactiques interarmes utilisées à Vimy. La 43<sup>e</sup> Escadrille de la RFC repère les canons ennemis au profit de l'artillerie lourde, alors que la 16<sup>e</sup> Escadrille détecte efficacement le mouvement au sol de l'ennemi et coordonne par TSF le tir de l'artillerie. Currie résume les résultats du Corps canadien dans son journal personnel (Nicholson, 1963, p. 318): «Ce fut en somme la bataille la plus dure à laquelle le corps d'armée ait participé... Il se produisit non moins de vingt et une

contre-attaques, dont plusieurs par des forces très importantes et toutes avec une grande détermination et de l'élan... Nos pertes jusqu'à présent sont d'environ 5 600, mais à mon avis les pertes ennemies doivent approcher de 20 000. Nos artilleurs, mitrailleurs et fantassins n'ont jamais eu de telles cibles. Les officiers observateurs d'artillerie ne pouvaient obtenir assez de canons pour toutes les cibles qu'ils apercevaient... Ce fut une grande et magnifique victoire. Le GQG la considère comme un des plus beaux exploits de la guerre [...].»

Du 21 au 25 août, Currie entreprend la seconde phase, soit la capture de la ville. Après des combats sanglants, une partie de la ville demeure toujours aux mains ennemies. En revanche, l'objectif stratégique de Haig est atteint, soit de couper l'arrivée de renforts allemands contre l'axe principal sur le saillant. Comme le témoigne un historien militaire allemand (Nicholson, 1963, p. 323): « Bien que nous ayons réussi assez tôt à sceller la pénétration à Lens, les Canadiens avaient atteint leurs fins. Le combat à Lens nous avait coûté un nombre considérable de troupes qu'il fallait remplacer. Tout le plan conçu en vue de la relève des troupes dans les Flandres avait été renversé. Il fallait s'attendre à une continuation de l'attaque par les divisions canadiennes. Le prince Rupprecht s'abstint donc de tenter immédiatement de reprendre le terrain perdu à Lens, ce qui aurait nécessité de gros renforts et aurait précisément favorisé les intentions de l'adversaire. »

### **La 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres – Les assauts britanniques et Anzac sur le saillant**

Cette bataille est mémorable pour les conditions effroyables du terrain de bataille sur lequel se déroulent des combats acharnés pendant quatre mois. Les pluies en août et à l'automne sont les plus dures qu'ait connues la région depuis le début de la guerre. Le bombardement incessant qui a détruit le système de drainage transforme les milliers de cratères d'obus en plans d'eau infranchissables dans lesquels les soldats surchargés qui y glissent se noient inexorablement.

La bataille débute le 31 juillet sous la direction du général Gough, un officier de cavalerie. Les neuf divisions de la Cinquième Armée, appuyée de cinq divisions de la Deuxième Armée sur la droite et de deux divisions françaises sur la gauche, se lancent à

l'attaque. Le 2 août, l'avance sur le terrain plat du saillant est arrêtée après seulement 3 000 mètres, au prix de 31 850 soldats. Les Allemands subissent des pertes considérables. Ludendorff écrit : « Nos pertes ont été si lourdes qu'elles nous inquiètent sérieusement ; elles ont dépassé toutes nos prévisions. » La percée souhaitée vers les ports belges a échoué. En août seulement, les pertes britanniques sont de 68 000, dont plus de 3 400 officiers. Le mécontentement est général (Nicholson, 1963, p.335).

Le maréchal Haig déplace l'axe d'attaque sur la droite contre les hauteurs de Passchendaele sous la direction du général Plumer. Le 20 septembre, l'offensive reprend avec deux divisions ANZAC et deux divisions anglaises qui capturent la cote de Gravenstafel. Mais la pluie reprend et rend le terrain impraticable. Le 7 octobre, après des combats infructueux, les généraux Plumer et Gough recommandent à Haig la fin de la campagne. Celui-ci refuse et ordonne la capture de Passchendaele afin de redresser la ligne de front sur une position en hauteur avant l'hiver. Les attaques du 9 et du 12 octobre par le 2<sup>e</sup> Corps ANZAC échouent, en raison des barbelés qui résistent à l'artillerie et de la pluie qui affecte la mobilité des troupes à l'assaut.

### **La 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres – Capture de Passchendaele par les Canadiens**

Les 60 divisions britanniques engagées sur le front occidental sont toutes lancées dans cette bataille, sauf neuf d'entre elles. Le Corps canadien n'y échappe pas et, le 9 octobre, il se déplace sur le saillant en relève au 2<sup>e</sup> Corps ANZAC. Le 13 octobre, Currie reçoit ses ordres du général Plumer pour capturer Passchendaele.

« Inspectant le secteur, dont la moitié était recouverte d'eau ou de boue épaisse, et surplombée de nombreuses casemates bétonnées ennemies, Currie en conclut que l'opération n'était possible qu'à un coût très élevé en vies humaines. Néanmoins, le commandant en chef maintint sa décision de continuer l'offensive afin de soulager l'Armée française et d'assurer la prise de la crête principale du secteur de Passchendaele, de manière que ses hommes puissent établir des positions d'hiver sur un terrain plus élevé et plus facilement drainable » (Nicholson, 1973, p. 40).

Comme toujours, Currie prépare soigneusement sa bataille. Il organise de grands travaux de réfection au cours desquels des milliers d'hommes sont en appui aux sapeurs-mineurs afin d'aménager les positions de canon, de réparer et de construire des chemins de planche et, surtout, les voies ferrées qui achemineront les renforts, l'évacuation des blessés et le ravitaillement continu en munition pour son artillerie. La bataille de Passchendaele témoigne de l'emploi efficace par Currie de cette arme. Arrivée d'Angleterre en septembre, l'artillerie divisionnaire de la 5<sup>e</sup> Division augmente l'arsenal du Corps à 587 canons opérés et soutenus par 32 755 artilleurs. Le brigadier-général McNaughton résume en ces mots la vision de Currie dans l'emploi de son artillerie : « Il a toujours voulu remporter ses victoires au prix de cartouches plutôt qu'au prix de vies humaines » (Nicholson, 1963, p. 343).

Contrairement à ses homologues qui ont tenté de s'emparer de la crête en un seul assaut, Currie divise son attaque en trois bonds, chacun entrecoupé d'une consolidation des positions afin de résister aux inévitables contre-attaques. Fort de son contrôle du tir avec ses observateurs aériens, il est sûr de réussir. Le premier bond s'effectue le 26 octobre à partir d'une position basse dans les cratères. Ayant atteint tous leurs objectifs, les troupes se retrouvent en position élevée et repoussent les contre-attaques. Le second bond se déroule le 30 octobre et permet la capture des objectifs sur la « ligne bleue ».

Ayant obtenu l'autorisation préalable d'une pause après la capture de la « ligne bleue », Currie reconstitue ses forces tout en permettant à la Cinquième Armée de remonter à sa hauteur. Le 3<sup>e</sup> bond s'effectue le 6 novembre. Le plan pour la capture du village prévoit deux phases : d'abord s'emparer du village et, quatre jours plus tard, capturer les terrains élevés aux abords. Le tir de bombardement et le feu roulant sont réalisés avec une telle précision (50 mètres séparent les fantassins) que les Allemands n'ont pas le temps de mettre en batterie leurs mitrailleuses avant d'être emportés par les premières vagues d'assaut. La 6<sup>e</sup> Brigade a l'honneur de capturer le village. L'assaut anglo-canadien du 10 novembre permet la capture d'un terrain élevé au nord du village, mettant ainsi fin à la 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres. Le 13 novembre, le Corps canadien est relevé et reprend ses anciennes positions sur le front de Lens-Arras, le 20 novembre. Ses pertes à Passchendaele s'élèvent à

15 654 hommes, 50 % de plus qu'à Vimy. Neuf Canadiens méritent la Croix de Victoria.

### **La 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres en perspective**

Au niveau tactique, il convient de souligner les propos du maréchal Haig qui salue la réussite des Canadiens à Passchendaele comme « le deuxième exemple, depuis le début de l'année, d'une série ininterrompue de succès remportés par les troupes canadiennes ». Il faut reconnaître que les divisions canadiennes ont accompli ce qui avait échappé aux divisions britanniques et ANZAC avant elles.

Au niveau stratégique, toutefois l'histoire blâme sévèrement le maréchal Haig. Plusieurs chiffres sont publiés sur l'état des pertes, mais c'est le calcul du War Office en 1922 qui clôt le débat avec des pertes britanniques de 260 000 soldats contre 202 000 du côté allemand. « Vue sous son jour le plus favorable, l'offensive des Flandres de Haig doit être considérée comme une étape particulièrement intense de la lutte continue que les Alliés ont livrée aux Allemands sur le front Ouest du début de la guerre de tranchées à la fin du conflit. Cependant, bien que la campagne de 1917... dégénéra en lutte d'usure, cet affaiblissement a eu d'importants résultats. La Somme, si coûteuse pour les Alliés, a pourtant marqué le début de la destruction de l'armée allemande. Passchendaele lui a porté un second coup encore plus dévastateur » (Nicholson, 1963, p. 359).

Au niveau de la stratégie suprême interalliée, la crédibilité du maréchal Haig auprès du premier ministre Lloyd George est irrémédiablement ternie, non seulement en raison de l'insuccès des combats en Flandres, mais principalement par son mutisme en réponse à la demande du Comité de guerre de revoir la situation globale sur le front occidental. Ayant été convoqué à Londres le 4 septembre durant l'accalmie sur le saillant d'Ypres, il refuse la demande spécifique du premier ministre de surseoir à « l'offensive dans les Flandres pour le reste de l'année 1917 afin d'appuyer l'offensive italienne contre l'Autriche... qui ne peut se poursuivre sans un renfort d'artillerie lourde ». Cet avis est aussi partagé par le général Foch venu négocier à Londres l'envoi de cent canons lourds à l'Italie.

(Nicholson, 1963, p.336 et 360). La défaite italienne à Caporetto en novembre scelle son sort aux yeux du premier ministre.

## **LA BRIGADE DE CAVALERIE CANADIENNE À LA BATAILLE DE CAMBRAI**

La bataille de Cambrai est la dernière bataille de l'année 1917 à laquelle participe une formation canadienne, nommément la Brigade de cavalerie canadienne. Le seul engagement monté de la Brigade de cavalerie sous commandement du Corps canadien se déroulera à la bataille d'Amiens, en août 1918.

À Cambrai, la Brigade canadienne de cavalerie ainsi que le First Newfoundland Regiment prennent part aux engagements de la 3<sup>e</sup> Armée britannique, commandée par le général sir Julian Byng, ancien commandant du Corps canadien. Cette bataille constitue la première grande offensive blindée de l'histoire militaire et ne ressemble en rien à l'expérience tentée sur la Somme un an plus tôt. Retardée par la 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres, cette ambitieuse offensive vise à percer la ligne Hindenburg à Saint-Quentin, situé à 25 kilomètres au sud de Cambrai. Byng compte sur l'effet de surprise. Il déplace dans le plus grand secret les chars sur la ligne de départ et muselle son artillerie avant l'assaut.

Le 19 novembre au matin, la 3<sup>e</sup> Armée britannique attaque avec une poussée de 300 chars, de cinq divisions d'infanterie et de cinq divisions de cavalerie en réserve. La surprise est complète ! À la fin du jour, la 3<sup>e</sup> Armée s'est avancée sur plusieurs kilomètres dans les réseaux défensifs de la ligne Hindenburg. Toutefois, les pertes en chars blindés sont lourdes, 65 chars sont détruits et 114 sont enlisés ou en panne. Vers midi, la 5<sup>e</sup> Division de cavalerie avec la Brigade canadienne en tête se lance à l'assaut sur la droite et entreprend la traversée du canal de l'Escaut. Le mauvais renseignement sème la confusion. Pourtant l'escadron B du Fort-Garry Horse continue de défendre les positions capturées pendant plusieurs heures sur la rive nord.

La suite est une course pour contrer l'arrivée des renforts allemands. L'exploit ultime est la capture du bois de Bourlon, le 23 novembre sur la gauche. Mais, faute de renforts suffisants, la position est perdue quatre jours plus tard. Le 30 novembre, les Allemands lancent une puissante contre-offensive et, le 6 décembre,

le général Byng est contraint de se retirer sur une nouvelle ligne de front à mi-chemin du terrain conquis. L'histoire officielle retient que le revers de la 3<sup>e</sup> Armée est dû « au manque d'expérience et d'instruction de l'infanterie britannique... ainsi qu'aux officiers supérieurs qui n'ont pas su saisir les occasions favorables d'exploiter l'avantage initial » (Nicholson, 1963, p. 366). Voilà un jugement sévère qui témoigne d'une préparation aux antipodes de celle qui avait été déployée par Byng à Vimy. Deux officiers canadiens méritent la Croix de Victoria.

### **LA DISSOLUTION DE LA 5<sup>E</sup> DIVISION CANADIENNE**

Le 9 février 1918, le QG des Forces militaires canadiennes d'outre-mer donne l'ordre de dissoudre ce qui reste de la 5<sup>e</sup> Division canadienne demeurée en Angleterre. Rappelons qu'en août 1917 la 5<sup>e</sup> Division avait déployé son artillerie divisionnaire, ses trois compagnies de mitrailleuses et ses compagnies de génie divisionnaire comme supplément au Corps canadien sur le front. Par suite des lourdes pertes subies à Passchendaele et à cause de la difficulté d'acheminer des renforts outre-mer, le cabinet canadien étudie l'option proposée par le chef d'état-major impérial de créer deux corps d'armée canadiens en France, composés de six divisions réduites en effectif selon le modèle anglais. Pour ce faire, il est proposé de réduire la brigade canadienne de quatre à trois bataillons, et de réduire de quatre à trois divisions le Corps d'armée canadien. Le général Currie s'oppose énergiquement à cette option. Il fait la démonstration que l'option de l'état-major impérial n'augmenterait pas le nombre de baïonnettes, mais détruirait une capacité de combat qui avait fait ses preuves, pour obtenir en échange une superstructure démesurée par la création de six nouveaux QG de brigade, de deux nouveaux QG de division avec ses troupes divisionnaires, d'un nouveau QG de Corps d'armée avec ses troupes de corps et, finalement, un QG d'armée. Sans négliger le fardeau logistique nécessaire à cette mise en place. Il recommande plutôt d'augmenter de cent hommes chaque bataillon d'infanterie et de conserver les quatre divisions en place, ce qui accroîtrait de 1 200 hommes la force combattante sans augmenter l'état-major et la logistique. Le ministre Kemp et le général Turner approuvent la recommandation et, le 9 février 1918, les onze bataillons de la 5<sup>e</sup> Division se désintègrent pour fournir des contingents de 100 hommes aux unités

de campagne. Finalement, une division canadienne compte 21 000 troupes, comparativement à 15 000 troupes chez la division anglaise et à 28 000 troupes chez la division américaine (Nicholson, 1963, p. 250-252).

## CONCLUSION

Au niveau stratégique, l'Alliance sort ébranlée en cette fin d'année par la défaite russe et par l'échec sur le front italien à Caporetto. Insatisfait de la collaboration sur le front occidental, l'Italie demande de revoir la politique stratégique interalliée. Le 7 novembre, la France, l'Angleterre et l'Italie s'entendent pour créer le « conseil de guerre suprême », auquel se joignent les États-Unis, en décembre. À ce moment-là, le conseil suprême ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour engager tous les pays autour d'une stratégie commune. « Il faudra un tragique revers sur le front de l'Ouest l'année suivante pour obliger les Alliés à s'entendre sur la création d'un commandement suprême. »

Concernant la montée en puissance d'une capacité militaire au front, le Corps d'armée canadien se démarque par une maîtrise remarquable de l'art martial du tir et du mouvement des troupes à tous les niveaux de commandement. Le soldat canadien a fait son apprentissage face à de nouvelles menaces, sur un terrain de bataille congestionné et impraticable, sans protection adéquate. Sa réussite s'explique par la collaboration interarmes poussée des éléments terrestres et aériens, par l'adoption rapide des leçons chèrement apprises et par l'utilisation d'innovations technologiques. À l'approche des prochains combats en 1918, avec ses quatre divisions récemment augmentées, le Corps d'armée canadien constitue une formation redoutable dont la puissance de combat équivaut pratiquement à deux corps d'armée britanniques.

En témoignage éternel du sacrifice consenti par les millions de combattants sur le front occidental durant la Grande Guerre, le président de la République française, M. François Hollande, inaugure, le 11 novembre 2014, le Mémorial international de Notre-Dame-de-Lorette, sur lequel sont inscrits les noms de 579 606 soldats morts en Flandres et en Artois, qu'ils soient français, allemands ou britanniques. Le mémorial est érigé aux abords de la Nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette, le

plus grand cimetière militaire de France qui contient les restes de 45 000 soldats français tués durant le conflit.

C'est dans les régions de l'Artois et des Flandres que le Canada a disputé la plupart de ses combats. À quelques kilomètres l'un de l'autre, la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette située au haut de l'éperon éponyme et le Mémorial national canadien de Vimy se dressent, côte à côte comme deux frères d'armes, pour défier ces champs de bataille les plus disputés et les plus meurtriers du front occidental.

## BIBLIOGRAPHIE

- Barris, Ted (2007), *Victory at Vimy: Canada comes of age, April 9-12, 1917*, Thomas Allen Publishers, Toronto.
- Berton, Pierre (1986), *Vimy*, McClelland and Stewart Ltd., Toronto.
- Brown, Angus et Richard Gimblett (2006), *In the footsteps of the Canadian Corps – Canada's First World War 1914-1918*, Magic Light Publishing.
- Chemins de mémoire, gouvernement français (2014), *Le mémorial international de Notre-Dame-de-Lorette*, Philippe Prost, architecte, inauguration 11 novembre 2014. <http://cheminsdememoire.gouv.fr/fr/le-memorial-international-de-notre-dame-de-lorette>.
- Cook, Tim (2003), « Currie, sir Arthur William », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 16, University of Toronto et Université Laval. [http://www.biographi.ca/en/bio/currie\\_arthur\\_william\\_16E.html](http://www.biographi.ca/en/bio/currie_arthur_william_16E.html).
- Kemp, A.E., Ministry of Overseas Military Forces of Canada (1918), *Report of the Ministry Overseas Military Forces of Canada 1918*, London, UK. [http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/OVERSEAS\\_report1918\\_E.pdf](http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/OVERSEAS_report1918_E.pdf).
- MacPhail, sir Andrew, *The Medical Services – Official history of the Canadian Forces in the Great War 1914-19*, F.A. Ackland, Ottawa. [http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW\\_MedSvc\\_e.pdf](http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW_MedSvc_e.pdf).
- Nicholson, G.W.L. (1973), « Nous nous souviendrons... » *Mémoriaux outre-mer aux morts de guerre du Canada*, ministère des Affaires des anciens combattants, Ottawa.
- Nicholson, G.W.L. (1963), *Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919*, Ottawa, Duhamel, Imprimeur de la Reine, Ottawa.

#### NOTE DES AUTEURS

Cote versus Côte – Au cours des années, l'usage au Canada tend de plus en plus à placer l'accent circonflexe sur le mot « cote », lequel terme désigne certains terrains de bataille de la Première Guerre mondiale, dont, celles des cote 62, cote 70 et cote 145 décrites dans ce recueil. L'orthographe correcte est « cote » que Larousse définit comme « un nombre porté sur une carte désignant un niveau, une coordonnée ». D'autre part, le mot « côte » est définie comme « la partie en pente d'un chemin, la pente d'une colline ». Leur désignation provient des états-majors qui baptisaient les collines sur le terrain de bataille à partir des informations disponibles sur les cartes topographiques, soit, la courbe de niveau.

# Chapitre 11

## L'OFFENSIVE DES 100 JOURS

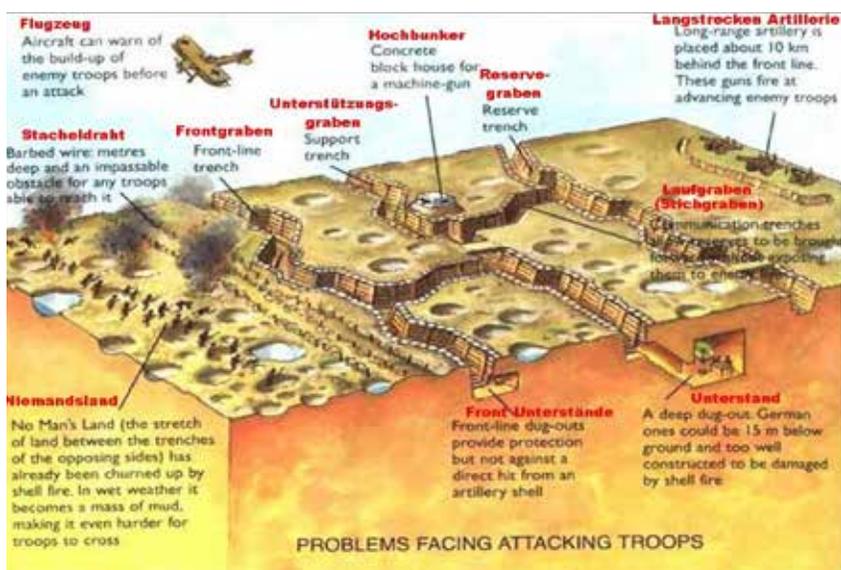
FRANÇOIS LAFOND

### PRÉAMBULE

**J**usqu'au lancement de l'offensive des 100 jours, le 8 août 1918, la prise de la crête de Vimy était considérée, à juste titre, comme le plus grand fait d'armes du Corps canadien (CC). Cette victoire localisée, obtenue alors que le Corps était sous les ordres du général britannique Julian Byng, redonnait une lueur d'espoir aux Alliés. L'offensive des 100 jours a une portée d'un autre ordre; c'est une série de coups décisifs qui provoquera l'effondrement du dispositif défensif allemand. Étrangement, cette campagne – remarquable sous bien des aspects – est assez peu connue du public. Il s'agit pourtant d'un très grand succès, distinctement canadien; en effet, depuis juin 1917, le CC est passé sous le commandement du lieutenant-général sir Arthur Currie, un Canadien de souche. Le présent article vise à commémorer les faits d'armes des héros qui ont participé à cette offensive et à leur redonner la place qui leur revient dans la victoire alliée de 1918.

La ligne Hindenburg (voir le croquis ci-après) était le cœur même du système défensif ennemi et elle était considérée comme imprenable par le haut commandement allemand. Elle consistait en une position fortifiée, constituée de multiples tranchées, organisées en profondeur et s'appuyant mutuellement. Elle comportait un réseau dense de barbelés, d'abris souterrains, de nids de

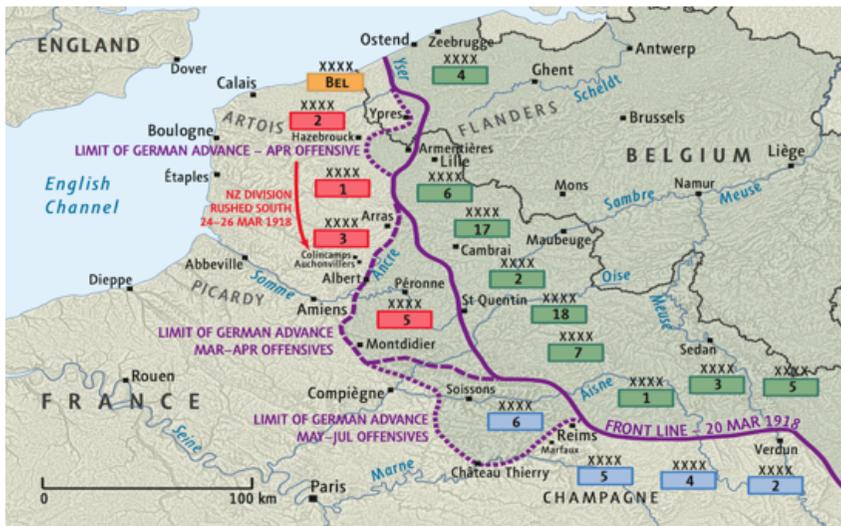
mitrailleuses, appuyé par des batteries d'artillerie soigneusement camouflées et protégées. Elle était aussi construite sur les positions naturellement dominantes. C'est sur ce terrain hostile qu'eurent lieu des combats d'une rare violence, au cours desquels les troupes du CC prouvèrent leur exceptionnelle valeur et réussirent à percer la formidable ligne. Les Canadiens se frayèrent un chemin à travers le dédale des tranchées allemandes à la grenade et à la baïonnette avec une détermination et une ténacité implacables. Les Allemands furent obligés de céder devant le rouleau compresseur canadien et se rendirent en grand nombre. Une fois la ligne Hindenburg enfoncée, les Allemands abandonnèrent la partie et entreprirent leur repli. Non seulement les Alliés avaient-ils percé les fortifications de l'ennemi, mais ils avaient aussi eu raison de sa volonté de combattre.



## LES OFFENSIVES ALLEMANDES DU PRINTEMPS 1918

Avant d'aller plus loin, retournons au printemps 1918 et examinons la situation en France et en Belgique. L'Allemagne venait de faire la paix avec la Russie et pouvait désormais réaffecter 50 divisions en France. Les Allemands étaient bien conscients que l'arrivée des troupes américaines allait bientôt donner l'avantage numérique aux forces de l'Entente et que l'appui populaire à la guerre était

en déclin dans une Allemagne manquant de tout. Par ailleurs, le haut commandement allemand était persuadé que les Britanniques étaient épuisés. Le général Ludendorff, le chef des armées allemandes, décide donc de jouer le tout pour le tout et de mettre à contribution ses meilleures troupes. Son plan d'attaque est simple : « On se taille un trou et le reste suit. » Son objectif principal est d'isoler les troupes britanniques et de les pousser vers la Manche. L'offensive allemande est donc lancée en mars 1918 et fait des progrès rapides au cours des premiers jours ; les Alliés sont pris par surprise, mais se réorganisent et finissent par contenir l'avance. Ludendorff perd son pari et essuie des pertes importantes (près de 900 000 combattants) sans obtenir les gains espérés. De plus, sa nouvelle ligne de défense est plus exposée et difficile à tenir. Ses meilleurs éléments ont été sacrifiés, laissant ses divisions qualitativement affaiblies ; soldats et officiers allemands sont démoralisés. Bien conscients qu'ils ont perdu leur capacité offensive, les Allemands se préparent désormais à défendre chèrement leurs positions et à négocier la paix.



## L'ÉTAT DES LIEUX CHEZ LES ALLIÉS

Du côté des Alliés, on a appris de la débâcle du printemps 1918 ; les forces du secteur occidental ont été unifiées sous un seul commandant, le maréchal Foch. Les Alliés se préparent à reprendre

l'initiative, mais l'optimisme demeure mitigé, malgré l'arrivée des renforts américains. En fait, on ne pensait pas pouvoir finir la guerre avant 1919 ou même 1920. Foch décide cependant d'attaquer, comptant sur la surprise et une meilleure coordination pour rompre l'ennemi. C'est au CC que l'on confie la tâche, en raison de la combativité de ses soldats et de l'habileté de son chef, le général Arthur Currie.

## LE COMMANDANT DU CORPS CANADIEN

Sir Arthur Currie est un citoyen-soldat qui est parvenu par son talent au poste de commandant du CC. Il comprend l'importance de la coopération entre l'infanterie, l'artillerie et le génie de campagne. Il montre un grand souci pour ses troupes qu'il évite d'exposer indûment. En 1917, le général Currie n'hésite d'ailleurs pas à s'opposer à l'attaque contre Passchendaele, qui s'avère – comme il l'avait prédit – une victoire inutile et coûteuse (16 000 pertes pour le CC). Il accorde une grande importance aux préparatifs en vue de la bataille et favorise la pratique des manœuvres à l'arrière sur un terrain représentant les positions ennemies; il s'assure aussi que les ordres d'opération soient connus à tous les niveaux. Il a réussi à bâtir une grande cohésion au sein de ses troupes en y cultivant un fort esprit de corps et la fierté d'appartenir au CC. Il maintient une relation étroite avec Ottawa dans le but de défendre les intérêts canadiens souvent relégués au second plan par les autorités britanniques et il s'oppose ainsi avec succès au démembrement du CC. Malgré son apparence peu martiale et son air distant, c'est un commandant qui allie intelligence et détermination et qui a l'estime et la confiance de ses soldats. Ses hommes lui donnent le sobriquet affectueux, mais peu flatteur de *Guts and gaiters*. À sa mort en 1933, pas moins de 150 000 personnes assistent au passage de son cortège funéraire à Montréal. Le général Currie a laissé quelques citations qui nous renseignent sur les principes qui le guidaient: « La préparation minutieuse mène inévitablement au succès; le manque de soin, à rien du tout » et « Il faut payer le prix de la victoire en obus, pas en vies humaines ».

## LE CORPS CANADIEN

À leur arrivée en Grande-Bretagne en 1914, les hommes du Corps expéditionnaire canadien proviennent de toutes les couches de la société (fermiers, prospecteurs, avocats, docteurs); ils n'ont pratiquement aucune expérience militaire et affichent une attitude plutôt décontractée et démocratique. En fait, le premier contingent de volontaires ne voyait pas le besoin de saluer ses officiers en qui il voyait des compagnons d'aventure.

En 1918, il en est tout autrement : formé au cours des années précédentes par les Britanniques sous la direction des généraux Alderson puis Byng, le CC est une machine bien huilée, composée de soldats déterminés, fiers et courageux, et d'officiers expérimentés, ayant prouvé leur valeur sur le champ de bataille. Au sein des forces alliées, le CC a acquis une réputation de troupe d'élite et de choc. Les Allemands redoutent les Canadiens et préfèrent souvent se rendre plutôt que de les combattre. Le renseignement allemand suit avec attention le mouvement des troupes canadiennes sur la ligne de défense, car ce sont souvent elles qui agissent comme fer de lance des attaques alliées. Le général Currie s'est opposé à l'ajout d'une cinquième division au contingent canadien; il préfère grossir les rangs des quatre divisions existantes, ce qui rend le CC plus apte à résister à l'usure propre aux combats modernes. La robustesse du corps canadien, en qualité et en quantité, est unique au sein du Corps expéditionnaire britannique (CEB).

## L'OFFENSIVE DES 100 JOURS

Au départ de l'offensive alliée d'août 1918, les objectifs du maréchal Haig – le commandant du CEB dont relevait le CC – étaient modestes et visaient des gains ponctuels. En fait, l'offensive des 100 jours n'est pas une poussée linéaire; il s'agit plutôt d'une série d'assauts successifs contre divers secteurs du système défensif allemand. On pourrait comparer cette offensive à un combat de boxe; l'objectif est de frapper en divers points du dispositif ennemi jusqu'à ce qu'on trouve la faille. Les assauts consécutifs étaient suivis de courts répit permettant à l'attaquant de se réorganiser.

La première attaque, qui commence le 8 août 1918 près de la ville d'Amiens et qui marque le début des opérations alliées, est

un succès sans précédent, même si au bout de quelques jours les Allemands parviennent à colmater la brèche. Il faut dire que l'état des positions défensives ennemies dans le secteur d'Amiens était médiocre. En effet, après l'offensive du printemps 1918, les troupes allemandes, épuisées et démoralisées, avaient négligé de consolider la défense de leur nouvelle ligne. Les Australiens et les Néo-Zélandais (ANZAC) qui occupaient la ligne alliée dans le secteur d'Amiens face aux Allemands, profitant des lacunes de leur dispositif défensif, menaient une campagne agressive d'infiltration (*peaceful penetration*) et gagnaient progressivement du terrain sur l'ennemi (sans parler de la capture de nombreux prisonniers).

La chance était aussi au rendez-vous, car l'attaque des Alliés devance une nouvelle offensive allemande, prévue deux jours plus tard dans le même secteur. C'est la raison pour laquelle le CC a capturé autant de pièces d'artillerie ennemies le premier jour des combats ; celles-ci avaient été pré-positionnées à l'avant des lignes allemandes pour une éventuelle reprise de l'avance. Le général Ludendorff rapporte dans ses mémoires que le 8 août 1918 fut un jour de deuil pour l'armée allemande. En effet, les Allemands ont dû mettre le paquet pour enrayer l'avance ennemie et ont dû engager toutes leurs réserves pour y parvenir.

Encouragé par cette première victoire, le maréchal Haig prend confiance et décide de frapper ailleurs. La deuxième attaque, qui débute à l'est de la ville d'Arras le 29 août 1918, permet de percer en deux étapes le système défensif allemand principal dans le secteur Drocourt-Quéant et dans celui du canal du Nord, avant de capturer la ville de Cambrai.

La poussée finale de Cambrai à Mons, qui commence le 12 octobre 1918, se transforme bientôt en poursuite ; les forces allemandes jusque-là ordonnées dans leur retraite s'effondrent. Pour leur part, les Canadiens, bien qu'ils étaient poussés à la limite par cette succession d'opérations rudes et épuisantes, continuent à avancer avec une détermination stoïque et l'ennemi ne peut que reculer. Les Allemands tentent bien une dernière fois de bloquer l'avance du CC à Valenciennes, mais doivent céder devant la pression. Le 11 novembre, le CC libère Mons ; l'Allemagne accepte la défaite.

## LA BATAILLE D'AMIENS

Des efforts considérables ont été déployés pour cacher aux Allemands le redéploiement du CC à la dernière minute dans la zone de rassemblement alliée à l'est d'Amiens. On rapporte qu'un des officiers allemands capturés le premier jour de cette bataille était particulièrement indigné de ce que le CC était là où il n'était pas supposé être et disait à qui voulait l'entendre ce qu'il pensait des gens du service de renseignement allemand... Débutant à 4h20 le matin du 8 août 1918, sans barrage préparatoire d'artillerie, la surprise causée par l'attaque est totale et le CC avance de 32 km en territoire ennemi. Les Allemands réussissent à enrayer l'avance au bout de quelques jours en redéployant massivement leurs réserves. Le CC accuse des pertes importantes; environ 11 500 hommes. Les pertes allemandes sont par ailleurs atterrantes: 75 000 morts, blessés et disparus, 9 000 prisonniers, 200 canons et plus de 1 000 mitrailleuses et mortiers de tranchée. Tout ne va cependant pas comme sur des roulettes du côté allié: si le corps néo-zélandais accompagne l'avance canadienne sur le flanc gauche, les forces britanniques et françaises tirent de la patte et laissent le flanc droit des Canadiens dangereusement exposé au tir ennemi. Malgré tout, le moral est très élevé: on rapporte que les soldats canadiens étaient tellement fiers de leurs exploits qu'ils inscrivaient à la craie le numéro de leur unité sur les canons qu'ils capturaient et qu'ils utilisaient de la peinture pour marquer de même les uniformes des prisonniers allemands avant de les envoyer vers l'arrière.

## LA BATAILLE D'ARRAS

Il s'agit du premier de deux coups décisifs contre le dispositif de défense allemand principal, la ligne Hindenburg. Cette fois, les positions ennemies auxquelles fait face le CC ont été préparées avec grand soin par l'ennemi. Les Allemands sont aussi sur le pied d'alerte; on ne pourra pas compter sur la surprise au moment de l'attaque. Le CC se lance à l'assaut de la position défensive allemande principale et enfonce de manière décisive les premières lignes. Le CC perd 9 000 hommes durant ce premier assaut. L'avance s'arrête au canal du Nord, car l'ennemi a fait sauter les ponts durant son repli. L'expérience d'Amiens a montré que les

chars sont trop vulnérables au tir direct de l'artillerie allemande ; ils suivent donc l'infanterie et apportent leur appui là où les fantassins les appellent. La bataille d'Arras est tout particulièrement coûteuse pour le 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) : le 28 août, à Chérésy, tous ses officiers sont mis hors combat et seuls 70 des 600 membres du rang s'en sortent indemnes.

Conscient du danger qu'il y aurait à s'avancer dans le secteur séparant sa ligne avancée du canal du Nord (en effet, l'ennemi, maintenant retranché de l'autre côté du canal, peut observer ce terrain et l'atteindre avec son artillerie), le général Currie arrête son avance à bonne distance afin de ne pas exposer inutilement ses troupes au tir ennemi.

## **LA BATAILLE DU CANAL DU NORD**

Cette étape de l'offensive est sans doute la plus périlleuse. Les Alliés savent que cette partie de la ligne Hindenburg est la plus formidable du dispositif défensif allemand et ils sont très inquiets. Les Anglais, notamment, sont si anxieux que le ministre de la Guerre envoie un télégramme au maréchal Haig qui lui rappelle que les hautes instances britanniques n'ont plus de troupes pour remplacer celles dont il dispose et l'incite à réfléchir mûrement avant de se lancer à l'attaque. Pour éviter le déploiement des réserves allemandes contre l'avance du CC, le maréchal Foch lance des attaques sur l'ensemble du front allié en annonçant « Tout le monde à la bataille ! » Le plan du CC est risqué et complexe et il dépend d'une coordination parfaite entre l'infanterie, l'artillerie et le génie de campagne. Le CC doit traverser le canal du Nord sur un front très étroit (deux kilomètres) pour éviter les marécages au Nord et se redéployer de l'autre côté du canal sur un front de neuf kilomètres, puis attaquer dans deux directions (voir la carte ci-dessous). Pour permettre à l'artillerie de suivre de près l'infanterie, le génie de campagne devait jeter des ponts pour traverser le canal sans délai. Le plan d'artillerie était d'une telle complexité que des cartes furent reproduites et remises à chacun des commandants. La manœuvre du général Currie requérait la concentration de toutes les forces devant participer à la bataille dans une zone de rassemblement à portée de l'artillerie allemande, ce qui aurait pu avoir des conséquences désastreuses, si elle avait été découverte

par des observateurs ennemis. Le CC accuse des pertes importantes à la suite de cette bataille (plus de 15 000 hommes), mais l'ennemi, brisé, est en déroute et chassé de Cambrai.



### LA POURSUITE JUSQU'À MONS

Les Allemands sont désormais acculés à la défaite, mais l'armée reçoit quand même l'ordre de résister pour permettre à son gouvernement de négocier de meilleures conditions de reddition. On rapporte que le moral était au plus bas chez l'ennemi et que, dès la mi-octobre, les soldats allemands ne saluent plus leurs officiers. Le CC, redéployé au nord de Cambrai, maintient la pression, mais doit faire face aux actions retardatrices d'un ennemi qui se replie. De nouvelles difficultés se posent : il faut se dépêcher pour maintenir le contact avec un ennemi en fuite ; le ravitaillement allié ne suit pas et il faut prodiguer des soins à une population civile affamée, laissée sans ressources. Le pillage allemand en territoire français constaté lors de la libération des villages révolte les membres du CC. Les excès des Allemands durant leur retraite ont en partie inspiré les dures conditions imposées par les Alliés. L'ennemi tente une dernière fois de bloquer l'avance du CC à Valenciennes, mais doit céder devant la pression canadienne. Le 11 novembre, le CC libère Mons et, à 11 h, les hostilités prennent fin. Les pertes canadiennes durant ce dernier mois sont comparativement plus faibles que lors des deux mois précédents : 4 400 (morts, blessés et disparus). Le soldat George

Lawrence Price est le dernier soldat du CC tué en action, deux minutes avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

## LES LEÇONS APPRISSES

De nombreuses leçons sont apprises sur le champ de bataille de la Première Guerre mondiale, le premier conflit où l'on fait appel à des moyens « modernes » sophistiqués. Il s'agit en quelque sorte de la première guerre industrielle d'envergure. Voici quelques-unes des innovations tactiques qui ont vu le jour durant la Grande Guerre.

Les premiers chars sont de conception primitive et sont utilisés en appui à l'infanterie (contrairement à leur utilisation en masse lors de la Deuxième Guerre mondiale). Ils s'avèrent marginalement utiles. L'artillerie allemande rapprochée a vite fait de les éliminer, dès le début des attaques, en raison de leur blindage insuffisant. Les conditions à l'intérieur des chars sont atroces (fumée, chaleur, vapeurs d'essence) et la faible visibilité du conducteur rend l'orientation sur le terrain difficile. La plupart du temps, l'infanterie ne peut donc compter que sur elle-même et sur l'appui de l'artillerie.

L'artillerie acquiert une nouvelle importance : le tir de contre-batterie canadien est d'une efficacité dévastatrice en raison des nouvelles techniques de repérage des canons et des missions de reconnaissance aérienne. Une autre technique est perfectionnée, celle du feu roulant, qui permet de faire avancer les troupes sous couvert de l'artillerie très près de l'objectif. Les pertes canadiennes sont réduites d'autant. La coordination entre le feu roulant de l'artillerie et l'avance de l'infanterie est alors devenue très précise et souple.

À l'origine, les unités de génie de combat dépendaient de l'assignation de troupes provenant des unités d'infanterie pour l'exécution de leurs tâches. On peut imaginer la réticence des commandants des unités d'infanterie qui souhaitaient disposer de toutes leurs troupes. Pour pallier cette difficulté, le général Currie leur assigne un effectif suffisant et indépendant de l'infanterie.

L'emploi offensif de la cavalerie, qui devait permettre l'exploitation des percées par l'infanterie, est rendu impossible à cause des barbelés et du tir meurtrier des mitrailleuses. Les tentatives d'exploitation par la cavalerie ne sont pas concluantes et se soldent le plus

souvent par des pertes élevées sans gain significatif. La réorganisation et la centralisation des unités de mitrailleurs motorisées permettent leur utilisation comme une arme d’appui distincte, à l’instar de l’artillerie. Tout comme les chars d’assaut, les avions sont des engins primitifs avec des capacités limitées pour l’appui au sol et les missions d’interdiction ou le bombardement de cibles importantes. Cela dit, la reconnaissance aérienne, conjuguée avec la télégraphie sans fil (TSF) ou communication radio, contribue de façon importante à l’élaboration de plans adaptés et précis.

### **LES FACTEURS-CLÉS DE LA RÉUSSITE CANADIENNE**

On ne peut passer sous silence la contribution fondamentale du commandant du CC au succès de l’offensive des 100 jours. Le lieutenant-général sir Arthur Currie se distingue par sa planification méticuleuse des engagements, l’utilisation massive du tir protecteur des canons et la coopération avec les diverses forces sur le terrain, principalement les ingénieurs de combat, les blindés et l’artillerie et l’aviation. Et il faut ajouter tout de suite qu’il est à la tête d’une troupe redoutable : le CC se caractérise par l’opiniâtreté de ses commandants et la ténacité et le moral à toute épreuve de ses troupes, qui allient fierté, esprit de corps et appartenance nationale. Il est aussi certain que les Allemands de 1918 n’ont plus l’enthousiasme de ceux de 1914. Leurs meilleurs éléments ont été mis hors combat lors des offensives du printemps 1918 ; ils sont démoralisés et ils préfèrent souvent se rendre plutôt que de continuer la lutte. Finalement, il faut reconnaître que la fortune a favorisé l’audace ; on se rappellera que l’attaque du 8 août a pris de vitesse les Allemands d’à peine deux jours – car ils devaient lancer leur propre offensive le 10 août. Rappelons aussi le passage du canal du Nord, une manœuvre qui fonctionna sans anicroche, alors que les troupes du CC étaient massées dans une position exposée à un éventuel tir d’artillerie ennemi.

### **BILAN ET CONCLUSION**

C’est bel et bien la percée réalisée par le CC et la poursuite qui s’ensuivit qui sont venues à bout des dernières velléités de résistance ennemie ; ce sont elles qui ont causé la déconfiture de l’armée

allemande et qui ont précipité l'issue de la guerre. Si la contribution du Canada à la Grande Guerre lui vaut la reconnaissance des Alliés, elle signale aussi l'émergence d'une nation souveraine s'affranchissant de la tutelle britannique. Le Canada sera d'ailleurs un des cosignataires du traité de Versailles en 1919; c'est l'entrée du Canada sur la scène internationale.

On est en droit de se demander si cette offensive épique et la contribution hors du commun du CC ont reçu leur juste part d'attention et de reconnaissance. Toujours en première ligne, le CC a livré en succession rapide des combats intenses et acharnés jusqu'à la victoire finale. Quelques modestes monuments ont bien été érigés ici et là en hommage à l'offensive des 100 jours, mais il semble cependant que cet exploit, pourtant décisif, ait sombré dans l'oubli.

J'aimerais, en terminant, rappeler quelques statistiques qui illustrent le sacrifice humain et l'ampleur du succès des troupes canadiennes tout au long de l'offensive des 100 jours :

- Le CC y perd 46 405 soldats et officiers (6833 morts, 37969 blessés, et 1603 disparus);
- Le CC inflige des pertes à l'ennemi évaluées à 175 000 soldats et officiers;
- Le CC capture 31 537 prisonniers, 623 canons lourds et de campagne et plus de 3000 mitrailleuses et mortiers de tranchée;
- Le CC se voit décerner 30 Croix de Victoria, la plus haute décoration de l'Empire britannique pour acte de bravoure.

## BIBLIOGRAPHIE

- Colonel Nicholson, G.W.L., *Le Corps expéditionnaire canadien 1914-19*, Ottawa, Ministère de la Défense nationale, Direction histoire et patrimoine, 1963.
- Livesay, J.F.B., *Canada's Hundred days*, Toronto, T. Allen, 1919.

# Chapitre 12

## VOLER, TUER, ESPÉRER : L'EXPÉRIENCE DES AVIATEURS DE LA GRANDE GUERRE

CARL PÉPIN

*We did distinguish the « coloured troops » from the rest of us, for that was the label given to Canadians, Australians, Rhodesians and all the other pilots from the Colonies, but there were so many of them, especially of Canadians, who at times, in some squadrons, outnumbered every other breed of British, that eventually we all settled down to the same level of near anonymity.*

Arthur Gould Lee  
46 Squadron, Royal Flying Corps

Lorsque débute la Première Guerre mondiale, en août 1914, l'aviation en est toujours au stade de l'enfance. Les historiens s'entendent généralement pour accorder aux frères Orville et Wilbur Wright la paternité d'une invention qui a non seulement révolutionné les modes de déplacement des gens, mais également bouleversé la conduite et les pratiques de la guerre. En effet, ces Américains sont parvenus à faire brièvement voler un appareil dit « plus lourd que l'air », à savoir un engin qui a pu

quitter le sol pendant quelques secondes sur une distance de moins de cent mètres. Nous étions alors le 17 décembre 1903. Une décennie plus tard, au moment où l'Europe fait tonner ses canons, l'aviation a naturellement accompli des progrès appréciables, voire remarquables. Certes, les pionniers de l'air attirent d'importantes foules lors de foires ou d'expositions, mais de là à penser que leurs appareils pourraient un jour servir à répandre la mort sur les champs de bataille, il y a sans aucun doute plusieurs pas à franchir, ne serait-ce que pour convaincre les plus sceptiques des généraux et autres décideurs militaires de l'utilité des avions.

Les belligérants européens à l'été de 1914 disposent dans leurs arsenaux de quantités relativement impressionnantes d'avions. Des pays comme la France, l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne possèdent plusieurs centaines d'avions, sans toutefois que ces appareils soient nécessairement bien organisés et répartis en unités capables d'appuyer des armées au sol ou des forces navales le long des côtes. Néanmoins, le fait est que des avions sillonnent les cieux d'une Europe en pleine guerre. De l'autre côté de l'océan Atlantique, de jeunes Canadiens entendent parler de premiers exploits militaires des aviateurs, ce qui incitera assurément des centaines d'entre eux à s'enrôler dans cette arme encore inconnue. On leur dit qu'ils défieront la gravité et la mort, mais savait-on réellement de quoi on parlait à l'époque, lorsqu'il s'agissait de concevoir l'utilisation de l'avion à des fins militaires ?

Sachant que les Canadiens furent nombreux à avoir combattu dans les airs, nous sommes amenés à nous poser les questions suivantes. D'abord, dans une optique plus générale : que reste-t-il de cette contribution canadienne ? Qui sont ces hommes qui ont osé se porter volontaires pour servir dans ce nouveau champ de bataille qu'est le ciel ? Dans quelles conditions volent-ils et combattent-ils ? Quelle est l'importance de leur contribution aux succès militaires des forces canadiennes et alliées ? Les réponses à ces questions peuvent sembler difficiles à obtenir, tant la vision romancée de l'aviation de la Grande Guerre, largement dépeinte par la littérature et le cinéma, captive l'imagination du grand public, quitte à faire de ces « as » des héros nationaux dignes des chevaliers médiévaux. Or, la réalité fut horriblement différente.

Les quelques lignes de cet article se veulent des aperçus de la participation aérienne canadienne à la Première Guerre mondiale.

### **L'IMPORTANCE DE L'AVIATION : LE RENSEIGNEMENT**

Historiquement parlant, on attribue à la cavalerie – ou à l'infanterie à cheval – la fonction traditionnelle de recueillir des renseignements sur le champ de bataille. Ainsi, les soldats qui peuvent rapidement se déplacer à cheval vont reconnaître les positions ennemies, observer et anticiper les déplacements des unités, puis faire rapport aux états-majors de ce qu'ils ont vu. Logiquement, la guerre qui éclate en 1914 aurait dû voir les cavaleries du monde occuper des rôles similaires, soit renseigner les généraux et ainsi contribuer à la planification et à l'exécution des opérations. Or, le caractère industrialisé de la guerre moderne (puissance de feu accrue) et l'enlèvement rapide du front – des réalités bien établies quelques semaines à peine après le début des hostilités – font en sorte que la cavalerie, sans nécessairement perdre son utilité, ne peut plus accomplir aussi bien les missions que nous avons précédemment énumérées. C'est dans cette optique qu'il faut, un peu par la force des choses, donner une chance aux aviateurs.

On demande donc à ces derniers de survoler les lignes ennemies. Dans quels buts ? D'abord, observer, noter et rapporter ce qu'ils ont vu. Dès 1914, d'intrépides aviateurs français parviennent à épier du haut des airs les mouvements tournants des troupes allemandes fonçant droit sur Paris. Celles-ci sont arrêtées net durant la célèbre bataille de la Marne, non loin de la capitale française. Pourtant, des généraux, sans doute un peu plus intéressés au potentiel militaire de l'aviation, acceptent les renseignements fournis par les nouveaux soldats du ciel. Ils coordonnent les futurs mouvements au sol à partir des analyses et des interprétations des renseignements ainsi recueillis.

### **SE BATTRE DANS ET POUR LE CIEL**

Toutefois, le rôle de l'aviation militaire ne va pas se limiter à donner des yeux aux généraux. Si un camp exploite l'avion aux fins du renseignement, il est alors possible de concevoir que l'adversaire

fasse de même. Est-il donc possible – voire moralement envisageable – de penser qu'un appareil puisse en empêcher un autre d'exécuter sa mission ? Tel un oiseau de proie, pourrait-il en attaquer un autre afin de le faire tomber ?

Dans ce contexte, on peut raisonnablement croire qu'un jour pas si lointain arrivera où des appareils croiseront le fer dans les airs. Normal, puisque des avions en plus grand nombre arrivent au front à mesure que la guerre continue et que leurs armements se perfectionnent. Au départ, les pilotes n'emportent que des armes légères, comme des pistolets et des carabines – et parfois des briques ! –, car leurs appareils ne sont pas conçus pour accueillir un poids excessif. Or, l'évolution technologique des avions permet tôt ou tard de doter ceux-ci d'armements et d'équipements plus lourds et sophistiqués. Les avions sont dorénavant équipés, par exemple, de mitrailleuses et de bombes pour attaquer des appareils ennemis ou encore des positions terrestres telles des batteries d'artillerie ou des places fortes.

Ces idées de recueillir des renseignements et d'abattre des avions adverses amènent progressivement une spécialisation des fonctions attribuées aux pilotes et aux observateurs aériens. On en vient à créer des escadrons spécialisés dans la chasse, l'observation et le bombardement. Certes, le métier d'aviateur attire l'attention du grand public, ne serait-ce que par la nouveauté que représente cette première guerre aérienne. Cependant, être pilote ou observateur comporte de grands risques. Contrairement à certaines idées reçues, par exemple, une majorité d'aviateurs de la guerre de 1914-1918 sont morts en dehors des combats aériens proprement dits, c'est-à-dire bien souvent à la suite de fausses manœuvres au décollage ou à l'atterrissage, sinon après que leurs appareils se furent disloqués en plein vol.

À l'instar des soldats dans les tranchées, les aviateurs ont aussi leur routine. Bien qu'ils soient plus éloignés du front et des horreurs directes des affrontements, leur vie n'est pas de tout repos. Les aviateurs doivent voler plusieurs fois par jour, durant des missions qui peuvent minimalement durer deux heures chacune, sinon plus. L'entraînement se fait souvent sur le tas, si bien que les précieuses leçons apprises par l'expérience directe du vol, de l'observation et du combat doivent impérativement être transmises

aux nombreuses recrues par de trop rares instructeurs qui ne disposent d'à peine plus d'expérience que leurs élèves.

## LES DÉBUTS DE L'AVIATION MILITAIRE AU CANADA

Dans ce contexte, et contrairement peut-être aux puissances européennes, le Canada en 1914 entre automatiquement, comme colonie britannique, dans une guerre où ses forces militaires sont bien mal préparées, sinon mal en point. En effet, l'armée terrestre professionnelle compte à peine 3 000 hommes, les forces navales ne disposent que de deux unités de surface – et usagées par surcroît –, alors que l'arme aérienne, quant à elle, n'existe tout simplement pas. En fait, on peut dire qu'elle existe dans l'esprit des uns, et qu'elle est absente de celui des autres. Par exemple, le ministre canadien de la Milice et de la Défense, le colonel Sam Hughes, avait publiquement affirmé que l'aviation n'était ni plus ni moins que l'« invention du diable ». En ce sens, il égalisait en finesse intellectuelle les propos de bien des généraux européens qui abondaient dans le même sens, dont ceux du général français Ferdinand Foch, à qui l'on prête en 1910 une citation disant que l'aviation n'était que du sport. Bref, le rôle de l'aviation était encore mal compris, voire ridiculisé par moment. Au mieux, ce rôle constituait un concept étudié par les militaires et les stratèges amateurs, mais l'utilisation en demeurait incertaine.

Cependant, il devient évident que les réticences et les moqueries des uns n'entravent pas l'enthousiasme des autres et encore moins l'impérative nécessité pour les armées de se doter d'« yeux » pour voir ce qui se passe réellement sur les champs de bataille. Non sans surprise, il faut créer des centres d'instruction et d'entraînement pour former cette jeunesse qui décollera tôt ou tard pour affronter la mort. Le Canada n'est pas en reste, car il accueille diverses écoles de formation. Parmi les plus importantes figure la Curtiss Flying School basée à Toronto. La recrue qui souhaite obtenir un quelconque brevet de pilotage doit y déboursier la rondelette somme de 400 \$ pour 400 minutes de vol, ce qui équivaldrait de nos jours à plusieurs milliers de dollars. Malgré les coûts exorbitants, nombreux sont les candidats à vouloir s'y inscrire. De même, en 1917, les Britanniques prennent soin d'aménager plus de centres d'instruction. L'Ontario en reçoit au moins six et les

recrues ont la possibilité de s'entraîner sur des appareils souvent fabriqués au Canada, notamment à bord du réputé *Curtiss JN-4* conçu par la Canadian Aeroplanes Ltd. En tout et partout, plus de 3000 Canadiens reçoivent une formation de pilote, tandis qu'environ 7400 autres deviennent mécaniciens. L'idée n'est pas tant de former des pilotes et des observateurs immédiatement aguerris, mais surtout de leur inculquer une formation de base qui ferait des Canadiens des aviateurs recherchés par les services aériens britanniques du Royal Flying Corps (RFC) et du Royal Naval Air Service (RNAS), qui fusionnent le 1<sup>er</sup> avril 1918 pour devenir la Royal Air Force (RAF).

### **LE MOT D'ORDRE : SURVIVRE**

Inévitablement, les nouveaux aviateurs canadiens qui débarquent en Europe, notamment dans la zone des opérations en Belgique et en France, doivent poursuivre leur apprentissage. Ils continuent donc leur formation d'aviateur tout en participant aux missions d'observation, de bombardement et de chasse, dans un contexte où ne cesse d'évoluer la technologie. Contrairement à certaines idées reçues, point ne leur est demandé de jouer immédiatement aux héros, mais plutôt de tenter de survivre aux premières missions, ne serait-ce que pour assimiler et transmettre ce précieux savoir aux autres aviateurs qui les suivront. Rapidement, plusieurs seront blessés ou tués, trop souvent abattus par un ennemi nettement plus expérimenté et, force est de le constater, mieux organisé au niveau tant de la technologie que de la tactique. Citons en exemple le fait que les Allemands sont rapidement parvenus à introduire un système de synchronisation du tir de la mitrailleuse au travers de l'hélice, ou encore le regroupement en plus larges formations de leurs appareils sous la gouverne de chefs aviateurs aussi redoutables qu'expérimentés.

Face à des appareils allemands de type Albatros, Pfalz ou Fokker, les Canadiens volent à bord d'appareils essentiellement de conception britannique ou française tels le Nieuport, les Sopwith (Pup, Triplane et Camel) et le S. E. 5a pour la chasse. Tous ces appareils ont leurs qualités comme leurs défauts, mais l'essentiel pour les pilotes consiste à s'adapter, selon les périodes de la guerre, aux avions que l'ennemi leur oppose, toujours en suivant ce mot

d'ordre : survie. Il leur faut également composer avec les impératifs du haut commandement. En effet, une des principales composantes de la stratégie aérienne des Britanniques consiste à pousser assez loin en territoire ennemi des missions d'observation, de bombardement et de chasse. Dans le cas des deux premiers types de missions, surtout, les Canadiens doivent parcourir de longues distances loin derrière les lignes adverses, en vertu de ce qu'il est alors convenu d'appeler les Deep Offensive Patrols (D.O.P.).

Fortement critiqués au sein du corps des aviateurs – qui n'en voient pas toujours l'utilité stratégique –, les D.O.P. causent d'importantes pertes *a contrario* des Allemands qui, pour l'essentiel, volent relativement près de leurs propres lignes. Ainsi, leurs pilotes abattus au-dessus du territoire ami – et physiquement indemnes – ont nettement plus de chances de revenir au combat étant donné qu'ils ne sont pas faits prisonniers. Cette idée de pouvoir se désengager du combat à tout instant, dès que l'on sent que l'affaire tournera mal, contribue assurément à relever le moral des aviateurs allemands, tout en faisant baisser celui des Britanniques, dont les Canadiens.

## **LES CANADIENS LORS DES GRANDES PHASES DE LA GUERRE AÉRIENNE**

À juste titre, l'évolution des opérations aériennes durant la Première Guerre mondiale peut être qualifiée de vertigineuse. Dans cette optique, nous avons initialement mentionné qu'en 1914, les opérations se limitaient à l'observation des positions ennemies et, plus rarement, à quelques missions de bombardement pour le moins timides tant les moyens technologiques étaient limités. Or, à mesure que perdure le conflit, sa dimension aérienne connaît également des rebondissements pour le moins spectaculaires, que l'on peut qualifier de « phases ».

D'abord, les aviateurs canadiens qui arrivent en nombre au front en 1915 le font dans un contexte où l'aviation allemande a un net avantage, sans toutefois aller jusqu'à parler de domination complète. En fait, de la seconde moitié de 1915 jusqu'au printemps de 1916, on peut dire que les aviateurs du Reich disposent de moyens supérieurs, ne serait-ce que parce qu'ils possèdent la technologie du tir synchronisé au travers de l'hélice. Des aviateurs

canadiens ont donc connu ce que les historiens ont ultérieurement appelé la période du « fléau Fokker », en référence à l'inventeur du tir synchronisé. Cependant, les aviateurs alliés finissent par reprendre l'initiative en 1916, car eux aussi dotent leurs appareils de la technologie du tir synchronisé, si bien que, jusqu'à l'automne, un équilibre semble s'être rétabli, équilibre dont profitent également les Canadiens qui peuvent parfaire leur apprentissage vu les plus grandes chances de survie. Néanmoins, de la fin de 1916 jusqu'à la fin du printemps de 1917, les Allemands reprennent l'initiative, parce que leur industrie aérienne a pu mettre en service des appareils à nouveau technologiquement supérieurs à ceux des Alliés, notamment en matière de vitesse, de manœuvrabilité et d'armement. Les Allemands procèdent aussi à une réorganisation de fond en comble de leurs escadrons, en particulier de leurs groupes de chasse. Cette période baptisée « Avril sanglant » voit les aviateurs britanniques (et canadiens) du RFC et du RNAS perdre au moins le tiers de leurs effectifs pour le seul mois d'avril. Ultimement, à l'instar de ce qui s'est produit en 1916, les Alliés peuvent à nouveau rattraper leur retard technologique, au point où leurs appareils mis en service en 1918, combinés au poids du nombre, permettent le rétablissement d'un certain équilibre qui leur confère un avantage généralisé à mesure qu'approche l'Armistice.

## **LES AVIATEURS : DES « AS » ET DES LÉGENDES**

La Première Guerre mondiale, comme c'est connu dans un certain imaginaire collectif, a produit son lot d'aviateurs qui sont devenus des « as », voire des héros portés au rang de légendes. Leurs exploits ont été romancés. La littérature et le cinéma – et plus tard les jeux vidéo – se sont emparés de ces histoires, quitte à pervertir une certaine réalité de ce qu'ont réellement été les opérations aériennes de l'époque. Des aviateurs tels l'Allemand Manfred von Richthofen, dit le « Baron rouge », le Français Georges Guynemer et le Britannique Edward Mannock ont été consacrés par l'histoire. Le Canada, de son côté, n'est pas en reste.

Qu'il suffise d'évoquer les noms de William Bishop, Raymond Collishaw, Donald McLaren et William Barker pour constater que ce pays, qui n'était alors qu'une colonie d'un vaste empire, a

produit un nombre impressionnant d'aviateurs qui ont fait parler d'eux. Il est en effet relativement aisé d'évoquer leurs noms, car il existe des formules assez simples – mais pas toujours efficaces – pour recenser leurs exploits par le calcul du nombre d'appareils ennemis abattus, ou à tout le moins de la quantité supposée d'avions adverses tombés sous la mitraille canadienne. Grosso modo, il suffit à un aviateur, notamment à un pilote de chasse, d'avoir minimalement abattu cinq appareils ennemis afin de recevoir le prestigieux titre d'« as » du combat aérien. Naturellement, ces victoires doivent lui être confirmées, entre autres par des témoins oculaires et relativement impartiaux. Chaque nation belligérante dispose de son propre système d'accréditation des victoires réclamées par leurs pilotes, si bien qu'une analyse de chacun d'eux pourrait faire l'objet d'une autre publication.

Toujours est-il que le titre d'« as » du combat aérien fut attribué à environ 200 pilotes canadiens durant la Grande Guerre. Fondus dans différents escadrons du RFC, du RNAS ou de la RAF, les Canadiens ont pu minimalement réclamer quelque 1 000 appareils ennemis abattus, sans compter ces autres aviateurs qui sont parvenus à inscrire des victoires sans nécessairement devenir des as. Dans ce club plus ou moins sélect, certains pilotes se sont vu confirmer des nombres effarants de victoires aériennes. Revenons sur nos William Bishop et ses 72 victoires, ou encore Raymond Collishaw avec 60, Donald McLaren avec 54 et William Barker avec 50. Bien qu'ils soient impressionnants, leurs exploits sont-ils représentatifs de l'expérience de guerre aérienne des Canadiens ? La réponse est à la fois oui et non.

Oui, car ces pilotes volent et combattent dans des conditions que l'on peut raisonnablement qualifier de similaires à celles du reste de leurs compatriotes qui évoluent dans des escadrons de chasse. Non, étant donné la prise en considération d'autres facteurs qui ont fait en sorte que leurs expériences n'ont assurément pas pu être comparables. On pense notamment à leur talent naturel, qui leur permet de ressortir du lot, sinon de survivre plus longtemps, de même qu'aux autres éléments typiques liés aux conditions de vol et du combat, conditions que nous aborderons dans un instant. Il reste que ces aviateurs canadiens sont soumis à des pressions tant physiques que psychologiques, au point où il est impossible de se fier uniquement au nombre d'appareils abattus

confirmés afin de mesurer la qualité de leur courage et de leurs exploits. Il importe plutôt de prendre la mesure de leurs contributions et de leurs sacrifices à la lumière d'un ensemble de facteurs liés au fait de voler, de tuer et de chercher à survivre.

## DES HOMMES AVANT TOUT

Ce sont précisément les mêmes facteurs, que nous détaillerons dans un moment, qui éclairent comme ils peuvent confondre le lecteur qui cherche *a posteriori* à mieux comprendre ce que fut réellement l'expérience dite « de combat » des aviateurs canadiens. Rappelons d'abord toute l'aura qui entoure la perception qu'a le grand public des aviateurs. Cette sorte de glorification est d'abord le fruit des contemporains eux-mêmes qui tentent, en particulier à travers les propagandes des différentes nations belligérantes, de dresser des portraits pour le moins chevaleresque de ces nouveaux combattants du ciel. Naturellement, les Canadiens reçoivent leur part de gloire aux yeux du grand public.

Voler devient quelque chose d'attrayant, si bien que les aviateurs peuvent présenter une image qui est loin d'être celle des fantassins coincés dans une guerre bien peu mobile au fond de leurs tranchées. Toutefois, la réalité tant physique que psychologique de la guerre pour les pilotes et les observateurs est bien différente de celle des clichés. Par exemple, voler pendant environ deux heures au-dessus du front use le corps. Il en résulte une tension physique liée aux difficultés de piloter et surtout de maintenir la stabilité de l'appareil, notamment selon la direction des vents. Les pilotes souffrent de douleurs musculaires, de maux de tête, sans parler de la sueur qui peut couler en abondance.

D'autres facteurs résultant des difficultés du pilotage doivent être pris en compte. Retenons par exemple les températures variables selon les altitudes et les saisons. Même l'été, un vol à 20 000 pieds d'altitude peut causer des engelures si les aviateurs qui volent à cockpit ouvert ne sont pas bien vêtus. Il suffit alors d'imaginer ce que doivent être les conditions de vol durant l'automne et l'hiver. Ces hommes portent impérativement des combinaisons de vol minimalement doublées de fourrure, sans oublier les lunettes qui protègent leurs yeux non seulement des intempéries et du vent, mais également d'autres débris. C'est

ainsi que les pilotes portent souvent des écharpes, ces longs foulards glorifiés par le cinéma et la littérature comme symbole d'élégance, mais qui possèdent une utilité beaucoup plus terre-à-terre, à savoir permettre de nettoyer rapidement les lunettes de vol de toutes saletés pouvant s'y déposer. En effet, nombre de moteurs d'avions d'époque – entre autres les moteurs rotatifs – projettent vers les pilotes des quantités d'huile et d'essence relativement importantes, au point de salir leurs lunettes, mais également leurs visages qui deviennent inévitablement noircis à la fin d'un vol. Autre facteur non négligeable, celui du manque d'oxygène à une certaine hauteur. L'air se raréfie dès la hauteur de 10 000 pieds, au point où l'hypoxie a un effet immédiat sur les réflexes des aviateurs et ultimement sur leurs capacités à faire rapidement face à différentes situations.

Revenus au sol, les aviateurs doivent rapidement faire rapport de leur mission, souvent dans la plus grande des confusions, tant l'excitation et la tension nerveuse engendrées par les combats et d'autres incidents peuvent les affecter. Parmi les conséquences psychologiques des effets du vol résultent notamment l'insomnie et la nervosité. Peu de remèdes peuvent atténuer les effets physiques et psychologiques des missions qui s'enchaînent. Au mieux, plusieurs aviateurs trouvent refuge dans l'alcool au cours de fêtes organisées dans les mess des escadrons. L'idée est de pouvoir relâcher certaines tensions et le fait d'être parmi des frères d'armes qui courent les mêmes risques et périls peut avoir un effet bénéfique sur le moral dans un contexte où à peu près personne ne sait s'il reviendra de la prochaine mission. Dans cette optique, il est difficile de savoir avec précision si tous les pilotes sont conscients ou songeurs à l'idée qu'un jour ils pourraient mourir à bord de leurs appareils en flammes. Selon les témoignages, certains semblent bien au fait de cette réalité, tandis que d'autres préfèrent ne pas y penser ou à tout le moins afficher une certaine image de désinvolture. Le pire scénario pour un aviateur est probablement celui où son moteur prend feu et que les flammes sont projetées vers lui, en plein visage. Ce lugubre scénario peut devenir obsédant, au point où de nombreux pilotes se dotent d'une arme de poing afin de pouvoir rapidement se donner la mort plutôt que de brûler vif en piquant vers le sol.

Les Canadiens qui volent durant la Grande Guerre font face à une autre réalité tout aussi désobligeante qu'affligeante pour le moral : voler sans porter de parachute. De leur côté, les aviateurs allemands se dotent de parachutes quelque peu sur le tard, en 1918, mais ceux de l'Empire britannique n'en ont jamais eu. Ce refus de leur fournir cet équipement émane des plus hautes autorités, malgré les fréquentes protestations des pilotes au premier chef. La raison officiellement évoquée est que les pilotes seraient incités à abandonner rapidement leurs appareils en plein vol au lieu de chercher à combattre l'ennemi. Cette politique, en plus de la stratégie du D.O.P. précédemment évoquée, contribue grandement à affaiblir le moral des aviateurs de l'Empire britannique, dont bien sûr celui des Canadiens.

### **À LA RECHERCHE DE L'ENNEMI : LE MOMENT DU COMBAT**

Tous les types de missions effectuées par les aviateurs durant le conflit donnent lieu à des affrontements que d'aucuns, par moment, qualifient d'épiques. Les Canadiens ne sont pas en reste, surtout durant les deux dernières années de la guerre. Ils participent à des combats aériens communément appelés dans le jargon des *dog-fights*, où le but consiste pour l'essentiel à abattre puis à chasser l'ennemi du ciel. Cet incroyable ballet aérien, les soldats au sol ont pu en témoigner, du fond de leurs tranchées. À mesure que la technologie s'améliore et que le nombre d'appareils croît, on voit également s'intensifier ce type de combat.

Ces mêlées sont souvent marquées par des dizaines d'avions qui tournent, s'entremêlent et se tirent dessus, tout en effectuant des loupés ou autres manœuvres qui les voient plonger à une vitesse vertigineuse afin de pourchasser une cible ou de fuir l'affrontement dans l'espoir de survivre. L'œil distant peut avoir l'impression qu'il y a une sorte d'esprit chevaleresque, mais, dans les faits, ces combats sont intenses, voire sauvages et sans pitié. Des milliers d'aviateurs y laissent leur vie. La vitesse, les vrilles, les roulis et les différentes boucles effectuées mettent une énorme pression tant sur les appareils que sur les corps. Les pilotes infligent donc la mort, par leur capacité à placer sur une cible adverse quelques cartouches qui atteignent ses parties vitales, notamment son pilote, son moteur ou encore les câbles censés retenir ensemble

les ailes et le fuselage. À l'instar de leurs homologues britanniques, les pilotes de chasse canadiens apprennent des techniques de tir que sont, entre autres, la déviation des cartouches, l'identification des balles traçantes (utiles pour anticiper la trajectoire des ogives) et la projection de courtes rafales (plutôt que de succomber à la tentation d'un tir prolongé des mitrailleuses). Il leur faut également savoir désenrayer une mitrailleuse en plein combat, ce qui n'est pas évident si l'on veut soi-même éviter de devenir une cible.

Les fréquentes difficultés à départager les vainqueurs des vaincus doivent également se comprendre – ou s'interpréter – à la lumière des habiletés tactiques naissantes des pilotes, de même qu'avec la difficulté des communications en plein vol, sinon durant un combat. Les pilotes de chasse ne disposent pas réellement de radios leur permettant de communiquer en temps utile avec leurs camarades afin de planifier la bataille qui s'engage ou bien de réagir face à telle ou telle situation. Il leur faut donc faire une lecture rapide de la situation à partir de ce qu'ils peuvent aussitôt voir et analyser. Cette réflexion est quasi instantanée, tant le rythme du combat est vif et qu'il faille constamment se tourner la tête pour s'assurer de ne pas avoir un appareil ennemi à ses trousses.

Par ailleurs, à l'instar de leurs collègues des escadrons de bombardement et d'attaques au sol, les pilotes de chasse participent à des missions contre les positions terrestres ennemies. Souvent détestées des aviateurs, car elles infligent somme toute peu de dégâts et entraînent des pertes élevées chez les attaquants – les appareils étant susceptibles d'être abattus à la fois par des chasseurs ennemis ou par des troupes au sol –, les missions d'appui à l'infanterie sont quand même chose fréquente à mesure que progresse l'avancée des troupes alliées dans la seconde moitié de 1918. Malgré tout, ces missions, qui voient la combinaison de diverses armes tels l'infanterie, les chars et l'aviation, ont été les précurseurs d'opérations interarmes dont la fréquence sera nettement accrue durant la Seconde Guerre mondiale.

## **UN COMBAT TOUT AUTRE : CELUI DE LA RECONNAISSANCE**

Durant la Grande Guerre, les pilotes, les observateurs, les mécaniciens et les membres du personnel aérien fournis par le Canada servent officiellement dans les rangs de l'Empire britannique. En

clair, le Canada ne dispose pas de sa propre force aérienne, comme c'est le cas de nos jours. Bien qu'il soit sous commandement britannique, le pays possède néanmoins ses propres forces terrestres et navales, mais l'inexistence d'une aviation nationale demeure un mystère aux yeux de plusieurs. Pourquoi en a-t-il été ainsi ?

D'emblée, l'absence d'une force aérienne n'a strictement rien à voir avec la qualité des pilotes et des observateurs canadiens. Au contraire, les divers centres d'entraînement au pays permettent à ces aviateurs de recevoir un entraînement de base, entraînement qui est par la suite complété sur le vieux continent. Qui plus est, parmi les meilleurs « as » de l'Empire britannique, le Canada en compte plusieurs dont nous avons précédemment mentionné quelques noms. Pire encore, à défaut d'avoir une force aérienne nationale, il n'y a pas non plus d'escadron canadien proprement dit. Toutefois, certaines formations sont composées en grande partie de Canadiens, dans la mesure où ils fournissent environ le quart des pilotes de l'Empire britannique. Cette proportion non négligeable d'aviateurs aurait pu logiquement permettre au gouvernement canadien d'aller de l'avant avec un projet de création d'une force aérienne nationale, ce qui a partiellement été fait en 1918 avec la fondation de l'éphémère Service aéronaval de la Marine royale du Canada (aboli sitôt la guerre terminée). Dans le théâtre des opérations européen, en Grande-Bretagne et sur le continent, la création en avril 1918 de la RAF entraîne également la mise sur pied de deux escadrons canadiens. Cependant, aucune de ces formations ne sert en première ligne, malgré les pressions de personnalités influentes, dont Billy Bishop et sir Arthur Currie, le commandant en chef du Corps d'armée canadien. Du point de vue d'Ottawa, l'important est justement de privilégier le maintien des effectifs terrestres du général Currie, plutôt que de s'engager à maintenir un flot suffisant de ressources qu'aurait inévitablement nécessité une force aérienne en bonne et due forme. L'Aviation royale du Canada ne verra finalement le jour qu'au lendemain de la guerre, durant les années 1920.

## CONCLUSION

En dépit de l'absence d'une force aérienne nationale, la contribution militaire canadienne en la matière parle d'elle-même. Approximativement 24 000 Canadiens ont servi dans les différentes unités et formations des forces aériennes de l'Empire britannique. De ce nombre, environ 1 400 aviateurs ont été tués ou ont succombé à leurs blessures. Ils ont servi avec distinction. Plusieurs ont reçu le titre d'« as » et trois se sont même vu attribuer la Croix de Victoria (W. Bishop, W. Barker et A. McLeod), la plus haute décoration militaire pour bravoure au combat. Tous enfin ont dû, au lendemain des hostilités, rentrer au pays et réintégrer progressivement la vie civile.

Certains ont pu se trouver des emplois comme pilotes chargés du service postal ou de la cartographie du Grand Nord canadien. D'autres, toutefois, ont dû abandonner l'aviation, par choix ou non. Enfin, certains ont cherché à rester dans l'armée, en dépit du fait que le gouvernement canadien n'avait à peu près plus de budget pour eux à mesure qu'il a fallu démobiliser et assurer la transition d'une économie de guerre vers une économie civile. Les Billy Bishop, William Barker et Raymond Collishaw ont constitué les rares exceptions d'aviateurs qui ont tenté de faire valoir leurs talents après la guerre, que ce soit en contribuant à la fondation de l'Aviation royale ou encore en démarrant leur propre compagnie d'aviation.

On peut penser que les aviateurs canadiens ont participé à cette grande aventure qui a consisté à changer à tout jamais le visage de la guerre. Pour la première fois de l'histoire de l'humanité, des hommes se sont battus dans le ciel, tels des oiseaux de proie cherchant à pulvériser un adversaire en l'expédiant vers le sol. L'influence de la culture et de la littérature populaires en a fait des héros, sinon des légendes dignes des chevaliers médiévaux.

On peut le croire, certes. Mais on peut également croire que ces aviateurs ont essentiellement volé, tué... puis espéré ne pas être tués.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bourgeois-Doyle, Richard I., *George J. Klein: The Great Inventor*, Ottawa, 2004.
- Franks, Norman, Russell Guest et Frank Bailey, *Bloody April 1917. An Exciting Detailed Analysis of the Deadliest Months in the Air in WW1*, Londres, Grub Street, 2017.
- Lee, Arthur Gould, *Open Cockpit*, Londres, Grub Street, 2018.
- No Parachute. A Classic Account of War in the Air in WW1*, Londres, Grub Street, 2013.
- Pugh, James, *The Royal Flying Corps, the Western Front and the Control of the Air, 1914-1918*, Londres et New York, Routledge, 2017.
- Shores, Christopher, *British and Empire Aces of World War 1*, Grande-Bretagne, Osprey Publishing, 2001.
- Sumner, Ian, *Kings of the Air. French Aces and Airmen of The Great War*, Barnsley, Pen & Sword Books Ltd., 2015.
- Wise, Sydney F., *The Official History of the Royal Canadian Air Force: Canadian Airmen and the First World War*, Toronto, University of Toronto Press, 1980.

# Chapitre 13

## L'ADMINISTRATION ET LE SOUTIEN AU COMBAT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN

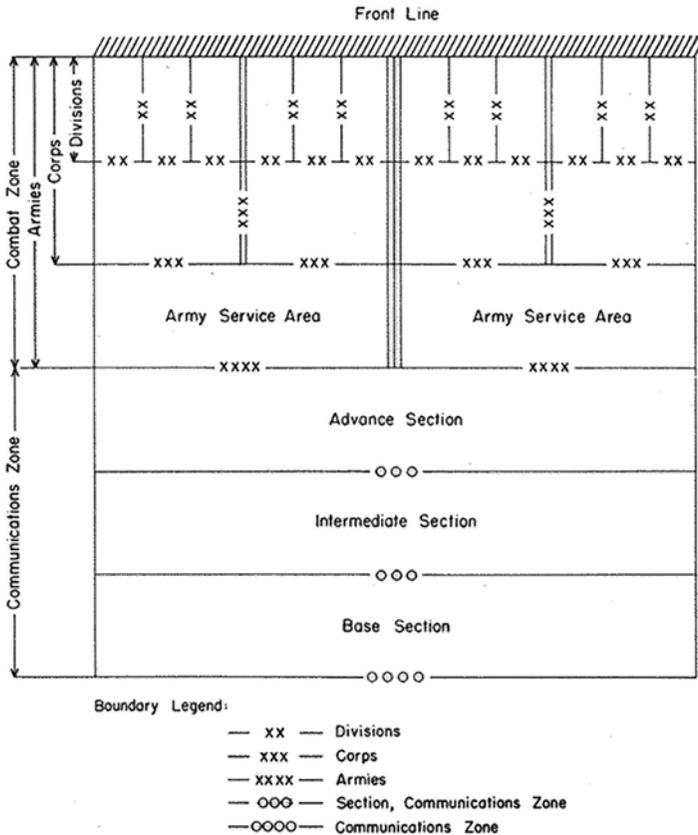
MARC GRONDIN

**A**u moment de l'Armistice, 37 000 troupes canadiennes sont actives dans la zone de combat en France au sein d'unités ou de formations administratives. Bien qu'elles offrent leur appui au Corps d'armée canadien, ces troupes ne relèvent pas du commandant du Corps canadien. Qui plus est, un certain nombre d'entre elles partagent leur service entre le Corps canadien et les troupes britanniques et alliées sur le front occidental (Kemp, 1918, p. 373-375). Ce chapitre décrit d'abord le système d'administration du Corps expéditionnaire canadien, puis présente trois formations canadiennes qui ont rendu des services remarquables sur le front occidental. Il s'agit du Corps médical de l'armée canadienne, du Corps des troupes ferroviaires canadiennes et du Corps forestier canadien.

Une annexe au chapitre décrit le mandat particulier du Corps du Génie royal britannique (*Corps of Royal Engineers*) pour les centaines de milliers de familles endeuillées afin de récupérer les dépouilles des soldats ensevelis à la hâte lors des combats, d'identifier les corps et de les inhumer dans des cimetières permanents.

## L'ADMINISTRATION DANS UN THÉÂTRE D'OPÉRATIONS

L'administration du Corps expéditionnaire canadien (CEC) est une responsabilité collective pour une nation en guerre. Le dictionnaire Larousse définit le verbe « administrer » sous deux facettes : celle de gérer ou de diriger, et celle de fournir à quelqu'un ce dont il ou elle a besoin. La montée en puissance du CEC nécessite une synergie harmonieuse et complète des deux facettes. La gestion et la direction administrative du CEC s'articulent à partir du ministère de la Milice et de la Défense à Ottawa jusqu'aux postes de commandement d'unité au front, en passant par les quartiers généraux (QG) de formation. La fourniture des besoins du soldat s'effectue par les industries et les usines au Canada, de même qu'auprès des unités de soutien déployées tout le long de la chaîne logistique jusqu'à la tranchée.



L'administration militaire a évolué au cours du XX<sup>e</sup> siècle, mais les principes demeurent inchangés. L'illustration représente un théâtre d'opérations typique datant de 1940, inspiré des deux guerres mondiales et encore utilisé par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le schéma représente deux armées côte à côte. Le théâtre se divise en deux zones : la zone de combat et la zone des communications. La zone de combat délimite l'espace où l'armée se bat. On y retrouve des unités militaires formées de soldats entraînés et équipés au combat. La zone des communications peut s'étirer sur des milliers de kilomètres et regroupe des ressources civiles et militaires.

Une autre particularité de l'administration militaire est l'étalement des ressources administratives dans quatre lignes de soutien. Les trois premières lignes sont déployées dans la zone de combat, alors que la zone des communications englobe la 4<sup>e</sup> ligne de soutien. La 1<sup>re</sup> ligne désigne les éléments de soutien dans chaque unité de combat, autre que celle du combattant. Typiquement, durant la Grande Guerre, la 1<sup>re</sup> ligne d'un bataillon d'infanterie compte une trentaine de spécialistes de soutien au combat, soit un aumônier, une section médicale d'une vingtaine d'hommes avec le médecin et une section quartier-maître d'une dizaine d'hommes. La 2<sup>e</sup> ligne regroupe les unités de soutien au combat dans une division, dont les ambulances de campagne, les unités de transport et une unité de soins vétérinaires. Ces unités totalisent 1 900 troupes sur l'effectif divisionnaire de 20 000 soldats. La 3<sup>e</sup> ligne regroupe les unités soutenant une armée et les corps d'armée qui la composent. En général, ce sont des hôpitaux, des dépôts de matériel et de renfort en personnel et des centres d'entraînement. Le nombre d'unités de 3<sup>e</sup> ligne varie selon la situation. La capacité administrative en zone de combat constitue ce qu'il est convenu d'appeler « les services de soutien au combat ».

La zone des communications dans son ensemble constitue la 4<sup>e</sup> ligne de soutien. En reprenant le schéma qui illustre la disposition du soutien administratif du CEC entre le Canada et la France, retenons que la *base section* représente la nation canadienne avec toute sa puissance morale, économique et industrielle. Il s'agit des usines, des manufactures, des compagnies d'exploitation de ressources naturelles et du transport stratégique, notamment la marine marchande. L'*intermediate section* représente

la force expéditionnaire déployée en Grande-Bretagne. Quant à l'*advance section*, il s'agit des installations déployées dans les ports et les villes de France pour profiter de l'infrastructure en place. Durant le conflit, 620 000 Canadiens et Canadiennes s'enrôlent dans les Forces armées et 425 000 servent outre-mer. Ainsi, près de 200 000 soldats ont servi en 4<sup>e</sup> ligne au Canada de concert avec l'entreprise privée, dans des activités telles que le recrutement, l'entraînement, les soins de convalescence, l'achat et la gestion du matériel et le transport des fournitures vers la Grande-Bretagne.

Les fonctions d'administration dans le CEC sont divisées en deux sections principales. La première est gérée par l'adjudant-général qui est responsable des services au personnel, et la seconde par le quartier-maître général qui est responsable de la fourniture du matériel dans une perspective de juste-à-temps.

Les tâches de l'adjudant-général sont les suivantes : 1) l'organisation des unités, la dotation, la mobilisation et la démobilisation, 2) les renforts afin de maintenir les effectifs de la force combattante, incluant les affectations auprès des Alliés, 3) le maintien des registres des pertes et d'invalidité, notamment les catégories médicales, 4) les services au personnel, notamment la discipline, les promotions, les décorations et médailles, la paie, le soutien médical et dentaire, l'aumônerie, les archives, les congés et le bien-être, et 5) le registre des soldats décédés en lien étroit avec le Directorate of Graves Registration and Enquiries (War Office) à Londres.

Les tâches du quartier-maître général sont les suivantes : 1) le ravitaillement, soit le transport et la gestion des inventaires, 2) l'habillement, 3) le transport maritime et ferroviaire, 4) le service postal, 5) l'alimentation, 6) les soins vétérinaires, 7) les services d'imprimerie et de dactylographie, 8) la récupération du matériel endommagé sur le champ de bataille, 9) l'hébergement et 10) les trophées de guerre (la politique étant que le trophée est la propriété du gouvernement national de l'unité qui a capturé le trophée).

Durant la Première Guerre mondiale, les tâches de l'adjudant-général et du quartier-maître général sont exécutées par des unités spécialisées et regroupées dans des corps de services, notamment le Corps d'intendance de l'armée canadienne, le Corps médical de l'armée canadienne, le Corps infirmier militaire canadien, le Corps dentaire de l'armée canadienne, le Corps de l'aumônerie de l'armée

canadienne, le Corps de police militaire du Canada, le Corps postal canadien, le Corps de paie de l'armée canadienne, le Corps vétérinaire de l'armée canadienne, le Corps des magasins militaires canadien, le Corps des troupes ferroviaires canadiennes, le Corps forestier canadien et autres, sans oublier l'assistance de la Croix-Rouge canadienne et de la Young Men's Christian Association (YMCA) en zone arrière pour le réconfort des blessés en convalescence et des troupes en repos. Après la guerre, les Corps de service ont généralement reçu le titre « royal » du roi George V en reconnaissance de leur état de service.

### **LE CORPS MÉDICAL DE L'ARMÉE CANADIENNE (CMAC)**

Durant la Première Guerre mondiale, « le nombre de blessés dans les troupes canadiennes au combat était si élevé que plus de la moitié des médecins canadiens furent envoyés outre-mer pour les soigner » (Musée de la guerre, 2018). Cette section décrit la contribution du Corps médical de l'armée canadienne (CMAC) durant le conflit, l'évacuation des blessés et la chirurgie dans la zone de combat, la contribution du Corps infirmier militaire canadien et les répercussions du conflit sur les pratiques médicales au Canada.

#### **Contribution du Corps médical de l'armée canadienne à la Grande Guerre**

La montée en puissance du CMAC durant le conflit peut se résumer par la croissance de la capacité des hôpitaux militaires canadiens outre-mer qui est passée de 3 000 lits en juin 1915 à plus de 40 000 lits au moment de l'Armistice. Cette expansion fulgurante fut possible grâce à une bonne préparation des autorités du CMAC. Créé en 1904, le Corps médical se dote d'un plan de contingence embryonnaire à partir des leçons de la guerre de l'Afrique du Sud. Le plan est approuvé en 1911, avec les barèmes d'équipements et de fournitures médicales qui y sont associés. Un plan de mobilisation et d'entraînement est établi auprès des unités de réserve. Toute cette contingence est brillamment mise en œuvre durant la 2<sup>e</sup> bataille d'Ypres en avril 1915, alors que les autorités britanniques rapportent « l'excellence des opérations médicales canadiennes ».

La mobilisation de milliers de médecins canadiens qui ont délaissé leur pratique et leur famille pour aller soigner les soldats outre-mer dans des conditions périlleuses est un phénomène remarquable dans notre histoire. Il importe de souligner la coopération symbiotique qui existe entre le milieu médical et le commandement militaire afin d'offrir aux soldats canadiens, et à ceux de toute nationalité en présence sur le terrain de bataille, les meilleurs soins tout le long de la chaîne médicale, de la tranchée jusqu'aux centres de convalescence au Canada. Au moment de l'Armistice, l'effectif outre-mer du CMAC est de 15 580 personnes réparties dans 70 unités médicales (Kemp, 1918, p. 393-394) :

En France, 681 médecins, 792 infirmières et 5 731 soldats travaillent dans 37 unités, dont seize hôpitaux, quatorze ambulances de campagne, cinq sections sanitaires, un laboratoire médical, un dépôt de fournitures médicales et des détachements rattachés aux unités du Corps forestier canadien et de la Brigade de cavalerie canadienne.

En Angleterre, 770 médecins, 1 094 infirmières et 6 512 soldats sont dans 33 unités, dont 25 hôpitaux, quatre sections sanitaires, un laboratoire médical, un dépôt de fournitures médicales et deux navires-hôpitaux. À noter qu'un troisième navire fut perdu en mer, torpillé par un sous-marin allemand en avril 1918.

### **Les fonctions médicales et l'évacuation des blessés en zone de combat**

Les fonctions médicales du CMAC consistent dans la prévention des maladies et le traitement des malades et des blessés. La prévention vise à maintenir la force en bonne santé et à empêcher l'érosion de sa capacité opérationnelle par une surveillance et un contrôle constant des conditions hygiéniques et sanitaires des lieux et des soldats. Dans l'unité, ces fonctions relèvent du médecin militaire du CMAC qui y est affecté. Celui-ci est assisté de son adjoint et d'une équipe de cinq hommes formés dans les techniques de transport et de stérilisation de l'eau potable. Le médecin fait rapport au commandant de tout problème de contamination et obtient son appui pour la mise en œuvre des correctifs.

Comme le titre le suggère, la fonction du traitement des malades et des blessés consiste à leur fournir les meilleurs soins le

plus rapidement possible et à évacuer le patient vers les hôpitaux et les lieux de repos afin de préserver la vie. Comme le CMAC prodigue les soins dans la zone de combat, les unités médicales doivent conserver toute leur mobilité en évitant une surcharge de blessés. Ceux-ci sont rapidement évacués vers les hôpitaux et les centres de convalescence en 3<sup>e</sup> et en 4<sup>e</sup> ligne.

L'évacuation médicale en zone de combat – Lorsqu'une blessure survient, un camarade ou le soldat lui-même prodigue les premiers soins afin de stabiliser l'état du patient. Ensuite, les brancardiers régimentaires le transportent à la station de traitement de l'unité (*Field Dressing Station or Regimental Aid Post*) où se trouvent le médecin et l'infirmier régimentaires. Le délai d'attente dépend de la disponibilité des brancardiers qui travaillent sous la mitraille. La doctrine prévoit seize brancardiers par unité, tous formés par le médecin aux techniques de premiers soins, mais le nombre augmente selon le tempo opérationnel. Le blessé mobile se déplace par lui-même ou avec l'aide d'un camarade. L'étape de triage qui prend place avec le médecin est capitale. C'est là que la gravité de la blessure est évaluée et que s'établit la priorité d'évacuation du patient. L'infirmier assiste le médecin dans les soins à donner au blessé dans l'attente de son évacuation. Les cas légers reçoivent les soins appropriés sous supervision médicale avant de retourner au front. L'infirmier est formé aux techniques de pansement, de bandage, de désinfection et d'aseptisation des instruments médicaux utilisés en clinique. C'est à cet endroit que se fait la jonction avec les ambulanciers de l'unité médicale de 2<sup>e</sup> ligne.

L'Ambulance de campagne est la principale unité de soutien au combat du CMAC. Elle avance ses ambulances directement aux stations de traitement des unités, à quelques kilomètres à peine des tranchées. Les ambulanciers évacuent les blessés vers les hôpitaux de campagne où s'effectuent les premières interventions chirurgicales. Qui plus est, ils sont experts dans la prévention de l'infection, le pire cauchemar du soldat blessé durant cette ère préhistorique d'avant l'apparition de la pénicilline qui sauva tant de vies durant la Deuxième Guerre mondiale.

Au cours d'une grande bataille, une ambulance de campagne canadienne a traité plus de 4000 blessés durant les 30 heures de combat, tout en accordant une attention appropriée à chaque

patient. Durant une bataille, l'ambulance de campagne se divise en plusieurs sections d'ambulance et une section avancée de traitement (*Advanced Dressing Station*). Celle-ci est située dans la zone divisionnaire à 5 à 8 kilomètres du front et accueille tous les blessés de la brigade, incluant les prisonniers. Le lecteur canadien doit savoir que les prisonniers allemands agissent comme brancardier de nos soldats et de leurs camarades lors de leur déplacement arrière vers la cage de prisonniers.

Derrière la brigade, les ambulances de campagne affiliées aux troupes de corps établissent une 3<sup>e</sup> section de traitement, dite section principale de traitement (*Main Dressing Stations*). C'est là que sont stabilisés les patients en transit en attente de chirurgie vers les hôpitaux de campagne (*Casualty Clearing Stations*). La règle de base chez l'ambulance de campagne est que les soins apportés visent au maintien en vie du patient, dans les meilleures conditions possible jusqu'à son arrivée à l'hôpital de campagne où sont effectuées les chirurgies. Des interventions mineures sont exécutées dans l'unité et, exceptionnellement en cas d'extrême urgence, une intervention majeure peut se faire dans la section principale de traitement.

À chaque ambulance de campagne se rattachent un dentiste et un aumônier. Les chauffeurs d'ambulance proviennent du Corps de l'intendance. Très tôt, l'ambulance hippomobile est remplacée par le véhicule motorisé, sans jamais s'en départir totalement, car elle est plus mobile et facilement désembourbée en zone avancée. À compter de 1917, on fait grand usage des wagons ferroviaires entre les stations de traitement et les hôpitaux de campagne pour le plus grand confort des blessés.

### **La chirurgie dans la zone de combat**

La chirurgie résultant des blessures au combat s'effectue à l'hôpital de campagne, une unité de soutien de 3<sup>e</sup> ligne. On retrouve quatre hôpitaux de campagne dans le Corps d'armée canadien, un par division. Chaque hôpital comprend six tables d'opération. Durant une bataille, les hôpitaux de soins généraux de 4<sup>e</sup> ligne dans la zone des communications collaborent pour s'occuper, entre autres, des cas sérieux de blessure à la tête, au thorax et à l'abdomen, au point de pouvoir traiter jusqu'à 2 000 cas par jour (Kemp, 1918, p. 397). C'est à cet endroit que les blessés sont baignés, revêtus d'habits propres et placés dans un lit propre. Quand la situation

tactique le permet, ils sont évacués vers les hôpitaux généraux dans la zone des communications. Pour le Corps canadien, il s'agit d'hôpitaux situés sur la côte à Étaples, Boulogne ou Calais. Les blessés sont évacués en train, accompagnés de médecins et d'infirmières. Par la suite, ils sont transportés en Grande-Bretagne à bord d'un bateau-hôpital à destination d'un hôpital de convalescence et, le cas échéant, jusqu'au Canada. Plus de 9000 patients sont retournés au Canada en 1917 et 13 481 autres en 1918.

### **Le Corps infirmier militaire canadien (CIMC)**

Plus de 3 000 infirmières servent dans le Corps infirmier militaire canadien (CIMC) durant la guerre, dont plus de 2 500 outre-mer. À noter que la profession d'infirmière est la seule porte d'entrée offerte aux femmes qui désirent servir dans les forces armées durant la Première Guerre mondiale. L'infirmière canadienne est nommée officière au grade de lieutenant, le Canada étant le seul pays à commissionner ses infirmières à l'époque (Bibliothèque et Archives Canada, 1918). Toutes volontaires, la plupart d'entre elles ont un parent engagé dans le CEC.

Les infirmières ont servi avec distinction durant la rébellion du nord-ouest de 1885 et durant la guerre des Boers au début du siècle. « Le Corps infirmier militaire canadien fut créé en 1908, mais il ne comptait que cinq membres permanents au début de la Première Guerre mondiale. En août 1914, la directrice générale des soins infirmiers, la major Margaret MacDonald, une infirmière expérimentée qui avait servi en Afrique du Sud, fut autorisée à recruter 100 infirmières » (Musée de la guerre, 2018). Fait notable, l'infirmière MacDonald est la première femme de l'Empire britannique à détenir le grade de major dans ses fonctions de « matrone en chef » du Corps infirmier militaire canadien.

Les tâches de l'infirmière sont variées, mais toujours elle accompagne le soldat blessé. Elle l'accueille à son arrivée à l'hôpital, elle nettoie ses blessures et le réconforte avant toute opération, elle assiste à l'intervention chirurgicale et assure la propreté des plaies afin d'éviter l'infection postopératoire. Surnommées les « oiseaux bleus » en raison de la couleur de leur uniforme, elles sauvent plusieurs vies par la qualité des soins et de l'accompagnement donnés durant la convalescence.

Cinquante-trois décès sont rapportés chez les infirmières des suites de maladie ou du tir ennemi. En mai 1918, des raids aériens sur trois hôpitaux généraux canadiens à Étaples tuent plus de 200 blessés et membres du personnel médical. Un autre raid aérien sur l'hôpital général canadien à Doullens le 28 mai tue des dizaines de patients et des membres du CMAC. Le 27 juin 1918, le navire-hôpital *Llandoverly Castle* est torpillé par un sous-marin allemand, entraînant la mort de quatorze infirmières à bord.

### **Les répercussions du conflit sur les pratiques médicales au Canada**

La Grande Guerre entraîne plusieurs retombées sur la pratique médicale au pays et partout dans le monde. Retenons, entre autres, les avancées importantes dans le domaine de la transfusion sanguine, la chirurgie plastique, les prothèses et attelles pour les fractures. Nouvellement créé en 1915, le Corps dentaire de l'armée canadienne forme plus de 220 dentistes et 500 hygiénistes dentaires qui à leur retour ont ouvert des cliniques partout au pays. Sans oublier qu'ils rapportent dans leur pratique ce credo acquis durant leur service militaire; la prévention avant tout!

À ce jour, l'histoire se souvient de trois militaires canadiens qui, à leur façon, ont contribué à soulager la souffrance humaine. D'abord, le médecin militaire John McCrae qui, par son célèbre poème *In Flanders' Fields* (*Au champ d'honneur*, en version française), apporte réconfort aux familles des soldats disparus en popularisant l'emploi du coquelicot comme symbole universel du sacrifice des anciens combattants. Le second est le médecin militaire Frederick Banting décoré de la croix militaire (MC) pour bravoure et blessé à Cambrai. Il mérite le prix Nobel de médecine en 1923 pour avoir codécouvert l'insuline comme cure au diabète. Le troisième militaire est le premier ministre canadien Lester B. Pearson qui s'est enrôlé comme brancardier à l'âge de 17 ans et qui a servi sur les champs de bataille de Grèce et d'Égypte en 1915 et 1916, avant de se porter volontaire comme pilote dans le RFC en 1917. Après une brillante carrière de diplomate, dont sa nomination comme ambassadeur du Canada à Washington de 1945 à 1946, il reçoit le prix Nobel de la paix en 1957 pour avoir résolu la crise du canal de Suez, alors qu'il est ministre des Affaires extérieures.

## Services médicaux du Corps médical de l'armée canadienne



Courcellette – Premiers soins prodigués aux blessés <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-659>



Services médicaux du Corps médical de l'armée canadienne – Un Canadien vient en aide à un blessé allemand <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-658>



Vimy – Transport de blessés vers le poste de soins utilisant un wagon ferroviaire de campagne <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-924>



Vimy – Transport de nos blessés par des prisonniers allemands <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-933>



Un blessé canadien guide un Allemand perturbé pendant notre avance vers la cote 70 <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-668>



Passchendaele – Des blessés canadiens sont transportés à un poste de soins  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19930013-464



Dans un hôpital de campagne, une équipe opère un soldat, blessé une heure plus tôt  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920085-104



La salle d'opération – 3<sup>e</sup> Poste d'évacuation des blessés  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-127



Lens – Transport ferroviaire de blessés vers l'hôpital  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920085-823



La salle A.4 du 3<sup>e</sup> Poste d'évacuation des blessés, France  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-130



Cote 70 – Des Canadiens blessés lors de la prise de la cote 70 quittent la station d'évacuation pour la Grande-Bretagne – <https://catalogue.museedelaguerra.ca/#contrôle19920085-705>



Infirmières militaires et patients à l'Hôpital général canadien No. 2, Le Tréport, France général <http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN4748716>

Major Margaret C. MacDonald  
Matrone en chef du Corps infirmier militaire canadien  
<http://www.parl.ns.ca/greatwar/features/margaretmacdonald.html>



L'hôpital canadien d'Étaples, bombardé par les aviateurs allemands en juin 1918  
<https://catalogue.museedelaguerra.ca/#contrôle19940003-971>

## Le ravitaillement et le Corps des troupes ferroviaires canadiennes



Obus utilisés par l'Artillerie royale canadienne (de g. à dr. canon 18 lb, howitzer 9,2 po, howitzer 4,7 po) (archives M. Grondin, photographie prise au Army Museum Halifax Citadel, Halifax, NS)



Chevaux de charge transportant les obus de 18 lb aux canons de la 20e Batterie. C.F.A., Neuville Saint-Vaast, avril 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/tout MIKAN 3194797>



Chargement d'un énorme obus dans un gros obusier – <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-668>



Soldats canadiens déchargeant des obus pour l'Artillerie lourde canadienne, mars 1918  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/tout MIKAN 3395365>



Chemin de fer de campagne canadien chargé de munitions <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920085-756>



Soldats revenant des bains divisionnaires à bord de wagons du chemin de fer de campagne canadien – Septembre 1917  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19930065-643

Des membres des troupes ferroviaires de campagne canadiennes réparent une plaque tournante sur la voie ferrée près de Lens  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/> # contrôle 19930013-586



Le premier convoi à rouler sur le nouveau chemin de fer de campagne canadien sur la crête de Vimy, en avril 1917  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/>  
 # contrôle 19920044-864



Passchendaele – Deux canons navals déplacés par le chemin de fer de campagne canadien, novembre 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3395320>



Passchendaele – Obusier de 6 pouces (15 cm) déplacé par le chemin de fer de campagne canadien, novembre 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3395319>

## Caméo – Un « cheminot de campagne » de chez nous (archives André Cauchy)

Sapeur Charles Achille Cauchy



Natif de Lévis et employé du Canadien National, Charles Cauchy s'enrôle le 9 mars 1917 et débarque en France le 10 juin avec le 13<sup>th</sup> Canadian Light Railway Operating Company. Le 14 décembre 1917, il est frappé par un tir d'obus près de Lens et est évacué au 3<sup>e</sup> Hôpital stationnaire canadien à Rouen, pour soigner ses blessures causées par le gaz. Il retourne au front le 3 février 1918 et termine la guerre au sein du 3<sup>e</sup> Bataillon des troupes ferroviaires canadien. Revenu à Lévis en avril 1919, il demeure à l'emploi du Canadien National sa vie durant.



Deux fils Cauchy rejoignent l'Aviation royale du Canada durant la Deuxième Guerre mondiale. L'aîné Louis, un mitrailleur de bombardier, est tué au-dessus de la Hollande en 1942. Jean, pilote de bombardier, est abattu en janvier 1945 au-dessus de l'Allemagne et fait prisonnier jusqu'à sa libération le 12 mai 1945 par les troupes russes. Jean vit à Lévis et en 1998, il est intronisé colonel honoraire de l'Escadrille 425 « Les Alouettes » de Bagotville.



## Corps forestier canadien



Le Corps forestier canadien en Angleterre  
– Chargement de billots sur un wagon du chemin de fer de campagne <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930065-009>



Le Corps forestier canadien en Angleterre  
– Un forestier s'attaque à un gros arbre  
<https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930065-008>

## Les cimetières permanents d'après-guerre



Lens – Tombe d'un soldat canadien dans le no man's land – <https://catalogue.museedelaguerrre.ca/#contrôle19920085-681>



« Croix de Vimy » en hommage à la 2<sup>e</sup> Division canadienne et à la 13th Brigade britannique sur la crête de Vimy, octobre 1917  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3379679>



Vue aérienne du cimetière de la 2<sup>e</sup> Division à Vimy – <https://catalogue.museedelaguerrre.ca/#contrôle19801226-298>



Passchendaele – La tombe du lieutenant G. K. Holland, du 3<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie canadien – <https://catalogue.museedelaguerrre.ca/#contrôle19940003-969>



Mémorial de Pozières en hommage au 14th Battalion (R.M.R.) [Royal Montreal Regiment], juillet 1918  
<http://www.collectionscanada.gc.ca/lac-bac/recherche/toutMIKAN3379691>



Un soldat écrit un nom sur la croix d'une tombe au front  
<https://catalogue.museedelaguerrre.ca/#contrôle19920044-778>

## Scènes de confusion



No man's land devant les lignes canadiennes, à Courcellette <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19920044-752>

Passchendaele – Un blessé canadien et un blessé allemand, étendus dans la boue, allumant leurs cigarettes <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930065.531>



Passchendaele – Des prisonniers allemands reçoivent du thé et des biscuits <https://catalogue.museedelaguerre.ca/#contrôle19930013-479>

## **LE CORPS DES TROUPES FERROVIAIRES CANADIENNES (Kemp, 1918, p. 355-361, 374)**

### **Le système de ravitaillement du CEB de 1914 à 1916**

Le CEB a dû adapter son mode de ravitaillement pour soutenir sa force qui est passée de 200 000 hommes en août 1914 à trois millions en novembre 1918. La chaîne de ravitaillement du CEB utilise divers moyens de transport pour ce faire. Dans la zone des communications en partance de Grande-Bretagne jusqu'aux terminaux ferroviaires en France et en Belgique, les transports maritime et ferroviaire sont utilisés et opérés par la main-d'œuvre civile. La présence militaire comprend le Corps royal des magasins militaires (*Royal Ordnance Corps*), qui gère les dépôts créés le long du parcours, et le Corps médical de l'Armée, qui accompagne les blessés en cours d'évacuation.

Dans la zone de combat, les militaires prennent le relais au moyen de véhicules motorisés et hippomobiles, pour atteindre les derniers kilomètres par le mulet, sinon la main-d'œuvre humaine. L'intention n'est pas de décrire en détail les tâches des différents corps militaires affectés au ravitaillement en zone de combat; toutefois, il est nécessaire de préciser leur rôle. Tout d'abord, le Corps du Génie royal construit et entretient les routes et les ponts, incluant les réseaux ferroviaires en aval des terminaux dispensés par le pays hôte et l'expansion du réseau en amont rendue nécessaire par le volume exigé des combats. L'Artillerie royale transporte toute la munition d'une division, autant celle d'artillerie que celle de petit calibre, dans ses « colonnes de munitions divisionnaires » (*Divisional Ammunition Column*). Le Corps de l'intendance de l'armée (*Army Service Corps*) transporte tout le matériel et la nourriture, sauf la munition, du terminal ferroviaire au point de ravitaillement de chaque unité, situé de 2 à 4 kilomètres du front. L'intendance fournit aussi les ambulances et les chauffeurs aux unités du Corps médical. Finalement, le Corps des magasins militaires gère tous les inventaires dans les unités et les dépôts qui s'échelonnent dans les zones de combat et des communications.

## **L'émergence du rail comme moyen de transport du CEB en zone de combat**

Au début du conflit, la France s'engage pour offrir le service ferroviaire au CEB dans la zone des communications jusqu'au terminal ferroviaire. Cela comprend « les travaux de construction, de réparation, d'entretien, de direction de la circulation et de protection, non seulement en territoire français, mais au-delà de la frontière » (Nicholson, 1963, p. 525-526). Anticipant des besoins accrus sur le réseau ferroviaire des pays hôtes, le CEB déploie six compagnies de construction ferroviaire du Corps du Génie royal (*Royal Engineer Railway Construction Companies*), lesquelles sont mises à contribution à l'automne 1914 pour la construction et l'entretien de réseaux additionnels allant de la mer du Nord jusqu'au point de jonction avec l'Armée française.

En prévision de la bataille de la Somme en 1916, l'état-major impérial se rend compte que les seules ressources motorisées et hippomobiles ne pourront livrer la charge quotidienne de 2000 tonnes de ravitaillement pour chaque mille (1,6 kilomètre) de front, sur des routes dévastées par l'artillerie. La mobilité dans la zone de combat est revue avec deux objectifs précis : réduire la distance entre les terminaux ferroviaires et les unités et adopter le rail d'acier de gabarit étroit (écart de 60 cm), comme le font les armées française et allemande. En usage dans les mines, ce type de rail utilise des wagons légers (ou trolleys) facilement manœuvrables par animal ou par un groupe d'hommes.

En mai 1916, sir Eric Geddes est nommé directeur général des Transports au QG impérial avec le mandat de réorganiser les services de transport du CEB. Comme les ingénieurs canadiens jouissent d'une renommée internationale du fait qu'ils ont aménagé plus de lignes de chemin fer que partout ailleurs dans l'Empire, sir Geddes recherche un ingénieur canadien pour l'assister.

### **Les troupes ferroviaires canadiennes**

Le Corps des troupes ferroviaires canadiennes (*The Canadian Railway Troops Corps*) a joué un rôle déterminant dans le ravitaillement des cinq armées britanniques de janvier 1917 jusqu'à la fin de la guerre. Grâce à sa réputation reconnue en matière de

construction ferroviaire, le ministère de la Guerre en vient à confier au Canada les rênes pour la construction et l'entretien des chemins de fer pour tous les besoins du CEB. Au moment de l'Armistice, la formation canadienne compte 19 328 soldats outre-mer.

Pour donner suite à une demande du War Office, le gouvernement canadien mobilise 500 cheminots choisis parmi les employés du Canadien Pacifique (*Canadian Pacific Railway*) pour créer en mars 1915 le nouveau Corps canadien de construction ferroviaire d'outre-mer. Mobilisée à Saint John au Nouveau-Brunswick, la première unité comprend deux compagnies de construction ferroviaire. Arrivée en France le 25 août et commandée par le lieutenant-colonel C. W. P. Ramsey, un ingénieur en construction du Canadien Pacifique, l'unité est rattachée à l'Armée belge où elle entreprend la construction de rails étroits (écart de 60 cm). En novembre 1915, l'unité se joint au Corps du Génie royal en France. En mai 1916, une seconde demande de mille hommes par le War Office mène à la création et à l'arrivée en France du 1<sup>er</sup> Bataillon canadien de construction ferroviaire, le 25 octobre 1916.

Sir Eric Geddes trouve son adjoint en la personne du lieutenant-colonel J.W. Stewart qui s'est fait remarquer en parcourant le pays à la recherche de cheminots d'expérience pour son unité en voie de mobilisation à Valcartier. Le 1<sup>er</sup> janvier 1917, le brigadier-général Stewart est promu et nommé directeur général adjoint des Transports (construction) au quartier général impérial. À ce titre, il est redevable à sir Geddes pour la construction, l'entretien et la fourniture des équipements du réseau ferroviaire du CEB.

Outre son affectation à l'état-major, le général Stewart occupe le poste de directeur adjoint des opérations ferroviaires de campagne (*Deputy Director of Light Railways*). Ainsi, il est chargé de superviser le travail des Royal Engineers Railway Construction Companies, déployées en France, et de commander les bataillons canadiens de construction ferroviaire réaffectés dans la zone de combat. Il traverse la Manche avec son QG avancé et complète le déploiement de six bataillons canadiens le 1<sup>er</sup> avril 1917, juste à temps et pleinement opérationnels pour la bataille de Vimy. À la fin de juin, dix bataillons canadiens sont à pied d'œuvre sur le front occidental.

## L'utilisation du rail de campagne (gabarit étroit) de 1917 à l'Armistice

Au cours des deux années qui précèdent l'Armistice, le Corps des troupes ferroviaires canadiennes est responsable de la construction et de l'entretien de tout le réseau ferroviaire de gabarit étroit (écart de 60 cm) dans la zone de combat des cinq armées britanniques. Le Corps est aussi responsable de la construction de la plupart des nouvelles lignes ferroviaires de gabarit standard à partir des ports de mer sur la Manche.

À compter d'avril 1917, l'utilisation abondante du rail de campagne ne change en rien le rôle des autres corps affectés au contrôle des blessés et des inventaires transportés à bord des wagons. L'intendance, l'artillerie, les magasins militaires, les ambulances de campagne, tous conservent leurs tâches respectives, la seule différence étant que le wagon remplace les camions, les charrettes et l'humain aussi loin vers l'avant que le permet la situation tactique. La mobilité est accrue. L'infanterie profite de l'arrivée du rail léger en substituant le rail à leurs bottes lors de ses déplacements en zone arrière. Comme constructeur de l'infrastructure, le génie de combat achemine le matériel de défense directement dans ses caches, dégageant d'autant l'intendance.

Chez le Corps d'armée canadien, 150 trains de campagne transportent chaque jour 2 000 tonnes de matériel en zone avancée. Durant l'offensive de Passchendaele, le Corps d'armée rapporte avoir tiré 2,1 millions d'obus de tout calibre durant son offensive de 25 jours à l'automne 1917. La longueur d'un train capable de transporter cette charge serait de 274 kilomètres, soit la distance entre le pont de Québec et la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, à l'extrémité ouest de l'île de Montréal (Kemp, 1918, p. 241). Qui plus est, l'arrivage aux canons est maintenu malgré le tir ennemi qui cause chaque jour plus de cent ruptures de rail qu'il faut réparer immédiatement sous la mitraille.

Le 23 avril 1918, les unités canadiennes en France et en Grande-Bretagne sont regroupées pour former le Corps des troupes ferroviaires canadiennes. Au total, ce corps dénombre treize bataillons de construction ferroviaire, des unités d'opérateurs de convoi et des ateliers de réparation. Le tableau suivant compare la montée

en puissance des troupes impériales et canadiennes sur le front occidental. À l'effectif canadien s'ajoutent 3 364 cheminots en poste en Angleterre et 1 087 opérateurs de chemin de fer de campagne et mécaniciens, pour un total de 19 328.

DATE	IMPERIAL RAILWAY CONSTRUCTION TROOPS	CANADIAN RAILWAY CONSTRUCTION TROOPS
31 décembre 1914	1 476	—
31 décembre 1915	2 440	512
31 décembre 1916	4 900	1 617
30 janvier 1917	7 340	11 562
31 décembre 1917	7 340	13 772
11 novembre 1918	7 340	14 877

D'avril 1917 jusqu'à la fin de la guerre, les troupes ferroviaires construisent et entretiennent 2 250 kilomètres de rails légers et 1 870 kilomètres de rails de gabarit standard pour le CEB. Chaque jour, 8 000 cheminots s'affairent à la construction ferroviaire et 4 000 autres réparent le réseau endommagé par le tir ennemi (Brown, 2006, p. 79).

Face à la menace du terrain de bataille, les autorités canadiennes exigeaient que tout soldat d'un métier technique soit formé aux techniques de combat d'infanterie. Cette décision avisée porte fruit durant l'offensive allemande de 1918. Pendant quatre jours en mars, alors que l'ennemi avance vers Amiens, un bataillon de cheminots participe à la défense de la ville. Organisant rapidement seize groupes de mitrailleuses Lewis, ils défendent avec ténacité leur position avant d'être relevés par la Division néo-zélandaise. Le corps déplore 1 977 pertes durant le conflit et 489 décorations sont décernées à ses membres. Il est démobilisé le 1<sup>er</sup> novembre 1920.

Le Corps des troupes ferroviaires canadiennes a procuré la mobilité nécessaire aux cinq armées britanniques sur le front occidental, leur permettant de relever les défis de ravitaillement imposés par ce nouveau type de guerre « industrielle » que fut la Première Guerre mondiale, dans des conditions effroyables sur le terrain.

## **LE CORPS FORESTIER CANADIEN (THE CANADIAN FORESTRY CORPS)**

Une décision plutôt anodine au début du conflit, mais qui a produit des dividendes d'ordre stratégique, est sans doute celle de créer et de déployer en Angleterre une unité de bûcherons afin d'exploiter les forêts anglaises et françaises en réponse à la demande en bois d'œuvre engendrée par la guerre. Sous le commandement du lieutenant-colonel Alexander McDougal, le 224<sup>e</sup> Bataillon forestier canadien est mobilisé et débarque en Angleterre en mars 1915. À la suite de la mise en disponibilité de forêts en France, la demande en services forestiers s'étend désormais à toutes les opérations sur le front occidental. En octobre 1916, le Corps forestier canadien est créé et confié au major-général McDougal, récemment promu. Dès lors, des équipements de scierie sont acheminés du Canada pour aider une force de 10 000 bûcherons. Durant toute la durée du conflit, cette formation de bûcherons canadiens se démarque par son zèle et son ingéniosité dans l'exploitation des ressources forestière de l'Angleterre et de la France afin de combler la demande en bois d'œuvre des armées britanniques, françaises, belges et américaines sur le front occidental (Kemp, 1918, p. 363-374).

Une autre donnée remarquable de la contribution du Corps forestier est qu'au moment de l'Armistice plus de 70 % de tout le bois d'œuvre utilisé par les forces alliées est fourni par la formation canadienne qui emploie 19 162 bûcherons et opérateurs de scieries, répartis dans 56 compagnies actives en Grande-Bretagne et en France. De ce nombre, treize sont des compagnies de prisonniers de guerre allemands.

Sept compagnies sont dédiées au Royal Flying Corps (RFC) et autres formations aériennes alliées, notamment pour la construction des pistes d'atterrissage. Leur tâche consiste à nettoyer, niveler et drainer le terrain, soit tout le travail nécessaire aux pistes, à l'exception de la construction des hangars. Ce soutien est aussi accordé en Angleterre aux escadrilles du RFC qui luttent contre les raids allemands sur les villes anglaises.

Comme mesure de la contribution stratégique du Corps forestier canadien, la plus significative demeure la réduction de la dépendance en bois d'œuvre canadien par la population britannique. Le tonnage maritime transatlantique en bois d'œuvre est passé de 11,6 millions de tonnes, en 1913, à 6 millions en 1916, à moins de 3 millions en 1917 et à 2 millions de tonnes en 1918. Cette réduction représente le tonnage des denrées requises pour nourrir une population de 15 millions d'âmes, libérant d'autant les cales de la marine marchande pour du matériel aux troupes.

## **CONCLUSION**

Une force armée ne peut réussir sans l'appui moral et la mobilisation totale de la population envers ses fils et ses filles à qui l'on demande le plus grand sacrifice personnel qui soit. Sans un appui inconditionnel, le soldat devant le danger ne peut survivre physiquement et moralement. La population canadienne a fourni cet appui du premier au dernier jour, par sa contribution industrielle et son sacrifice humain, dont il faut souligner la perte de 574 marins marchands et le départ de 600 000 jeunes adultes sous les drapeaux. Une mesure tangible de l'appui des familles nous parvient du Corps postal canadien qui, durant l'année 1918, a livré aux soldats canadiens en France et en Belgique plus de 1 549 000 sacs postaux pesant 25 kg chacun et contenant plus de 85 millions d'articles, dont 68 millions de lettres et 5,3 millions de colis. Ce faisant, le soldat conservait le lien avec sa famille bien-aimée, sa seule raison de combattre (Kemp, 1918, p. 88).

## ANNEXE

## LE NETTOYAGE DES TERRAINS DE BATAILLE PAR LES ROYAL ENGINEER LABOUR COMPANIES (CHRISTIE, 1999, P. 55-63, 71)

**Introduction**

Immédiatement après la guerre, les vainqueurs font face à des milliers de kilomètres carrés de terrain dévastés et remplis de matériel de guerre endommagé, de munitions non explosées et de bâtiments en ruine. Malheureusement, les champs de bataille contiennent des centaines de milliers de tombes de fortune mal identifiées. Durant la guerre, l'Imperial Directorate of Grave Registrations and Enquiries (DGRE) (Directorat du registre des sépultures et des enquêtes de l'Empire, en traduction libre), de concert avec les unités d'enregistrement des sépultures de chaque division (*Grave Registrations Units*), conserve à Londres un registre contenant le lieu d'inhumation des soldats lorsque celui-ci est connu. Après la guerre, cette liste a permis d'établir les procédures pour le nettoyage des terrains de bataille effectué majoritairement de 1919 à 1921 et par la suite.

**L'inhumation des morts au front**

Le soldat tué au combat est inhumé derrière la ligne de front dans un cimetière régimentaire (ou divisionnaire) ou, dans le cas d'un blessé évacué, dans le cimetière attenant à l'unité médicale où il succombe de ses blessures. Pour ceux qui tombent dans le *no man's land* ou en territoire ennemi, l'inhumation est hasardeuse. Quand une opération d'inhumation prend place, la plupart du temps à la nuit tombée, les soldats s'exécutent rapidement en plaçant généralement les corps dans des trous d'obus qu'ils recouvrent d'une couche de terre, avec une inscription rudimentaire sur la tombe. Ils peuvent rapporter des pièces d'identité récupérées sur les corps, mais la liste des personnes manquantes, présumées mortes, ne cesse de s'allonger. À la fin de la guerre, les registres du DGRE s'élèvent à 300 000 personnes manquantes, présumées mortes en France et en Belgique seulement.

**Le travail des compagnies d'exhumation du Royal Engineer Corps**

Les compagnies d'exhumation du Royal Engineer Corps ont la tâche ingrate, mais cruciale, de dégager les restes des soldats enterrés depuis plusieurs années et de recueillir les indices qui

permettraient d'identifier les restes des soldats récupérés. Ces derniers, qu'ils soient Alliés ou Allemands, sont transportés dans un cimetière permanent aménagé par leurs pays respectifs. Pour les soldats de l'Empire, le gouvernement britannique établissait en 1917 l'Imperial War Graves Commission (IWGC) dont le mandat est de conserver à jamais la dépouille des soldats tués dans des cimetières permanents. En France et en Belgique seulement, la commission impériale a inhumé les corps de 600 000 soldats du Commonwealth tombés durant la Première Guerre mondiale.

Les compagnies d'exhumation sont organisées afin d'effectuer un nettoyage systématique du terrain de bataille. Une « concentration de nettoyage » couvre une zone de terrain de 500 x 500 mètres et s'effectue en trois étapes, chacune sous la responsabilité d'un officier. D'abord, l'officier des relevés du terrain (*Survey Officer*) détermine la zone de concentration à partir des registres du DGRE, ainsi que l'endroit où seront inhumées les dépouilles récupérées. Des ententes internationales prises par le DGRE ont procuré les terrains pour les cimetières permanents en France et en Belgique.

L'opération de nettoyage comme telle mobilise deux groupes de travail. D'une part, l'officier d'inhumation de l'Armée (*Army Burial Officer*) est responsable de diriger les travaux sur la zone de concentration, de dégager les corps selon un protocole rigoureux, de remplir la documentation et d'amener les dépouilles au lieu d'inhumation permanent. La dépouille est déposée dans un linceul adapté, accompagnée de ses effets personnels. Après avoir pris soin de bien inspecter les poches et le corps à la recherche de bracelets, de pendentifs et de disques d'identification, les effets récupérés sont placés dans une poche bien identifiée avec le nom du soldat, le régiment, la référence cartographique et la liste des effets récupérés. Si plusieurs corps sont retrouvés dans une même tombe, leurs restes sont conservés et transportés ensemble et inhumés ensemble.

Pour sa part, l'officier des registres (*Registration Officer*) est responsable de diriger l'inhumation dans le cimetière, d'identifier les dépouilles selon les informations recueillies, d'ériger les croix et de compléter la documentation nécessaire. Ce groupe comprend, outre l'officier des registres, un aumônier, un groupe d'ouvriers et un technicien sanitaire. Une tranchée de 13 mètres de longueur est creusée d'avance. À leur arrivée, les dépouilles sont déposées aux

endroits prédéterminés avec leur croix originale. Sinon, une croix de l'Unité d'enregistrement divisionnaire (GRU) y est placée. C'est à ce moment que les effets personnels sont examinés en détail à des fins d'identification. Par la suite, ils sont pris en charge par la section des effets personnels (*Effects Branch*) qui s'assure de les transmettre au plus proche parent. La dépouille est ensuite mise en terre et l'aumônier récite les prières d'usage.

Entre 1919 et 1921, deux cent mille concentrations ont pris place en France et en Belgique, et près de la moitié des corps ont été identifiés. Par la suite, les cimetières permanents sont aménagés sur place, dont le remplacement des croix par des stèles de pierre, sans toutefois toucher aux sites d'inhumation. Le nombre de dépouilles récupérées dans le saillant d'Ypres a dépassé les prévisions, au point où certaines d'entre elles ont été ensevelies dans des cimetières éloignés du lieu de décès. C'est aussi le cas du millier de corps découverts annuellement au cours des quinze années qui ont suivi la fin des hostilités.

## BIBLIOGRAPHIE

- Brown, Angus, et Richard Gimblett (2006), *In the footsteps of the Canadian Corps – Canada's First World War 1914-1918*, Magic Light Publishing.
- Christie, N.M. (1999), *The Canadians in the second battle of Ypres, April 2 to 26, 1915: a social history and battlefield tour*, 2<sup>nd</sup> ed. (For King and Empire: v. 1) CEF BOOKS, Ottawa.
- Duguid, A.F. (1938), *Official History of The Canadian Forces in the Great War 1914-1919, General Series, Vol. 1*, Ottawa, Patenaude. <http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/oh-ho/index-eng.asp>.
- Kemp, A.E., Ministry of Overseas Military Forces of Canada (1918), *Report of the Ministry Overseas Military Forces of Canada 1918*, London, UK. [http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/OVERSEAS\\_report1918\\_E.pdf](http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/OVERSEAS_report1918_E.pdf).
- MacPhail, sir Andrew, *The Medical Services – Official history of the Canadian Forces in the Great War 1914-19*, F.A. Ackland, Ottawa. [http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW\\_MedSvc\\_e.pdf](http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/docs/CFGW_MedSvc_e.pdf).
- Nicholson, G.W.L. (1963), *Corps expéditionnaire canadien 1914-1919*, Ottawa, Duhamel, Imprimeur de la Reine, Ottawa.
- Library and Archives Canada, *Guide to Sources Relating to Units of the Canadian Expeditionary Force Canadian Railway Troops*,

## HYPERLIEN (EN ORDRE SÉQUENTIEL AU TEXTE)

- [https://en.wikipedia.org/wiki/European\\_Theater\\_of\\_Operations,\\_United\\_States\\_Army](https://en.wikipedia.org/wiki/European_Theater_of_Operations,_United_States_Army)
- <https://www.bac-lac.gc.ca/eng/discover/military-heritage/first-world-war/Documents/canadian%20railway%20troops.pdf>
- <https://www.longlongtrail.co.uk/army/regiments-and-corps/the-army-service-corps-in-the-first-world-war/>
- <https://www.museedelaguerre.ca/premiereguerremondiale/histoire/la-vie-au-front/medecine/corps-de-sante-royal-canadien/>
- <https://www.museedelaguerre.ca/premiereguerremondiale/histoire/les-gens/en-uniforme/les-infirmieres/>
- <https://ledecoublogue.com/tag/corps-medical-de-larmee-canadienne/>
- [https://en.wikipedia.org/wiki/Margaret\\_MacDonald\\_\(nurse\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Margaret_MacDonald_(nurse))
- <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lester-bowles-pearson>



# Chapitre 14

## LA « DER... DES DERS », SUITES ET FIN ?

MARCEL BELLEAU

### LA FIN DE LA GUERRE ET L'ARMISTICE

**G**âce à l'offensive alliée de l'automne 1918, les territoires pris par l'ennemi sont récupérés. Le Corps expéditionnaire canadien joue un rôle déterminant lors des cent derniers jours.

À la fin de septembre 1918, les autorités militaires allemandes constatent que le front est sur le point de céder et envisagent des négociations pour un armistice. Le cabinet démissionne le 30 septembre. Le 3 octobre, le Kaiser nomme le prince Maximilien de Baden au poste de chancelier.

Le 4 octobre, un message est envoyé aux Alliés demandant l'armistice, mais Woodrow Wilson, président des États-Unis, semble exiger l'abdication du Kaiser avant de discuter d'armistice.

Dans la nuit du 29 au 30 octobre, des marins allemands se mutinent et refusent d'aller combattre la Royal Navy, sachant très bien que la défaite est proche. Au début de novembre, la mutinerie éclate à Kiel et le mouvement s'étend à plusieurs grandes villes.

L'Autriche-Hongrie cesse le combat le 4 novembre.

Le 6 novembre, le chancelier prince Maximilien presse le Kaiser d'abdiquer.

Le 7 novembre, la révolution gagne plusieurs grandes villes et éclate à Berlin.

Le 9 novembre, le prince Maximilien annonce unilatéralement l'abdication du Kaiser. Le prince démissionne de son poste de chancelier plus tard dans la journée, constatant que seul Friedrich Ebert, leader du Parti social-démocrate, pouvait maîtriser la situation. Finalement, un des ministres d'Ebert, Philipp Scheldemann, proclame la République d'Allemagne. Le Kaiser s'exile aux Pays-Bas le 10, mais son acte d'abdication ne sera proclamé que le 28 novembre.

Le haut commandement allemand n'a d'autre choix que de demander l'armistice. Les négociations sont entamées au début de novembre. Les clauses de l'armistice sont présentées aux Allemands le 8 novembre et ils ont jusqu'au 11 novembre à midi pour les accepter.

Le 11 novembre vers 5 h 20 du matin, l'Armistice est signé entre l'Allemagne et les Alliés dans le wagon de chemin de fer du maréchal Foch stationné dans la clairière de Rethondes dans la forêt de Compiègne en France. Les signataires sont : pour les Alliés, le maréchal Foch, l'amiral britannique Wemyss, le général Weygand et pour l'Allemagne c'est un civil, le représentant plénipotentiaire Mathias Erzberger. Le cessez-le-feu s'applique sur le front à 11 h ce matin-là. La défaite allemande est totale, les conditions des Alliés sont toutes acceptées.

## **BILANS DES PERTES**

Les pertes en militaires et en civils tués sont énormes, en plus du nombre immense de blessés et de mutilés. Pour l'ensemble des Alliés, le nombre de morts militaires est de 5 700 000 alors que la population civile a 3 400 000 morts. Le nombre de blessés militaires est de 13 millions. La France seulement a 1 400 000 morts chez ses militaires et 300 000 chez les civils, alors que le nombre de blessés militaires est de plus de 4 millions. Pour le Canada, sur un total de 418 052 militaires présents outre-mer, le nombre de tués au combat est de 56 638 et plus de 140 000 sont blessés, soit un ratio

de pertes de 47,7%. D'autres victimes canadiennes peuvent être considérées, ce qui porte à 66 000 le nombre de décédés dont les noms sont inscrits dans les livres du Souvenir au parlement d'Ottawa. L'ennemi, pour sa part, a 4 millions de morts chez ses militaires et plus de 8 millions de blessés.

En plus des pertes humaines, le nord et l'est de la France de même que la Belgique ont subi des destructions considérables. Quant à l'Angleterre, elle a perdu une part importante de sa flotte de commerce (près de 8 millions de tonnes).

Sur le plan économique, l'appauvrissement des belligérants provient du fait qu'une part notable des ressources a été consacrée à des productions uniquement militaires. Sans compter l'effet des dettes contractées à l'extérieur, il est établi que la guerre a fait perdre à la France l'équivalent de onze années d'investissements.

Devant un tel désastre sur les plans humain, matériel et économique, à la fin de la guerre, l'idée s'est répandue en France qu'il s'agissait de la « der... des ders », c'est-à-dire de la dernière des guerres.

## **LE TRAITÉ DE VERSAILLES**

De janvier à juin 1919 se tient la Conférence pour la paix à Paris, puis, en juin, 32 États, dont le Canada, signent à Versailles le traité qui met fin à la guerre. Il y a quatre autres traités : Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche le 10 septembre 1919, le traité de Neuilly avec la Bulgarie le 27 novembre 1919, le traité du Trianon avec la Hongrie le 4 juin 1920 et enfin le traité de Sèvres avec la Turquie le 10 août 1920, mais c'est celui de Versailles qui est le plus important. Il est signé le 28 juin 1919.

Par ce traité, l'Allemagne est appelée à accepter toutes les clauses négociées uniquement entre les vainqueurs. En cas de refus, les troupes alliées envahiraient le pays vaincu.

Les objectifs des vainqueurs sont de quatre ordres :

- Moral : faire endosser par l'Allemagne la responsabilité de la guerre (article 231).
- Économique : exiger des réparations.

- Politique : créer la Société des Nations et fixer de nouvelles frontières reconnues en Europe occidentale et orientale.
- Idéologique : endiguer la marée bolchevique en Europe.

Les vainqueurs ont cependant des intérêts divergents :

- Orlando (Italie) sollicite des territoires au détriment de la nouvelle Yougoslavie.
- Lloyd George (Angleterre) veut assurer l'équilibre en Europe en évitant l'hégémonie française et en ménageant l'Allemagne.
- Clemenceau (France) veut protéger la France d'une troisième agression en assurant ses frontières et en affaiblissant l'Allemagne.
- Wilson (États-Unis) souhaite garantir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Clemenceau obtient l'occupation militaire temporaire d'une partie de l'Allemagne et une garantie anglo-américaine contre toute agression de l'Allemagne. Il n'obtient pas l'annexion de la Sarre, mais la propriété de ses mines de charbon est concédée à la France. La Sarre est gérée par la Société des Nations et il est prévu qu'un plébiscite se tiendra dans 15 ans pour déterminer à quel pays ce territoire sera rattaché.

L'Allemagne doit réduire de façon permanente son armée à 100 000 hommes et livrer ses sous-marins aux alliés. De plus, les forces militaires allemandes ne doivent comporter aucune aviation militaire ni navale et aucun ballon dirigeable ne doit être conservé. Sont aussi prohibées la fabrication et l'importation en Allemagne de chars blindés ou tout autre engin similaire pouvant servir à des fins de guerre.

L'Allemagne s'engage à faire construire des navires de commerce, sur les chantiers allemands, pour le compte des gouvernements alliés. Elle prend aussi l'engagement de réparer tous les dommages causés aux populations civiles et de faire une émission de bons au porteur payables en marks or.

Les conséquences du traité sont la délimitation de nouvelles frontières en Europe. L'Allemagne est partagée en deux par le

corridor polonais de Dantzig. Cela donne un accès à la mer à la Pologne, mais affaiblit l'Allemagne, comme le voulaient les vainqueurs. On obtient donc l'écrasement économique et financier de l'Allemagne et l'on donne des garanties à la France contre toute agression.

Les États-Unis ne ratifiant pas le traité et ne siégeant pas à la Société des Nations, les garanties à la France ne tinrent donc plus.

## **LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (SDN)**

Le 8 janvier 1918, la guerre n'est pas encore finie, mais Woodrow Wilson présente son programme de paix en quatorze points lors d'un discours au Congrès des États-Unis. Selon lui, ce programme permettrait une paix durable :

- négociations de paix publiques
- liberté de navigation maritime
- liberté de commerce international
- limitation concertée des armements
- règlement impartial des questions coloniales
- évacuation de la Russie
- évacuation et restauration de la Belgique
- retour de l'Alsace-Lorraine à la France
- rectification des frontières italiennes
- indépendance des peuples de l'empire austro-hongrois
- évacuation de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro
- limitation de la souveraineté ottomane aux seules régions turques
- création d'un État polonais avec libre accès à la mer

Le dernier des quatorze points prévoit une association regroupant les nations où tous les États se ligueraient lorsqu'un de ceux-ci sèmerait le trouble. Cela annonce la SDN. Son projet est incorporé dans le traité de Versailles et en constitue le premier article. La SDN compte au début 45 pays, dont 26 ne sont pas européens. Le nombre de pays membres va monter par la suite jusqu'à 57. Les buts fondamentaux de la SDN sont de faire respecter le droit

international, d'abolir la diplomatie secrète et de résoudre les conflits par l'arbitrage. Genève est choisi pour devenir le siège de l'organisation. Le choix est justifié par le rayonnement international acquis par la ville, mais aussi parce que la Suisse est un des seuls pays à avoir été épargné par la guerre.

Paradoxalement, les États-Unis ne vont pas en faire partie, parce que le Congrès américain, par tradition isolationniste, refuse d'y adhérer.

## **LES EMPIRES DÉMANTELÉS**

### **L'Allemagne**

De l'Armistice jusqu'à la signature du traité de Versailles, les Alliés ont maintenu le blocus naval de l'Allemagne établi durant la guerre. Comme l'Allemagne dépend des importations, il est estimé que 523 000 civils sont décédés à cause du blocus et qu'un autre quart de million ont été victimes de maladie et de la faim durant les huit mois qui ont suivi la fin du conflit.

La révolution socialiste de 1918 a forcé l'abdication du Kaiser et a conduit à l'établissement de la république de Weimar.

Le 28 juin 1919, la république de Weimar est forcée de signer le traité de Versailles. L'Allemagne doit payer 132 milliards de marks (31,5 milliards de dollars canadiens) en réparations de guerre, un montant très élevé, qui a empêché l'économie allemande de se rétablir. Pour pouvoir payer ces sommes, la nouvelle république imprime beaucoup d'argent, ce qui produit une hyper inflation. En décembre 1922, la Commission de réparation déclare l'Allemagne en défaut et, le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges occupent la Rhur. Cette situation se poursuit jusqu'en 1925.

Une petite partie du territoire allemand est transférée au Danemark, à la Tchécoslovaquie et à la Belgique et une plus grande part à la France, alors que la plus grande partie du territoire perdu va à la Pologne. Les colonies allemandes sont divisées entre plusieurs pays, notamment au profit du Royaume-Uni en Afrique. Mais la plus grande perte est au profit de la nouvelle Pologne indépendante, incluant la ville de Danzig, et la séparation de la Prusse orientale du reste de l'Allemagne.

## L'Empire austro-hongrois

Lorsque la guerre tourne contre les pouvoirs centraux, les peuples de l'Autriche-Hongrie perdent confiance envers leurs pays alliés et, après novembre 1918, les sentiments nationalistes radicaux conduisent à plusieurs déclarations d'indépendance dans le sud-est de l'Europe. Durant la même période, la population souffre du manque de nourriture et les gens sont démoralisés par les pertes subies durant la guerre.

Ces mouvements politiques et sociaux créent des gouvernements *de facto* et compliquent la vie des diplomates, des idéalistes et des Alliés occidentaux lors des discussions qui précèdent le traité de Versailles. Par exemple, pour respecter le principe de liberté des peuples de choisir leur destin contenu dans les quatorze points, il aurait fallu que les Allemands, qu'ils soient Autrichiens ou Allemands, puissent décider de leur futur gouvernement. Cependant, les Français en particulier voient un agrandissement de l'Allemagne comme un risque de sécurité important. De plus, des délégations comme les Tchèques et les Slovènes font d'importantes réclamations de territoire germanophone. Cela entraîne des traités qui compromettent plusieurs idéaux, offensent plusieurs alliés et établissent un nouvel ordre dans la région.

Les changements dans la configuration territoriale sont :

- l'établissement de la République allemande d'Autriche et de la République démocratique hongroise ;
- la Bohême, la Moravie, la Silésie, la partie occidentale du duché de Cieszyn, la Slovaquie et la Ruthénie subcarpatique forment la nouvelle Tchécoslovaquie ;
- la Galice, la partie est du duché de Cieszyn, le comté d'Orava et le nord de Spisz sont transférés à la Pologne.

Ces nouveaux États de l'Europe de l'Est se retrouvent, pour la plupart, avec d'importantes minorités. Ainsi, des millions d'Allemands deviennent minoritaires dans ces pays.

## L'Empire ottoman

À la fin de la guerre, les Alliés occupent Constantinople (Istanbul) et le gouvernement ottoman s'effondre. Le traité de Sèvres, un plan

élaboré par les Alliés pour démembrer les territoires ottomans, est signé le 10 août 1920, mais n'a jamais été ratifié par le sultan.

Les révolutionnaires turques, dirigés par Moustapha Kemal, rejettent les termes du traité de Sèvres. Après que les forces turques eurent acquis le contrôle d'Istanbul, le traité de Sèvres est remplacé par le traité de Lausanne qui met fin aux hostilités et qui conduit à la création de la République turque moderne. Ce traité formalise les mandats octroyés par la Société des Nations à la France pour la Syrie et le Liban, et au Royaume-Uni pour la Mésopotamie et la Palestine, celle-ci comprenant deux territoires autonomes, la Palestine et l'émirat de Transjordanie. Une partie de l'Empire ottoman de la péninsule arabique devient ce que sont aujourd'hui, l'Arabie saoudite et le Yémen. Ce partage a été négocié par le Français François-Georges Picot et l'Anglais Mark Sykes. C'est ce qui est connu comme la ligne Sykes-Picot.

## SITUATION DES VAINQUEURS

### Le Royaume-Uni

Le coût de la guerre est très élevé sur le plan économique. Sa dette est si importante que les paiements en intérêts représentent environ 40 % de toutes les dépenses gouvernementales. Les pertes matérielles sont légères, sauf pour la flotte marchande, qui a vu 40 % de ses navires coulés par les U-boats allemands. Cependant, la flotte est remplacée immédiatement après la guerre.

Les pays du Commonwealth prennent conscience de leur importance et deviennent réticents à demeurer subordonnés à l'Angleterre. Les populations des colonies, comme l'Inde et le Nigeria, constatent aussi leur pouvoir et la faiblesse du colonisateur.

La création de l'État libre d'Irlande, après la guerre d'indépendance de 1919, prive le Royaume-Uni d'un territoire qui équivalait à celui qu'a perdu l'Allemagne.

Plus positivement, les femmes prouvent, durant la guerre, qu'elles ne sont pas faibles et incompétentes et elles gagnent le droit de vote. Les nécessités de la guerre amènent aussi plusieurs progrès en technologie et en médecine.



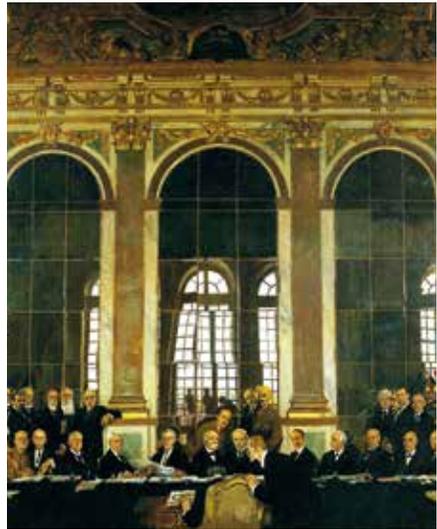
Nord-Pas-de-Calais, le centre-ville de Cambrai en ruines.

Source : <https://medihal.archives-ouvertes.fr>



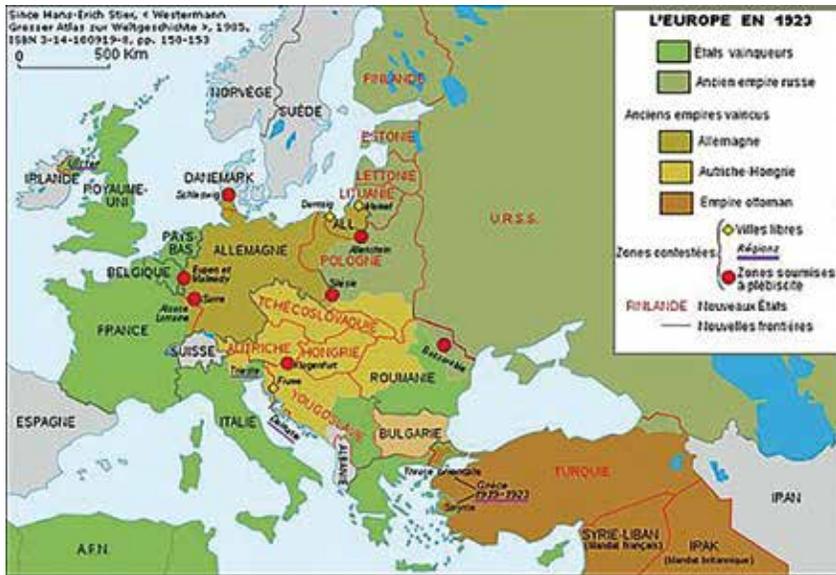
Signature de l'armistice, 11 novembre 1918

Source : [https://wikipedia.org/wiki/Armistice\\_de\\_1918](https://wikipedia.org/wiki/Armistice_de_1918)

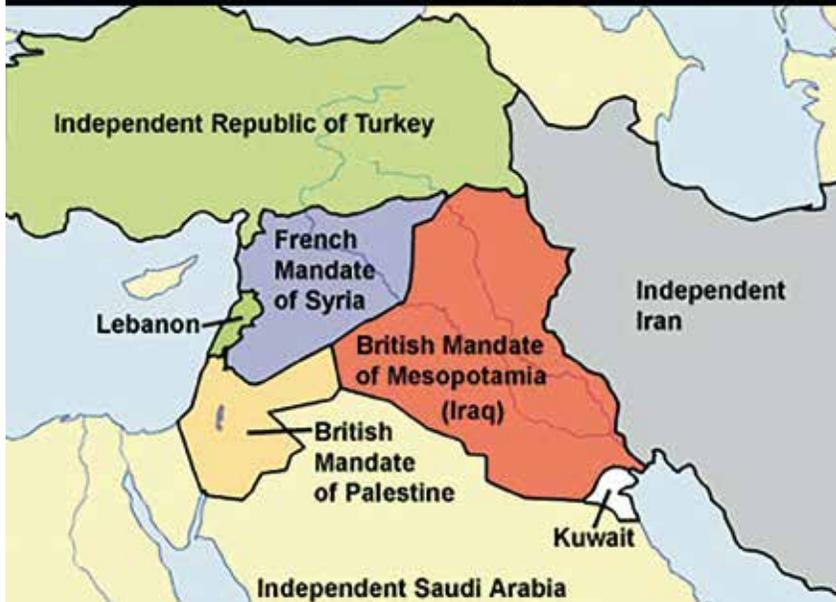


William Orpen, The signing of Peace in the Hall of Mirrors, Versailles, 28 juin 1919

Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Traite\\_de\\_Versailles](https://fr.wikipedia.org/wiki/Traite_de_Versailles)



## Post-WWI Middle East (1923)



## **La France**

La France annexe l'Alsace-Lorraine, territoire perdu lors de la guerre de 1870. Le but de Clemenceau à la conférence de la paix de 1919 est de s'assurer que l'Allemagne ne prenne pas sa revanche dans les années à venir. Par précaution, le Rhin constitue la frontière entre les deux pays. Après le traité de Versailles, visionnaire, le maréchal Foch déclare : « Ce n'est pas la paix, c'est un armistice pour 20 ans. »

## **L'Italie**

Les Italiens sont très déçus de ne pouvoir mettre la main sur la Dalmatie et surtout sur la ville de Fiume. Le président Wilson préfère accorder la Dalmatie à la Yougoslavie. Toute la société se sent flouée d'avoir participé à cette guerre au côté des Alliés. Ce sentiment contribue au développement du fascisme dans le pays.

## **Les États-Unis**

Favorisés par la guerre, les États-Unis prennent le relais de l'Europe défaillante. Les Américains sont déçus de ne pouvoir atteindre les idéaux promis par le président Woodrow Wilson, mais leurs intérêts économiques les convainquent quand même de financer les efforts de reconstruction en Europe.

Disposant de la moitié du stock mondial d'or, produisant 64% du pétrole et de l'acier, les États-Unis dominent tout le continent américain et partagent, avec le Japon, les marchés de l'Asie.

## **LE CANADA**

La Grande Guerre a aussi d'importantes répercussions sur le Canada. Comme dominion britannique, le Canada s'est automatiquement retrouvé en guerre en 1914 lorsque l'Angleterre a joint le combat. Mais la contribution remarquable du pays à la guerre et l'efficacité et les sacrifices de nos soldats contribuent à une certaine reconnaissance au niveau international.

En 1919, le premier ministre Borden demande que le Canada ait une voix au traité de Versailles. En juin, sir Arthur Sifton, ancien

premier ministre de l'Alberta et représentant du Canada au Conseil privé à Londres, signe le traité au nom de son pays.

Le Canada se joint aussi à la nouvelle Société des Nations. En 1924, c'est même un Québécois, le sénateur Raoul Dandurand, qui dirige la délégation canadienne à l'Assemblée générale de la SDN. En 1925, il est élu à la présidence, poste qu'il occupe jusqu'en 1930. Le Canada accède aussi au Conseil de la SDN, l'organe central de l'organisation.

Le pays est sorti de la guerre avec un sens renouvelé de ses responsabilités internationales et une certaine conscience de son importance, même si ses chefs politiques ont plutôt fait état de prudence avant de s'affirmer sur ce plan. À la conférence impériale de 1926, le nouveau premier ministre canadien, William Lyon Mackenzie King, demande que le gouvernement central reconnaisse la parité entre les dominions et l'Angleterre. En conséquence, le lord président du Conseil, sir Arthur Balfour, déclare officiellement que le Royaume-Uni et les dominions sont des communautés autonomes au sein de l'Empire britannique, de statut égal, aucunement subordonnées les unes aux autres dans quelque aspect que ce soit de leurs affaires intérieures ou étrangères, mais unies par leur allégeance commune à la Couronne, et librement associées en tant que membres du Commonwealth britannique des Nations.

Après d'autres discussions, ce n'est qu'en 1931, à la demande des dominions et avec leur consentement, que le Parlement britannique vote le Statut de Westminster, clarifiant et cimentant davantage l'indépendance législative des dominions. Des limites demeurent toutefois. À la suite d'une consultation entre les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada, l'abrogation, l'amendement ou la modification des Actes de l'Amérique du Nord britannique de 1867 à 1930 sont explicitement exclus des dispositions du statut. Le droit d'amender la constitution canadienne demeure donc l'exclusivité du Parlement britannique. Qui plus est, le Canada ne se prévaut pas immédiatement de tous les nouveaux pouvoirs que lui confère le Statut. Par exemple, ce n'est qu'à partir de 1949 que le Comité judiciaire du Conseil privé n'est plus le tribunal de dernière instance au Canada. Il faudra attendre le rapatriement de la constitution en 1982 pour que le Canada acquière sa pleine indépendance.

Sur le plan intérieur, des cicatrices profondes, induites par la guerre, perdurent. Le gouvernement fédéral, grâce à la Loi sur les mesures de guerre, obtient des pouvoirs quasi illimités. Il emprisonne plus de 9000 hommes, femmes et enfants d'origine allemande, roumaine, slovaque, tchèque, hongroise, polonaise et ukrainienne (5000) dans des camps de concentration. Au Québec, l'édifice de l'immigration de Montréal, le Camp de Valcartier (pour une courte période), et le Manège militaire de Beauport servent à cette fin. De plus, on construit un camp isolé à Amos en Abitibi. Des attaques contre ces personnes supposément déloyales et contre leurs biens durent toute la guerre. À tel point que, pour prouver leur loyauté, les citoyens de Berlin en Ontario changent le nom de leur ville pour Kitchener, le nom du ministre de la Guerre britannique.

Étant donné le grand nombre de pertes outre-mer, le gouvernement a recours à la conscription en mai 1917. La loi force les jeunes gens à servir contre leur gré, ce qui provoque une division profonde entre les populations anglophone et francophone. Cette dernière s'est prononcée largement contre cette législation. Une émeute se produit à Québec en 1918. Le 1<sup>er</sup> avril, la troupe ouvre le feu et il y a quatre morts. Cet événement contribue pour longtemps à creuser le fossé entre les « deux solitudes ». La conscription a peu d'effet sur l'effort de guerre du Canada, car les combats prennent fin en novembre 1918. Seulement 48000 conscrits sont envoyés outre-mer, dont à peine la moitié servent au front.

Les citadins se tournent contre les fermiers qu'ils accusent d'avoir profité de la guerre. En outre, les syndicats ouvriers réclament une part des énormes profits des compagnies qui n'ont pas été partagés avec les travailleurs. L'Ouest se sent aussi négligé par le Canada central. Ces situations ont une influence sur la formation de nouveaux partis politiques qui, après fusions et transformations, ont fini par former le Nouveau Parti démocratique, présent dans les provinces et au fédéral. Le système politique canadien s'en est trouvé changé pour toujours.

D'autres effets de la guerre se sont aussi produits. Le gouvernement fédéral a introduit l'impôt sur le revenu, mesure temporaire qui perdure et qui permet au fédéral, grâce au pouvoir de dépenser, de s'immiscer dans les champs de compétence des provinces. Les chemins de fer sont nationalisés. Le Canada se tourne vers

Washington pour ses emprunts de guerre et devient de plus en plus intégré à l'économie nord-américaine. Effet bénéfique celui-là, les femmes obtiennent graduellement le droit de vote : au fédéral, les infirmières militaires et les femmes membres de la famille immédiate des militaires l'obtiennent le 20 septembre 1917 et toutes les femmes, le 24 mai 1918; pour le droit de vote aux élections provinciales du Québec, il faut attendre le 25 avril 1940.

Les quelque 4000 vétérans autochtones rentrent chez eux après avoir été traités en égaux dans les tranchées, pour se retrouver de nouveau sous la houlette du gouvernement. Plusieurs d'entre eux revendiquent leurs droits au sein du Canada.

Mais l'effet le plus profond de la guerre est la prise de conscience de l'identité canadienne par ses citoyens. Des soldats de toutes origines ont vaillamment combattu ensemble en Europe et ils ont compris qu'ils n'étaient plus Français, Anglais, Écossais, Irlandais, etc., mais Canadiens et que, même si des difficultés persistaient dans le temps, ils trouveraient les solutions ensemble.

## **CONCLUSION**

Le monde change complètement après la Grande Guerre. Des empires s'effondrent, de nouveaux pays sont créés, des frontières sont redessinées et des organisations internationales voient le jour. Les États-Unis deviennent la grande puissance mondiale.

Dans l'obligation d'accepter les dures conditions du traité de Versailles, l'Allemagne est humiliée et des groupes nationalistes, les nazis en particulier, prônent une revanche.

En Italie, Mussolini réussit à canaliser le mécontentement et prend le pouvoir en 1922. Il institue un régime autoritaire et nationaliste qui, plus tard, s'allie aux nazis.

La Russie tsariste s'effondre et fait place à l'Union soviétique.

La dissolution de l'Empire ottoman conduit à l'établissement du Moyen-Orient moderne qui est le témoin des nouveaux conflits et des hostilités dans la région, lesquels s'exportent en Occident.

Bref, les Alliés ont gagné la guerre, mais ils n'ont pas su gagner la paix. Le 3 septembre 1939, Hitler envahit la Pologne et tout recommence. Non, malheureusement, la guerre de 1914-1918 ne fut pas la « der... des ders ».

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdication* [En ligne] [www.firstworldwar.com/source/abdication.htm](http://www.firstworldwar.com/source/abdication.htm)
- Aftermath of World War I* [En ligne] <http://en.wikipedia.org/wiki/aftermath-of-world-war-I>
- Armistice* [En ligne] [jemesouviens.biz/11-novembre-1918-signature-de-larmistice/](http://jemesouviens.biz/11-novembre-1918-signature-de-larmistice/)
- Bilan de la guerre 1914-1918* [En ligne] [www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/premiere-guerre-mondiale/bilan.shtml](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/premiere-guerre-mondiale/bilan.shtml)
- Canadian War Museum. *Canada and the First World War: Conscription*. [En ligne] [www.warmuseum.ca/firstworldwar/history/life-at-home-during-the-war/recruitment-and-conscription/conscription-1917/](http://www.warmuseum.ca/firstworldwar/history/life-at-home-during-the-war/recruitment-and-conscription/conscription-1917/)
- Cook, Tim, « A changed Canada emerged from the First World War », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2017.
- Foot, Richard, *Statut de Westminster*, 2006. [En ligne] [www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/statut-de-westminster](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/statut-de-westminster)
- Grenon, Jean-Yves, « Raoul Dandurand, pionnier de la diplomatie canadienne », *Cap-aux-Diamants*, vol. 5, n° 4, 1990.
- Grosser, Alfred, « Le traité de Versailles et l'Allemagne », *La Croix*, 17 juin 2009.
- Hillmer, Norman, *Traité de Versailles*, 2013. [En ligne] [www.encyclopedie-canadienne.ca/fr/article/traite-de-versailles/](http://www.encyclopedie-canadienne.ca/fr/article/traite-de-versailles/)
- Laurens, Henry, « Comment l'Empire ottoman fut dépecé », *Le Monde diplomatique*, avril 2003.
- Tattie, Jon, *Balfour Report*, 2006. [En ligne] [www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/balfour-report/](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/balfour-report/)
- Veatch, Richard, *Société des Nations*, 2006. [En ligne] [www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/societe-des-nations](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/societe-des-nations)



# Chapitre 15

## LE CANADA SE SOUVIENT!

MARC GRONDIN

**A**u sortir du conflit meurtrier que fut la Première Guerre mondiale, les dirigeants canadiens sont conscients du sacrifice de la population et s'engagent auprès des familles à honorer la mémoire des soldats inhumés en terre étrangère inaccessible à la plupart des Canadiens. Des monuments et des mémoriaux sont érigés au pays et sur les terrains de bataille de Belgique et de France. Ces nations reconnaissantes n'hésitent pas à céder des terres afin d'y ériger des monuments en l'honneur des millions de jeunes venus de partout pour repousser l'envahisseur et rétablir la paix chez eux, au prix de leur vie.

### **LA COMMISSION DES SÉPULTURES DE GUERRE DU COMMONWEALTH (THE COMMONWEALTH WAR GRAVES COMMISSION)**

Le 21 mai 1917, le gouvernement britannique établit l'Imperial War Graves Commission (IWGC) qui reçoit le mandat de s'occuper des tombes des soldats de l'Empire morts outre-mer durant la Première Guerre mondiale. Le 28 mars 1960, l'IWGC est renommée Commission des sépultures de guerre du Commonwealth (CWGC) et les pays suivants en sont membres : Afrique du Sud, Australie, Canada, Inde, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni.

La commission choisit d'inhumer les soldats près du lieu de leur décès plutôt que de les rapatrier. Tout au long des combats,

les unités s'efforcent de noter l'emplacement des tombes de fortune et, après les combats, d'ensevelir les corps dans « des cimetières régimentaires ou de première ligne ». La Croix-Rouge assiste les unités au début avant de céder la tâche aux préposés de l'IWGC en 1917. Après l'Armistice, l'IWGC recense avec minutie les centaines de milliers de soldats décédés et localise l'endroit précis où chaque dépouille est ensevelie. Elle aménage des cimetières permanents afin d'honorer à jamais leur mémoire. L'aménagement du cimetière comprend trois éléments caractéristiques, soit la pierre tombale, la Croix du sacrifice et la Pierre du souvenir.

La pierre tombale – Les pierres tombales sont disposées en rangées ordonnées dans le cimetière. La commission adopte une stèle de pierre blanche qui identifie le défunt par son matricule, son nom, son grade et ses décorations militaires. Elle impose l'égalité sociale, la seule exception étant réservée au lauréat de la Croix de Victoria, pour lequel la croix est gravée sur la stèle. Un écusson régimentaire et le symbole religieux sont gravés lorsqu'ils sont connus. Pour le soldat d'un dominion, un emblème national remplace celui de l'unité. Le Canadien est ainsi identifié par une simple feuille d'érable et le Terre-Neuvien par une tête de caribou. Les proches parents peuvent ajouter une courte prière ou pensée sur la stèle. Quand la dépouille ne peut être identifiée, la stèle livre toute l'information possible à partir des vestiges rassemblés, tels que des parties d'uniforme. Il n'est pas rare de croiser des tombes avec des inscriptions qui se limitent au pays, au régiment ou au grade du défunt, suivies de l'inscription « A Soldier of the Great War – Known unto God » (Un soldat de la Grande Guerre – Connu de Dieu seul).

La Croix du sacrifice – Il s'agit d'une croix de granit, ornée d'un glaive de bronze. Sa hauteur varie entre 4,5 et 9 mètres selon l'importance du cimetière.

La Pierre du souvenir – Il s'agit d'un autel placé dans les cimetières contenant mille tombes ou plus. Elle consiste en un bloc de pierre sans connotation religieuse de 3,5 mètres de long et 1,5 mètre de haut, sur lequel est gravée une phrase de l'Éclésiaste : « Their Name Liveth for Evermore » (Leur nom est vivant pour des générations).

À l'entrée du cimetière, un portique contient le registre des sépultures ainsi qu'un historique des combats qui se sont déroulés tout près. Les visiteurs peuvent laisser un message dans le livre d'or. À ce jour, la Commission entretient 2 500 cimetières qui rassemblent les dépouilles de 1,7 million de soldats des forces du Commonwealth morts au champ d'honneur lors des conflits des cent dernières années. Outre ses propres cimetières, la CWGC recense 23 000 cimetières et mémoriaux dans lesquels reposent des soldats du Commonwealth. Le plus grand cimetière du CWGC est celui de Tyne Cot où reposent 12 000 soldats, près d'Ypres en Belgique. Les pays membres du CWGC financent le coût pour l'entretien et la préservation des lieux au prorata des tombes nationales. La contribution canadienne se chiffre à 10,1 % des coûts.

Le 15 juin 1970, le Conseil privé modifie les Ordonnances et règlements des Forces canadiennes (ORFC) afin de prendre en charge le coût du rapatriement et des funérailles d'un soldat décédé hors du Canada et des États-Unis. Depuis cette date, les familles rapatrient généralement la dépouille pour inhumation dans un cimetière de leur choix.

## **CIMETIÈRES DÉDIÉS AUX ANCIENS COMBATTANTS EN SOL CANADIEN**

### **Le champ d'honneur national du fonds du souvenir**

Le Fonds du souvenir, fondé à Montréal par Arthur Hair en 1909, a pour mission de s'assurer qu'aucun vétéran ne soit privé d'une sépulture digne, faute de ressources. Il administre le premier cimetière militaire situé sur le mont Royal en 1910, entièrement réservé aux vétérans canadiens et alliés. Le Champ d'honneur national du Fonds du Souvenir est situé à Pointe-Claire. Inauguré en 1930, il a été reconnu comme site historique national par le gouvernement du Canada en 2009. Il fut créé lorsque le besoin s'est fait sentir d'avoir un lieu destiné aux anciens militaires et à leurs proches. À ce jour, plus de 20 000 personnes y sont inhumées. Des militaires de hauts rangs ou de simples soldats, hautement décorés ou méconnus, aisés ou sans le sou y partagent un dernier repos.

### **Le cimetière militaire national des forces canadiennes de Beechwood**

Depuis juin 2001, le cimetière de Beechwood, à Ottawa, abrite le Cimetière militaire national des Forces canadiennes. Géré par le CWGC et le ministère de la Défense nationale, ce lieu est réservé à celles et ceux qui servent leur pays en temps de guerre et de paix, au pays et à l'étranger, et qui font le sacrifice suprême en son nom. Il y a 12 000 espaces pour les enterrements traditionnels et pour les cendres.

### **Le projet héritage de la feuille d'érable (*The Maple Leaf Legacy Project*)**

Cet ambitieux projet vise à créer un « cimetière virtuel national » par la photographie de toutes les tombes de guerre canadiennes depuis la guerre en Afrique du Sud (guerre des Boers) jusqu'à aujourd'hui, incluant les missions des Nations unies. La raison du projet est de permettre aux Canadiens qui ont perdu un membre de leur famille d'apporter chez eux une photographie de la tombe du disparu, considérant le fait que la grande majorité d'entre eux ne pourront jamais se déplacer outre-mer. En date du 2 octobre 2016, 106 048 tombes sont photographiées. La population peut consulter l'avancement du projet en visitant le site [www.mapleleaflegacy.ca](http://www.mapleleaflegacy.ca).

### **LA COMMISSION CANADIENNE DES MÉMORIAUX DES CHAMPS DE BATAILLE (*THE CANADIAN BATTLEFIELDS MEMORIALS COMMISSION*)**

Dès février 1919, le Parlement britannique crée le Battle Exploits Memorials Committee (BEMC) afin d'identifier et de distribuer les sites de grande bataille aux différents pays en vue d'y ériger des monuments commémoratifs. Le Canada dépose une demande pour huit sites selon la recommandation du comité composé d'éminents officiers généraux canadiens, sous la présidence du lieutenant-général Arthur Currie.

En avril 1920, on accorde les sites suivants au Canada : Vimy, le Bois de Bourlon, Le Quesnel, Dury et Courcellette en France, ainsi que Saint-Julien (Ypres), la cote 62 (le Bois du Sanctuaire) et Passchendaele en Belgique. Par la suite, le Canada crée la Commission canadienne des mémoriaux des champs de bataille (*The Canadian Battlefields Memorials Commission*) chargée d'assurer

la réalisation des mémoriaux. En octobre 1921, la commission sélectionne unanimement la soumission du sculpteur Walter Seymour Allward parmi plus de 160 concepts reçus. Celle de Frederick Chapman Clemesha se classe deuxième. Le concept proposé par Allward étant trop complexe pour être placé sur les huit sites, la Commission décide alors d'ériger deux mémoriaux distincts, soit celui d'Allward sur la crête de Vimy et celui de Clemesha à Saint-Julien, près d'Ypres, et d'ériger six mémoriaux plus petits et identiques sur les autres sites.

### **Mémorial national du Canada de Vimy, en France**

Le Mémorial national de Vimy est le plus grand hommage du Canada rendu à ses fils qui ont combattu lors de la Première Guerre mondiale. En décembre 1922, Rodolphe Lemieux, président de la Chambre des communes et membre de la Commission canadienne des mémoriaux des champs de bataille, obtient de la France un terrain offert « gratuitement et pour toujours » en reconnaissance de l'effort de guerre du Canada. Le 31 janvier 1923, lors de l'ouverture de la session parlementaire de la Chambre des communes, le gouverneur général Julian Byng, celui-là même qui commandait le Corps canadien à Vimy, annonce à la population (Barris, Ted, 2007, p. 246, traduction libre) « que le gouvernement de France offre gracieusement au gouvernement canadien 250 acres sur la crête de Vimy, à l'endroit choisi par le Canada en vue de l'érection d'un monument commémorant les exploits du Corps canadien durant la Grande Guerre ».

Inauguré le 26 juillet 1936 devant une foule de 50 000 personnes, par le roi Édouard VIII en présence du président de la France, M. Albert Lebrun, le Mémorial national du Canada de Vimy est situé sur le point le plus élevé de la crête de Vimy, la cote 145, capturée par le Corps expéditionnaire canadien durant la bataille d'Arras du 9 au 12 avril 1917. Deux grands pylônes représentant le Canada et la France s'élèvent vers le ciel sur une hauteur de 38 mètres (125 pieds) et reposent sur un socle carré de 60 mètres (200 pieds) de largeur, sur lequel sont gravés les noms de 11 285 Canadiens « manquants à l'appel et présumés morts en France ».

Allward s'est consacré corps et âme à la création de son œuvre alors qu'il passe quatorze années sur le site à diriger les travaux,

à couper la pierre et à installer les sculptures sur le mémorial. À cause des dangers en raison des munitions non explosées et des restes humains toujours présents, les travaux sont exécutés au pic et à la pelle avec une précision extrême, d'au plus 3mm (1/8 de pouce) même, comme en témoignent les vétérans venus assister au dévoilement du monument en 1936 (Barris, Ted, 2007, p. 247). Les pierres de calcaire proviennent d'une ancienne carrière romaine abandonnée, sur les côtes dalmates en ex-Yougoslavie. Allward justifie son choix pour la pierre et non le bronze comme suit (Barris, Ted, 2007, p. 258, traduction libre): «Les sculptures ont été taillées dans la pierre au lieu du bronze. Le bronze pourrait être fondu pour en faire de la munition advenant une autre guerre!»

Sculptée dans un seul bloc de pierre, la majestueuse statue de la dame voilée qui représente «le Canada pleurant ses fils disparus» est la pièce maîtresse du monument. Elle est entourée de vingt statues représentant la foi, la justice, la paix, l'honneur, la charité, la vérité, la connaissance et l'espérance. Aujourd'hui, un centre d'interprétation informe les visiteurs sur la bataille. Des tunnels d'époque ouverts au public témoignent des défis vécus par les soldats canadiens. En 2007, le monument est réinauguré par la reine Élisabeth II à la suite de réparations rendues nécessaires à cause des intempéries.

### **Sept autres mémoriaux canadiens en France et en Belgique**

Le Canada érige sept mémoriaux en France et en Belgique, en plus de celui de Vimy. Ils sont présentés par ordre chronologique des batailles comme suit:

- a) Mémorial de Saint-Julien (Flandres) – Résistance héroïque de la 1<sup>re</sup> Division canadienne lors de la première attaque au gaz les 22-24 avril 1915 à Ypres.
- b) Mémorial de la cote 62 (Bois du Sanctuaire) – Défense du saillant d'Ypres par le Corps canadien à l'été 1916 (au mont Sorrel).
- c) Mémorial de Courcellette – Rupture du front allemand lors de la bataille de la Somme de septembre à novembre 1916.
- d) Mémorial de Passchendaele – Prise de la ville par le Corps canadien en novembre 1917.

- e) Mémorial de Le Quesnel – Attaque du Corps canadien qui refoule l’ennemi sur une profondeur de 8 milles le 8 août 1918. Début des 100 jours du Canada.
- f) Mémorial de Dury – Prise de la jonction ferroviaire de Drocourt-Quéant et percée de la ligne Hindenburg par le Corps canadien le 2 septembre 1918.
- g) Mémorial du Bois de Bourlon – La traversée du canal du Nord, la prise du bois de Bourlon et la percée des dernières défenses de la ligne Hindenburg le 27 septembre 1918.

Le Mémorial de Saint-Julien (Ypres), créé par Frederick C. Clemesha, consiste en une sculpture de onze mètres dans un seul bloc de granit surnommé « le soldat en méditation » qui monte la garde en position « sur son arme renversée, reposée », la tête inclinée en guise de respect pour ses camarades tombés au champ d’honneur. Un seul mot est inscrit sur le monument : « CANADA ». Le mémorial est construit sur un terrain offert au Canada par la Belgique en juillet 1919 « en vue d’y ériger un mémorial rendant hommage aux soldats ayant défendu la ville d’Ypres durant la guerre » (Barris, Ted, 2007, p. 244).

Les six autres mémoriaux sont de conception identique et consistent en un gros bloc de granit canadien, sur les faces duquel sont gravés les hauts faits d’armes des troupes canadiennes, en français et en anglais. Le monument est placé au centre d’un parc commémoratif parmi des érables et des conifères. Le visiteur peut se familiariser avec l’histoire de la bataille décrite dans un recueil disponible sur le site.

### **Cinq monuments commémoratifs terre-neuviens en France et en Belgique**

Durant la Première Guerre mondiale, Terre-Neuve est une colonie séparée du Canada. Ainsi, le Battle Exploits Memorials Committee (BEMC) accorde à Terre-Neuve cinq sites sur lesquels sont érigés des mémoriaux en France et en Belgique. Ils sont présentés par ordre chronologique des batailles comme suit :

- a) Mémorial national de Terre-Neuve de Beaumont-Hamel – Le combat livré par le First Newfoundland Regiment, le 1<sup>er</sup> juillet 1916, à la bataille de la Somme.

- b) Mémorial de Gueudecourt – Combat livré par les troupes terre-neuviennes lors de la bataille de la Somme, le 12 octobre 1916.
- c) Mémorial de Monchy-le-Preux – La participation des troupes terre-neuviennes à la bataille d'Arras, le 14 avril 1917.
- d) Mémorial de Masnières – La participation des forces terre-neuviennes à la bataille de Cambrai, le 20 novembre 1917.
- e) Mémorial de Courtrai – Le combat livré par les Terre-Neuviens à la bataille de la Lys, en octobre 1918.

Le concept adopté par Terre-Neuve consiste en une statue de bronze représentant un caribou dressé sur un pic rocheux dans un parc bien aménagé. Des genévriers et des sapins en provenance de Terre-Neuve sont plantés sur le site. Le visiteur y trouve la description de la bataille présentée dans un recueil disponible sur le site.

Le Mémorial national de Terre-Neuve de Beaumont-Hamel commémore le nom de 814 Terre-Neuviens décédés sans lieu de sépulture connu durant le conflit, tant en France qu'en Belgique. Dressé sur un mont surplombant le terrain de bataille, le caribou témoigne de l'attaque qui décima le First Newfoundland Regiment au premier jour de la bataille de la Somme. Des 802 hommes qui se lancent à l'assaut le 1<sup>er</sup> juillet 1916, seuls 68 répondent à l'appel le lendemain matin. En 1921, le gouvernement terre-neuvien et les familles des soldats achètent 30 hectares de terrain pour y construire le mémorial qui est inauguré par le maréchal sir Douglas Haig, le 7 juin 1925.



Tombe du lieutenant Jean Brillant, VC, MC  
du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français).  
Cimetière Villers-Bretonneux, France  
(archives M. Grondin)



Le soldat George Lawrence Prince est  
le dernier Canadien tombé au combat  
durant la Première Guerre mondiale.  
Cimetière militaire de Saint-Symphorien,  
Mons, Belgique (archives É. Beaudoin)



Tombes de soldats inconnus du Commonwealth  
Cimetière de Tyne Cot, sur le saillant d'Ypres (archives M. Grondin)



Croix du sacrifice placée sur un bunker allemand. Cimetière de Tyne Cot, sur le saillant d'Ypres (archives M. Grondin)

Mémorial national du Canada de Vimy, France (Archives CWGC)



Statue de la Nation en deuil au Mémorial national du Canada de Vimy (Archives CWGC)



Croix de Vimy de la 2<sup>e</sup> Division et de la 13<sup>e</sup> Brigade britannique. Citadelle de Québec (archives M. Grondin)



Plaque du Mémorial de Saint-Julien, Flandres  
(archives M. Grondin)

Mémorial de Saint-Julien, Flandres  
(archives M. Grondin)



Mémorial de  
Passchendaele, Flandres  
(archives M. Grondin)

Inauguration du  
Mémorial national de  
Terre-Neuve de  
Beaumont-Hamel, le  
7 juin 1925 (Archives  
nationales)





Mémorial national de  
Terre-Neuve de Beaumont-  
Hamel, France  
(archives M. Grondin)



Mémorial terre-neuvien de Gueudecourt (archives M. Grondin)



Porte de Menin au crépuscule, Ypres (archives M. Grondin)

PRINCESS PATRICIA'S G. L. I.	
MAJOR PAPINEAU T. M., M. C.	SERJEANT COTE P. E.
CAPTAIN DENNISON H. S. MORRIS W. H. M. C.	DEDMAN W. T. HAWKE H. E.
LIEUTENANT AGAR H. E. EDWARDS N. A.	HUBBARD F. JOHNSTON W. LININGTON A. MARSH G. MUNDELL W. G. R. MUTTON A. R.

Major Talbot Papineau, MC, lieu de sépulture inconnu, Tableau d'honneur, Porte de Menin (archives M. Grondin)



Tableau d'honneur, à l'intérieur de la Porte de Menin (archives M. Grondin)



Porte de Menin, Ypres (www. CWGC.org)



La chapelle du Souvenir et les livres du Souvenir – Tour de la Paix du parlement du Canada (Archives du Parlement du Canada)

Plaque commémorative du Canadian Pacific Railway sur la façade de la gare du Palais, Québec (archives M. Grondin)



Le Monument commémoratif de guerre du Canada et la tombe du soldat inconnu (Ottawa) (Archives du MDN)

## LE MONUMENT COMMÉMORATIF DU COMMONWEALTH DE LA PORTE DE MENIN À YPRES

La nature des combats de la Première Guerre mondiale et l'incessant pilonnage de l'artillerie dans le *no man's land* empêchent la récupération et l'identification de milliers de corps. Parmi les 600 000 soldats du Commonwealth morts durant la Grande Guerre en France et en Belgique, le quart d'entre eux n'ont pas de lieu de sépulture connu, dont 19 660 Canadiens. Cette triste situation amène les nations à ériger d'imposants monuments sur lesquels sont inscrits les noms des soldats disparus afin d'offrir un lieu de recueillement aux familles. La situation dans le saillant d'Ypres est particulièrement tragique, alors que la majorité des corps des 2 000 soldats canadiens tués en avril 1915 n'ont pas été récupérés ou identifiés (Christie, 1999, p. 55-65).

En Belgique, les pays du Commonwealth érigent quatre mémoriaux pour leurs disparus sans lieu de sépulture connu lors des combats qui se sont déroulés dans le saillant d'Ypres. Le plus célèbre est le mémorial de la Porte de Menin, dans la ville d'Ypres complètement ravagée lors du conflit. Inauguré le 24 juillet 1927, ce monument dévoile les noms de 54 896 soldats disparus, dont 6 994 Canadiens. Tous les soirs au coucher du jour, à 20 h, se déroule *La sonnerie aux morts (the Last Post)* à l'intérieur du mémorial. Depuis le 2 juillet 1928, les citoyens d'Ypres perpétuent cette cérémonie en signe de gratitude aux soldats morts pour leur liberté. « Les deux trompettes d'argent utilisées durant la cérémonie ont été données [...] par un officier de l'Artillerie royale canadienne, qui servait dans la Dixième Batterie de St. Catherines, lors de la deuxième bataille d'Ypres en 1915. » Sous l'occupation allemande de 1940-1945, la cérémonie s'est poursuivie au cimetière militaire de Brookwood, en Angleterre (Nicholson, 1973, p. 61-64).

Près d'Ypres, dans l'enceinte du cimetière militaire de Tyne Cot se trouve le mémorial de Tyne Cot qui affiche les noms de 35 000 autres soldats du Commonwealth morts sans lieu de sépulture connu, principalement durant les combats survenus lors de la 3<sup>e</sup> bataille d'Ypres, aussi appelée la bataille de Passchendaele. Lors de sa visite du cimetière en 1922, le roi George V suggère de placer la Croix du sacrifice sur un des quatre bunkers allemands toujours debout parmi les rangées de tombes.

## **LES MÉMORIAUX NATIONAUX DANS LA CAPITALE NATIONALE À OTTAWA**

### **Livres du Souvenir de la chapelle du Souvenir – Tour de la Paix du parlement**

Lors de la reconstruction de la tour de Victoria détruite lors de l'incendie du parlement en 1916, le gouvernement canadien décide d'honorer la mémoire des soldats canadiens disparus en érigeant la chapelle du Souvenir au premier étage de la nouvelle tour, rebaptisée tour de la Paix. Cet avènement est possible grâce à l'inspiration et au leadership de l'architecte John A. Pearson. À son initiative, il demande aux gouvernements de Grande-Bretagne, de France et de Belgique de faire don de pierres en provenance des terrains de bataille des troupes canadiennes en vue de construire un sanctuaire à la mémoire des Canadiens disparus. En 1921, il se rend sur place pour choisir les pierres. Son travail porte fruit et les pierres arrivent à Ottawa en 1923.

Véritable sanctuaire national, la chapelle du Souvenir conserve huit livres du Souvenir qui renferment les noms des 118 700 Canadiens et Terre-Neuviens disparus lors des conflits et des missions de maintien de la paix des siècles derniers. Sur l'autel principal de la chapelle du Souvenir est déposé le livre du Souvenir de la Première Guerre mondiale. Taillé dans un bloc de calcaire offert par la Grande-Bretagne, l'autel est inauguré par le prince de Galles le 3 août 1927. Chaque jour, un employé du Parlement tourne une page des livres du Souvenir, ramenant au grand jour le nom de chaque Canadien mort pour nos droits et notre liberté. Chacune des pages de chaque livre est exposée au moins une fois par an.

Les huit livres du Souvenir couvrent les conflits suivants :

- a) Le livre du Souvenir de la Première Guerre mondiale est la pièce centrale de la chapelle et renferme les noms des 66 655 Canadiens tués lors du conflit. Leur inscription dans deux volumes débute en 1927 et se termine en 1942.
- b) Le livre du Souvenir de la Seconde Guerre mondiale renferme les noms des 44 893 Canadiens tués lors du conflit. Leur inscription débute en 1948 et se termine en 1957.

- c) Le livre du Souvenir de la guerre en Afrique du Sud et de l'Expédition sur le Nil renferme les noms des 283 volontaires canadiens morts durant la guerre des Boers entre 1899 et 1902 et pendant l'expédition sur le Nil en 1884 et 1885, la première expédition canadienne outre-mer. Il fut dévoilé le 31 mai 1962, date du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre en Afrique du Sud.
- d) Le livre du Souvenir de Terre-Neuve renferme les noms des 2 363 Terre-Neuviens morts au champ d'honneur durant les deux guerres mondiales. Le livre est dévoilé en 1973 et une réplique du livre est exposée dans l'édifice de la Confédération à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador.
- e) Le livre du Souvenir de la Marine marchande renferme les noms des 2 199 marins canadiens qui furent tués durant les manœuvres de ravitaillement en haute mer durant les diverses guerres du siècle dernier, dont plus de 570 durant la Première Guerre mondiale.
- f) Le livre du Souvenir de la guerre de Corée renferme les noms des 516 Canadiens morts entre 1950 et 1953. Il a été dévoilé par le major-général Georges Vanier, gouverneur général du Canada, le 11 novembre 1962.
- g) Le livre du Souvenir – Au service du Canada est dévoilé en 2005 et renferme le nom de plus de 1 800 Canadiennes et Canadiens morts en service depuis 1947 (excluant la guerre de Corée). Il rend hommage à ceux qui sont décédés en temps de conflit et de paix, au cours d'exercices, d'entraînement en vue d'opérations de maintien de la paix, lors de déploiements pour le maintien de la paix à l'étranger et dans l'exercice d'autres fonctions militaires. Ce livre se remplit continuellement. On y retrouve les noms des 158 soldats décédés lors du conflit en Afghanistan et ceux d'environ 130 Canadiens morts au cours des missions de maintien de la paix en terre étrangère. Parmi ceux-ci, rappelons les noms de 23 soldats morts dans les Balkans, de 28 à Chypre, de deux au Congo, d'un au Rwanda, d'un en Somalie, de quatre en Syrie et de plus de 50 noms en Égypte, ce qui constitue le nombre le plus élevé de pertes canadiennes au cours d'une mission de maintien de la paix.

- h) Le livre du Souvenir de la guerre de 1812 est dévoilé en 2012 à l'occasion du bicentenaire de la guerre 1812-1814. Il est toujours en construction.

### **Monument commémoratif de guerre du Canada et tombe du soldat inconnu**

Inauguré à Ottawa le 21 mai 1939 par le roi George VI et la reine Élisabeth, reine mère, le Monument commémoratif de guerre du Canada souligne le sacrifice des soldats canadiens durant la Première Guerre mondiale. Le projet de construction du monument débute en 1923 par un appel de soumissions lancé aux artistes et architectes du Commonwealth. Le concept du Britannique Vernon March est choisi parmi 165 soumissions. Baptisé *La grande réponse du Canada*, le monument regroupe 22 statues de bronze représentant les corps de métiers ayant participé au conflit, avec, en tête, le fantassin. Deux statues symbolisant la paix et la liberté surmontent l'arche centrale.

Lors de l'inauguration, seules les inscriptions 1914-1918 sont gravées sur le monument. En 1982, les inscriptions 1939-1945 et 1950-1954 sont ajoutées pour commémorer la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée. Finalement, le 11 novembre 2014, les inscriptions 1899-1902 et 2001-2014 commémorent la guerre en Afrique du Sud et le conflit en Afghanistan.

En 2000, le gouvernement canadien décide de rapatrier le corps d'un soldat mort sans lieu de sépulture connu lors de la Première Guerre mondiale. La dépouille d'un soldat inhumé sur la crête de Vimy et portant l'épithète «Soldat canadien – connu de Dieu seulement» est sélectionnée et rapatriée au Canada, le 25 mai 2000. La dépouille est exposée en chapelle ardente pendant trois jours, avant d'être transportée dans un cortège de canons tirés par des chevaux pour être inhumée dans un sarcophage de granit au pied du Monument commémoratif de guerre du Canada, sous la présidence d'honneur de la très honorable Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada.

La pierre tombale originale du soldat inconnu est aussi rapatriée de Vimy, pour être exposée au Musée canadien de la guerre

dans une salle conçue de telle sorte que tous les ans à 11 h, le 11 novembre, le soleil illumine la pierre de ses rayons.

### **Le musée canadien de la guerre**

À ses débuts en 1880, le Musée canadien de la guerre présente essentiellement une collection d'artefacts de la milice. Le 8 mai 2005, le musée inaugure sa nouvelle demeure au centre d'Ottawa, en cette année qui souligne le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe et le 125<sup>e</sup> anniversaire d'existence du musée qui accueille 500 000 visiteurs chaque année.

### **LE JOUR DE L'ARMISTICE DEVIENT JOUR DU SOUVENIR LE 11 NOVEMBRE 1931**

Le coût élevé en pertes humaines a profondément marqué la population. Dès avril 1919, les députés canadiens comprennent le besoin de souligner l'Armistice, mais ne s'entendent pas sur la journée. Le roi George V tranche la question et demande qu'on souligne le premier anniversaire de l'Armistice en observant deux minutes de silence à 11 h précises, le 11 novembre 1919. C'est ainsi que le Canada souligne le *jour de l'Armistice pour la première fois*.

En 1921, à la demande du milieu des affaires, le Parlement canadien jumelle le jour de l'Armistice avec celui du jour de l'Action de grâce. Cette décision est impopulaire parmi les anciens combattants et le grand public. Plusieurs initiatives et débats ont lieu partout au pays afin de forcer l'adoption du 11 novembre comme jour de l'Armistice. Finalement, en 1931, le Parlement adopte la résolution de deux députés de la Colombie-Britannique demandant l'adoption du 11 novembre comme date du jour de l'Armistice, et d'en changer le nom pour celui du jour du Souvenir.

C'est ainsi que, depuis le 11 novembre 1931, on célèbre le jour du Souvenir partout au pays par des cérémonies près des cénotaphes. Les anciens combattants défilent en compagnie des troupes des forces armées locales, selon un protocole bien établi, qui comprend les appels du clairon pour *La sonnerie aux morts* et le *Réveil*, tout en observant deux minutes de silence. Les aumôniers récitent des prières œcuméniques et le dépôt de couronnes de fleurs conclut la cérémonie. Le plus important rassemblement se déroule au

Monument commémoratif de la guerre à Ottawa, auquel participent le gouverneur général ou la gouverneure générale du Canada, le premier ministre et la Mère de la croix d'argent, représentée par une mère canadienne ayant perdu un enfant en service. Le jour du Souvenir est un jour de congé férié dans les provinces canadiennes, sauf au Québec et au Manitoba.

## **LA LÉGION ROYALE CANADIENNE**

Créée en 1925, la Légion royale canadienne est la plus grande organisation de soutien aux vétérans du Canada. Présente dans toutes les régions du pays, elle regroupe plus de 400 000 membres en provenance des militaires actifs, d'anciens combattants, de la Gendarmerie royale du Canada, de la police provinciale ou municipale et de leurs proches. Elle défend leur cause auprès du gouvernement fédéral concernant les pensions, les prestations d'invalidité et les indemnités pour frais funéraires destinées aux familles.

## **LE COQUELICOT « AU CHAMP D'HONNEUR LES COQUELICOTS SONT PARSEMÉS... »**

Le coquelicot est une fleur rouge indigène d'Europe qu'on retrouve sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Sous l'inspiration du poème du médecin canadien John McRae « Au champ d'honneur... », cette fleur est adoptée par les États-Unis, la France et les pays du Commonwealth comme symbole du sacrifice des soldats. Aujourd'hui, des millions de Canadiens et de Canadiennes portent ce symbole pour se souvenir de leurs compatriotes morts à la guerre et les honorer. Depuis 1925, la Légion royale canadienne organise la campagne annuelle du coquelicot qui se porte sur la poitrine du côté gauche, près du cœur. Le port du coquelicot commence au début de novembre et se termine au jour du Souvenir, le 11 novembre. Les coquelicots sont vendus par la Légion et les profits sont utilisés pour répondre aux besoins des anciens combattants. En témoignage de reconnaissance, les gouvernements provinciaux offrent aux vétérans une plaque d'immatriculation de véhicule portant le symbole du coquelicot.

## LE PROJET MÉMOIRE

Le projet Mémoire est un bureau d'orateurs bénévoles qui organise la rencontre de vétérans et de membres des Forces canadiennes avec des écoles et lors d'événements communautaires à travers le pays afin de partager leurs histoires de service militaire. Depuis 2001, ces orateurs ont rencontré plus de 1,6 million de Canadiens. L'archive du projet Mémoire contient plus de 2 800 témoignages et plus de 10 000 images de vétérans des conflits du XX<sup>e</sup> siècle ainsi que des missions de maintien de la paix. Bien que l'archive n'accepte plus de nouvelles soumissions, elle demeure la plus grande en son genre au Canada.

## LES MONUMENTS ET MÉMORIAUX DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE À QUÉBEC

### La Croix du sacrifice

À l'entrée du parc des Champs-de-Bataille sur les plaines d'Abraham se dresse la Croix du sacrifice. Inauguré le 1<sup>er</sup> juillet 1924, ce monument rappelle le sacrifice des soldats canadiens morts lors de la Première Guerre mondiale. Lors de sa construction, une poignée de terre en provenance de la crête de Vimy a été déposée sous le socle, pour rappeler cette bataille déterminante de l'émergence du Canada sur la scène mondiale. Au pied de la croix, une mosaïciculture florale est aménagée par la Commission des champs de bataille nationaux dans laquelle on retrouve des coquelicots rouges symbolisant nos soldats disparus. Les inscriptions *À nos morts glorieux 1914-1918 – To our glorious dead* et la devise du Québec, *Je me souviens*, sont gravées sur le monument. Les dates « 1939-1945 » et « 1950-1953 » ont été ajoutées par la suite pour rappeler la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée.

### La Croix de Vimy de la 2<sup>e</sup> Division canadienne – La Citadelle de Québec

La Croix de Vimy est une croix de bois érigée sur la crête de Vimy en octobre 1917 par les membres de la 2<sup>e</sup> Division canadienne et de la 13<sup>e</sup> Brigade britannique qui combattirent ensemble lors de la bataille. Elle était installée dans le cimetière du cratère de Lichfield, dans la municipalité de Thélus.

La croix est demeurée à Vimy jusqu'en 1923 alors qu'on réaménage le parc commémoratif de Vimy pour y construire les cimetières permanents et ériger des monuments. C'est le Royal 22<sup>e</sup> Régiment qui a l'honneur d'hériter de la croix, étant la seule unité de la 2<sup>e</sup> Division sur l'ordre de bataille permanent de l'Armée canadienne après la guerre. Le commandant de la Citadelle, le lieutenant-colonel Henri Chassé, reçoit la croix le 20 août 1923. Le site de la Citadelle est significatif du fait qu'il constitue le lieu de résidence officielle du gouverneur général du Canada, et que cette fonction est occupée de 1921 à 1926 par le général Julian Byng, vicomte de Vimy, commandant du Corps d'armée canadien lors de cette victoire décisive.

Depuis son érection en 1924, la croix doit subir plusieurs rénovations, victime des éléments. En 1948, la croix réparée est placée dans un sarcophage de bois avec les inscriptions originales. Des parcelles de la croix originale sont enfouies dans une douille d'obus au pied de la croix. Dans une seconde douille d'obus sont placés l'historique de la bataille de Vimy signée par le major-général Thomas Tremblay, la liste des membres du 22<sup>e</sup> Bataillon ayant servi durant la Première Guerre mondiale et des insignes du régiment. En 1997, le sarcophage est démonté et une nouvelle croix est érigée. Le 23 mars 1998, la Croix de Vimy originale est incinérée en raison de sa détérioration avancée et les cendres sont placées dans une troisième douille d'obus au pied de la croix.

### **Le Cercle de la Garnison de Québec – Le mémorial de la Grande Guerre et le salon des Croix de Victoria**

Dans le hall d'entrée du Cercle de la Garnison de Québec se trouve le mémorial de la Grande Guerre qui consiste en une immense plaque de bronze sur laquelle sont inscrits les noms des membres du Cercle ayant servi lors de la Grande Guerre. Donnée par les six familles des membres du Cercle tués lors du conflit, la plaque est dévoilée le 22 août 1919 par le prince de Galles, le futur roi Édouard VIII.

Le salon des Croix de Victoria « fait mémoire aux gens qui ont risqué et donné leur vie pour que survivent la démocratie et la liberté ». On y rend hommage aux récipiendaires de la Croix de Victoria, la plus haute décoration militaire britannique et du

Canada. Ce salon est initialement appelé salon Turner, en hommage au lieutenant-général sir Richard Ernest William Turner, VC, un fils de Québec ayant mérité la distinction durant la guerre des Boers, en 1901. Neuf récipiendaires de la Croix de Victoria et un de l'Ordre militaire de Wilhelm des Pays-Bas, tous natifs du Québec, sont présents dans le salon.

### **Le mémorial du Canadian Pacific Railway de la gare du Palais de Québec**

Sur la façade principale de la gare du Palais, à droite des portes, se trouve une magnifique plaque de bronze commémorant « le service rendu par les employés du Canadian Pacific Railway qui, ayant répondu à l'appel du souverain et de la nation, ont laissé leurs proches et ont surmonté les pires dangers au risque de disparaître aux yeux de tous sur le chemin du devoir et du don de soi afin que d'autres puissent vivre en toute liberté. Que ceux qui suivront s'assurent que leur nom ne tombe pas dans l'oubli – Ypres – Festubert – La Somme – Vimy – Cote 70 – Passchendaele – Amiens – Cambrai – Drocourt Quéant – Mons » (traduction libérale des inscriptions sur la plaque). Le mémorial présente un grand rassemblement des troupes au côté de leurs équipements, dont une majestueuse locomotive symbolisant l'apport des cheminots de campagne en provenance du Canadian Pacific Railway.

### **CONCLUSION**

Depuis la Première Guerre mondiale, le peuple canadien comprend et appuie l'apport important du pays dans l'équilibre des forces pour le maintien de la paix et de la démocratie dans le monde. En érigeant cénotaphes, monuments et musées depuis un siècle, la population témoigne sa gratitude envers sa jeunesse qui, marchant dans les pas de leurs parents et grands-parents, persévère à protéger paix et liberté pour tous les peuples. Depuis 1996, le Canada désigne les parcs commémoratifs de Vimy et de Beaumont-Hamel à titre de lieux historiques nationaux, les seuls sites désignés comme tels à l'extérieur de ses frontières. C'est le devoir de chacun de leur témoigner gratitude et reconnaissance pour leur sacrifice.

Je me souviens

## BIBLIOGRAPHIE

- Barris, Ted (2007), *Victory at Vimy: Canada comes of age, April 9-12, 1917*, Thomas Allen Publishers, Toronto.
- Brown, Angus, et Richard Gimblett (2006), *In the footsteps of the Canadian Corps – Canada's First World War 1914-1918*, Magic Light Publishing, Ottawa.
- Christie, N.M. (1999), *For King and the Country – The Canadian at Ypres 22<sup>nd</sup>-26<sup>th</sup> April 1915*, CEF Books, Ottawa.
- Department of Foreign Affairs and International Trade (2002), « *Canada Treaty Information* », 26 February 2002. Retrieved 4 January 2008.
- Giesler, Patricia (1982), *Affaires des Anciens Combattants, Souvenirs de vaillance – La participation du Canada à la Première Guerre mondiale, Approvisionnement et Service Canada*, Ottawa.
- Hamel, Dany, Musée Royal 22<sup>e</sup> Régiment, courriel 2018-06-11 14:04.
- Kemp, A.E. (1918), Ministry of Overseas Military Forces of Canada, *Report of the Ministry Overseas Military Forces of Canada 1918*, London, UK.
- Lebel, Jean-Marie (2014), *Le Cercle de la Garnison*, Lacerte Communications Canada.
- Morin, major Jean (2012), QGDN Direction histoire et patrimoine – Lettre 1325-41 (DHP) 7 février 2012.
- Nicholson, G.W.L. (1973), « Nous nous souviendrons... » *Mémoriaux outre-mer aux morts de guerre du Canada*, Ministère des Affaires des anciens combattants, Ottawa.

## HYPERLIENS (EN ORDRE SÉQUENTIEL AU TEXTE)

- [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Commonwealth\\_War\\_Graves\\_Commission](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Commonwealth_War_Graves_Commission)
- <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/histoire-militaire/histoire-patrimoine/identification-pertes-militaires/rapatriement-soldats-canadiens-morts-guerre.html>
- <http://www.lastpostfund.ca/FR/home.php>
- [www.beechwoodottawa.ca/fr/le-cimetiere-et-les-options-dinhumation/sections-honorant-les-services-militaires-et-policiers/cimetiere-militaire-national-2/](http://www.beechwoodottawa.ca/fr/le-cimetiere-et-les-options-dinhumation/sections-honorant-les-services-militaires-et-policiers/cimetiere-militaire-national-2/)
- [www.mapleleaflegacy.ca](http://www.mapleleaflegacy.ca)
- [https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian\\_Battlefields\\_Memorials\\_Commission](https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian_Battlefields_Memorials_Commission)
- [https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian\\_National\\_Vimy\\_Memorial](https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian_National_Vimy_Memorial)

<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/monuments-of-the-first-and-second-world-wars/>

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/citeparlementaire-parliamentaryprecinct/decouvrez-discover/paix-peace-fra.html>

[https://www.noscommunes.ca/About/HistoryArtsArchitecture/heritage\\_spaces/memorial/memorial-f.htm](https://www.noscommunes.ca/About/HistoryArtsArchitecture/heritage_spaces/memorial/memorial-f.htm)

[www.army-armee.forces.gc.ca/fr/nouvelles-publications/nationaux-nouvelles-details.page?doc=un-monument-commemoratif-de-guerre-dans-la-tour-de-la-paix-les-livres-du-souvenir/ivdi2k85](http://www.army-armee.forces.gc.ca/fr/nouvelles-publications/nationaux-nouvelles-details.page?doc=un-monument-commemoratif-de-guerre-dans-la-tour-de-la-paix-les-livres-du-souvenir/ivdi2k85)

<http://canada.grandquebec.com/ottawa/livres-souvenir/>

<http://www.veterans.gc.ca/fra/remembrance/history/canadian-armed-forces/rwanda>

<http://www.veterans.gc.ca/fra/remembrance/history/canadian-armed-forces/egypt>

<http://www.veterans.gc.ca/fra/remembrance/memorials/canada/national>

[http://archives.radio-canada.ca/guerres\\_conflits/premiere\\_guerre\\_mon\\_diale/clips/12506/](http://archives.radio-canada.ca/guerres_conflits/premiere_guerre_mon_diale/clips/12506/)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Tombe\\_du\\_Soldat\\_inconnu\\_%28Canada%29](https://fr.wikipedia.org/wiki/Tombe_du_Soldat_inconnu_%28Canada%29)

<https://www.museedelaguerre.ca/a-propos/a-propos-de-la-societe/#tabs>

[www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/thanksgivings\\_f.shtml](http://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/thanksgivings_f.shtml)

[https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/armisticeday\\_f.shtml](https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/armisticeday_f.shtml)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Fêtes\\_et\\_jours\\_féériés\\_au\\_Canada](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fêtes_et_jours_féériés_au_Canada)

<https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/legion-royale-canadienne/>

<https://saaq.gouv.qc.ca/immatriculation/immatriculer-vehicule/plaque-veteran/>

[https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/poppy\\_f.shtml](https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/poppy_f.shtml)

[https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/flanders\\_fields\\_f.shtml](https://www.museedelaguerre.ca/cwm/exhibitions/remember/flanders_fields_f.shtml)

<http://www.leprojetmemoire.com/histoires>



# Appendice 1

## RÉCIPIENDAIRES QUÉBÉCOIS DE LA CROIX DE VICTORIA DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



### **Origine de la Croix de Victoria**

*L'avers et l'envers de la Croix de Victoria  
du lieutenant-général Richard Turner, de Québec,  
méritée durant la guerre des Boers*

(Archives du RCD, BFC Petawawa, Ontario)

La plus célèbre décoration britannique de bravoure militaire est la Croix de Victoria, créée en 1856. Conçue par le ministère de la Guerre britannique à la demande de la reine Victoria, cette médaille est destinée aux soldats qui ont fait preuve de courage ou de dévouement en présence de l'ennemi. Tout militaire y est admissible, quel que soit son rang ou sa classe sociale. La première

cérémonie s'est déroulée le 26 juin 1857, alors que la reine investit 62 soldats de la guerre de Crimée. Le lieutenant Alexander Roberts Dunn est le premier Canadien à mériter la Croix de Victoria pour sa bravoure au cours de la charge de la Brigade légère lors de la bataille de Balaklava, le 25 octobre 1854.

Entre 1858 et 1881, les critères permettent d'accorder la Croix de Victoria pour acte de bravoure « dans des circonstances de danger extrême » pas forcément face à l'ennemi. Six décorations sont décernées au cours de cette période, dont celle méritée le 9 juin 1866 par le soldat irlandais Timothy O'Hea dans le village de Danville, tout près d'Asbestos, au Québec, pour avoir éteint, seul, un incendie dans le wagon contenant de la poudre à fusil dans un train transportant plus de 400 passagers. C'est la seule Croix de Victoria décernée en sol canadien. En 1867, le médecin Campbell Mellis Douglas, natif de la Grosse Île, mérite la Croix pendant l'expédition aux îles Andaman, aux Indes. En 1881, les critères originaux sont rétablis pour ne s'appliquer qu'en présence de l'ennemi. En 1902, la Croix peut être accordée à titre posthume, ce qui est rare pour une décoration britannique de bravoure.

### Les militaires canadiens et la Croix de Victoria



Au total, 91 militaires canadiens ont mérité la Croix de Victoria, dont 67 durant la Première Guerre mondiale et seize durant la Deuxième Guerre mondiale. Huit décorations sont accordées entre 1856 et 1915, dont quatre durant la guerre en Afrique du Sud de 1899 à 1902. Durant ce conflit se distingue, en 1900, le lieutenant-général Richard Turner, de Québec, alors lieutenant de cavalerie. Aucun Canadien n'a mérité la décoration depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945.

En 1993, la Croix de Victoria canadienne est créée. Elle est identique à la croix originale, sauf la devise latine *Pro Valore* qui remplace la devise originale *For Valour* en raison du caractère bilingue de la nation canadienne.

La description<sup>1</sup> des exploits de neuf Québécois, natifs ou résidents du Québec au moment de l'enrôlement, ayant mérité la Croix de Victoria durant la Grande Guerre est présentée en ordre chronologique comme suit :

Caporal suppléant Frederick Fisher, VC	Ypres, 22 avril 1915
Capitaine Francis Alexander Caron Scrimger, VC	Ypres, 25 avril 1915
Capitaine Thain Wendell MacDowel, VC, DSO	Vimy, 9 avril 1917
Major Okill Massey Learmonth, VC, MC	Cote 70, 18 août 1917
Soldat Thomas William Holmes, VC	<i>Passchendaele</i> , 26 octobre 1917
Caporal Joseph Thomas Kaeble, VC, MM	Neuville-Vitasse, Arras, 8 juin 1918
Lieutenant Jean Brillant, VC, MC	Amiens, 18 août 1918
Lieutenant-colonel William H. Clark-Kennedy, VC, DSO	Arras, 27-28 août 1918
Soldat John Francis Young, VC	Dury-Arras, 2 septembre 1918

1. <http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/gal/vcg-gcv/index-fra.asp>



*Frederick Fisher*

Frederick Fisher naît à St. Catharines, en Ontario, le 3 août 1895. Vers 1907, sa famille déménage à Montréal. Quand éclate la Première Guerre mondiale, il est étudiant à l'Université McGill.

Le 23 avril 1915, le caporal suppléant Fisher sert en Belgique avec la section de mitrailleuses du 13<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie (*5th Royal Highlanders of Canada*), de Montréal. En arrivant de Saint-Julien, durant la deuxième bataille d'Ypres, il s'aperçoit que deux canons de campagne de 18 livres risquent d'être capturés en raison d'une attaque de l'infanterie allemande. Fisher met sa mitrailleuse en marche et, avec l'aide de six soldats, repousse l'ennemi jusqu'à ce que les canons de campagne puissent être retirés. Il est tué plus tard dans la journée et son corps ne fut jamais retrouvé.

La Croix de Victoria lui est décernée à titre posthume. Il est le premier Canadien appartenant à une unité canadienne à obtenir cet honneur dans ce conflit.

### **Citation**

Le 23 avril 1915, dans les environs de Saint-Julien, il s'élançait sous un feu nourri avec la mitrailleuse dont il a la responsabilité, et aide très courageusement à couvrir la retraite d'une batterie, perdant quatre des membres de son équipe. Par la suite, après avoir obtenu quatre autres hommes, il s'avance de nouveau sur la ligne de tir et il est tué en remettant sa mitrailleuse en marche, sous des tirs intenses, pour couvrir l'avance des troupes d'appui. (*London Gazette*, n° 29202, le 23 juin 1915)



*Francis Alexander Caron Scrimger*

Francis Scrimger est né à Montréal, le 10 février 1881. Il étudie la médecine à l'Université McGill. Quand la guerre éclate, il est chirurgien et chargé de cours. Il s'enrôle dans le Corps médical de l'armée canadienne et sert comme médecin militaire du 14<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie (*Royal Montreal Regiment*) du Corps expéditionnaire canadien. Le capitaine Scrimger s'éteint à Montréal, le 13 février 1937.

### **Citation**

Dans l'après-midi du 25 avril 1915, dans les environs d'Ypres, alors qu'il est responsable d'un poste de secours avancé installé dans des bâtiments de ferme qui subissent les bombardements intenses de l'ennemi, il dirige l'évacuation des blessés, sous les tirs nourris, et sort lui-même un officier gravement blessé d'une étable, pour l'amener dans un lieu plus sûr. Lorsqu'il ne peut aller plus loin avec cet officier, il reste avec lui, sous la pluie de tirs, jusqu'à l'arrivée des renforts.

Au cours des combats très violents qui se sont déroulés entre le 22 et le 25 avril, le capitaine Scrimger a fait preuve jour et nuit d'un grand sens du devoir auprès des blessés, au front.

*(London Gazette, n° 29202, le 23 juin 1915)*



*Thain Wendell MacDowell*

Thain MacDowell naît à Lachute, au Québec, le 16 septembre 1890. Au cours de la Première Guerre mondiale, il sert au sein du 38<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien. Il reçoit l'Ordre du service distingué pour ses faits d'armes lors de la bataille de la Somme.

Le capitaine MacDowell mérite la Croix de Victoria pour sa conduite le 9 avril 1917, jour de l'attaque et de la capture de la crête de Vimy, en France, par le Corps canadien. Son action permet au bataillon d'atteindre son objectif, la cote 145.

Le capitaine MacDowell s'éteint à Nassau, aux Bahamas, le 29 mars 1960.

### **Citation**

Pour un acte de bravoure remarquable et pour sa grande fermeté devant les tirs intenses d'obus et de mitrailleuses. Grâce à son courage et à son esprit d'initiative, cet officier, aidé de deux messagers, a réussi à s'emparer de 2 mitrailleuses et à capturer 2 officiers et 75 hommes dans des circonstances très difficiles. Malgré une blessure à la main et le feu intense de l'ennemi, il a pu tenir la position pendant cinq jours, soit jusqu'à l'arrivée de son bataillon. Grâce à son courage et à son esprit vif, le capitaine MacDowell a pu s'emparer de ce poste de mitrailleuse qui avait semblé si invincible.

*(London Gazette, n° 30122, le 8 juin 1917)*



*Okill Massey Learmonth*

Okill Learmonth naît à Québec, le 20 février 1894. Il s’ enrôle dans le Corps expéditionnaire canadien comme soldat en novembre 1914 et obtient sa commission d’ officier en juin 1916. Le 18 août 1917, la Croix de Victoria lui est décernée à titre posthume pour la bravoure et le leadership dont il a fait preuve comme commandant de compagnie du 2<sup>e</sup> Bataillon d’ infanterie, sur la cote 70, près de Lens, en France.

### Citation

Pour sa bravoure exceptionnelle et son grand zèle. Lors d’ une contre-attaque surprise menée contre nos nouvelles positions, le major Learmonth charge aussitôt l’ ennemi et en vient à bout tout seul. Plus tard, il mène un combat furieux contre l’ ennemi qui avance. Malgré un tir de barrage intense et des blessures mortelles, il se tient debout sur le parapet de la tranchée et lance des grenades à l’ ennemi, tout en dirigeant la défense de manière à inspirer à ses hommes un esprit de résistance à toute épreuve.

À plusieurs reprises, ce brave officier se saisit des grenades qui lui sont lancées et les renvoie à l’ ennemi. Lorsqu’ il est incapable de poursuivre le combat à cause de ses blessures, il refuse d’ être transporté derrière les lignes et continue de donner des ordres et de précieux conseils à ses officiers subalternes. Enfin, il délègue toutes ses responsabilités et est évacué vers un hôpital, où il succombe à ses blessures.

*(London Gazette, n° 30372, le 8 novembre 1917)*



*Thomas William Holmes*

Thomas Holmes naît à Montréal le 17 août 1897. Très jeune, il déménage avec sa famille à Owen Sound, en Ontario. Durant la Première Guerre mondiale, il sert dans le 4<sup>th</sup> Canadian Mounted Rifles du Corps expéditionnaire canadien. Le 26 octobre 1917, son unité participe à l'attaque initiale menée par le Corps d'armée canadien à Passchendaele, en Belgique. Pour sa conduite lors de cette opération, il se voit décerner la Croix de Victoria. Le soldat Holmes s'éteint à Toronto, le 4 janvier 1950.

### **Citation**

Pour un acte de bravoure remarquable et pour son ingéniosité au moment où le flanc droit de notre attaque est arrêté par un feu nourri de fusils et de mitrailleuses lourdes provenant d'une casemate allemande. Les nombreuses pertes rendant la situation très difficile, le soldat Holmes s'élançe seul, de sa propre initiative, avec deux grenades ; il tue et blesse les hommes des détachements de deux mitrailleuses. Il retourne ensuite vers ses camarades pour aller chercher une autre grenade et, à nouveau, seul sous un feu nourri, il repart et lance la grenade dans l'entrée de la casemate, forçant les 19 occupants à se rendre.

Par ce geste courageux, accompli à un moment très critique, le soldat Holmes a sans aucun doute ouvert la voie à la progression de nos troupes et sauvé la vie de nombre de ses camarades.

*(London Gazette, n° 30471, le 11 janvier 1918)*



*Joseph Thomas Kaeble*

Joseph Kaeble naît à Saint-Moïse, au Québec, le 5 mai 1893. Il s'enrôle le 20 mars 1916 dans le 22<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie (canadien-français). Déjà décoré de la Médaille militaire pour bravoure, il mérite la Croix de Victoria à titre posthume pour la bravoure exceptionnelle dont il a fait preuve les 8 et 9 juin 1918.

### **Citation**

Pour sa bravoure exceptionnelle et son zèle hors du commun durant un raid ennemi, alors qu'il était responsable d'une section de mitrailleuses Lewis dans la première ligne de tranchées. Pendant un bombardement intense, le champ de tir étant très court, le caporal Kaeble reste à son poste, sa mitrailleuse à l'épaule, prêt à engager le feu. Dès que le tir de barrage cesse, une cinquantaine de soldats allemands avancent vers son poste. Déjà, toute la section du caporal Kaeble est hors de combat. Le caporal s'élançe au-dessus du parapet et, tenant sa mitrailleuse à la hanche, il vide les chargeurs l'un après l'autre sur l'ennemi. En dépit de plusieurs blessures causées par des fragments d'obus ou de bombes, il continue à tirer. Sa détermination lui permet de stopper complètement l'avance de l'ennemi. Enfin, tout en continuant à tirer, il tombe à la renverse dans la tranchée, mortellement blessé. Couché sur le dos dans la tranchée, il tire ses dernières cartouches au-dessus du parapet, sur les Allemands en fuite. Avant de s'évanouir, il crie aux blessés autour de lui : « Tenez bon, les gars ! Ne les laissez pas passer ! Il faut les arrêter ! » L'échec total de l'attaque ennemie à cet endroit est attribuable au courage personnel et à l'abnégation de cet intrépide sous-officier, qui succombe à ses blessures peu de temps après.

*(London Gazette, n° 30903, le 16 septembre 1918)*



*Jean Brillant*

Jean Brillant naît à Assemetquagan, au Québec, le 15 mars 1890. Il s'enrôle au sein du 189<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie en 1915. En 1916, il est muté au 22<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie (canadien-français). Pour sa conduite lors d'un raid survenu dans la nuit du 27 au 28 mai 1918, le lieutenant Brillant reçoit la Croix militaire. Il mérite la Croix de Victoria pour ses actions à la bataille d'Amiens les 8 et 9 août 1918. Il s'éteint le lendemain.

### Citation

Pour un acte de bravoure remarquable et pour son zèle hors du commun, alors qu'il était à la tête d'une compagnie qu'il conduit à l'attaque pendant deux jours, avec un courage inébranlable, une habileté et une initiative extraordinaires, la pénétration de l'attaque étant de 12 milles. Le premier jour des opérations, peu après le début de l'attaque, le flanc gauche de sa compagnie est arrêté par une mitrailleuse ennemie. Le lieutenant Brillant charge et s'empare de la mitrailleuse, tuant de sa main deux mitrailleurs ennemis. Ce faisant, il est blessé, mais refuse de quitter son commandement. Plus tard, le même jour, sa compagnie est arrêtée par un feu de mitrailleuses très nourri. Il fait personnellement une reconnaissance du terrain, organise un détachement de deux pelotons et fonce directement sur le nid de mitrailleuses. Quinze mitrailleuses et 150 ennemis sont capturés. Le lieutenant Brillant tue lui-même cinq des ennemis et est blessé une seconde fois. Il se fait panser immédiatement et une fois de plus refuse de quitter sa compagnie.

Subséquemment, cet intrépide officier repère un canon de campagne qui tire à bout portant sur ses hommes. Il organise immédiatement un détachement d'assaut, qu'il conduit droit au canon. Après avoir

progressé d'environ 600 verges, il est de nouveau grièvement blessé. En dépit de cette troisième blessure, il continue d'avancer sur environ 200 verges, puis s'évanouit, épuisé et au bout de son sang. Le merveilleux exemple du lieutenant Brillant durant cette journée inspire à ses hommes un enthousiasme et une détermination qui ont grandement contribué au succès de l'opération. (*London Gazette*, n° 30922, le 27 septembre 1918)



*William Hew Clark-Kennedy*

William Hew Clark-Kennedy naît à Dunskey, en Écosse, le 3 mars 1880. Après avoir servi dans l'armée britannique au cours de la guerre d'Afrique du Sud, il immigré au Canada en 1902. Il s'enrôle dans le Royal Highlanders of Canada en 1914 et commande le 24<sup>e</sup> Bataillon (*Victoria Rifles of Montreal*). Il a été cité à l'ordre du jour à quatre reprises, a reçu l'Ordre du service distingué avec agrafe, a été fait Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges et s'est vu décerner la Croix de guerre de la république de française. Il mérite la Croix de Victoria pour sa conduite lors de la bataille d'Arras les 27 et 28 août 1918. Il s'éteint à Montréal, le 25 octobre 1961.

### Citation

Pour un acte de bravoure remarquable, pour son initiative et pour avoir habilement mené le bataillon qu'il commandait, les 27 et 28 août 1918. Le 27, c'est avec courage et habileté qu'il mène son bataillon entre les tranchées Crow et Aigrette, devant Wancourt, et le lieu de l'offensive, sur la ligne Fresnes-Rouvroy. Dès le début, la brigade, au centre de laquelle se trouve le 24<sup>e</sup> bataillon, est la cible d'intenses tirs d'artillerie et de mitrailleuses ; les pertes sont

nombreuses, surtout parmi les chefs. Les unités sont en partie désorganisées et l'avance est freinée. Reconnaissant à quel point il est important que le front de la brigade soit dirigé par le centre et nullement découragé par les tirs d'anéantissement, le colonel Clark-Kennedy, grâce à sa personnalité et à son initiative, devient une source d'inspiration pour ses hommes et les fait avancer. À plusieurs reprises, il leur donne un exemple hors du commun en les menant tout droit vers les nids de mitrailleuses qui les empêchent d'avancer et surmonte ces obstacles. En contrôlant l'orientation des unités avoisinantes et en rassemblant les hommes qui n'ont plus de chef, il s'avère très utile pour le renforcement de la ligne et permet à tout le front de la brigade d'avancer.

Dans l'après-midi, grâce surtout au leadership énergique de cet officier qui fait fi de sa propre vie, son bataillon réussit, en dépit de lourdes pertes, à franchir le labyrinthe de tranchées à l'ouest du village de Cherisy ; il traverse le lit de la rivière Sensée et occupe la tranchée Occident devant les solides barbelés de la ligne Fresnes-Rouvroy ; sous les feux continus, il fait des allers-retours le long de sa ligne jusqu'à tard dans la nuit, améliore la position, encourage merveilleusement bien ses hommes et renvoie des rapports très clairs.

Le jour suivant, il fait à nouveau preuve d'un grand leadership dans l'attaque menée sur la ligne Fresnes-Rouvroy et sur Upton Wood. Quoique gravement blessé peu après le départ, il refuse toute aide et se traîne jusqu'à un trou d'obus d'où il peut observer. Constatant que ses troupes épuisées ne peuvent plus avancer, il établit une solide ligne de défense et empêche ainsi la perte de ce terrain très important. En dépit d'intenses douleurs et d'une abondante perte de sang, il refuse pendant cinq heures d'être évacué ; à ce moment, il établit la ligne dans une position telle que les troupes de relève pourront poursuivre l'avancée. On ne saurait surestimer les résultats obtenus grâce à la bravoure et au leadership de cet officier.

(*London Gazette*, n° 31067, le 14 décembre 1918)



*John Francis Young*

John Young naît à Kidderminster, en Angleterre, le 14 janvier 1893. Il aurait immigré au Canada dans sa jeunesse. Quand la Première Guerre mondiale éclate, il s'enrôle comme brancardier au 87<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie (*Grenadiers Guard, Montreal*). Le soldat Young s'est vu décerner la Croix de Victoria pour sa conduite, le 2 septembre 1918, lors des combats visant la ligne Drocourt-Quéant près de Dury, en France. Il s'éteint à Sainte-Agathe, au Québec, le 7 novembre 1929.

## CITATION

Pour un acte de bravoure remarquable et pour son sens du devoir lors d'une attaque dans le secteur Dury-Arras, le 2 septembre 1918, en sa qualité de brancardier rattaché à la compagnie «D» du 87<sup>e</sup> Bataillon, un régiment de Québec. Lors de son avance sur la crête, sa compagnie subit de lourdes pertes en raison des tirs d'obus et de mitrailleuses. Malgré l'absence de toute couverture, le soldat Young n'hésite pas un seul instant; il s'avance sur un terrain balayé par les tirs pour aller soigner les blessés. Quand les pansements viennent à manquer, il retourne plusieurs fois au poste de commandement de sa compagnie, sous les tirs intenses, pour aller chercher de nouvelles fournitures médicales. Il poursuit sa tâche pendant plus d'une heure, affichant sans relâche une audace absolue. Grâce à sa conduite courageuse, il a sauvé la vie d'un grand nombre de ses camarades.

Plus tard, quand les tirs ennemis ont quelque peu diminué, il organise et commande des détachements de brancardiers pour ramener les blessés qu'il a soignés. Tout au long des opérations des 2, 3 et 4 septembre, le soldat Young a fait preuve d'une bravoure exceptionnelle et d'un sens aigu du devoir.

(*London Gazette*, n° 31067, le 14 décembre 1918)

#### NOTE DES AUTEURS

Cote versus Côte – Au cours des années, l'usage au Canada tend de plus en plus à placer l'accent circonflexe sur le mot « cote », lequel terme désigne certains terrains de bataille de la Première Guerre mondiale, dont, celles des cote 62, cote 70 et cote 145 décrites dans ce recueil. L'orthographe correcte est « cote » que Larousse définit comme « un nombre porté sur une carte désignant un niveau, une coordonnée ». D'autre part, le mot « côte » est définie comme « la partie en pente d'un chemin, la pente d'une colline ». Leur désignation provient des états-majors qui baptisaient les collines sur le terrain de bataille à partir des informations disponibles sur les cartes topographiques, soit, la courbe de niveau.

# Appendice 2

## NOTES BIOGRAPHIQUES DES AUTEURS

Le brigadier-général retraité **RICHARD GIGUÈRE**, OMM, MSM, CD, B.A., DESS, s'intéresse aux enjeux de sécurité internationale et à la guerre, à la stratégie des organisations, aux principes et enjeux de l'administration publique et au management stratégique. Il enseigne à l'Université Laval, à l'École nationale d'administration publique (ENAP) et à l'Université du Québec à Chicoutimi. Au cours de ses 35 années dans l'Armée canadienne, il sert dans divers théâtres opérationnels (Allemagne, crise d'Oka, Haïti, Kaboul, Kandahar), comme attaché militaire à Washington et en milieu académique. Il commande le 2<sup>e</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment et la Citadelle de Québec, le secteur du Québec de la Force terrestre (maintenant la 2<sup>e</sup> Division du Canada) et la Force opérationnelle interarmées (Est) et le Collège des Forces canadiennes de Toronto. Diplômé de l'École de guerre de Paris, il détient un baccalauréat en études militaires et stratégiques du Collège militaire royal de Saint-Jean et un diplôme d'études supérieures en études stratégiques de l'Université Paris-Nord. Il a étudié à la *Harvard Kennedy School* et à la *Joint and Combined Warfighting School* de Norfolk, en Virginie. Il est directeur adjoint du Centre sur la sécurité internationale (CSI) associé aux Hautes Études internationales (HEI) de l'Université Laval et président de l'Institut militaire de Québec.

M. **RAPHAËL ARTEAU-MCNEIL**, MA, Ph. D., détient un doctorat en science politique du Boston College, avec une spécialité en philosophie politique. En plus d'enseigner la philosophie au cégep Garneau, il a fondé le certificat sur les œuvres marquantes de la culture occidentale à l'Université Laval, où il enseigne depuis dix ans dans différents domaines : histoire, littérature, science, religion

et philosophie. Il vient d'ailleurs de faire paraître un essai sur l'éducation par les grandes œuvres intitulé *La perte et l'héritage* (Boréal, 2018). Il est aussi le directeur de la revue *Argument*, une des principales revues d'essais au Québec, où il a publié de nombreux articles. Enfin, il est traducteur (grec ancien) pour la maison d'édition Résurgences et a collaboré à la traduction de divers ouvrages (*Antigone* de Sophocle, *Hippias majeur* et *Ménon* de Platon, le premier livre des *Éléments* d'Euclide).

Le colonel retraité **MARCEL BELLEAU**, CD, CPA, MA, Ph. D., œuvre dans le monde universitaire à l'Université Laval, au siège social de l'Université du Québec et à l'Université du Québec à Montréal dont il a été vice-recteur de 1988 à 1996, et directeur adjoint d'une chaire en études stratégiques. Spécialisé dans l'étude des conflits, des politiques de défense et de la politique au Moyen-Orient, il commente fréquemment les événements internationaux dans les médias. Durant sa carrière militaire, il commande le régiment de la Chaudière et le District n° 3 du Québec (présentement le 35<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada). Il sert comme colonel honoraire du régiment de la Chaudière.

Le colonel **RICHARD GARON**, CD, MA, est doctorant en science politique à l'Université Laval. Détenteur d'une maîtrise en études sur la conduite de la guerre, il enseigne les études stratégiques, l'histoire militaire et la politique de défense et de sécurité canadienne. Il a publié deux ouvrages, *Penser la guerre au futur* et *Les rendre. Jamais*, et codirigé un numéro spécial de la revue *Études internationales* portant sur les opérations de paix. Durant sa carrière militaire, il commande le 6<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne de Lévis, le 2<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne de Montréal et le 35<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada à Québec. Il est engagé dans la conservation du patrimoine militaire dans la région de Lévis et de Québec.

Le colonel retraité **MARC GRONDIN**, CD, P Eng, M. Sc., MBA est diplômé en génie mécanique au Collège militaire royal, en Ontario. Il détient une maîtrise en sciences du Royal Military College of Sciences, en Angleterre, et une maîtrise en administration des affaires de l'Université Laval. Durant 35 ans au sein du Corps du génie électrique et mécanique royal canadien (RCEME), il sert au Canada et outre-mer (Allemagne, Égypte). Il commande la 5<sup>e</sup> Compagnie de maintenance à Valcartier, le 55<sup>e</sup> Bataillon des services

du Canada et le 35<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada à Québec. Il sert dix ans au Centre de recherche et développement pour la Défense Canada à Valcartier. Il s'intéresse au rôle central du soldat volontaire pour la protection de notre héritage démocratique.

Le major retraité **FRANÇOIS LAFOND, MA**, sert au régiment Les Voltigeurs de Québec avant de se joindre au Service diplomatique canadien. Durant sa carrière diplomatique de 26 ans, il est consul général du Canada à Monterrey, à l'apogée de la lutte contre le narcotrafic dans le nord du Mexique. Il détient une maîtrise en philosophie de l'Université Laval. Il est passionné d'histoire militaire, notamment la participation du Corps expéditionnaire canadien (CEC) durant la Grande Guerre. Il est engagé dans la préservation du patrimoine militaire dans la région de Québec.

Le lieutenant-colonel honoraire **ALAIN LEMIEUX, LLD, LLM, CEP, LLB, B. Sc.**, est honoraire du 35<sup>e</sup> Bataillon des services du Canada. Il est détenteur d'un baccalauréat en droit et d'un baccalauréat en science politique de l'Université Laval, d'une maîtrise en droit de la London School of Economics and Political Science, d'un certificat d'études politiques de Science po à Paris et d'un doctorat en droit de l'Université d'Ottawa. Membre de l'équipe de négociation des traités fiscaux au ministère des Finances (Ottawa) et de la Direction du droit économique et des traités au ministère des Affaires extérieures (Ottawa) puis conseiller des ministres des Relations internationales (Québec), il travaille depuis plus de 25 ans dans le domaine des affaires gouvernementales et publiques, notamment au sein du cabinet qu'il a fondé (AGP). Actionnaire ou membre du bureau de plusieurs entreprises, organismes sans but lucratif et associations, il est actuellement président de la Fondation du 35<sup>e</sup> Bataillon des services. Il a enseigné à la Faculté de droit de l'Université Laval pendant 25 ans et a publié plusieurs articles dans le domaine du droit international économique et du droit de la concurrence.

Le capitaine de frégate retraité **CHARLES ANDRÉ NADEAU, CD, MA**, sert dans la Marine canadienne pendant 33 ans et commande le destroyer *HMCS Algonquin* déployé deux fois avec la Force permanente de l'OTAN ainsi que l'École navale de Québec. Après une affectation comme attaché militaire à Paris, il obtient une maîtrise en hautes études navales sur le cours de commandement avancé au Collège de la marine américaine à Newport, au Rhode Island. Après

sa retraite, il obtient un baccalauréat puis une maîtrise en histoire de l'Université Laval. Il écrit des articles et donne des conférences sur des sujets touchant la marine militaire à Québec et le fleuve Saint-Laurent. Il travaille présentement à un ouvrage intitulé *Une histoire navale de la Nouvelle-France*.

M. **CARL PÉPIN** détient un doctorat en histoire de l'Université Laval et est un spécialiste de l'histoire de la conduite et des pratiques de la guerre. C'est à ce titre qu'il a travaillé pour différentes institutions, dont l'Université Laval, l'Université du Québec à Montréal, le Collège militaire royal du Canada et l'Institut Historica Canada. Il agit souvent comme conférencier et invité-expert pour les gouvernements, les universités et les organisations médiatiques afin de commenter les phénomènes passés et présents liés à la guerre et à l'histoire militaire. Depuis mars 2009, il entretient un blogue contenant plus de 160 articles d'histoire militaire destiné au grand public et visité par plus d'un million de visiteurs : [www.carlpepin.com](http://www.carlpepin.com).

Le lieutenant-colonel **ÉRIC BEAUDOIN**, CD, ADC, B. Sc., B. Ens., est un amateur d'histoire militaire engagé dans la conservation du patrimoine militaire. Il a participé à la publication de deux ouvrages de nature militaire et de plusieurs journaux régimentaires. Il préside des associations et organise des activités de commémoration, dont celle du 200<sup>e</sup> anniversaire des Casernes Connaught, à Québec. Il a enseigné au secondaire pendant plusieurs années avant de travailler comme technicien en travaux pratiques. Réserviste de carrière, il sert en ex-Yougoslavie avec l'OTAN. Il commande le régiment d'infanterie Les Fusiliers de Sherbrooke de 2005 à 2010, puis sert comme officier supérieur d'état-major au quartier général du 35<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada. En 2018, il commande le régiment The Sherbrooke Hussars.

# REMERCIEMENTS

**E**n premier lieu, on se doit de souligner le travail accompli par les collaborateurs dans la rédaction et la révision requises pour réaliser cet ouvrage :

Préface par l'honorable J. Michel Doyon, c.r., LL.L., Ph. D., Ad. E.

Sous la direction du brigadier-général Richard Giguère (retr.), B.A. DESS., OMM, MSM, CD

Capitaine de frégate Charles André Nadeau (retr.), M.A., CD

Colonel Richard Garon, M.A., CD, commandant du 35<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada

Colonel Marcel Belleau (retr.), Ph. D., CD

Colonel Marc Grondin (retr.), M. Sc., M.B.A., CD

Coordination et révision : lieutenant-colonel Éric Beaudoin, B. Sc., B. Ens., CD, ADC

Major François Lafond (retr.), M.A.

Lieutenant-colonel honoraire M<sup>e</sup> Alain Lemieux, LLD, LLM, CEP, LLB, B. Sc. pol.

Professeur Raphaël Arteau-McNeil, M.A., Ph. D.

Monsieur Carl Pépin, Ph. D.

Assistance à la relecture du chapitre 2 : M<sup>e</sup> Valérie Lachance Lemieux, avocate, LLB, MBA (Laval)

Monsieur Denis Dion, Directeur des Presses de l'Université Laval, Madame Jocelyne Naud, Responsable de la production, Madame Solange Deschênes, réviseure, Madame Laurie Patry, graphiste, Madame Diane Trottier, infographiste et Madame Mélissa Côté, Responsable de la promotion.

En second lieu, les collaborateurs sont reconnaissants envers les partenaires, soit les associations et les entreprises suivantes pour leur contribution aux activités, au financement et à la création de ce recueil (en ordre alphabétique):

Alain Lemieux, Affaires gouvernementales et publiques, à Québec

Anciens combattants Canada

Bibliothèque et Archives Canada

Bureau du lieutenant-gouverneur du Québec, lieutenant-colonel Jean-François Provençal, CD, ADC

L'Institut militaire de Québec

La Fondation du mémorial de Lévis

La Fondation Les Voltigeurs (9<sup>e</sup> Bataillon) à Québec

Le Cercle canadien des médaillés internationaux

Le Cercle de la Garnison de Québec

Le Musée de la Défense aérienne de Bagotville et M<sup>me</sup> Marie-Josée Duchesne, conservatrice du musée

Le Musée naval de Québec et M. André Kirouac, directeur du musée

Le Musée régimentaire des Voltigeurs de Québec et M. Raymond Falardeau, conservateur du musée

Le Musée Royal 22<sup>e</sup> Régiment et M. Dany Hamel, directeur du musée

Les membres de la communauté militaire du Québec

Les Presses de l'Université Laval et son directeur général, M. Denis Dion

Monsieur Hugo Brissette, directeur de l'école Sainte-Marie à Princeville

Enfin, un merci particulier à tous ceux et celles qui ont assisté aux conférences données durant cette année historique du centième anniversaire de la fin de la Grande Guerre. Par votre intérêt et votre encouragement, vous avez suscité notre volonté de rendre hommage à ces gens et de mettre par écrit une partie de ce pan d'histoire. Nous dédions ce livre à la mémoire de tous les militaires et civils qui ont été des acteurs dans cette grande tragédie que fut la Première Guerre mondiale.

Nos remerciements s'adressent à tous nos partenaires, mais toute erreur ou omission demeure involontaire.





## *Nous nous souviendrons*

### 1914-1919

La Première Guerre mondiale a marqué profondément plus d'une génération et continue de fasciner le public depuis maintenant un siècle. C'est avec empressement que les esprits patriotiques et aventuriers s'engagèrent dans l'engrenage de ce qui allait devenir l'une des plus grandes tragédies humaines du siècle. Malgré tout, la mémoire s'estompe et ceux qui ont vécu et subi ces événements sont désormais absents. Cette collection rassemble quinze textes d'intérêt qui vous feront découvrir la participation des Canadiens et, plus particulièrement, la participation des Québécois à l'effort de guerre. L'expérience des tranchées, les balbutiements de l'aviation, l'apparition des chars d'assaut, la constitution d'une marine de guerre, le tout défini dans le contexte géopolitique de l'époque.

Contrairement à la croyance populaire, des milliers de Canadiens français ont servi au sein du Corps expéditionnaire canadien qui donna naissance à des héros et de grands guerriers. Des cultivateurs, des bûcherons, des infirmières... des gens de tous horizons ainsi que des militaires de métier ont joint les rangs des bataillons canadiens, dont ceux du 22<sup>e</sup> Bataillon (canadien-français) et s'illustrèrent à de nombreuses batailles. Leurs réalisations ont fomenté le caractère qui les définit pour s'affranchir de la colonie britannique vers l'identité canadienne. Cette œuvre contribue également au devoir de mémoire dont les auteurs ont voulu s'acquitter afin d'honorer les nombreuses victimes et sacrifices vécus.

En collaboration avec

Raphaël Arteau-McNeil  
Éric Beaudoin  
Marcel Belleau  
Richard Garon  
Richard Giguère

Marc Grondin  
François Lafond  
Alain Lemieux  
Charles André Nadeau  
Carl Pépin

Aussi en version numérique

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

ISBN 978-2-7637-4338-7

9 782763 743387

Presses de  
l'Université  
Laval

Histoire